

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 JUILLET 1913.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits d'enregistrement, d'hypothèque, de timbre et de succession ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Le projet de loi apportant des modifications aux lois sur l'enregistrement, d'hypothèque, de timbre et de succession a été l'objet d'un examen particulièrement attentif par votre section centrale.

Elle y a consacré six séances.

Ce projet touche, en effet, à des matières d'imposition de nature fort diverses, dont seules les relations avec le fisc amènent la réunion dans un même projet :

L'application des dispositions nouvelles doit se concilier ici avec les principes des lois civiles, là avec les règles et les usages du commerce dans leurs relations avec le droit fiscal révisé.

La loi nouvelle constitue une importante revision fragmentaire, et, à cet égard, il est à regretter que l'obligation de pourvoir sans délai aux dépenses qu'entraînent les nécessités de la défense nationale, n'ait point permis d'attendre les solutions réclamées à la commission chargée de la revision des lois sur l'enregistrement et le timbre.

Cet argument de nécessité doit répondre aux critiques de ceux qui préconisent, ou auraient souhaité, la solution du problème financier actuel qui s'impose avec urgence, par une revision complète de notre régime d'impôts.

Qui eut pu songer à aborder en ce moment un tel problème : « De 1870 à 1906 on compte en France 217 projets d'impôt sur le revenu, et les quatre contributions directes, les « quatre vieilles », sont toujours debout. » (*Journal des Economistes*, 1912, p. 320.)

(1) Projet de loi, n° 294.

(2) La section centrale, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. Berloz, de Liedekerke, Wauwermans, Mechelynck, Liebaert, Woeste.

M. Beernaert disait, à la séance du Sénat du 24 décembre 1889 :

« Rien de plus difficile que de modifier l'assiette des impôts : les contribuables que l'on dégrève ne s'en souviennent pas, et ceux que l'on atteint n'estiment jamais que c'est à bon droit. C'est ainsi que l'on a pu dire que les meilleurs impôts sont toujours ceux qui existent ».

La section a été saisie de nombreuses requêtes, d'observations multiples. Elle n'a négligé l'examen d'aucune observation fournie par les intéressés. Elle a constaté que nul ne songeait à répudier les devoirs que le patriotisme sollicite : Hier, le pays consentait les charges militaires réclamées à toute la nation sans distinction de classes. Aujourd'hui, le pays réclame, à ceux-là même dont la défense nationale doit assurer de façon plus particulière la conservation de leur richesse ou de leur aisance, le légitime complément d'intervention.

La seule préoccupation qui devait guider dans l'examen des projets fiscaux consistait dans la nécessité d'écarter tout ce qui serait de nature non à froisser des sentiments ou des habitudes, mais à empêcher la perception même du droit par l'évasion de la matière imposable, à provoquer la fraude par d'inutiles ou vaines mesures : Il faut éviter que leur rigueur même puisse fournir une excuse à ceux qui cherchent à s'y soustraire. Les solutions « ingénieuses » des juristes, des praticiens, des financiers ; la découverte des sentiers qui permettent d'atteindre le but sans rencontrer le percepteur placé en évidence sur la grand'route du droit sollicitent davantage les redevables que la prime à l'évasion fiscale est plus élevée, que la perception apparaît plus lourde ou plus pénible dans la forme, que certains se croient injustement atteints, parce que seuls, ou inégalement frappés.

D'autre part, ce sont surtout les valeurs mobilières que vise le projet : c'est la matière la plus difficile à atteindre, celle qui possède le plus d'avantages dans la lutte de résistance contre le fisc. En ces derniers temps, la facilité des communications, a permis le déplacement sans grands inconvénients des centres des affaires. « Le possesseur d'un capital mobilier — a dit Adam Smith — est citoyen du monde ».

Il en est, dans cette matière, comme dans celle des tarifs de protection. Aussitôt qu'un certain point se trouve dépassé, que les charges imposées cessent d'être en relation équitable avec les avantages, les capitaux émigrent et vont rechercher dans d'autres pays des lois plus favorables. La source de l'impôt se tarit. Le champ de la production voit diminuer la récolte sur laquelle le fisc calculait son légitime prélèvement. Seuls supportent l'impôt ceux qui ne peuvent s'y soustraire. Ceux qu'il y aurait le plus de raison d'atteindre y échappent. Ce serait une intolérable injustice si l'Etat ne pouvait percevoir qu'une poussière de taxes sur les petits contribuables alors que les grosses fortunes y échapperaient, si une prime était accordée aux redevables sans scrupules, tandis que la loi pèserait de tout son poids sur les consciences délicates.

Dans la matière qui nous occupe, il semble aussi difficile qu'il est parfois

dangereux, de prêter une trop grande attention aux expériences fournies par les pays voisins.

Les études de droit et d'économie politique comparée ont joui en ces derniers temps d'une singulière — et reconnaissons-le — méritée faveur. L'exemple fourni par les institutions et les précédents étrangers sont de nature à projeter souvent une utile lumière sur l'étude des problèmes à résoudre, à rapprocher des solutions d'expérience.

Mais il ne faudrait pas cependant se confier aveuglément à cette étude en se maintenant dans la tour d'ivoire des théories, en recherchant des solutions de laboratoire, en s'abandonnant à ce qui constitue, maintes fois, le « dangereux mensonge des statistiques ».

Telle institution qui fournit d'excellents résultats dans un pays est incapable de fonctionner aussitôt qu'on tente de la transplanter. Les « terres d'expériences » sont faites de sols de compositions différentes. Moins encore que les plantes et les individus, les institutions sont capables de s'acclimater sous un soleil de libertés différentes. Le caractère belge serait incapable de se plier à des lois, à des disciplines qui peuvent s'adapter à merveille au caractère de nos frères d'Allemagne ou de France.

Le commerce et l'industrie de chaque nation réclament des régimes spéciaux et appropriés : un pays agricole ne pourrait s'accomoder du régime d'une région industrielle, un pays de plaines ne peut être administré comme un pays de montagne. Chaque nation a son caractère et son originalité. La législation pour les Belges doit être « belge ».

On ne pourra faire grief, pensons-nous, ni à la section centrale, ni au Gouvernement qui lui en avait donné l'exemple, d'avoir recueilli tous les éléments propres à éclairer sur ces divers points, à rechercher ce qui peut être réclaté du redevable sans le provoquer — en l'absence d'une union fiscale internationale — à l'évasion fiscale, par des atteintes inutiles à la liberté individuelle et à la marche des affaires.

Ces conséquences seraient bien plus préjudiciables aux intérêts du Trésor, que des difficultés dans les perceptions fiscales, l'obligation d'un surcroît de vigilance dans la recherche des cas d'application et l'accomplissement des devoirs de preuve.

Il faut conserver à la Belgique toutes ses forces d'expansion, toute son attirance sur l'étranger : il faut consolider, accroître ses richesses, développer encore notre prospérité nationale pour faire plus grande la part qui doit revenir au fisc dans les profits communs.

CHAPITRE I^{er}.

A. Droits d'enregistrement.

§ 1. DONATIONS ENTRE VIFS.

(ART. 1 ET 2).

Observations générales.

La première série de dispositions fiscales proposées concerne les donations. Elle est correlative avec celle relative aux successions, art. 44 à 47.

Le projet propose le relèvement des taux perçus et aucunes critiques de principe n'ont été formulées à ce sujet.

Le projet de loi établit l'assimilation — en ce qui concerne la perception et la tarification des droits — entre la donation et le legs.

Les articles 44, 45 et 46 que nous examinerons dans le chapitre quatrième de notre rapport déterminent le taux nouveau à percevoir.

La modification apportée au régime actuel, en matière de donations, s'établit comme suit.

Le taux est établi pour cent.

DONATIONS.	Régime actuel		Régime nouveau (sans distinguer entre les biens).
	meubles.	immeubles.	
En ligne directe, y compris partages d'ascendants faits par actes entre vifs	(1) 0 65	(5) 1 40	1 40
Par contrat de mariage.	(2) 0.325	1 40	0 70 meubles. 1 40 immeubles.
En ligne collatérale ou étrangers (Par contrat de mariage réduction de moitié) (3) (6).	»	»	»
Entre époux sans enfants ou descendants com- muns	5 50	(7) 6 90	6 »
Entre frères et sœurs.	(4) 3 40	(7) 6 90	7 50
Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces, entre adoptant et adopté.	(4) 3 40	(7) 6 90	9 »
Entre grands-oncles ou grand'tantes et petits- neveux ou petites-nièces, adoptant et descen- dants de l'adopté	(4) 3 40	(7) 6 90	10 50
Entre tous autres.	(4) 3 40	(7) 6 90	15 »
Provinces, communes, avec affectation spéciale. hospices, etc	(4) 2 40 fixe.	(7) 2 40 fixe.	10 »

On a signalé qu'à se placer sur le terrain rigoureux des principes économiques il semblait difficile de justifier l'assimilation complète entre la donation et le legs; que des raisons pouvaient justifier un traitement plus favorable pour les actes qui constituent souvent l'accomplissement d'un devoir, et qui méritent d'autant plus d'être encouragés qu'ils entraînent un dépouillement immédiat.

On a également invoqué que certaines catégories de legs méritaient un encouragement particulier.

(1) Lois du 1^{er} juillet 1869, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.

(2) Lois des 1^{er} juillet 1869, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 3.

(3) Lois des 22 frim. au 7, art. 69, § 6, 1^o, 5 juillet 1860, art. 5, 1^{er} juillet 1869, art. 8 et 28 juillet 1879, art. 1.

(4) Id.

(5) Lois des 1^{er} juillet 1869, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.

(6) Lois des 22 frim. au 7, art. 69, § 8, 1^o, 5 juillet 1860, art. 5, 1^{er} juillet 1869, art. 8 et 28 juillet 1879, art. 3.

(7) Lois des 22 frim. au 7, art. 69, § 8, 1^o, 1^{er} juillet 1869, art. 8, et 28 juillet 1879, art. 1.

Mais ces raisons relèvent plutôt du sentiment que de la rigueur du droit fiscal : il faut reconnaître que l'analogie est complète, dans les effets économiques de la donation et du legs. Ils procurent, l'une et l'autre, les mêmes avantages gratuits — que le donateur se soit dépouillé ou que le testateur ait dépouillé ses héritiers.

On a encore critiqué l'égalité du taux, qu'il s'agisse de meubles ou d'immeubles : La vente de meubles est frappée d'un droit moins onéreux que celui des immeubles. Sans doute. Mais est-ce là une raison suffisante pour maintenir la différence du taux de droit lorsqu'il s'agit de l'asseoir à raison d'un acte tout différent de la vente ? Nous sommes ici en matière fiscale. Ce qui doit nous guider dans notre appréciation de la fixation de l'impôt, c'est l'acte et le bénéfice qu'il procure plutôt que les biens qui en sont l'objet. Les transmissions de meubles peuvent être taxées avec plus de modération que les immeubles dans la matière des ventes à raison de la fréquence des mutations. En matière de libéralités les meubles ne sont pas transmis plus de fois que les immeubles au cours d'une même période de temps. Et celui qui se trouve gratifié par un don ou legs trouve le même profit, que l'objet de la disposition consiste en meubles ou en immeubles.

On doit donc approuver le principe d'assimilation qui est invoqué pour justifier la disposition, tout en signalant que le projet ne lui fait pas produire toutes les conséquences qui devraient en découler rigoureusement.

Si nous examinons l'application faite de ce principe, une critique sérieuse peut être formulée en ce que les donations de biens meubles resteront assujetties au droit, tandis que l'héritier en ligne directe échapperait à ce droit s'il recueillait ces biens après décès.

Ainsi une première différence s'établira, en ligne directe, entre la donation et la succession en ce qui concerne les biens meubles :

L'harmonie poursuivie n'est donc pas réalisée sur ce point, et si l'attention n'a pas été davantage attirée ou les réclamations plus nombreuses, ne serait ce pas parce que l'on a fait ce calcul que les donations de biens meubles en ligne directe continueraient peut-être, comme par le passé, à échapper à tout droit, à défaut de constatation par un acte...

Une autre différence doit encore être relevée en ce qui concerne le calcul du droit.

La section centrale a posé la question suivante :

« Le projet assimile les donations aux legs.

» Le calcul des droits en matière de legs ne s'établit-il pas, déduction faite des charges ?

» L'assimilation sera-t-elle la même ?

» Si un immeuble se trouve grevé de X francs, la perception sera-t-elle la même qu'il fasse l'objet d'un don ou d'un legs ? »

Il a été répondu :

« Le droit d'enregistrement établi pour les donations entre vifs est perçu sur la valeur des biens donnés sans distinction de charges.

» Le droit de succession dû sur les legs est également liquidé sur la valeur des biens, mais sous déduction des dettes et charges à supporter par le légataire.

» Ces règles de perception continueront à être suivies, le projet assimilant la donation au legs *quant au taux du droit seulement*. »

Comme compensation à cette charge on peut relever cette disposition favorable pour les gratifiés que les actes portant donation entre vifs de biens immeubles sont déclarés exempts du droit de transcription (art. 30).

En résumé l'on doit conclure que bien que la réforme n'ait pas pu être poursuivie jusqu'au bout, la pensée qui a inspiré le régime nouveau est logique, et se justifie parfaitement au point de vue des principes.

ARTICLE PREMIER.

Une seule critique a été formulée en ce qui concerne le montant du droit. Nous la trouverons reproduite en ce qui concerne les droits de succession.

Elle concerne le taux relatif aux donations entre grands-oncles et neveux, adoptant et descendant de l'adopté. On a relevé que les gratifications de ce genre sont ordinairement motivées par des considérations particulières justifiant l'application du droit de 9 p. c. appliqué au précédent degré.

Il a été répondu que l'on trouverait difficilement un argument de logique pour justifier que le droit à percevoir fût le même alors que dans l'ordre de la nature une transmission intermédiaire aurait dû se produire.

La section a repoussé par 5 voix contre 2 une modification proposée à ce paragraphe modificatif du tarif.

ART. 2.

Certaines critiques ont été formulées eu égard au taux de 10 p. c. que cette disposition consacre. On a signalé que toute donation doit être de la somme nécessaire pour la fondation, et que le droit est dès lors, en fait, à charge du donateur. C'est pourquoi, sans solliciter soit l'exemption, soit même le maintien du droit fixe, on avait indiqué que dans d'autres pays ces donations jouissent de faveurs fiscales. En Allemagne, la loi réduit à 5 p. c. le droit sur les legs au profit des églises, des sociétés, fondations, unions, ou établissements allemands qui poursuivent exclusivement un but de religion, de bienfaisance ou d'utilité sociale et les exonère s'ils n'atteignent pas 5,000 marks.

La Section centrale n'a pas cru devoir modifier le chiffre proposé.

Les gratifiés sont des étrangers, et se voient déjà octroyer un régime de faveur.

Le droit proportionnel de 10 p. c. constitue une réduction en ce qui concerne les legs : le droit est ramené de 15.80 à 10 p. c. mais il entraîne une aggravation considérable en ce qui concerne les donations.

Il y a là une compensation établie en vue de rétablir l'égalité entre les deux modes de réaliser l'acte de générosité, et les deux systèmes en présence

trouveront leurs adversaires et leurs défenseurs, suivant que les gratifiés penseront en bénéficier ou non. C'est la preuve, encore une fois, que les critiques s'inspirent non d'une question de principe mais de faits, et de situations particulières. Elles peuvent donc être écartées.

Mais ce régime doit être libéralement appliqué :

La section a été unanime à déclarer que les termes « donations avec affectation expresse à l'enseignement, ou à des œuvres d'assistance, doivent être interprétés dans le sens le plus large et doivent comprendre toutes les affectations aux fins desquelles un arrêté royal d'autorisation pourra habilitier les provinces et les communes. Ces termes devraient évidemment comprendre, par exemple, les affectations aux fins de constitution de fonds de chômage.

§ 2. OUVERTURES DE CRÉDIT.

Observations générales.

L'article 5 décide que, lors de l'enregistrement de l'acte d'ouverture de crédit, le même droit sera perçu sur le montant du crédit ouvert, que s'il s'agissait d'un acte constatant le prêt de cette somme.

Si l'on se place au point de vue du droit, ou si l'on examine ces deux contrats dans leurs effets de réalisation, l'on relève assurément une différence considérable entre l'ouverture de crédit et le prêt lui-même, mais cette différence est de nature à complètement justifier la perception proposée.

« Une ouverture de crédit n'est pas une simple promesse de prêt, fût-on même convenu de ne la faire consister qu'en avance de fonds. Quand je vous offre un crédit jusqu'à concurrence d'une certaine somme, je fais plus que m'obliger à vous prêter cette somme. En effet, le prêt est un acte simple et momentané, et, une fois que l'emprunteur a touché la somme promise, le prêteur a rempli son engagement. Aussi ne saurait-il être question d'assigner une certaine durée à l'obligation du futur prêteur. Ce serait un non-sens.

» Il en est tout autrement dans le cas d'une ouverture de crédit. Et même une ouverture de crédit ne se conçoit que si l'on est convenu de lui donner une certaine durée, limitée ou illimitée, peu importe. Car le créancier n'a pas fait tout ce que la nature du contrat exigeait de lui, lorsqu'il a délivré une première fois au crédit l'intégralité du capital promis. Il est entré, en effet, dans les prévisions des contractants que le crédit rembourserait ce capital au créancier, et, dans ce cas, ce dernier est tenu de réitérer son avance. En un mot, l'ouverture de crédit suppose une succession ininterrompue de sorties et de rentrées de capitaux, et il dépendra du crédit d'obtenir, aussi souvent qu'il le voudra et que le comportera la durée du crédit, la délivrance entière des sommes promises. Par contre, ajoutons-nous, le crédit prend, dans cet ordre d'idées, envers le créancier, un engagement qui porte, non pas sur toutes et sur chacune des avances à faire au cours du contrat, mais sur le résultat final d'une série d'opérations dont les

fluctuations continuelles doivent changer à chaque instant la situation des parties (1). »

Avant la loi du 24 mars 1873, les ouvertures de crédit — à défaut de dispositions particulières dans la loi du 22 frimaire an VII, — fournissaient matière au droit fixe de formalité comme actes innommés.

La Cour de cassation avait bien décidé (arrêts des 27 décembre 1862 et 24 novembre 1870) qu'il n'était pas besoin d'un nouvel acte pour que l'administration fut recevable à poursuivre le recouvrement de ce droit, qu'il suffisait qu'elle fit la preuve, par les moyens légaux, de la réalisation du crédit : Ce n'était là qu'une proclamation de droit dépourvue de sanction effective.

« Autant qu'il est vrai — porte l'exposé des motifs d'un projet de loi présenté par M. Jacobs, le 28 novembre 1871 — que les actes d'ouvertures de crédit sont toujours suivis d'avances constituant le crédit débiteur, autant il est vrai aussi que l'administration est généralement hors d'état d'en fournir la preuve pour compléter les perceptions qui se sont restreintes, au moment de l'enregistrement, au droit fixe de fr. 2.20. En présence de cette impuissance et de la disposition de la loi de 1851, qui a consacré la validité et les effets rétroactifs de l'hypothèque, la forme de l'ouverture de crédit s'est fait, dans la pratique, une place chaque jour plus grande, pour couvrir des prêts effectués à la date de l'acte.

» Cette situation appelle un remède ; le Gouvernement propose de rendre exigibles, respectivement à la date de l'acte et au moment de l'inscription, des droits s'élevant à environ la moitié de ceux qui, d'après le tarif actuel, sont dus après la réalisation du crédit. Il en serait tenu compte ultérieurement, lorsque la preuve de la réalisation permettrait, comme par le passé, de liquider les droits. » (*Documents parlementaires*, 1871-1872.)

Ces constatations amenèrent le vote de la loi du 24 mars 1873 dont les articles 6 à 8 sont ainsi conçus :

« Art. 6. Les actes portant ouverture de crédit sur hypothèque ou sur gage sont assujettis, au moment de l'enregistrement, à un droit de 60 centimes par 100 francs, additionnels compris (actuellement, 65 centimes p. e.).

» Le droit est assis sur la somme pour laquelle l'hypothèque ou le gage est consenti.

» Art. 7. Sur le montant en principal de l'inscription prise en vertu d'un acte d'ouverture de crédit, il sera perçu, au moment de la formalité, un droit de 60 centimes par 1,000 francs, additionnels compris (actuellement, 65 centimes par 1,000 francs).

» Art. 8. En cas de réalisation partielle ou totale du crédit, les perceptions effectuées conformément aux deux articles précédents seront complétées à concurrence des droits exigibles d'après les lois existantes. »

Cette loi constitue une transaction entre le fisc et les contractants : Elle ne

(1) LE FRANÇOIS, *Traité du crédit ouvert*, n° 20. Cfr. Réquisitoire de M. le procureur général Leclercq, avant cassation, 27 décembre 1849, *Pas.*, 1850, I, p.66.

considère pas la matière imposable comme naissant dès la constitution du contrat, et par le fait de cette constitution: le droit proportionnel exigé au moment de la passation de l'acte n'est qu'un acompte, perçu *contra rationem juris*, sur un droit plus élevé, que doit seulement rendre exigible la réalisation du crédit.

Le contrat d'ouverture de crédit est un contrat *sui generis*, simplement productif d'obligations, une sorte de louage d'ouvrage, par lequel une personne, — le créiteur, — prend l'engagement de se livrer, pendant un temps plus ou moins long, à l'une ou l'autre opération de son commerce ou de son industrie, au profit d'une autre personne, — le crédité, — qui, de son côté, s'oblige à indemniser la première, à l'expiration du contrat, des suites de l'exécution de sa promesse. Par le seul fait de l'existence de ces engagements, le contrat est actuel et parfait; le mode de réalisation du crédit ouvert, le fait de la réalisation sont choses indifférentes : elles portent non sur la formation, mais sur l'exécution du contrat. SCUKS, *Dict. des droits d'enregistrement*, V^o Crédit; FALLOISE, *Traité de l'enregistrement des ouvertures de crédit*, n° 1; *Pandectes belges*, V^o Ouverture de crédit (disp. fiscale, n° 1); MARON, *Dict. de la pratique notariale*, V^o Crédit, n° 1; DE BAETS, *Les droits d'enregistrement. Exposé du projet de loi portant réduction des droits d'enregistrement, etc.*, n° 89, session 1901-1903.

La loi actuelle créait un instrument de perception : la disposition nouvelle établit une perception basée sur des principes de droit.

Il est rationnel que l'ouverture de crédit soit frappée, dès sa constitution, d'un droit particulier, proportionné non pas à l'importance du crédit ouvert, mais à l'importance des faits d'exécution postérieurs : avances de fonds, acceptation de traites, escompte ou aval d'effets de commerce, souscription de billets, livraison de marchandises, etc.

Sur quelle base faut-il établir ce droit : C'est l'unique question à résoudre.

Dans le fait, le crédit ouvert est presque toujours réalisé, car c'est naturellement, avec la volonté bien arrêtée d'en user que le crédité a fait les frais d'un acte authentique, a concédé une hypothèque sur ses biens ou a passé un acte de gage.

On peut considérer comme certain que toute ouverture de crédit fournira matière à des avantages au moins équivalents à ceux à retirer d'un prêt égal à son montant.

On ne peut donc critiquer comme consacrant une perception trop élevée, la disposition qui applique ces deux opérations un droit égal.

Le rapporteur de 1904 le constatait déjà : « Si l'on met en regard le simple prêt et l'ouverture de crédit, taxés au même droit de fr. 1.40 p.c., on ne saurait contester que l'ouverture de crédit garde une situation privilégiée. En effet, dans le prêt, le droit est assis sur la somme prêtée, c'est-à-dire sur la somme une fois donnée; dans l'ouverture de crédit, au contraire, le droit est assis sur le montant du crédit ouvert, c'est-à-dire sur la limite indiquée pour le solde, limite dans laquelle les remises de part et d'autre peuvent se renouveler à l'infini en se compensant toujours.

» Ce n'est donc pas, comme dans le prêt, une somme une fois donnée qui

supporte tout le poids du droit, mais toutes les sommes qui, au cours d'opérations multiples, viendront à figurer dans les divers articles du crédit et du débit.

» En ne frappant que le montant du crédit ouvert, la loi proposée n'atteint qu'une partie minime de l'énorme mouvement de fonds qu'il peut comporter.

» L'égalité fiscale du prêt et de l'ouverture du crédit est donc tout à l'avantage de celle-ci ».

Le taux proposé est donc justifié, d'une part, par l'analogie qui existe, en droit, entre l'ouverture de crédit et un marché-louage ordinaire (L. 22 frimaire an VII, art. 69, § 3, 1^o) et, d'autre part, par l'analogie qui existe, en fait, entre l'ouverture de crédit et un prêt dans lequel les fonds empruntés resteraient déposés entre les mains du prêteur, à la disposition de l'emprunteur (L. 22 frimaire an VII, art. 69, § 3, n° 3^o).

Pour repousser cette perception l'on a invoqué contre l'établissement du droit proposé que « les opérations d'ouverture de crédit sont l'indice de la prospérité et de l'activité commerciales et industrielles et qu'il faut les favoriser. » (Chambre des représentants, séance du 28 avril 1905, sur pétition des maîtres de forges de Charleroi.)

D'autre part, et par des arguments s'inspirant de considérations absolument différentes, on a critiqué le même droit en le dénouçant comme une taxe perçue sur ceux qui se trouvent dans une situation difficile et obérée.

Si l'on invoque que le moment de perception est mal choisi, on pourrait répondre avec autant de raison que, sous le régime actuel, le droit complémentaire sur l'ouverture de crédit n'est ordinairement perçu que lorsque celle-ci ne peut plus produire d'effets utiles, lorsque celui qui doit l'acquitter y renonce; que c'est trop souvent lorsque la liquidation ou la faillite mettent terme aux opérations que la masse des créanciers est atteinte par la perception.

La perception à l'origine est donc bien mieux justifiée.

De son côté l'*Association nationale de la petite bourgeoisie* a signalé que la perception nouvelle sur les ouvertures de crédit était de nature à peser plus lourdement sur les petits commerçants qui doivent recourir à ce moyen parce qu'ils n'en ont pas d'autres; mais en même temps elle devait reconnaître que « l'ouverture de crédit a dévié de son but, qu'elle est souvent une véritable obligation hypothécaire déguisée afin de bénéficier de la réduction des frais ». Elle indiquait comme solution de stipuler que seules les ouvertures de crédit en faveur des commerçants et petits industriels pourraient continuer à jouir du bénéfice du régime actuel à condition que celles-ci ne dépassent pas 3,000 francs.

Si l'on devait retenir ces considérations réclamant un régime de faveur pour les ouvertures de crédit, elles devraient s'appliquer à plus forte raison aux droits sur les prêts.

Cette suggestion prouve que c'est à l'occasion de la discussion des mesures dont le Parlement est saisi concernant l'organisation du crédit des classes moyennes qu'il pourra y avoir lieu de rechercher, par voie de dispositions

formant partie d'un ensemble, les dispositions fiscales qui, de concert avec d'autres, pourront assurer le crédit à bon marché que la classe moyenne réclame avec raison.

ART. 5.

Une proposition tendant à fixer le droit à 1 p. c. — que l'ouverture de crédit ait été ou non réalisée — a été formulée devant la section centrale.

Elle a été repoussée par 5 voix contre 2.

Le droit frappera donc l'ouverture de crédit, contrat spécial, d'un droit spécial, qu'il fixe à fr. 1.40 p. c. et qui exclura toute perception ultérieure.

Cette disposition fera disparaître l'injustice et l'illogisme du système de perception en vigueur qui aboutit à frapper de droits différents des actes n'ayant ni plus ni moins de valeur au point de vue de leur utilité et de leurs effets juridiques a raison des modalités de réalisation : L'ouverture de crédit a-t-elle pour objet la prestation de sommes d'argent payables en numéraire ou en effets de commerce ? Le droit dû lors de la réalisation est le droit de fr. 1.40 p. c. établi par l'article 69, § 3, n° 3°, de la loi de frimaire pour « tous les actes et écrits qui contiennent obligation de sommes sans libéralité et sans que l'obligation soit le prix d'une transmission de meubles ou immeubles non enregistrée ». L'ouverture de crédit consiste-t-elle dans la fourniture de matériaux ou de marchandises ? L'exécution du contrat se traduit en une vente d'objets mobiliers ; le droit dû, en définitive, est le droit de fr. 2.70 p. c. par application directe de l'article 69, § 5, n° 1°, et par application *a contrario* de l'article précité de la loi de frimaire.

Remarquons, aussi, que la disposition générale que contient le projet ne porte aucune atteinte aux réductions de droits consenties par des lois spéciales, notamment pour les ouvertures de crédit agricole (loi du 13 avril 1884, art. 24).

La Commission des banquiers et agents de change avait signalé que « les ouvertures de crédit gagées étant de simples opérations de reports devraient, si le gage est constitué en titres, leur être assimilées et n'être passibles d'aucun droit ».

Il est absolument impossible d'admettre cette opinion qui repose sur une véritable confusion juridique.

Si pour différer les effets escomptés d'une opération conclue à terme, les titres sont « levés » et amènent à la conclusion d'un prêt sur titres, il n'y a pas lieu d'accorder à cette opération un régime privilégié. D'ailleurs, le gage commercial peut se constituer sans écrit et dès lors, les dispositions fiscales, ne trouveront guère de cas plus d'application en cette matière dans l'avenir qu'elles n'en ont fourni dans le passé.

§ 3. ACTES DE SOCIÉTÉ. (ART. 4 A 7.)

Observations générales.

L'article 4 du projet reproduit, à peu près textuellement — sauf en ce qui concerne le taux de perception — le libellé de l'article 8 de la proposition

déposée le 12 février 1903 « portant réduction des droits d'enregistrement et de transcription en faveur de la petite propriété. »

Cette disposition se justifie pleinement, car elle fournira aux sociétés des avantages sérieux en compensation des sacrifices qu'elle leur réclame.

Les actes constitutifs de sociétés sont, sous l'empire de la législation actuelle, soumis au droit fixe de 7 francs. Ce droit fixe couvre les clauses de l'acte qui se réfèrent aux quatre éléments essentiels du contrat de société : 1° le consentement, 2° des apports réciproques, 3° l'intention de réaliser des bénéfices en commun, 4° la participation aux pertes. S'il se rencontre dans l'acte d'autres clauses qui se détachent du contrat principal pour former des dispositions indépendantes, dans le sens de la loi du 22 frimaire an VII, il est perçu un droit particulier, fixe ou proportionnel, sur chacune de ces clauses, selon leur nature.

Ainsi, si un associé apporte un immeuble grevé et stipule le payement par la société, à sa décharge, de la créance hypothécaire, il est actuellement perçu le droit de vente et de transcription, — fr. 6.75 p. c.

Si un gérant, un administrateur ou un commissaire s'engage à prêter à la société son activité moyennant un salaire fixe, c'est-à-dire un salaire à payer autrement qu'en bénéfices, il est perçu le droit du marché-louage, fr. 1.40 p. c. Si l'acte d'une société anonyme constate que les fonds ont été versés par les associés entre les mains d'une personne déterminée, tiers ou associé, l'administration prétend au droit de dépôt, et elle agit ainsi parce que le droit fixe de 7 francs, auquel est soumis l'acte, ne couvre que les éléments essentiels de la société, c'est-à-dire la constatation des apports en échange de droits sociaux.

Il a fallu même un arrêt de cassation pour décider que ce droit devait être perçu sur la base fixe et non sur la base proportionnelle (5 mai 1904).

Ces clauses peuvent entraîner des perceptions extrêmement lourdes : C'est ainsi que l'acte constitutif de la Société « Union métallurgique d'Hoboken » (annexes du *Moniteur*, 18-19 juillet 1904) a été enregistré au droit de fr. 145,575.98, la société étant constituée en suite d'une procédure en concordat préventif, et devant supporter aux termes du dit concordat le passif pour le règlement duquel elle se trouvait constituée...

Aussi, ce mode d'asseoir le droit a-t-il donné lieu aux combinaisons les plus ingénieuses — mais aussi les plus facheuses. Elles ont eu ce premier résultat d'empêcher des perceptions parfaitement légitimes — puisque les particuliers dans la même situation devaient les subir — mais conséquence bien plus grave elles ont introduit l'obscurité et la dissimulation dans les actes : tous les rédacteurs de statuts pratiquent, à titre de formule classique, l'apport contre actions d'un immeuble à une société : les actions formant la contrevalet sont ensuite rachetées à l'apporteur par ceux qui sinon auraient fourni à la société, par voie de souscriptions, les fonds nécessaires pour l'achat : les droits de vente sont ainsi éludés. La jurisprudence s'est montrée particulièrement indulgente à l'endroit de ces pratiques (Cfr. Arrêt Liège, 10 février 1912. *Pas.*, 1912, II, 101.

Ou bien encore, au lieu de vendre à la société des biens meubles, on

apporte une option d'achat sur ceux-ci : l'option est levée dans l'assemblée qui suit la constitution. Celle-ci décide que la société acquittera le prix en supportant les dettes qui incombent à l'apporteur et le fisc est presque toujours désarmé pour prouver l'opération ainsi conclue.

Si cependant l'on est obligé d'indiquer un prix à acquitter, on a soin de l'imputer « au point de vue du fisc » sur des immeubles à l'étranger ou sur un brevet, puisque le prix à acquitter est enregistrable à droit fixe.

Ces combinaisons qui dissimulent au public la situation réelle sont contraires à l'esprit de la loi du 25 mai 1913.

Les articles 30, 36 et 37 les réprouvent expressément. Mais les fondateurs se trouveraient désormais placés dans une situation fâcheuse — entre les obligations de la loi et les prétentions du fisc — s'ils devaient acquitter au taux de perception actuel des droits d'enregistrement s'appliquant à des conventions exposées dans toute leur sincérité.

Le projet de loi qui fixe au taux de 0.50 p. c. le droit à forfait sur le montant exprimé du capital constitue le complément indispensable de la loi nouvelle des sociétés.

ARTICLES.

ART. 4.

Le droit proposé de 50 centimes par cent francs du capital nominal est destiné à couvrir toutes les dispositions que l'acte de société doit révéler et, plus généralement, toutes les dispositions relatives aux engagements contractés par la société envers les associés en retour de leurs apports, aux relations de la société avec les gérants, administrateurs ou commissaires, et aux versements prescrits par la loi commerciale pour la constitution des sociétés anonymes.

Le rapport déposé par la section centrale le 25 février 1904 (*Doc. parl.*, 1903-1904, n° 75, p. 65), précisait la portée de l'alinéa final de l'article 8 — qui était conçu dans les mêmes termes que l'alinéa 3 du présent article 4 et peut être repris ici.

« Le paragraphe final, constate le rapport, présente un intérêt considérable ; il déroge à la règle générale de l'article 11 de la loi de frimaire, en vertu de laquelle toute disposition indépendante est passible des droits spécifiques, et indique les diverses conventions, qui, sous le couvert du droit forfaitaire, échappent, tout comme la convention essentielle, à toute autre perception. Ce sont les conventions relatives : 1° aux charges reprises par les sociétés avec apport ; 2° aux engagements pris par la société de rémunérer, autrement qu'en dividendes, les gérants, administrateurs ou commissaires, et 3° à la décharge donnée aux associés à raison de leurs versements.

» L'énumération est naturellement limitative.

» Ainsi restent soumis aux droits proportionnels de la loi de frimaire, les engagements que la société contracte envers les associés autrement qu'en retour d'apports. Tel sera le cas, si un associé, au lieu de faire « apport » de la location ou de la propriété d'un immeuble, le donne à bail ou le vend

à la société moyennant un loyer ou un prix; il n'y a d'apport que s'il y a mise en commun correspondant à des droits sociaux.

» Il en sera de même si les associés constatent des conventions faites entre eux, par exemple, si les parties déclarent que l'apport en argent, qu'un associé s'engage à effectuer le plus tôt possible, est provisoirement fourni par un autre associé, envers lequel le premier s'engage à rembourser cette somme; si un commandité s'engage à amortir, à partir d'une date déterminée, le capital versé par le commanditaire; si des associés s'attribuent réciproquement leur part en cas de prédécès, etc. (1). *Rapport*, p. 65. »

L'article 4 vise toutes les sociétés civiles et commerciales, tous les actes, instruments du contrat défini par l'article 1832 du Code Civil : « La mise de quelque chose en commun, dans la vue de partager les bénéfices qui en résultent. »

Si les contractants ont un but autre que celui de partager des bénéfices, il n'y a pas société, mais association, et l'article 4 ne trouve pas d'application.

L'article 4 ne contient aucune distinction basée sur la durée des sociétés. A défaut de convention sur ce point, la société de droit civil est censée contractée pour toute la vie des associés ou le temps d'une affaire à durée limitée (art. 1844 C. C.). Si c'est une société de droit commercial, la durée maxima sera de trente années, à moins qu'il ne s'agisse d'une société constituée pour l'exploitation d'une concession de l'Etat.

A l'expiration de la durée d'existence prévue par le contrat, et à défaut de prorogation il n'y a plus de société, mais une masse à liquider. La situation est la même que celle qui résulterait d'une société formée par un acte entaché de nullité.

» L'apport, fournissant la base imposable, lors de la constitution de la société, est la mise sociale, c'est-à-dire l'ensemble des biens que les associés mettent en commun, peu importe leur nature, que ce soient des espèces ou des biens en nature, des choses fongibles ou individualisées, des droits corporels ou incorporels; c'est entendu dans ce sens qu'il est dans les lois sur les sociétés commerciales.

Le plus souvent, le montant des apports correspondra au capital social, mais il n'en sera pas toujours ainsi, notamment dans le cas où l'apport est fait avec des charges. Ainsi, les associés mettent en commun 900,000 francs en espèces et un immeuble de 200,000 francs, que grève une dette hypothécaire de 100,000 francs, mise à la charge de la société, soit au total de 1 million 100,000 francs.

Le capital effectif sera de 1 million de francs, car l'immeuble de 200,000 fr. n'entre en compte, pour l'attribution des droits sociaux, que diminué de sa charge de 100,000 francs.

(1) Voir SCHICKS. « Du droit d'enregistrement dans ses rapports avec les sociétés civiles et commerciales », *Revue pratique des sociétés commerciales*, 1895.

Mais l'apport réellement fait sera de 1,100,000 francs, et c'est cet apport, sans déduire la charge, qui formera la matière imposable. » (*Rapport* de 1904, p. 64.)

C'est lorsque de pareilles charges sont constatées par écrit, que l'acte de société présente le plus d'utilité, puisqu'il constitue la preuve de ces conventions spéciales. Le droit de 0.50 p. c. sera perçu sans distraction de ces charges, mais la perception de ce droit correspondra à un service rendu par l'enregistrement.

A raison de la taxation nouvelle, la fusion de sociétés, qui donnait lieu à tant de difficultés, en considération de la reprise du passif, pourra se faire en toute sincérité, sans charges exagérées.

Sans doute, si l'acte de fusion prolonge la durée des sociétés fusionnées, il y aura lieu à application de la disposition relative à la prorogation; si la fusion permet à une des sociétés fusionnées d'augmenter le chiffre de son capital en plaçant sous le régime des biens soumis aux risques sociaux le montant de réserves apparentes ou occultes, si elle permet à la société de bénéficier d'une prime, le droit d'augmentation de capital sera dû sur cet excédent; si l'acte de fusion n'est en réalité qu'un acte constitutif de société nouvelle par voie d'apports des sociétés non fusionnées, mais associées, il y aura lieu à perception du droit de constitution.

Mais lorsqu'on se trouvera en présence d'une fusion réelle, l'on ne devra plus tenir compte des charges que cette fusion peut imposer à l'autre élément fusionné, et il y aura là un allègement fiscal sensible.

Si de nouveaux apports se font pendant l'existence de la société, soit par l'augmentation du capital, à la suite d'une modification aux statuts, soit par l'entrée de nouveaux membres, c'est sur ces nouveaux apports que le droit de fr. 0.50 sera perçu. Ces apports viennent s'ajouter aux apports primitifs, apports dont le cours des opérations a pu modifier la consistance et qui demeurent confondus dans le fond social actuel.

De ce que le droit est assis sur les apports fournis, il s'en suit que l'entrée de nouveaux associés ou la substitution d'associés n'entraîne pas application de droits proportionnels si le capital social ne se trouve pas à cette occasion modifiée par augmentation.

La durée des sociétés civiles, avons-nous constaté plus haut, est fixée par le contrat qui leur donne naissance. La volonté des contractants fait loi.

Les sociétés par actions ne peuvent — sauf l'exception formulée en faveur des concessionnaires de l'État — être établies pour une durée s'étendant au delà de trente années.

Il en résulte donc que des sociétés de personnes pourront prolonger leur existence au delà du terme imposé aux sociétés anonymes; que l'entrée de nouveaux membres pourrait leur donner une existence quasi perpétuelle.

Un membre de la section a proposé d'établir le retour de perception au moins à chaque période trentenaire.

Cette proposition n'a pas été adoptée.

Si la société est prorogée, l'acte de prorogation peut être assimilé à un nouvel acte de société et le droit de fr. 0,50 est à cet égard rationnel au regard du droit fiscal.

Bien avant le projet de 1903, — ainsi que le rapport de l'époque le constate — on avait signalé l'inégalité résultant de la perpétuité pouvant être attribuée à l'être juridique constitué en faveur des sociétés à but de lucre.

Tandis que les biens possédés par les personnes physiques, ou les membres des associations acquittent à des intervalles réguliers les droits de succession, il peut être constitué une main-morte industrielle ou commerciale.

M. Van Overloop, disait déjà dans la séance du 4 septembre 1868 :

« Messieurs, à propos des droits d'enregistrement et de succession, je désirerais faire une demande au Ministre des Finances. Ne pourrait-il pas nous prouver, dans un délai assez rapproché, le tableau de toutes les sociétés anonymes qui existent dans le pays, avec l'indication de propriétés que chacun y possède? Il est certain que les immeubles possédés par les sociétés anonymes ont le caractère d'immeubles de mainmorte, tout au moins pendant leur durée. »

D'autre part, dans leur traité sur les *Sociétés commerciales* MM. De Vos et Van Meenen écrivaient :

« Il existe, en Belgique, une foule d'immeubles à raison desquels ne se paie jamais l'impôt de mutation : l'immense palais de la Banque dite nationale, et ses hôtels servant de succursales de province valent des millions ; il en est de même des innombrables usines, fabriques, manufactures et ateliers des autres sociétés anonymes.

» Notons, d'ailleurs, que, quoique la loi sur les sociétés ne permette de les fonder que pour trente ans, il n'en est pas moins vrai que cette durée peut être successivement et indéfiniment prolongée. » Page 490.

Le fisc, au point de vue de sa perception, introduit ici cette fiction que la société prorogée est le successeur de la société primitive, et c'est par application de cette fiction que le projet justifie le droit de mutation de l'article 31 alinéa final du projet.

La fiction peut être admise « au regard de l'application du droit fiscal » mais il va de soi qu'elle ne peut être acceptée en droit civil.

La masse imposable sera, au cas de prorogation, le capital social, majoré des réserves ou minoré des pertes, l'excédent de l'actif sur le passif, l'ensemble des existences, quel que soit le nom qui les désigne. Elle pourra notablement dépasser le capital primitif à raison des réserves. Elle pourra être inférieure à celui-ci au cas de pertes subies.

Si on liquidait la société arrivée à son terme, et si les actionnaires, reprenant tout l'actif social, qui leur appartient, l'apportaient dans une nouvelle société, c'est cet actif, le cas échéant, non diminué des charges, qui constituerait le total des apports à la société nouvelle.

On peut relever ici que le projet tient compte des critiques formulées en 1904 et consacre une considérable atténuation des charges qui étaient alors proposées. L'actif indiqué comme imposable était l'actif brut, charges non

déduites; et cette application aux sociétés possédant des obligations était nature à entraîner des perceptions absolument injustifiées sur un acte de de nature purement déclarative.

L'acte de prorogation sera moins onéreux donc qu'un acte de constitution, alors qu'il présente toute l'utilité économique et juridique d'un acte constitutif, dans lequel tout cet avoir serait apporté avec les charges représentées par le passif.

Les parties pourront réduire l'étendue de la base imposable en limitant l'actif à apporter dans une société succédant à celle qui est arrivée à son terme.

En cas de prorogation, les bilans, qui constituent des écrits émanés de la société, pourront être invoqués par l'administration.

Il importe de remarquer que, si les règles, tracées par le projet de loi, forment le droit commun, elles laissent intacte la législation spéciale qui accorde des faveurs fiscales notamment aux sociétés coopératives (art. 1^{er}, 2^o, loi du 2 juillet 1873), aux sociétés d'habitations ouvrières (lois des 9 août 1889, art. 12-13, et 30 juillet 1892, art. 1^{er}) et aux sociétés mutualistes (loi du 23 juin 1894, art. 8).

APPLICATION AUX SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES.

L'alinéa final de l'article 4 pouvait être interprété de deux façons différentes.

Aux termes de l'article 172 de la loi sur les sociétés « toute société dont le principal établissement est en Belgique est soumise à la loi belge, bien que l'acte constitutif ait été passé en pays étranger ». La nationalité d'une société se détermine par sa volonté d'établir dans un pays son principal établissement administratif, et de conformer ainsi ses actes à son intention de bénéficier de la concession de personnalité sollicitée de la loi de ce pays. On pouvait donc interpréter cet article en ce sens qu'il visait les sociétés ayant fait cette déclaration dans un acte authentique de constitution reçu à l'étranger devant un consul belge ou un officier public — c'est-à-dire des sociétés belges.

Mais il pouvait aussi s'interpréter par la volonté de mettre la société étrangère sur le même pied que les sociétés constituées en Belgique.

Aussi longtemps que les sociétés étrangères se bornent à faire en Belgique des actes isolés, ce sont des étrangers de passage en Belgique : elles échappent au payement du droit.

Pour qu'il en soit autrement il faut que, par des circonstances exceptionnelles, elles soient amenées à faire enregistrer l'acte constitutif, soit en expédition, copie ou extrait (art. 23, loi de frimaire an VII).

Le premier cas d'application qui peut se produire résulte de la loi nouvelle, sur les sociétés.

Aucune émission, exposition, offre et vente publique d'actions, titres ou parts bénéficiaires de sociétés étrangères, ne peut avoir lieu sans être pré-

cédée de la publication aux annexes du *Moniteur* des actes constitutifs de ces sociétés. (Loi du 25 mai 1913, art. 174.)

Il est un second cas : La société étrangère ne se borne pas à poser des actes isolés : Elle sollicite une autorisation de domicile : Les sociétés étrangères qui ont en Belgique, soit une succursale, soit un siège quelconque, sont tenues, aux termes de l'article 173 de la même loi, aux mêmes publications que les sociétés belges, bien que l'actif constitutif ait été passé en pays étranger.

Dans ces divers cas il y a donc lieu à la publication des actes et des bilans. Ces publications se font au *Moniteur* par la reproduction de l'acte entier ou d'extraits, à l'intervention des greffiers des tribunaux de commerce, chargés de recevoir les pièces dûment enregistrées ou dont l'enregistrement appert de la relation qui en est faite dans les extraits (arr. royal, 21 mai 1875). Comme ces publications sont nécessaires pour pouvoir valablement ester en justice (art. 10, loi du 25 mai 1913) ou négocier des titres, les sociétés étrangères qui ont en Belgique leur principal établissement, une succursale ou un siège quelconque, et qui voudront avoir une situation régulière et tous ceux qui voudront négocier des titres de ces sociétés seront atteints par l'article 4. Les autres y échapperont.

La section centrale a posé la question : « A quel taux seront enregistrés les actes de sociétés étrangères qui devront être soumis à la publicité légale en Belgique? »

Il a été répondu par le Gouvernement :

« En règle, les actes passés en pays étranger sont assujettis, lorsqu'ils sont soumis à l'enregistrement en Belgique aux mêmes droits que les actes similaires passés dans le pays.

» Le texte du projet, dans sa formule générale, respecte cette règle.

» Pour qu'il en fût autrement à l'égard des actes de sociétés étrangères, il faudrait une disposition expresse. »

La section centrale s'est, dès lors, inquiétée des conséquences que pouvait entraîner cette disposition avec l'interprétation qui en découlait à toute évidence. Elle a alors posé cette nouvelle question :

« Le Gouvernement n'estime-t-il pas que cette obligation, qui entraînerait pour toute société étrangère le décaissement d'un droit de 0.50 p. c. sur tout son capital — alors que le droit a été payé dans le pays d'origine — aboutira inévitablement à empêcher le fonctionnement ou l'établissement de succursales des sociétés étrangères en Belgique, et précisément de celles dont l'importance est le plus considérable? »

» Ne croit-il pas pouvoir indiquer à la section centrale d'autres bases d'enregistrement des actes des sociétés, soit pour tous les cas d'usage en Belgique de l'acte constitutif, soit en distinguant :

» l'usage en vue de vente de titres ;

» l'établissement d'une succursale? »

Il a été fourni cette réponse :

« L'article 4 du projet, mis en contact avec les articles 173 et 174 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (loi du 18 mai 1873, art. 130 et

loi du 25 mai 1915, art. 150^{bis}), aura évidemment pour conséquence de contrarier, dans une certaine mesure, l'établissement en Belgique de succursales de sociétés étrangères, l'émission dans le pays de titres étrangers et l'inscription de ces titres à la cote officielle de nos bourses de commerce.

» Le moyen de parer à cet inconvénient serait d'abaisser le taux du droit d'enregistrement pour les actes constitutifs de sociétés étrangères. »

La section centrale a estimé que l'on ne pouvait, ni en droit, ni en fait, soumettre aux mêmes droits d'enregistrement sur l'acte constitutif les sociétés étrangères et les sociétés belges. Même réduit au taux proportionnel de moitié, il aurait été intolérable pour les sociétés congolaises qui auraient directement atteintes.

La société étrangère qui opère en Belgique n'exerce son activité dans notre pays qu'à titre accessoire et secondaire; n'emploie à ces fins qu'une partie de ses capitaux pendant une période de temps limitée, — bien qu'elle soit tenue de ses engagements sur tout son avoir.

Elle a acquitté des droits au profit du pays qui lui a accordé la personification.

En fait, la Belgique n'a point d'intérêt — bien au contraire — à écarter les transactions des valeurs étrangères dans nos bourses ni l'établissement de succursales des sociétés étrangères: il y a moyen d'assurer une alliance fructueuse entre la légitime protection des intérêts nationaux et les profits de l'hospitalité.

A des mesures de rigueur contre les sociétés étrangères répondraient des représailles à l'endroit des sociétés belges à l'étranger. C'est pourquoi la section propose d'enregistrer à un droit fixe — analogue à celui des naturalisations — l'acte de société qui doit permettre les transactions de titres étrangers en Belgique — et par voie de conséquence la perception de droits de timbre sur ces titres.

Si la société établit en Belgique un gérant pouvant l'engager et traiter en son nom, y possède une résidence, le droit devra être complété en tenant compte de l'importance présumée de la société.

La société étrangère devant publier en Belgique les actes modificatifs de statuts — soit d'augmentation de capital — sera tenue de ces droits complémentaires si l'importance nouvelle de son capital les justifie.

Le droit proposé est peu élevé. Il ne sera, sauf le cas de prorogation, acquitté qu'une seule fois.

Il doit être signalé que ce droit ne constitue pas un forfait comme celui institué au profit des sociétés belges. C'est un droit d'enregistrement aux fins spéciales du fonctionnement en Belgique. Mais si l'acte de la société étrangère contenait mention d'apports ou de vente d'immeubles situés en Belgique, la société ne pourrait prétendre que le droit fixé perçu l'exonère des droits de mutation qu'elle aurait du acquitter sous l'empire de la législation actuelle.

Rien n'est innové à cet égard.

Tel est le régime prévu pour les sociétés étrangères.

Mais, si dans la rigueur du droit, qui fait découler la nationalité de la

société, du lieu de son principal établissement, et dans la coexistence de la loi belge et des décrets congolais qui règlent chacun la matière des sociétés, il était impossible de considérer la société « congolaise » comme société belge, et de l'assujettir par voie de conséquence au droit de 0.50 p. c. ; on ne pouvait davantage l'assimiler purement et simplement aux sociétés complètement étrangères.

Il eut été trop rigoureux de ne tenir aucun compte des sommes payées par elle au trésor de la colonie.

La société constituée en vertu d'un décret de la colonie continuera à voir enregistrer les actes dont elle devra faire usage en Belgique au droit fixe ancien de 7 francs.

Il n'y a pas lieu de craindre la fraude, car il est de jurisprudence que l'on doit s'attacher pour juger de la nationalité de la société non à l'écriture de l'acte constitutif mais aux faits. Une société qui aurait son principal établissement en Belgique invoquerait vainement les mentions contraires de ses statuts ou le décret de reconnaissance. Constituée en fraude de la loi belge, si elle réunissait les conditions essentielles pour fonctionner en Belgique, elle tomberait sous l'application des droits de l'article 4 (Wauwermans, *Manuel pratique des sociétés anonymes*, nos 1090 à 1096).

Les actes de société dont la loi du 23 mai 1913 (art. 6, 9 et 10) prescrit la publication doivent être déposés dans la quinzaine de leur date aux greffes des tribunaux de commerce. L'article 11 de cette loi commine une pénalité contre les notaires en certains cas, contre les associés ou contre les associés fondateurs dans d'autres cas.

Les notaires étant ainsi rendus responsables de droits dont l'import peut être élevé, auront soin désormais d'exiger des comparants, avant la constitution, une provision suffisante pour assurer la perception de l'impôt. Cette obligation aura sans doute pour conséquence d'entraver la constitution de certaines sociétés peu sérieuses. On ne pourrait considérer cette conséquence comme un mal.

Si l'on invoquait cependant que cette majoration des droits est de nature à éloigner de notre pays les fondateurs de sociétés qu'attirerait actuellement en Belgique le bon marché des actes de naissance sociaux, l'on répondrait aisément que les frais de constitution en Belgique continueront — malgré le régime nouveau — à être bien moins élevés que dans les pays voisins où le fonctionnement des sociétés

L'Angleterre, l'Allemagne, la France ont établi le même droit proportionnel à la constitution des sociétés anonymes.

On peut calculer que les frais de constitution d'une société anonyme en Belgique, au capital de 1 million de francs, s'élèveront, — droits, honoraires du notaire, timbre, publicité légale, — à environ 8,900 francs.

Les frais se seraient élevés au même montant en France. Mais l'on peut immédiatement relever cette différence que le coût serait le même en Belgique si les apports consistaient en immeubles pour presque totalité, ou étaient grevés, tandis qu'en France il serait perçu en outre, pour la partie des apports considérés comme rémunérés en espèces, 2 p. c. pour la mutation mobilière et 7 p. c. pour la mutation immobilière.

En outre, le droit de transcription serait en France de 2,125 p. c. au lieu de 1,25 p. c. en Belgique.

En Allemagne, — où le droit est de 1 p. c. sur le capital — les frais de constitution seraient de 10,765 marks.

En Angleterre, il est vrai, les frais ne s'élèveraient qu'à environ 110 livres soit 2,750 francs. Ce régime plus favorable que celui de la loi belge actuelle n'a point eu pour résultat dans le passé d'éloigner en faveur de ce pays les fondateurs de sociétés à raison des autres taxes de fonctionnement.

On peut même signaler à ce sujet qu'il a été adressé à la section — qui n'a pu s'y arrêter, cette perception s'écartant de celles prévues dans le projet — une note préconisant institution d'un droit sur les admissions des valeurs aux cotes officielles des Bourses de commerce.

ART. 5.

Cette disposition reproduit à peu près textuellement l'article 9 du projet de 1902-1903.

Nous pouvons reprendre ici les constatations du rapport de 1904 :

« Si les parties n'ont pas estimé leurs apports — ce sera le cas dans les sociétés dont le capital non exprimé est divisé en parts — la valeur pourra être recherchée ; l'administration procédera par comparaison avec les apports en argent ou en choses estimées.

» Si l'acte ne renferme pas les éléments nécessaires pour déterminer la valeur conventionnelle, les parties devront se conformer à la règle générale de l'article 16 de la loi de frimaire au VII, et faire, avant l'enregistrement, au bas de l'acte, la déclaration estimative dûment certifiée et signée.

» Enfin, comme pour les actes de partage, l'administration aura le droit d'établir, par la voie de l'expertise, que la valeur réelle des immeubles est supérieure à la valeur déclarée ».

ART. 6.

La section centrale a désiré voir préciser la portée de l'article 6 du projet.

« Doit-on entendre par là qu'une simple présomption de droit est établie pour la perception des droits fiscaux, et que les biens sont, à cet égard, considérés comme indivis entre les associés et non propriété de l'être moral distinct de leurs personnes ; qu'il y aura lieu à partage attributif et non déclaratif ?

« Si un immeuble dépendant d'une société en nom collectif formée de trois associés vient à être liquidée, l'associé qui entrera en possession du bien sera-t-il considéré acquéreur des deux tiers ou de la totalité du bien ?

« Ne peut-on considérer comme explicatif de cet article le paragraphe 2 de l'exposé des motifs déposé par le département le 12 février 1903, à l'appui du projet de loi portant réduction des droits d'enregistrement en faveur de la petite propriété ? »

Le Gouvernement a répondu :

« L'article 6 du projet se justifie par les considérations développées au

dernier alinéa du paragraphe 2 (p. 10) de l'exposé des motifs de la loi du 15 mai 1905 (projet déposé le 12 février 1905).

» La première disposition de l'article 6 a cette portée que les sociétés en nom collectif et en commandite simple sont considérées, au regard de la loi fiscale seulement, comme ne constituant pas une individualité juridique distincte de la personne des associés.

» Chaque associé est tenu pour copropriétaire indivis, tant des biens qui ont fait l'objet des apports en société, que de ceux qui ont été acquis par la société au cours de son existence.

» Il ne s'agit pas d'une simple présomption, mais d'une règle positive.

» La disposition a pour but de permettre d'appliquer, le cas échéant, l'article 4, 1^{er} alinéa, de la loi précitée du 15 mai 1905, dans l'hypothèse où l'un des associés devient propriétaire de la totalité des biens composant le fonds social, par l'effet d'un partage ou d'une cession équipollente à partage.

» Trois hypothèses peuvent être envisagées :

» 1^o Un associé redevient privativement propriétaire, par voie de partage ou de cession équipollente à partage, d'un bien qu'il a apporté lui-même en société : cette acquisition donnera lieu à la perception du droit de 0.25 p. c. sur la totalité de ce bien (l. 15 mai 1905, art. 4^{er});

» 2^o L'associé devient propriétaire, par la même voie, d'un bien qui a été acquis d'un tiers par la société. Même solution ;

» 3^o L'associé acquiert un bien qui a été apporté en société par un des autres associés ou que celui-ci a vendu à la société ; exigibilité du droit de mutation à titre onéreux, d'après la nature du bien, par application de la disposition proposée combinée avec l'article 4, premier alinéa, de la loi de 1905. »

L'exposé des motifs de 1902-1905 fournissait d'autres explications encore pour justifier cette antinomie entre le droit fiscal et le droit commercial :

« Le contrat de société, c'est un fait, opère une transmission de propriété. S'il engendre un être moral, il transfère, dans le chef de celui-ci, la propriété des apports; au cas contraire, il rend tous les associés copropriétaires des biens apportés par chacun d'eux dans la société.

» La loi de l'an vu n'a cependant pas soumis le contrat de société au droit proportionnel établi par l'article 4 « pour les transmissions de biens », et le projet de loi maintient cette immunité. Le léger droit proportionnel établi par l'article 11 en remplacement du droit fixe actuel a le même caractère que celui-ci et est soumis aux mêmes règles d'exigibilité; c'est un droit d'acte, non un droit de mutation; simple salaire de la formalité proportionnée à la valeur des apports, sans égard à leur nature ni à leur situation, sans égard aux clauses accessoires, aux modalités qui peuvent les affecter. Même, le projet de loi va plus loin que la législation actuelle dans la voie de l'inexigibilité du droit de transmission sur les mises en société, puisqu'il exclut toute perception particulière à raison des apports partiellement soustraits aux risques sociaux, à raison des apports à titre onéreux.

» Seulement ici encore, un correctif est indispensable pour sauvegarder les droits du trésor.

» Il est, en France, de doctrine et de jurisprudence constante que les effets de l'immunité accordée par la loi de l'an vu aux mises en société cessent dès la rupture du lien social. De ce moment, la société est comme si elle n'avait pas existé. Tel associé reprend-il en nature le bien qui a fait l'objet de son apport, il ne fait que rentrer dans sa propriété; obtient-il, par l'effet d'un partage ou autrement, le bien apporté par un autre associé, il doit le droit de mutation par application du principe général qui frappe du droit proportionnel le passage de la propriété d'une tête sur une autre.

» Tout eût été dit si cette doctrine avait prévalu en Belgique; mais notre cour de cassation l'a repoussée par un arrêt du 28 novembre 1844. Il lui a paru que, à défaut, dans la loi, d'une disposition restrictive, le bénéfice de la disposition qui exonère du droit de mutation les mises sociales doit s'étendre à tous les effets juridiques de la transmission de propriété qui, au moment de l'apport, s'opère immédiatement et définitivement de l'associé à l'être moral. Conséquence : Lorsqu'un immeuble a fait l'objet d'un apport en société, tout associé peut en devenir ultérieurement propriétaire à l'abri du droit proportionnel établi pour les transmissions de biens immeubles, soit par l'achat des actions ou parts d'intérêt de ses coassociés, soit par la voie d'un partage du fonds social. » (*Exposé des motifs*, p. 12.)

Le projet de 1902-1903 n'établissait pas de droit de mutation. Il se bornait à tarir une source de fraudes fiscales, en établissant un substitut de ce droit, et à empêcher les fraudes à la liquidation. L'honorable M. Tibbaut précisait comment l'administration entendait réagir contre une doctrine qui permet, par la création de sociétés fictives, d'é luder le paiement des droits d'enregistrement et de transcription auxquels sont assujetties les aliénations immobilières.

« Cet article — écrivait le rapporteur — a pour but de faire disparaître un moyen facile de se soustraire au droit de mutation entre vifs de fr. 5.50 et au droit de transcription de fr. 1.25.

» Un immeuble, apporté en société par un associé, peut passer au coassocié, soit que celui-ci achète toutes les actions ou parts d'intérêts de ses coassociés, soit qu'il se le fasse attribuer lors du partage du fonds : dans ces cas, il n'aura été perçu que le droit de 25 centimes sur la valeur de l'immeuble, lors de l'apport et, éventuellement, lors du partage.

» Il ne faut pas que la société puisse devenir un moyen de se soustraire aux droits ordinaires exigibles sur la transmission des immeubles; l'article 10 le prévient en disposant que, lorsqu'un immeuble, apporté en société, passe ensuite dans le patrimoine d'un associé autre que l'apporteur, ses héritiers ou ayants cause, le droit ordinaire de transmission devient exigible. » (*Rapport*, p. 66.)

L'utilité de la disposition est certaine. Mais en présence de l'article 31 actuel qui institue le droit de mutation, consacrant ainsi le transfert de propriété, il ne se justifie plus comme une exception en faveur du fisc, mais comme un tempérament en faveur des associés.

La section centrale a tenu à maintenir la rigueur des principes du droit

en modifiant, dans la forme, le texte proposé et en précisant ainsi que l'article 6 ne peut se réclamer comme base de perception que de la volonté du législateur, souveraine en matière d'appréciations fiscales et de modalités de taxation.

§ 4. BAUX SOUS SEING PRIVÉ.

ART. 7 A 11.

Le droit sur les baux constatés par des actes sous seing privé était indiqué comme devant fournir une recette de 100,000 à 200,000 francs. Le taux que prévoyait le projet était réduit à l'extrême : c'était en effet un droit d'enregistrement, une fois perçu, quelle que fut la durée du bail.

Si l'on ajoutait au droit d'enregistrement le droit de timbre, moyennant un droit variant de 0,50 + 1 franc minimum à 3 + 1 franc maximum, tout locataire ou propriétaire pouvait être mis en possession d'un instrument de preuve, dont l'utilité est incontestable. Le bail de l'immeuble le plus considérable — à la condition que la durée fut inférieure à neuf années — aurait été enregistré moyennant une perception de 4 francs.

Il est certain que l'adoption de cette disposition aurait eu pour conséquence de supprimer presque tous les baux notariés non sujets à transcription (cfr. loi du 16 décembre 1854, art. 1). On n'aurait plus eu recours à l'acte authentique qu'au cas d'absolue nécessité. On aurait même dû se demander si l'on n'aurait point fallu au cas d'adoption de ces articles supprimer le droit proportionnel de la loi du 6 août 1887.

En effet, puisque l'on peut aujourd'hui se soustraire à ce droit en passant l'acte de bail à l'étranger, et que cet acte est actuellement susceptible d'être transcrit, les droits proportionnels ne sont plus perçus — et ce peut être considéré comme une injustice du régime — que lorsque l'élément de sauvegarde d'intérêts d'établissements publics, ou d'incapables, etc., obligent de recourir à la forme authentique.

D'après des calculs fournis par la Fédération libre des notaires il aurait fallu que la nouvelle loi proposée augmentât « de vingt fois le nombre des baux de 500 francs, de trente-neuf fois ceux de 2,000 francs, de nonante-neuf fois ceux de 10,000 francs et de cent trente-deux fois ceux de 20,000 francs et au-delà pour que l'enregistrement perçoive le même droit qu'aujourd'hui. »

Le projet indiquait comme mobile de la modération du droit cet espoir de mettre fin à « l'évasion de la matière imposable ». Mais il ne dissimulait pas que l'enregistrement obligatoire de tous les baux serait de nature à lui fournir de précieux éléments de documentation : estimation des valeurs imposables à la contribution locative, perception des droits de succession, etc.

Cependant la section centrale a estimé ne pouvoir vous proposer l'adoption des dispositions des articles 7 à 11.

Il ne pourrait suffire d'inscrire la présomption que « sont réputées faites par écrit dès leur formation les conventions consenties pour une année ou

plus portant bail de biens immeubles situés en Belgique », si cette présomption ne répond pas à la réalité.

Or, dans une très grande partie du pays il n'y a point de baux de durée inférieure à un an, et cependant il n'est aucun de ces baux qui soit rédigé par écrit.

Et, la disposition qui pouvait déjà ouvrir le champ à la critique si elle n'avait eu d'autre portée que de déplacer, comme présomption, le fardeau de la preuve, a apparu comme ayant une portée bien plus rigoureuse.

« Quelles sont les mesures de contrôle et d'investigation dont le fisc pourra user pour établir les infractions à l'article 7 ? » avait demandé la section centrale, ajoutant :

« Il paraît exister plusieurs régions du pays où des baux de plus d'une année sont conclus sans écrit.

» Que fera le fisc lorsque telle sera réellement la situation : l'article 9 laisse-t-il aux parties la preuve contraire ? Si celle-ci est fournie, le droit sera-t-il dû ? Quel sera l'instrument qui pourra recevoir la mention d'enregistrement ? »

La réponse ci-après a été fournie :

« L'Administration n'aura à sa disposition aucun moyen spécial de contrôle ou d'investigation. Elle pourra prouver l'existence d'un contrat de bail par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire. (Art. 10 du projet.)

» L'article 9 du projet établit une présomption *juris et de jure* qui n'autorise pas la preuve contraire. Lorsque l'Administration aura prouvé l'existence d'une convention de bail, le droit d'enregistrement sera dû. Le paiement du droit sera constaté par une mention inscrite sur la déclaration qui fera la partie comme en matière de mutation verbale immobilière. »

Une tentative de concilier la disposition proposée avec la réalité des faits a été faite dans un amendement aux termes duquel l'article 9 aurait reçu la rédaction suivante :

« Sont réputées faites par écrit, dès leur formation, les conventions consenties pour une année ou plus portant bail de biens immeubles bâtis, situés en Belgique et d'un revenu cadastral de 500 francs ou plus. »

Cet amendement a été repoussé pour le motif qu'il impliquait l'obligation du bail écrit pour tous ces immeubles, sans possibilité de déroger à la règle ni même de poursuivre l'exécution d'un contrat de location conclu verbalement.

Le profit éloigné que les articles 7 à 11 aurait pu offrir à raison de leur mesures d'investigation n'a pas paru justifier les difficultés d'application que la combinaison de ces dispositions avec les dispositions de droit relatives à la reconduction tacite et à la rétroactivité des lois auraient pu compliquer au point de les priver de toute efficacité.

Les articles 7 à 11 ont été repoussés par 4 voix contre 5.

CHAPITRE II.

Taxes sur les opérations en fonds publics.

ART. 12 A 28 DU PROJET (7 à 22 nouveaux).

Observations générales.

La seconde section du chapitre premier du projet du Gouvernement frappait d'un droit proportionnel *d'enregistrement* toute opération faite sur valeurs de bourse.

Si cette proposition avait été adoptée, et si le droit avait été établi avec ce caractère, elle aurait vraisemblablement procuré dans certains cas une très notable atténuation de charges : On aurait assurément soutenu que l'application de ce droit d'enregistrement amenait la disparition de celui de 0.65 p.c. dont la loi de frimaire an VII (art. 69, § 2) autorise la perception sur l'enregistrement des actes constatant la vente d'actions. Si ce système avait été admis, l'on aurait eu recours à un intermédiaire de banque et de bourse pour les cessions d'actions d'apport pendant la période d'inégociabilité, au cours de laquelle la cession exige la signification d'un acte enregistré.

La section centrale vous propose de substituer à un droit qui ne peut avoir le caractère d'un enregistrement, être le prix d'une constatation de date certaine, une taxe à percevoir à l'occasion des transactions sur fonds publics.

Le principe de la taxe à percevoir à l'occasion des opérations d'achats et de vente de valeurs de bourse ne pourrait être considéré comme une nouveauté qu'en Belgique.

Depuis fort longtemps, une taxe analogue a été introduite dans les autres bourses.

Sur les principales places suisses, il est perçu, sur les bordereaux le droit de timbre suivant :

jusqu'à	1,100 francs	.	.	.	.	fr.	0.10
—	5,500	—	.	.	.	.	0.20
—	11,000	—	.	.	.	.	0.50

Fr. 0.50 en plus pour chaque 10,000 francs ou fraction. (Bourse de Bâle.)
Ailleurs, le droit est :

jusqu'à	1,000 francs	.	.	.	.	fr.	0.10
de 1,000 à	2,500	—	.	.	.	.	0.25
de 2,500 à	5,000	—	.	.	.	.	0.50
de 5,000 à	10,000	—	.	.	.	.	0.75

Il n'est pas sans intérêt de signaler en corrélation les conditions du courtage en Suisse :

Genève : titres de 1 franc à 50 francs = fr. 0.20 par titre.

— — 51 francs à 500 — = fr. 0.50 —

— — 501 — à 500 — = fr. 0.50 —

Au-dessus, 1 franc pour 1,000.

Lausanne : 1 franc par mille, minima fr. 0.50 par opération.

Bâle et Zurich : Titres de 1 franc à 249 francs = fr. 0.25 par titre.

— — 250 francs à 500 — = fr. 0.50 —

Au-dessus, 1 franc pour 1,000.

En Allemagne, la taxe varie de fr. 0.20 par 1,000 (rentes et obligations allemandes ou d'Etats) à 0.50 par mille sur les actions et obligations étrangères autres que celles de chemins de fer. Le report est taxé au demi droit sur la plus forte colonne s'il est opéré par vente — l'achat à 1 franc par mille sur les actions de sociétés minières.

En Angleterre, le timbre sur bordereau (contract-stamp) est gradué : au départ, de 6 d. par 100 livres (0.24 par mille) pour s'élever de fr. 0.60 par 2,500 francs — jusqu'à 1,500 livres (57,500 fr. = 5.75) et ensuite de 2 sh. par 2,500 livres. Il est appliqué par échelons de 2 sh., sans fraction, à partir de 2,500, ce qui aggrave singulièrement les charges. — *Finance Act* du 29 avril 1910.

En Autriche, les lois du 18 septembre 1892 et 9 mars 1897 ont créé un impôt basé sur l'unité d'opérations, celle-ci étant de 5,000 florins, soit 50 kreutzers sur les valeurs à dividende ou obligations à primes et 20 kr. pour les autres valeurs.

Le régime français combine l'impôt de bourse avec l'abonnement de mutations.

Les lois des 28 avril 1893 et 15 avril 1898 ont créé un impôt de circulation sur les opérations de bourse.

Cet impôt est de 0.05 p. m. de la valeur négociée en bourse, les rentes sur l'Etat ne payant qu'un quart de la taxe. Il est dû pour toute opération en bourse, vente ou achat, que la valeur soit ou non admise à la cote officielle, et il est acquitté par les intermédiaires, agents de change et autres, sauf à le faire supporter à leurs clients.

Ce droit est indépendant de celui de transmission (lois des 23 juin 1857-16 septembre 1871-29 juin 1872) qui est supposé être l'équivalent des droits de mutation et d'enregistrement sur les biens immobiliers et perçu en principe au moment du transfert de propriété des valeurs négociées. Pour les titres nominatifs, il est de 0.75 p. c. du cours net et perçu au moment du transfert ; pour les titres au porteur, il donne lieu à un forfait : le droit est transformé en une taxe annuelle de 0.25 p. c. assise sur le cours moyen pendant l'année précédente.

Comme on le voit, le projet de loi ne fait qu'introduire en Belgique une mesure déjà imposée dans plusieurs pays étrangers.

Aussi, le principe n'a-t-il point rencontré de résistances, mais les modes et le taux d'application proposés avaient soulevé des critiques et donné lieu à un examen des plus minutieux.

Le chiffre de 0.20 par mille a été signalé comme trop lourd pour nos transactions dans les bourses de commerce. Cette critique ne portait pas tant sur le taux du droit considéré comme chiffre de perception — le courtage a été dernièrement relevé de 1 à 1,50 par mille, sans aucunes protestations sur la place de Bruxelles, — mais parce que ce droit, frappant toutes les transactions sans exceptions, pouvait se multiplier à raison des opérations accessoires fort nombreuses pratiquées par les intermédiaires.

Les mesures de perception proposées ont également été combattues à raison de leur caractère inutilement inquisitorial.

Le Gouvernement a, dès l'origine, indiqué son désir de procéder à la recherche de nouvelles formules. Les intéressés ont signalé en conséquence leurs griefs et leurs desiderata et la section centrale a été ainsi amenée à vous soumettre de nouveaux textes qui, en laissant subsister le principe du projet, en modifient profondément le fonctionnement.

Le système nouveau pose comme condition essentielle de l'exigibilité du droit, que l'opération ait été traitée par l'entremise d'un professionnel, c'est-à-dire d'une personne qui fait le commerce de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse. La perception de la taxe suppose que l'opération a été faite à l'intervention d'un ou plusieurs intermédiaires ayant prêté leurs offices pour mettre en rapports acheteur et vendeur.

Par suite, les opérations privées, c'est-à-dire celles qui se passent entre deux particuliers, en dehors de l'intervention d'un professionnel, ne sont pas imposables.

Pour tomber sous l'application de la loi, il n'est pas nécessaire qu'une personne fasse de la réception et de l'exécution des ordres de bourse l'objet exclusif ou même principal de ses opérations; il suffit qu'elle se livre habituellement à ce commerce. C'est la portée que nous donnerons ici au terme « professionnel ».

Le système proposé par la section s'écarte du système ancien en ce qu'il exonère de la taxe les professionnels à raison de tous les actes de négociations qui leur sont personnels, que ces opérations aient été traitées entre deux professionnels ou qu'un particulier y soit intervenu à titre d'une des parties.

Au cours de leurs délibérations, les agents de change exerçant près la Bourse de Bruxelles avaient émis le vœu que toute opération de bourse fût traitée exclusivement par un agent de change agréé près de la Bourse. La section centrale à l'occasion de l'examen d'une loi fiscale ne pouvait songer à aborder ici l'examen de tout ce que peut avoir trait à la réglementation de la profession d'agent de change, à la liberté ou au monopole du courtage. En ce qui concerne les droits du fisc au regard de la présente loi, il doit demeurer étranger à celui-ci que l'intermédiaire exerce plus particulièrement la profession d'agent de change, banquier, courtier ou commissionnaire, en fonds publics.

La loi considère l'opération et non ceux qui interviennent dans sa réalisation à titre d'intermédiaires de traits d'union. La discipline de la Bourse pourra fournir matière à une autre œuvre législative — et il est à souhaiter que celle-ci ne soit pas indéfiniment ajournée : c'est là — a-t-on maintes fois signalé, le complément nécessaire de la loi sur les sociétés.

L'immunité des opérations des professionnels se justifie par des raisons de fait et d'équité.

La proposition primitive du Gouvernement ne tenait point compte de ce que, entre les deux points extrêmes d'une mutation de valeurs, se place nécessairement un nombre plus ou moins considérable d'opérations intermédiaires d'exécution. Si un particulier A donne ordre au banquier B d'opérer un achat pour son compte, si celui-ci charge de l'exécution un agent de change, et que cette demande rencontre une offre parvenue dans les mêmes conditions, nous constatons que l'exécution de cet ordre a donné lieu à cinq transactions au moins, ayant les apparences de marchés bien qu'il n'y ait finalement qu'une seule mutation. En effet, si pour exécuter ce marché le « cours moyen » a été indiqué comme condition, il aura peut-être fallu opérer de très nombreuses opérations se contrebalançant finalement, sans aboutir à la moindre mutation effective, aux fins d'obtenir, fixer et maintenir ce cours.

Si l'on avait dû retenir ces éléments dans les perceptions deux opérations fournissant le même résultat auraient, sous le régime du projet, été susceptibles de fournir matière à un total de perceptions si différentes que certaines seraient bientôt devenues impossibles.

La succession de ventes et d'achats multiples, de place en place, s'impose pour établir les changes et assurer la réalisation des arbitrages, pour permettre le maintien des marchés et empêcher des manœuvres qui pourraient entraîner des ruines, même sur le marché des rentes. Or, ces opérations se poursuivent le plus souvent sans laisser des différences égales au montant même du plus petit droit qui avait été suggéré.

A côté de ces raisons économiques il convient de constater que les transactions d'achats et ventes de fonds publics constituent précisément les manifestations naturelles de l'activité des professionnels de la Bourse. Elles sont la cause de leurs bénéfices. C'est en vue de les réaliser qu'ils doivent recourir aux offices de leurs délégués. C'est à raison de ces opérations qu'ils sont astreints à la patente, classés en considération de leur importance, à raison du nombre des délégués qui les réalisent.

Il ne peut donc être question de taxer les opérations intermédiaires, ou des intermédiaires agissant comme tels, sous peine de leur faire supporter deux fois l'impôt, directement et indirectement.

Sans doute l'agent de change ou le banquier peut acheter ou vendre pour son compte particulier; mais de même que le fisc ne distingue pas dans l'établissement de la patente entre les bénéfices que le patentable invoquerait comme provenant de ses placements, de même il ne peut instituer, créer ici, une distinction parce qu'elle entraînerait des conséquences favorables à ses perceptions.

Il eût été d'ailleurs au moins dangereux d'inscrire dans la loi ce principe, que si le donneur d'ordre trouvait sa contre-partie chez le banquier ou l'agent de change, celui-ci devrait, en ce cas, payer le droit parce qu'il serait sorti de son rôle d'intermédiaire. Cette taxation aurait semblé prendre parti et fournir une solution à une question dont, à maintes reprises, les tribunaux belges et français ont été saisis : L'agent de change peut-il faire office de contre-partie?

En résumé donc : toute opération de bourse donnera lieu à perception de la taxe à charge : 1° de celui, non professionnel, ni patenté pour ces opérations, qui aura remis le titre et reçu le prix ; 2° de celui qui — ès mêmes qualités — aura pris livraison du titre et payé le prix.

Toute mutation fournira matière à deux droits ; bien que l'espace entre l'une et l'autre perception puisse être séparé par une intervalle plus ou moins long ; celui nécessaire pour les multiples opérations d'exécution entre l'offre primitive et l'acceptation finale, — l'arrêt dans les stations de passage entre le départ et l'arrivée d'un patrimoine à l'autre.

La remise d'un titre en suite d'une souscription ouverte ne constitue pas toujours la réalisation d'une opération de vente. Il y a vente si ces titres ont été antérieurement créés : souscrits par le vendeur ; ils sont offerts au public, et l'opération est alors en réalité une vente pratiquée sous modalité de répartition, une vente par souscriptions. Mais il en est autrement si les titres sont créés comme conséquence de la rencontre sollicitée de l'acceptation par un souscripteur de l'offre de la société, acceptation qui doit donner l'existence au titre.

Bien que des opérations de ce genre échappent dans les pratiques de la banque à tout courtage, qu'on puisse les assimiler aux transactions privées, conclues sans intermédiaires, elles ont pour résultat d'être le premier terme de l'entrée dans la circulation d'un titre qui sera ultérieurement revendu : si l'on apprécie ces opérations au regard de l'assujettissement à la taxe, on ne trouve aucune raison de ne point les soumettre au même régime.

L'article 12 les vise expressément, et cette taxation fournira éventuellement un élément complémentaire au droit de timbre de l'article 36.

Les bordereaux de répartition devront donc être assimilés aux bordereaux d'achats et ventes.

ARTICLE 12 (7 nouveau).

Le projet primitif du gouvernement employait le terme de « valeurs de bourse » pour désigner ce que l'article amendé qualifie de « fonds publics ».

Les fonds publics sont tous les titres fiduciaires susceptibles d'être l'objet de transactions dans les bourses de commerce et dont les cours peuvent être relevés dans le « cours moyen à publier au *Moniteur* ».

La disposition atteint les actions et obligations de sociétés et compagnies quelconques, les titres de rente ou d'emprunt, bons du Trésor, bons de caisse ou autres effets publics et, généralement, les fonds publics de toute

nature, sans qu'il faille que ces fonds publics, ces titres, soient cotés, ou inscrits à la cote; que l'opération soit conclue ou liquidée dans une bourse de commerce; que les fonds publics aient été créés par des sociétés belges plutôt que par des sociétés étrangères.

La taxe est établie sur toutes les opérations qui — en dehors des transactions privées ou entre deux personnes faisant métier de négocier ou opérer habituellement l'achat ou la vente des choses semblables — ont pour résultat une mutation dans la propriété d'effets publics.

Les opérations susceptibles de produire ce résultat sont les achats et les ventes, quelles que soient les conditions et les modalités que les affectent : la vente à terme est visée au même titre que la vente au comptant, la vente au guichet comme celle par correspondance.

Mais les promesses de vente, les options ne sont pas des ventes.

Les ventes à primes rentrent dans la catégories des options : Elles seront assujeties au droit si l'opération est réalisée.

L'article 7 nouveau mentionne expressément les cessions, aux fins de bien préciser que la disposition s'applique aux opérations ayant pour objet les titres nominatifs, dont la transmission exige un transfert (loi du 25 mai 1913, art. 43) et les titres négociables seulement par les formes analogues à celles prescrites pour les cessions (même loi, art. 47).

Elle atteint donc les ventes publiques périodiques organisées dans les bourses — ou celles qui seraient organisées en d'autres locaux.

ART. 8 (nouveau).

Le taux de la taxe est perçu à charge du vendeur et à charge de l'acheteur.

Elle est assise sur le montant du prix d'achat ou de vente à acquitter ou à recevoir indiqué sur chaque bordereau, mais non sur chaque opération d'achat ou de vente qui constituent les divers postes. Si le bordereau relate des achats et des ventes le droit est perçu sur chaque colonne. Il n'existe qu'une seule dérogation à cette règle : l'article 10 nouveau contient une exception nécessitée par la pratique des reports.

Si les conditions de l'opération impliquent que le titre se vend intérêts à bonifier, cet élément du prix ne sera pas déduit de l'assiette du droit. Si le titre est vendu coupons attachés, le montant ne sera pas majoré à raison de cette condition.

Si les versements sont encore à appeler sur des titres, ce n'est pas sur le nominal que le droit sera acquitté mais sur la somme à acquitter au vendeur, car ces titres se vendent versements à faire par l'acheteur.

ART. 14 ancien (9 nouveau).

Le projet primitif du Gouvernement fixait le droit à 2 centimes par 100 francs par fraction. La section centrale l'a établi à fr. 0.15 par mille francs, sans fraction.

Elle a maintenu le taux primitif réduit qui devait atteindre les transactions

sur les valeurs belges — fonds d'État, provinces, communes, et fonds publics qui peuvent être considérés comme en relations directes avec l'État, les provinces, les communes ou certains autres organismes désignés à ce bénéfice, à raison de privilèges de constitution légale, de concessions ou de subsides.

L'intérêt public qui a justifié leur création, justifie ce régime de faveur. Mais la section centrale a estimé que cette faveur devrait disparaître si ces valeurs, de placement par leur nature, formaient l'aliment de la spéculation, dont les marchés à terme constituent un des instruments.

Le taux réduit n'est applicable qu'aux transactions au comptant.

Aussi longtemps que subsiste une société, les titres représentatifs de son capital et de sa dette demeurent soumis au droit fort de 0.45 par mille. Mais si l'État prenait la succession de l'entreprise, un changement dans les conditions fiscales se produirait : le titre devrait sortir de la rubrique des entreprises privées pour entrer dans la catégorie de la rente indirecte par le fait de la substitution réelle de l'État aux sociétés. Le cas se produira à l'occasion de rachat de chemins de fer. Il ne suffirait évidemment pas d'une simple garantie pour qu'un titre ait le caractère de fonds d'État ou de Province : « Il faut s'attacher à discerner quelle est la partie directement et personnellement obligée au remboursement du titre et au service des intérêts : celle qui est caution du paiement ne vient qu'en seconde ligne ». (PRIMOR, *Actions et obligations*, supplément au Dictionnaire de l'Enregistrement. CARTIER, *Le régime des fonds étrangers en France*, p. 37. CONS. CLÉMENTEL, *Revue politique et parl.*, juin 1903.)

Le dernier paragraphe de l'article 14 du projet a été supprimé, à raison du texte de l'article 10 nouveau qui instaure un régime aussi favorable que celui consenti en faveur des reports.

ART. 15 ancien (10 nouveau).

Le projet primitif du Gouvernement déclarait exempter du droit d'enregistrement les opérations de report.

Cette disposition était susceptible d'ouvrir le champ à de multiples controverses dans son application, à raison des interprétations multiples données au terme report.

Le « report » est un nouveau venu dans le monde juridique. Il n'a point encore reçu des lettres d'introduction, qui lui permettraient de ne plus être le contrat anonyme, à côté du mandat, du louage, du prêt, du gage, qui ont leur place bien marquée, leur régime bien défini, à raison de leur âge.

C'est le contrat innommé : il n'est pas encore reconnu de nature spéciale et bien déterminée.

Le report est un résultat qui peut être atteint par des voies bien différentes.

Le monde des affaires considérant l'opération ordinaire l'a qualifiée à raison de son résultat économique, tandis que le monde des juristes l'a envisagée sous l'angle des contrats pouvant juridiquement amener à ce résultat.

Il ne pouvait être question de faire ici œuvre de civiliste, et d'instituer le code du report.

Il s'agissait de considérer l'opération telle qu'elle se présente en fait, pour lui appliquer le régime dont elle est susceptible.

« Re-porter » c'est porter la réalisation d'une opération d'une date à une autre date : Un débiteur est dans l'impossibilité d'acquitter une dette à l'échéance : on reporte l'échéance.

Une opération n'est pas terminée à un jour déterminé : on la continue à une autre date. — On la reporte.

En matière de bourse, un acheteur vend ou achète des valeurs à terme : le jour de l'échéance venu, il ne veut pas liquider l'opération en livrant ou levant les titres : il désire obtenir un terme jusqu'à une liquidation prochaine, il cherche à faire reporter.

Différer à une autre date les résultats effectifs de l'opération, tel est le résultat que veut obtenir le reporteur.

Les moyens à employer peuvent être fournis par des combinaisons différant essentiellement les unes des autres.

L'acheteur à terme peut demander à sa contre-partie de lui accorder le délai de report. Celle-ci peut y consentir moyennant paiement d'un intérêt, versement d'un acompte sur le prix. Celui-ci peut être égal à la différence entre le cours du jour de la demande et celui prévu pour l'échéance nouvelle. L'intermédiaire peut réclamer une commission pour avoir négocié et obtenu ce délai. Il n'y a pas une vente nouvelle, et cependant l'opération est reportée.

La contre-partie peut se refuser à accorder ces délais : L'acheteur à terme qui ne veut pas prendre livraison peut alors, pour conserver sa position sans devoir payer le prix, revendre au comptant les titres qu'il devait lever, et racheter une même quantité à terme ; c'est encore un mode de réaliser un report et, comme c'est celui qui est couramment adopté dans la pratique boursière, on est assez porté à appliquer à cette espèce de report un terme générique. Il y a ici, en réalité, deux opérations geminées se couvrant mutuellement.

Enfin, l'acheteur peut lever les titres — ou prier un banquier de lever les titres, et de lui consentir un prêt sur ceux-ci à concurrence du prix payé, ou de partie de ce prix. Il y a, en tel cas, exécution d'un contrat de vente et d'un contrat de prêt.

Le projet de loi avait renoncé à définir le report et tranchait la difficulté en accordant une exemption basée sur le résultat et non sur les opérations l'ayant produit.

Tout en entendant maintenir la faveur que le projet accordait à ces opérations, la section centrale a cru pouvoir réaliser ce but en appliquant, non au report, mais à celles des opérations qui servent dans la presque totalité des cas à la réaliser, le bénéfice du dégrèvement.

Lorsqu'une opération de vente et une opération d'achat — ou inversement — auront été traités pour compte de la même personne, sur les mêmes valeurs, dans la même bourse — ce qui est le fonctionnement ordinaire du report — le droit ne sera dû que sur la différence entre le montant des

ventes et le montant des achats dans chaque espèce de titres. Il sera donc de 0.45 par mille de la différence acquittée ou reçue. Si l'opération est réalisée pour partie, si elle est liquidée ou levée partiellement, le droit plein sera perçu sur cet élément non couvert par un « report ».

La loi n'avait pas, semble-t-il, à aller au delà et à exonérer une opération de vente réalisée, faisant entrer des titres dans le patrimoine de celui qui en use immédiatement pour les constituer en gage d'un prêt.

Le texte nouveau exécutera donc en fait — ainsi que le faisait le projet — les reports obtenus par le mode usuel adopté en bourse.

Il permettra encore le transfert de la position d'un donneur d'ordre de chez un agent chez un autre agent, ou d'une banque à une autre banque.

En résumé, le système préconisé aboutira en fait à la perception au profit de l'Etat d'une taxe égale à 1/10^e des courtages acquittés aujourd'hui à la Bourse de Bruxelles (1,50 par mille). Le droit ne sera pas même perçu dans tous les cas où les agents perçoivent le courtage ou le demi courtage.

ART. 18 à 20 (12 à 14 nouveaux).

Ces articles précisent le mode de perception de la taxe : Les bordereaux devront être extraits de livres à souches estampillés selon le type des carnets de protêts.

Toute opération amenant délivrance de titres, mise sous le dossier, revente de titres à une autre séance de bourse que celle où a été opéré l'achat — ou inversement — devra être constatée par la création et la remise d'un bordereau, si l'une des parties est un non-professionnel. Entre professionnels, les opérations seront constatées conformément aux usages et écritures du commerce.

Chaque intéressé pourra donner à ses bordereaux la forme qu'il jugera convenable.

L'article 18 (texte nouveau) énonce les mentions essentielles du bordereau à remettre au client. Il importe qu'il en reste une trace, et à moins d'autoriser le fisc à prendre éventuellement connaissance des copies de lettres, il était indispensable de prévoir que les bordereaux seraient extraits de livres à souches : Les bordereaux ne devront pas reproduire la spécification, le détail des opérations, mais la simple indication de nature.

Le timbre ne devra être apposé qu'après rédaction du bordereau.

ART. 21 (15 nouveau).

Ainsi que le constatait M. Neymark dans ses études sur l'*Obsession fiscale*, à propos d'une taxe analogue proposée en France :

« ... Ce que redoute surtout le monde de la finance et de la banque, ce qui lui déplaît, c'est le mode d'application du nouvel impôt; ce sont les mesures vexatoires qu'il comporte et, surtout, l'immixtion du fisc dans les affaires privées. Il n'y aurait plus de secret professionnel ni pour les agents de change, ni pour les banquiers et intermédiaires, ni pour tous ceux qui s'occupent d'affaires. Or, pour les spéculateurs, la première condition de

succès et de bénéfice, c'est le « secret », le « silence » sur les opérations qu'ils effectuent.

» Toute personne, capitaliste ou autre, banquier ou spéculateur, tout « donneur d'ordres », à terme ou au comptant, dont on pourrait connaître le nom, les opérations, les agents chez qui les ordres ont été exécutés, serait, suivant l'expression de la Bourse, immédiatement « visée ». Le commerce des capitaux et des titres est un commerce comme les autres. Quel est le négociant qui oserait, à la Bourse de commerce, engager une affaire de quelque importance, si le secret de ses opérations pouvait être divulgué? »

Le secret des opérations boursières ne porte pas tant sur le nom des acheteurs et vendeurs, ou des intermédiaires que sur les mouvements des valeurs. Celui-là qui serait mis en possession d'un relevé indiquant le total des achats et des ventes sur une valeur, posséderait un instrument de spéculation qui pourrait lui livrer le marché. C'est pourquoi le droit de communication ne peut être exercé qu'avec une extrême réserve et que les craintes qu'avait inspiré le projet primitif étaient aussi vives que justifiées.

Le mode de perception par apposition d'un timbre adhésif sur le bordereau a paru susceptible de fournir le moyen le plus pratique de concilier les intérêts du fisc et ceux des redevables.

La disposition nouvelle reprend de l'article 21 ancien la condition d'autorisation spéciale pour pouvoir procéder à une vérification de souches. On peut donc conclure que le contrôle ne trouvera place que lorsque de légitimes suspicions de fraude le rendront indispensable. Il ne s'exercerait que lorsque les souches n'auront plus qu'une valeur documentaire.

La taxe constitue un droit perçu à l'occasion de l'opération elle-même; mais elle ne peut être envisagée comme constituant un enregistrement. Elle ne suppose aucune formalité consistant à réaliser un acte dans un registre dont des préposés institués, dans l'intérêt des contractants, ont la tenue.

Art. 23 ancien, 17 nouveau.

A divers endroits du projet, l'administration est admise à établir, par toutes voies de droit, le fait imposable : il n'y a d'exception que pour le serment litisdécisoire.

Partant, dans une contestation fiscale, le fisc pourrait demander et le juge pourra ordonner l'interrogation sur faits et articles.

Le juge pourrait aussi soit d'office, soit sur la suggestion de l'administration, déférer au serment supplétoire.

Faut-il insister longuement pour démontrer combien il serait contraire à nos mœurs de placer le contribuable en défaut dans cette alternative : de se parjurer ou avouer qu'il devra payer un droit fraudé ou une amende?

Pour amender le texte, il ne pouvait suffire de faire disparaître le mot *décoire* dans tous les passages où il figure.

Cette suppression aurait encore laissé subsister la procédure de l'interrogatoire sur les faits et articles et la comparution personnelle.

Le texte nouveau exclut ces modes de preuve dont l'application n'aurait pas apparu supportable.

CHAPITRE III

Droits d'hypothèque.

ART. 29 ancien (23 nouveau).

Le projet du Gouvernement considère l'inscription hypothécaire en toute indépendance du droit de créance — effectif ou éventuel — qu'elle garantit.

Nous avons rencontré déjà une application de cette indépendance des matières assujetties, à l'occasion des perceptions proposées sur les ouvertures de crédits.

Ce système, bien plus conforme aux principes juridiques que celui du régime actuel, aboutit cependant, dans une application rigoureuse, à des conséquences qui seraient difficilement justifiables *en fait*.

La section centrale a interrogé le Gouvernement sur ce point :

« L'article 29 du projet doit-il être interprété en ce sens que les hypothèques légales, — et celles de garantie de gestion — donneront lieu désormais à la perception du droit calculé sur la somme à concurrence de laquelle les effets juridiques de l'hypothèque pourront s'exercer? »

Il lui a été répondu que :

« L'article 29 du projet doit être interprété en ce sens que l'inscription des hypothèques légales, de même que l'inscription des hypothèques fournies pour garantie d'une gestion, donneront lieu, désormais, à la perception immédiate du droit de 1 50 par mille, à liquider sur le montant en principal et accessoires des sommes pour lesquelles l'inscription est requise (texte de l'art. 29 du projet, en concordance avec celui de l'article 85, 4°, de la loi du 16 décembre 1851). »

Cette conséquence de l'application du principe a paru inadmissible en ce qui concerne les hypothèques légales :

La tutelle est une charge qui ne peut être déclinée. Elle donne lieu à des devoirs multiples et à des responsabilités, encourus sans aucune rémunération. Pourrait-on songer à imposer aux tuteurs une charge fiscale à raison de l'inscription que le conseil de famille poursuivrait sur leurs biens pour garantie des droits des mineurs. Nul n'oserait le proposer et il paraît certain que le tuteur devrait être admis à porter cette charge au débit du compte du mineur. Mais alors ce droit d'inscription atteindrait les mineurs et les pupilles....

Déjà leur incapacité légale, l'obligation de soumettre leurs biens à des placements de nature déterminé grèvent lourdement un patrimoine qui a été soumis à tous les effets de la déclaration successorale.

Ce serait inadmissible et la section centrale a amendé la disposition. Le principe juridique devra fléchir, dans la mesure de l'exception nécessaire, pour toutes les hypothèques légales.

Des craintes avaient surgi, relativement à l'application possible de l'article 29 à un autre cas digne d'intérêt.

La section centrale a interrogé :

« Lorsqu'un acheteur n'acquittera pas immédiatement le prix d'achat d'un immeuble, des droits seront-ils dus à raison de la transcription du titre ou de l'inscription d'office du privilège : pourra-t-on trouver là application du principe de l'article 29 ? »

La réponse fournie a dissipé toutes appréhensions ; mais il importe de la consigner ici, en en prenant acte :

« La jurisprudence administrative est établie en ce sens que l'inscription d'office au profit du vendeur ne rend pas exigible le droit d'inscription.

Le projet n'entend pas déroger à cette règle. »

ART. 51

Cet article a donné lieu à l'observation de droit suivante :

« En cas de prorogation de sociétés, il ne se produit aucune mutation.

» Comment justifie-t-on un droit de transcription ?

» Si le droit doit être perçu, ne serait-ce pas un droit d'enregistrement ? »

Il y a été répondu par le Gouvernement :

« Dans l'esprit de l'article 4 du projet, la prorogation de société est considérée, pour la perception du droit d'enregistrement, comme entraînant constitution d'une société nouvelle : le droit de fr. 0.50 p. c. est perçu comme si le capital social, au jour de la prorogation, faisait l'objet d'apports à la société.

Il doit en être de même pour la perception du droit de transcription. »

Cette réponse ne paraît pas fournir une solution satisfaisante au regard des principes du droit, car elle se réclame une pure fiction.

Inscrits au nom de la société les immeubles ne cessent point de l'être à l'expiration du terme qui rend nécessaire la prorogation. On pourrait, dès lors, se demander quelle serait la sanction du non accomplissement de cette formalité, et si l'abstention n'aurait pas pour unique conséquence de dispenser du paiement du droit.

La portée de l'article 51 est d'ordre fiscal. Si l'on veut assurer ses effets, — et la section centrale entend entrer dans cette voie —, il y a lieu d'imposer une mention supplémentaire de transcription en relation avec l'acte primitif, et de prévoir la perception d'un droit complémentaire en rémunération de cette formalité déclarée obligatoire.

Le fisc qui connaîtra l'acte de prorogation à raison de l'enregistrement pourra exiger ainsi la présentation à la transcription.

Il va de soi que le droit de transcription originaire doit être calculé sur la valeur des immeubles apportés. Celle-ci sera établie par la contre valeur attribuée aux apporteurs, et à défaut selon les modes usuels d'évaluation. Au cas de prorogation le droit devra être perçu sur les biens inscrits au nom de la société, déduction faite de ceux aliénés, augmentation faite de ceux acquis au cours de la première période. La base de taxation sera celle adoptée lors de la transcription primitive sans qu'il faille vérifier la plus ou moins value.

Il a encore été formulé cette autre question :

- a) Comment l'alinéa 2 de l'article 31 se concilie-t-il avec l'article 6 ?
- b) Comment justifie-t-on la fixation de la réduction du droit à 50 p. c. ?
- c) Est-il bien entendu que les sociétés ne constituant pas une individualité juridique distincte sont toutes celles auxquelles l'article 2 de la loi du 25 mai 1913, ou une autre loi spéciale n'attribue pas ce caractère ?

Voici les réponses ?

« a) et b). La réduction à moitié du droit de transcription, proposée par l'article 31, troisième alinéa du projet, sera applicable, notamment, aux apports de biens immeubles dans les sociétés en nom collectif ou en commandite simple, ces sociétés étant considérées, aux termes du premier alinéa de l'article 6, comme n'ayant pas la propriété des biens composant le fonds social, en d'autres termes, comme ne constituant pas une individualité juridique distincte de la personne des associés.

» Au point de vue strictement juridique, le droit de transcription devrait, dans l'hypothèse visée au troisième alinéa de l'article 31, être liquidée au taux de fr. 1.25 p. c., mais seulement sur les quotités indivisées acquises par les coassociés de l'apporteur dans l'immeuble mis en société : 1/2, s'il y a deux associés ; 2/3, s'il y en a trois ; 3/4, s'il y en a quatre, etc. Il a paru plus simple de ne pas modifier *la base* de la perception et de se borner à réduire à 1/2 le *taux* du droit.

» c) Il en est bien ainsi. »

CHAPITRE IV

Droits de timbre

A. — QUITTANCES

ART. 32.

La section centrale a repoussé par 5 voix contre 1 et une abstention le droit de timbre proposé sur les quittances, après avoir recherché si l'on ne pourrait amender les dispositions de l'article 32 en dispensant du timbre les quittances d'un import inférieur à 25 ou à 50 francs.

De nombreuses protestations s'étaient élevées contre le caractère vexatoire de cet impôt dont le montant prévu — 2,500,000 francs — impliquait 25 millions d'actes de perception.

Encore a-t-on fait des réserves au sujet de ce chiffre de prévisions : Le relevé du service des Postes renseigne la présentation de 13,845,000 quittances pour le dernier relevé — et quelle que puisse être la proportion dans ce chiffre des quittances d'un import inférieur à 10 francs, ce seul élément donnait à prévoir que le chiffre prévu serait largement dépassé, à moins que le public, hostile à cette perception, ne cherchât à éluder le droit en supprimant l'instrument.

Au cours d'une discussion à l'Union Syndicale de Bruxelles, il avait été relevé que si la loi du 25 mars 1894 avait soumis les quittances, lorsque leur

import dépassait 10 francs, à un droit de timbre de dimension de 25 centimes, ce droit ne fut jamais appliqué. Sur les seuls effets escomptés et encaissés par la Banque Nationale, le Trésor, s'il leur avait appliqué un timbre supplémentaire de 10 centimes, aurait, constatait-t-on, encaissé près d'un million et, de cet élément encore, on concluait que le chiffre de 2,500,000 francs était en dessous de toutes prévisions. A ces considérations venaient s'ajouter celles relatives à l'improportionnalité du droit fixe, d'autant plus fâcheux que les quittances servent plus exclusivement aux petites transactions.

L'Association nationale de la Petite Bourgeoisie, avait indiqué, de son côté, que le timbre sur les quittances pèserait surtout sur les classes moyennes, et aurait les plus fâcheuses conséquences, même sur un terrain autre que celui des charges pécuniaires.

« Il n'est pas douteux que les commerçants et les petits industriels commencent, grâce à la propagande organisée par les associations, les syndicats, etc., à tenir plus régulièrement leurs écritures et il serait déplorable d'entraver ce mouvement.

» Or, le petit commerçant ou industriel pour échapper au droit de quittance va reprendre ses anciens errements et renoncer à ses écritures. Car il ne faut point perdre de vue que le droit de timbre pour quittance retombera surtout sur la classe ouvrière; d'abord parce qu'elle a le plus grand nombre de quittances et ensuite parce que le montant de ces quittances n'est guère élevé. En effet, vu l'importance de ses affaires, le commerçant ou l'artisan doit émettre un bien plus grand nombre de quittances ne comportant communément que quelques francs, tandis que dans le haut commerce ces quittances comportent plusieurs centaines et même des milliers de francs. Et personne ne contestera que prélever dix centimes sur une somme de dix francs ou de vingt francs constitue une charge considérable, tandis que cette même taxe perçue pour une quittance de 50,000 francs, passe inaperçue et n'exerce aucune influence sur le bénéfice résultant de l'opération. »

On signala enfin, combien cette taxe serait facilement éludée par ceux qui voudraient s'y soustraire. Une quittance suppose une signature : il suffirait donc d'apposer une mention de paiement quelconque sur une note pour échapper à l'impôt.

Comment, d'autre part, constater les infractions sans recourir à des vexations qui apparaîtraient comme intolérables.

Dans un pays voisin on rappelle sans cesse, pour l'excuser, qu'il fut rendu nécessaire par les désastres d'une guerre, et la nécessité de libérer le territoire.

Si l'on devait entrer dans la voie du timbre des quittances, il en est toute une série dont la taxation se justifierait peut-être bien mieux que celles du commerce. Ce sont les quittances constituées par les billets de chemins de fer. Une perception à cet égard serait bien plus facilement supportée. Cependant on n'a pas cru devoir la proposer.

Il a semblé à la majorité de la section que l'impôt des quittances frappant

une matière dispersée à l'infini offrait de tels inconvénients qu'il ne pouvait se concilier ni avec nos mœurs ni avec nos habitudes, ni avec la justice dans la proportionnalité de la perception.

B. CHÈQUES, ACCRÉDITIFS, ETC.

ART. 33.

D'autres considérations ont fait repousser — par 4 voix contre 3 — les dispositions relatives au timbre des chèques, accreditifs et autres bons de paiements à vue.

Le projet avait indiqué comme rendement probable une somme de cinq cent mille francs.

« La Banque Nationale a payé 25 milliards en comptes courants particuliers à 503 mille postes, ce qui, en un an représente 82,000 francs, en moyenne, par poste. A ne prendre que les besoins de deux échanges mensuels, nous trouverions un import moyen de 3,650 francs par chèque ou mandat de virement, ce qui endosserait aux seuls comptes courants particuliers de la Banque Nationale la recette d'un demi-million évaluée sur le pays tout entier » a remarqué M. Van Elewyck à l'Union syndicale de Bruxelles.

« Mais il y a pas que les comptes courants et les carnets de chèques de la Banque Nationale — continuait l'honorable Président. Les comptes courants des banques libres ont une bien autre importance. Dès lors, que signifie cette évaluation de recettes de 500 mille francs ? L'administration des finances, dans un intérêt facile à comprendre, a sous-évalué dans des proportions anormales les prévisions de rendement du timbre sur chèques. Ce n'est pas 500 mille francs, c'est 3 à 4 millions au bas mot que rapporterait ce timbre au Trésor.

» Remarquez que les accreditifs entrent dans cette recette. Or, sur les seuls accreditifs délivrés par la Banque Nationale, la recette du timbre s'élèverait à 60 mille francs. Ajoutez-y les 35 mille à 40 mille francs que paieront les chèques et mandats de la Caisse des Reports et voilà le cinquième de la recette évaluée par deux seules banques !

» Avant 1871, la banque faisait payer une légère commission aux lettres de crédit et aux accreditifs. Elle en avait distribué de 1866 à 1870, pour 55 millions en moyenne, annuellement. La commission est supprimée en 1871 et le mouvement annuel moyen des accreditifs monte à 1,800 millions en 1912 ! Tels sont les bienfaits de la gratuité. »

Cette démonstration de la productivité de la taxe n'était assurément pas un argument de nature à la faire écarter au point de vue de son adoption et s'il était exact que le rendement devait être supérieur aux prévisions, on n'aurait pu que s'empresse de l'adopter, à défaut d'autres griefs...

Ce sont des raisons particulières qui justifient sinon un régime de faveur, à tout le moins la suppression de toutes entraves de nature à contrarier le développement de la pratique des règlements par chèques, qui ont entraîné la décision de la majorité de la section centrale.

Il faut voir dans les fonds disponibles pour provision de chèques et leur

circulation autre chose que de simples dépôts productifs d'intérêts, une variété de placements à intérêts. Les comptes chèques doivent être considérés à raison de l'aide qu'ils apportent à l'insuffisance de numéraire dans les règlements des opérations commerciales. Ils constituent un des éléments susceptibles de faire produire le maximum de puissance aux disponibilités métalliques de la collectivité en lui assurant le maximum de force productive.

« En règle, exposait M. Dumoulin, dans une récente conférence à l'*Union Syndicale* à Bruxelles, il ne faudrait pas conserver de fonds chez soi, sauf pour les menus besoins ; et c'est du banquier qu'il faut faire son caissier. Le capital qui dort dans un tiroir ou dans un coffre-fort, est autant d'enlevé aux disponibilités de la collectivité ; ce ne sont que quelques centaines de francs par famille, mais ce sont des centaines de millions pour la nation entière ».

« Une journée d'échéance est pour le commerçant une journée de souci et de surcroît de travail, tandis qu'elle pourrait être une journée normale, s'il chargeait son banquier d'opérer ses paiements en ses lieu et place.

» Les petits fournisseurs, tels que l'épicier et le boulanger, devraient également être payés chez le banquier, par le recours du chèque, et du chèque barré surtout. On leur faciliterait singulièrement leurs recouvrements périodiques, on leur épargnerait du temps, on leur éviterait les erreurs et les vols, parce que le vol est impossible par le chèque barré, et que l'erreur se retrouve toujours par ce moyen de paiement. Indépendamment de cela, on évite les dérangements causés par le change de la monnaie, et les risques de recevoir de mauvaises pièces, comme cela arrive souvent un jour d'échéance.

» Les banquiers conservent les capitaux chez eux, pour le plus grand profit de la collectivité, tandis qu'aujourd'hui, dans un pays comme le nôtre, il y a plusieurs centaines de millions qui, à chaque échéance, courent la rue, ou dorment improductivement chez les particuliers.

» Les opérations du banquier seraient simplifiées et ses risques atténués. Au surplus, pour tirer des Chambres de compensation, comme il en existe une à Bruxelles, tout le parti possible, il convient que le paiement par chèque et par traite domiciliée se généralise.

» Il est certain que la généralisation du chèque par les commerçants, non seulement éviterait à ceux-ci des soucis et des pertes, mais étendrait surtout le rôle des banques, et augmentant de plusieurs centaines de millions leurs disponibilités aurait vraisemblablement l'influence la plus favorable dans le sens de la baisse, sur le taux de l'escompte, plus élevé en Belgique qu'en Angleterre et en France. »

La section centrale s'est trouvée en présence de l'expérience constituée par l'application en Allemagne du timbre sur les chèques.

La loi du 11 mars 1908, avait proclamé pour le chèque, l'exemption absolue du droit de timbre en vue de faciliter l'essor de cet instrument si précieux de payement. Mais, en 1910, le Gouvernement allemand se trouvant dans la nécessité de créer de nouveaux impôts crut pouvoir modifier l'article 29 de la susdite loi en dépit des protestations des banques, des chambres de commerce et des industriels, et frappa le chèque d'un impôt

fixe de 10 Pfennigs. Cet impôt lui rapporta environ trois millions de Marcs la première année, mais seulement 2 3/4 la deuxième, le public retirant peu à peu sa sympathie pour ce moyen de paiement. Les protestations ne cessèrent point. Elles redoublèrent à mesure que la vogue du chèque qui, pendant les deux premières années à partir de la promulgation de la nouvelle loi avait été merveilleuse, diminuait. La rapidité et la correction des transactions commerciales s'en ressentaient. Assemblée succédait à assemblée ; la question de suppression de l'impôt ne disparaissait plus de l'ordre du jour des chambres de commerce, des revues de droit et d'industrie. Une pétition signée par toutes les corporations des artisans, des petits commerçants, des commerçants et des industrielles, pétition réclamant la suppression de cet impôt de « paralysie » fut adressée à la Diète de l'Empire au commencement du mois de juin 1915.

« Le comité, disait-elle, est d'avis que l'extension de la circulation des chèques est de l'importance la plus grande pour le commerce et l'industrie, et spécialement pour la classe des négociants moyens, de l'industrie moyenne et des artisans. L'impôt actuel représente un obstacle sérieux pour le développement des transactions par chèque, spécialement pour la comptabilité et les rapports financiers (pécuniaires) entre artisans et petits commerçants. Le comité réclame, par conséquent, la suppression du timbre, d'autant plus que les revenus en résultant pour le Trésor ne sont évalués, pour l'année 1912, que pour un montant de 5 millions de marcs. »

En effet, il n'avait pas fallu trois années pour ruiner l'institution :

Le nombre de chèques avait diminué d'année en année. De 200 millions il était descendu à 30 millions de chèques ! Le rendement prévu de 20 millions de marks, en 1909, avait abouti à une prévision de 3 millions pour 1913 !

Aussi la Commission du budget allemand a-t-elle mis terme à cette expérience qui, d'après certains, a gravement compromis l'existence du chèque en Allemagne.

Il serait au moins imprudent de la tenter dans un pays où la pratique du chèque, malgré tous les efforts, vient à peine de s'introduire.

C. CONTRATS D'ASSURANCE.

ART. 54 DU PROJET (art. 26 à 34 nouveaux).

Observations générales.

Le projet de loi se bornait par son article 34 à poser en présomption légale que tout contrat d'assurance était constaté par une police écrite.

Cette disposition pouvait être rapprochée de celle de l'article 9 relatif aux baux mais avec cette différence qu'ici la présomption se rapprochait, dans la grande majorité des cas, de la réalité.

Cette proposition a cependant provoqué de multiples critiques de la part des intéressés et a été indiquée comme inapplicable à raison du nombre considérable de polices qui ont été créées sans que le droit ait été acquitté.

On ne pouvait songer à régulariser ce passé sans opérer une perturbation profonde dans le monde des assureurs et des assurés : la soumission au nouveau régime aurait entraîné pour certaines compagnies la soumission aux formalités et droits de régularisation ou rappels de plus de 500 mille polices, soit un million d'originaux et doubles, sans compter les avenants, et une dépense de plus de deux millions de francs !

D'autre part, ce droit fixe et invariable aurait inégalement grevé les contrats : il aurait atteint certains d'entre eux pour un chiffre supérieur aux primes ; ainsi des assurances de récoltes ou temporaires dont les polices ont une durée de six mois au plus, des contrats populaires sur des capitaux inférieurs à 500 francs.

La section centrale a été saisie de textes nouveaux organisant un système préconisé par les assureurs, à la suite des observations qu'ils furent amenés à présenter au Gouvernement.

Ce système aboutit à l'application d'un régime d'abonnement au timbre devant assurer les ressources prévues en même temps que l'abandon de la rétroactivité pour les contrats actuellement en cours.

Les notes soumises à la section rangeaient en trois catégories les assurances :

1^o Les assurances maritimes et fluviales et celles contre les risques de transports terrestres. Il n'innovait pas en ce qui les concernait, maintenant à leur égard le système du timbre sur les polices.

2^o Les assurances qui seraient cotisées sur le *capital assuré* ;

3^o Les assurances qui seraient cotisées sur le *montant de la prime*.

Les taxes proportionnelles étaient indiquées comme devant constituer un abonnement forfaitaire au timbre sur tous les actes relatifs à la conclusion ou au fonctionnement du contrat.

La première question que la section centrale a été amenée à examiner en présence de ce projet qui comprenait onze articles nouveaux, était celle de savoir s'il y avait lieu de maintenir les assurances maritimes et fluviales et de transports terrestres sous le régime ancien du timbre de dimension des polices.

La chambre de commerce d'Anvers avait signalé que cette variété de systèmes amènerait de sérieuses difficultés :

« Les assurances maritimes, fluviales et de transports terrestres sont essentiellement des opérations commerciales, se traitant d'après des modes que les nécessités engendrent ici comme ailleurs. Tout d'abord, il convient d'observer que jamais ni en Belgique, ni dans aucun pays, ces contrats ne se font en double. Les assureurs seuls les signent et plusieurs assureurs signent sur le même contrat, chacun pour une partie. L'assuré ne signe rien, il n'a d'autre obligation que celle de payer la prime.

» Lorsqu'un avis téléphonique ou télégraphique annonce l'expédition qui se fait de ou vers un pays d'outremer, il y a danger de perte et urgence à ce que l'assurance soit faite sur-le-champ. C'est ainsi qu'à la Bourse d'Anvers se

traitent chaque jour de nombreuses assurances, sur une simple petite fiche sommaire, autrement dit un arrêté provisoire, paraphé séance tenante au crayon par de multiples assureurs et valant contrat parfait jusqu'à son remplacement par la police. Ces arrêtés provisoires si informes qu'il soient, sont toujours respectés et subissent des modifications nombreuses à mesure que les détails arrivent. Ce n'est que plus tard, lorsque l'opération est parfaite et que l'on connaît l'ensemble des marchandises chargées successivement, que l'on peut établir le contrat définitif.

» Il y a plus. Il arrive constamment, au cours de la journée, que l'on traite l'assurance par accord verbal ou téléphonique jugeant, que l'on ne peut attendre une minute pour se mettre à couvert.

» Ces nombreux actes n'ont jamais fait et ne pourraient faire l'objet d'inscriptions sur timbre. Le temps ferait défaut. »

La section centrale a tenu à vérifier si ces critiques étaient réellement fondées; et les questions et réponses suivantes ont été échangées.

D. « Pourquoi les assurances fluviales et maritimes doivent-elles rester sous le régime actuel ? »

R. « Les assurances maritimes et fluviales constituent une branche très spéciale. Le gouvernement n'est pas persuadé que le système de l'abonnement annuel pourrait leur être appliqué sans inconvénient. »

« En France, où on a établi le régime de l'abonnement obligatoire pour les assurances sur la vie et contre l'incendie, on a maintenu pour les assurances maritimes et fluviales, notamment, le droit de timbre au comptant d'après la dimension du papier. »

D. « Est-il de pratique, à Anvers notamment, de dresser des contrats en double de ces assurances. La pratique n'est-elle, pas au contraire, de régler cette matière par de simples fiches qui ne sont transcrites que plus tard dans les registres des assureurs ? »

« Pourrait-on adopter la pratique d'assurances par contrats écrits sur la place d'Anvers ? »

R. « D'après des renseignements qui ont été fournis au gouvernement, les contrats d'assurances maritimes passés à Anvers sont souvent constatés par de simples fiches revêtues uniquement d'un paraphe; et si un acte est dressé, il est fait en un seul original. »

« Selon les renseignements puisés aux mêmes sources, il serait difficile, en pratique, de constater tous les contrats d'assurance maritime par des écrits probatoires en forme, étant donné que ces contrats se réalisent généralement en Bourse. »

D) « Ne pourrait-on atteindre la recette escomptée en rangeant ces assurances sous le régime de l'abonnement calculé sur les primes perçues ? »

R) « Il n'a pas été démontré au Gouvernement que l'application aux assurances maritimes du système de l'abonnement, donnerait des résultats plus favorables au Trésor que le régime du timbre de dimension. »

Les renseignements fournis par le Gouvernement ont indiqué que les actes d'assurances maritimes et fluviales et de transports par terre encaissent annuellement des primes pour un chiffre s'élevant entre 15 et 20 mil-

lions de francs et que la rente escomptée aurait été, au taux de 0.20 par 100 francs sur le chiffre moyen ou 17 millions et demi, de 35,000 francs.

Le même taux de perception calculé sur la base du droit de timbre sur la police, impliquerait 35,000 polices, dressées en double, — ce qui est contraire, à la pratique ainsi qu'on vient de le constater. Mais, d'autre part, on peut supposer que le nombre des contrats dépasse sensiblement 35,000, car la moyenne de chacun des contrats ne peut entraîner la perception d'une prime de 500 francs.

Quoi qu'il en soit, en présence des impossibilités matérielles d'application, qui semblent résulter des réponses mêmes fournies, la section centrale a adopté le système de la taxe annuelle pour toutes les assurances maritimes et fluviales s'écartant ainsi — conformément aux observations de la *Chambre de commerce d'Anvers* —, des suggestions primitives qui lui avaient été transmises.

Le principe de l'abonnement étant ainsi admis au regard des assurances de toute nature, une seconde question surgit : Convient-il d'uniformiser davantage, et de percevoir le droit sur une même base, soit le capital assuré, soit la prime.

Le projet transmis à la section centrale, préconisait le système double. Il était indiqué comme suggéré par une importante compagnie qui traite des assurances-vie, et des assurances-incendie pour des sommes considérables.

D'autre part, la chambre de commerce d'Anvers a exposé dans une note transmise le 9 juillet 1915 :

« Quant à la taxe sur les capitaux assurés, telle qu'elle est proposée par le Gouvernement pour les assurances contre l'incendie, la section des assurances de la chambre de commerce croit qu'il sera préférable de la remplacer par un équivalent basé sur la recette des primes. On estime que le taux de 2 centimes pour mille est le taux moyen des primes contre l'incendie, calculé sur l'ensemble des capitaux assurés. D'où il résulte qu'un droit de 2 centimes pour mille perçu sur les capitaux, est égal à 2 p. c. sur les primes. La recette des primes fournit un élément comptable plus sûr et plus équitable que le capital assuré. Elle doit figurer forcément dans les livres de toute compagnie d'assurance.

» L'explosion, la chute de la foudre, l'incandescence électrique, la responsabilité civile en cas d'incendie s'assurent comme accessoires du risque d'incendie, mais également contre les dommages causés sans incendie. Une même police serait donc sujette à plusieurs régimes de taxe pour ces diverses opérations, ce qui amènerait un ensemble des plus confus et constituant des charges excessives. »

La section centrale a demandé au Gouvernement quel était son avis concernant ces appréciations différentes.

QUESTION.

Comment justifie-t-on *en principe* la classification des assurances à imposer sur l'élément prime et de celles à imposer sur élément capital ?

Prière de vouloir en donner l'application aux diverses catégories visées ?

RÉPONSE.

D'après des renseignements qui ont été fournis au gouvernement, la taxe d'abonnement devrait, en principe, être liquidée sur les sommes ou capitaux assurés, sauf dans les hypothèses où les polices ne mentionnent pas de capitaux assurés, auxquels cas il y aurait lieu d'opérer sur les primes.

De là, la classification qui fait l'objet des n^{os} 1 et 2 de l'article 1^{er} des dispositions suggérées à la section centrale.

Toutefois, il se concevrait que la taxe fût liquidée dans tous les cas, en prenant pour base le montant des primes.

QUESTION.

Les textes proposés prévoient-ils — et dans l'application ce régime ne donnerait-il pas lieu à des difficultés — que des assurances conclues par une même police soient taxées à raison de certains éléments à la base prime et à raison d'autres à la base capital ?

RÉPONSE.

Il peut arriver qu'une même police renferme plusieurs assurances conclues les unes avec indication d'un capital assuré, les autres sans mention de capital assuré. Chacune de ces assurances subira le régime afférent à la classe à laquelle elle appartient.

Il ne paraît pas qu'il y ait lieu de disposer spécialement dans la loi pour cette hypothèse.

QUESTION.

L'assurance recours des voisins, rentre-t-elle dans l'assurance responsabilité du chef d'accidents matériels ?

L'assurance du chef d'explosion de gaz-foudre, qui donne lieu à surprime sur les primes incendies, serait-elle taxée sur élément prime payée ou capital assuré. Comment cette solution sera-t-elle consacrée par le texte ?

RÉPONSE.

La taxe annuelle sur les assurances contre le recours des voisins, contre l'explosion du gaz et contre la foudre, serait calculée sur le montant des primes ou sur le montant des sommes assurées, selon les distinctions établies ci-avant sous le n° 1.

Voulant également mettre la Chambre en mesure de se prononcer en pleine connaissance de cause sur les conséquences qui pourraient résulter de l'application du système de la perception sur la prime, la section a demandé :

« Quelles seraient les conséquences, au point de vue budgétaire, si l'on

appliquait un régime uniforme basé sur les primes et fixé par exemple à 2 p. c. pour l'incendie, 3 p. m. pour les assurances vie, accidents, bris de glace, responsabilité, 0.20 p. c. pour les maritimes, fluviales et transports par terre. »

La réponse ci-après est parvenue :

« D'après des renseignements qui ont été fournis au gouvernement, les sociétés d'assurances maritimes ou fluviales et de transports terrestres encaissent, annuellement, des primes pour un chiffre variant entre 15 millions et 20,000,000 de francs.

» En tablant sur une moyenne de 17,500,000, la recette par l'État, au taux de fr. 0.20 par cent francs, serait de fr. 55,000

» Pour les assurances sur la vie, contre les accidents, le bris des glaces et la responsabilité civile, la recette des primes peut être fixée à un chiffre variant entre 80,000,000 et 90,000,000.

» A raison de 3 francs par 1,000 francs, l'État encaisserait, en opérant sur le chiffre de 85,000,000 255,000

Fr. 290,000

» Pour les assurances contre l'incendie, les primes varient entre 25,000,000 et 30,000,000.

» Au taux de 2 francs par 100 francs l'impôt, calculé sur 27,500,000 francs donnerait au Trésor. fr. 550,000

Ensemble. . . fr. 840,000

» Ce chiffre de 840,000 de francs est insuffisant. Il faudrait élever la taxe de 3 francs par 100 francs pour les assurances contre l'incendie, et à 3 francs par 1,000 francs pour les assurances maritimes. »

Le principe de l'abonnement étant ainsi admis pour toutes les assurances, il reste donc à déterminer s'il y a lieu d'uniformiser.

Les réponses que nous avons reproduites ci-dessus ne semblent pas indiquer une préférence marquée en faveur de l'un ou de l'autre système.

Si le principe du dualisme est maintenu dans les textes qui vous sont soumis, si le classement des assurances sous le régime de l'abonnement doit être calculé tantôt sur la base des primes et tantôt sur celui des capitaux assurés, c'est qu'il tient compte des critiques qu'a suscitées l'expérience de 1885-1886.

La loi du 26 août 1883, qui avait établi le système d'abonnement sur les contrats d'assurance, a été abrogé par la loi du 11 juin 1887. Le rapport, fait au nom de la section centrale sur le projet de cette dernière loi, porte notamment :

« En quoi la loi de 1883 est defectueuse, c'est que l'impôt qu'elle crée est » proportionnel aux primes ou, ce qui revient au même, aux risques encourus, au lieu d'être assis sur les valeurs assurées.

» Il en résulte qu'il est particulièrement onéreux pour les constructions

» rurales; et, en effet, l'agriculture, de même que certaines autres industries, sont ici le plus mal partagées. »

Le rapport cite ensuite les paroles prononcées par M. de Jonghe d'Ardoye, dans la séance de la Chambre des représentants du 10 décembre 1885 :

« Cet impôt (la taxe d'abonnement) est réparti d'une manière tout à fait » inégale entre les habitants des villes et ceux des campagnes, en frappant » la prime d'assurance et non le capital assuré. Un immeuble de campagne, » et surtout un immeuble employé à l'agriculture, paie une prime beaucoup » plus élevée qu'un immeuble de ville de la même valeur; il s'ensuit que » l'assuré de la campagne paie infiniment plus d'impôts que l'assuré de la » ville, ce qui me paraît une véritable injustice. » (V. *Pasinomie*, 1887, pp. 171 et 172.)

C'est pour ce motif que le projet adopte ce mode de taxation sur le capital assuré à cette catégorie d'assurances, tandis qu'il indique pour la généralité des autres le régime de la taxation à la prime.

ART. 26 (nouveau).

QUESTION.

La section centrale a tenu à faire préciser dans quelle catégorie se trouveraient rangées pour la taxation — au cas d'adoption des textes qui lui avaient été indiqués et qu'elle vous soumet — l'assurance contre le vol, et l'assurance contre la perte de valeurs en cours de transports :

- a) Terrestres;
- b) Maritimes?

RÉPONSE.

« L'assurance contre le vol doit être rangée dans la même catégorie que l'assurance contre l'incendie.

» Quant aux assurances contre la perte de valeurs en cours de transports terrestres ou maritimes, elles doivent être placées sur le même rang que les assurances maritimes ou fluviales. »

QUESTION.

« Comment doit-on entendre les mots : « montant total des primes, cotisations ou contributions à verser par l'assuré » dans l'article 1, paragraphe final du texte nouveau suggéré pour remplacer les articles 54 et suivants (26 du texte nouveau).

- » S'agit-il de totaliser toutes les primes?
- » Ou bien veut-on dire que le droit est liquidé annuellement sur le montant total? »

Le Gouvernement a fourni les indications suivantes :

RÉPONSE.

1° La taxe d'abonnement serait calculée annuellement, sur le montant cumulé de toutes les primes ou cotisations venant à échéance au cours de l'année à laquelle s'applique la perception.

ART. 28 (nouveau).

La section centrale avait demandé :

« N'y aurait-il pas lieu, dans le cas de l'adoption de ce système, de déclarer comme seules causes motivant l'exemption de la taxe, que « les contrats » d'assurance soient passés à l'étranger et que, en outre, l'assuré ne réside » pas en Belgique et que les actes aient été signés hors du pays tant par » l'assuré que par l'assureur. »

Il a été répondu :

« En cas d'adoption du système de l'abonnement, il semble que l'on pourrait exempter du paiement de la taxe les assurances contractées avec un assuré résidant à l'étranger, sans imposer comme condition que « les actes aient été signés hors du pays tant par l'assuré que par l'assureur », attendu que dans beaucoup de cas on ne passe pas d'acte.

» Les contrats de réassurance devraient également être exonérés de la taxe. »

Cette observation intéresse les assurances belges contre l'incendie dont les agents contractent beaucoup de polices en Hollande. C'est la direction de Belgique qui signe les contrats.

Le 1^o de l'article 28 respecte cette situation en ce qui concerne les assurances incendie.

Il avait été proposé d'insérer dans la loi une disposition portant :

« Sont soumis à la taxe établie par l'article 1^{er}, tous les contrats en cours à la date de la mise en vigueur de la présente loi, s'ils n'ont pas été rédigés sur timbre de dimension. »

On peut se demander si de tels contrats existeraient en bien grand nombre, et si la mesure d'exception n'ouvrirait pas un champ trop large à la fraude — pour être admise.

Les notes suivantes ont été échangées :

QUESTION.

1^o Y a-t-il des raisons sérieuses d'exonérer de la taxe les contrats en cours qui auraient acquitté le droit de timbre?

N'y aura-t-il pas une inégalité entre les contrats d'autant plus choquante que des assurés ont payé aux sociétés des droits à ces fins et acquitteront cependant par récupération le droit nouveau?

2^o Des gros assurés ne pourront-ils pas, moyennant un droit insignifiant, s'exonérer de taxes fort élevées en recopiant le contrat sur timbre avant la promulgation de la loi?

3^o Quelles sont les garanties que le fisc aurait d'empêcher des assureurs de dissimuler certains contrats en les faisant recopier sur timbre le jour où ils devraient les dévoiler?

4^o Verrait-on un inconvénient majeur à supprimer l'article 8?

RÉPONSE.

« 1° La taxe d'abonnement sur les assurances serait un véritable *droit de timbre*, destiné à remplacer le timbre de dimension auquel sont assujetties les polices d'assurance par la loi du 25 mars 1894.

» Cela étant, il serait contraire à la règle *non bis in idem* de soumettre à la taxe d'abonnement les contrats en cours à la date de la mise en vigueur de la loi nouvelle et qui auraient été faits antérieurement sur papier timbré.

» Il va de soi que les primes ou, selon le cas, les capitaux assurés se rapportant à ces contrats frappés de l'ancien droit de timbre, ne devraient point entrer en ligne de compte pour le calcul de la taxe nouvelle à payer par la compagnie d'assurance.

» 2° Il n'est nullement certain que le timbre d'abonnement sera plus onéreux que le timbre de dimension. Il paraît, dès lors, douteux que l'hypothèse prévue se réalise.

» 3° Les dispositions de l'article 66 du projet de loi n° 294 permettraient de réprimer cette fraude.

» 4° L'article 8 doit être considéré comme indispensable dans le système de la taxe d'abonnement. »

La section n'a pas cru devoir se ranger à cet avis.

Des assureurs ont demandé l'insertion dans le texte de la loi d'un texte les autorisant à récupérer sur l'assuré la taxe d'abonnement.

La question de récupération est et doit demeurer étrangère au projet. Elle doit se résoudre par l'interprétation des conventions.

Substituée au droit de timbre, étant motivée par l'absence de celui-ci sur un grand nombre de contrats, il paraît équitable qu'elle soit — à défaut de stipulations contraires — supportée par celui qui aurait dû acquitter ce droit lors de la passation du contrat.

Il ne paraît pas douteux que si un assureur avait réclamé de l'assuré, lors de la création de la police, le montant du timbre il serait mal venu à réclamer aujourd'hui le droit d'abonnement à l'assuré qui a déjà payé pour la même cause.

Mais il est à remarquer que les assureurs ont inscrit dans la plupart des contrats en cours une clause mettant à charge de l'assuré toutes les taxes qui peuvent atteindre les contrats, sans distinguer entre celles-ci.

Ils ont même prévu un droit supplémentaire de répartition du chef de cette division de la taxe et celui-ci est parfois fixé au cinquième du droit. Il en résulte que les compagnies loin de supporter une charge à raison des taxes nouvelles pourraient même y trouver un élément de profits...

L'on comprend tout l'intérêt que présente pour eux le système nouveau sur l'ancien qui était de nature à leur imposer toutes les charges de polices en cours sans récupération.

La section centrale n'a pas cru cependant devoir vous proposer d'annuler, par l'autorité du législateur, des conventions librement consenties. Tout au plus aurait elle pu proposer d'introduire une disposition transitoire autori-

sant la résiliation des contrats en cours, ainsi qu'il en fut décrété par la loi instituant la réparation des accidents du travail. Mais ici le faible import de la taxe n'a pas paru justifier une semblable mesure.

D. DROITS DE TIMBRE SUR LES TITRES ETRANGÈRES.

ART. 35 A 43.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

Les articles 35 à 43 du projet visent exclusivement les fonds publics « venant de l'étranger », ce terme étant entendu dans le sens de titres créés par une personne morale étrangère.

Ils ne concernent en aucune façon les titres de l'Etat, des provinces, des communes ou établissements publics belges, des sociétés belges, non plus que — ainsi que nous le préciserons plus loin — les titres de la colonie ou des sociétés créés par décret du pouvoir de la colonie.

Ces dispositions mettent fin à un régime d'inégalité qui favorisait jusqu'ici les titres étrangers au préjudice des titres belges.

La loi de brumaire an VII, prévoyait l'obligation de soumettre à la perception tout écrit « dont il est fait usage en France, soit dans un acte public, soit dans une déclaration quelconque, soit devant une autorité judiciaire ou administrative ».

Cette disposition fut appliquée avec une grande tolérance. Prise à la lettre, elle ne s'appliquait pas aux négociations, transactions, mutations opérées en l'absence d'actes publics. Même les actes d'émission ne furent pas considérés comme les faits d'usage prévus expressément par la loi de brumaire.

Au contraire, l'article 14 de la loi du 25 mars 1891, imposait le droit de timbre sur toutes les actions ou obligations sans prendre en considération l'élément d'usage, mais s'attachait uniquement à la création en Belgique.

Lors de la discussion de l'article 15 du code du timbre, qui se borne à viser le fait d'usage, M. Beernaert fut interrogé sur la portée de la suppression des conditions restrictives que la loi antérieure contenait en faveur des porteurs de titres étrangers. L'honorable ministre des finances déclara que la négociation en bourse n'avait jamais été, et ne serait pas davantage considérée à l'avenir, comme un fait d'usage juridique, entraînant la perception de l'impôt.

On se trouve donc actuellement en présence de ces deux régimes différents : le titre belge imposé à raison et au moment même de sa création, le titre étranger — que l'on ne peut frapper en appliquant la même considération puisqu'il est créé à l'étranger — qui n'est atteint que par des faits d'usage restreints par une tradition que le texte de la loi n'exprime pas.

Les dispositions nouvelles vont donc avoir pour résultat de faire disparaître en partie cette tolérance, car elles n'attribueront pas aux termes

(1) THOMAS et SERVAIS, *Code du timbre*, p. 177.

« faire usage en Belgique » toute la rigueur dont ils pourraient, pris à la lettre, être susceptible.

Dans un réquisitoire du 29 juillet 1864 — relatif à un litige concernant l'administration de l'enregistrement, M. le Procureur général près la Cour de cassation précisait ces termes dans le langage fiscal.

« La question principale, disait-il, est toute entière dans le sens qu'il faut attacher au terme « faire usage », dans le sens de l'article 23 de la loi du 22 frimaire an VII. Cette expression n'a rien de vague. Elle est très précise. Faire usage d'une chose en droit, c'est en tirer tout ou partie des effets juridiques dont elle est susceptible. C'est l'utiliser, ou en disposer selon le droit que l'on a sur elle... Faire usage en droit d'un titre, d'un acte, soit public, soit privé, c'est en tirer, par rapport à la chose qui en forme l'objet, tout ou partie des effets juridiques dont il est susceptible. Les lois ne statuent (ici M. le Procureur général Leclercq visait le timbre aussi bien que l'enregistrement) sur les titres et les actes qu'en vue de la chose qui en fait l'objet. Faire usage d'un titre, disait-il, c'est, par rapport à cette chose, en tirer les effets juridiques, l'utiliser, en jouir, en disposer selon le droit que l'on peut avoir sur elle. » (*Pasicrisie*, 1864, I., 324.)

A prendre ces termes, le seul fait de la détention d'un titre est un fait d'usage, et c'est par application de cette rigueur du droit que le projet déclarait assujettis au droit les titres étrangers lorsqu'ils étaient *détenus* par une personne résidant en Belgique.

La section centrale ayant demandé au Gouvernement de préciser :

« Quels sont les faits d'usage de titres en Belgique, qui exigeront l'accomplissement des formalités du timbre? »

Elle a obtenu la réponse :

« Les faits qui engendreront l'exigibilité du droit de timbre sur les titres étrangers, sont les suivants :

» 1° La détention par une personne résidant en Belgique (art. 35 du projet);

» 2° L'émission ou la mise en souscription dans le pays (id., art. 56);

» 3° La négociation ou l'exposition en vente et le service financier en Belgique;

» 4° L'usage dans le sens des articles 15, 67 et 68 du Code du timbre du 23 mars 1891.

La section centrale a estimé qu'il était impossible de passer du régime actuel de tolérance absolue à celui d'excessive rigueur. Loin de fournir ainsi au fisc les ressources qu'il en attend, ces mesures pourraient produire cette conséquence de faire disparaître toute la matière imposable.

Une note d'observations émanant des principales banques formant partie de la Chambre de Compensation de Bruxelles a exposé fort justement :

« Quel que soit le droit de timbre auquel seront assujetties les valeurs étrangères, il faut, en tous les cas, qu'elles n'y soient assujetties que lorsqu'elles font en Belgique l'objet d'une émission, d'une inscription à la cote ou d'une négociation, en un mot, lorsqu'elles réclament quelque concours

du marché belge. En effet, à côté des valeurs étrangères qui sont l'objet de transactions, il y a en Belgique des valeurs étrangères qui sont ce que l'on pourrait appeler des valeurs « dormantes ». Ce sont les valeurs déposées par les capitalistes étrangers dans les banques belges. On peut évaluer ces dépôts à plus de 2 milliards de francs. Ils ne se bornent pas à procurer aux banques le profit des droits de garde : les coupons qui en sont détachés aux échéances apportent constamment des capitaux énormes dans notre circulation et sont, pour une large part, remployés en valeurs belges.

» Le projet de loi dans son article 53, assujettit au timbre les valeurs étrangères lorsqu'elles sont *détenues* par une personne résidant en Belgique. Il en résulte que les valeurs étrangères, même appartenant à des étrangers résidant hors du Royaume, simplement déposées dans une banque belge seraient atteintes par le seul fait que le détenteur, c'est-à-dire la banque dépositaire, réside en Belgique. Il n'est pas douteux qu'un très grand nombre de ces déposants étrangers retireront leurs fonds de Belgique plutôt que de les faire timbrer. En Suisse, les valeurs étrangères sont complètement exonérées du timbre ; en Hollande et en France même elles ne doivent le supporter que lorsqu'elles sont l'objet de transactions de bourse. Pourquoi ces 2 milliards de dépôts étrangers supporteraient-ils bénévolement une charge de 2 millions de francs (au taux de faveur de 1 pour mille prévu pendant une période transitoire de six mois), alors qu'ils peuvent être déposés sans timbre dans les banques de Suisse et des Pays-Bas, dont l'accès est aussi aisé que celui de la Belgique pour les capitalistes anglais et français, qui sont nos principaux déposants. Si le texte du projet était maintenu dans sa forme primitive, la conséquence en serait la privation, pour le pays d'énormes capitaux étrangers sans aucun profit pour le Trésor. Il semble difficile d'admettre que le Parlement puisse consacrer une telle disposition et détruire, sans avantage aucun, une telle source de richesse pour le pays. »

De son côté la Chambre de Commerce d'Anvers avait fait valoir que « l'obligation du timbre attachée à la simple possession du titre nous paraît une mesure injustifiable et inexécutable. Il est admissible que l'on exige la formalité du timbre dans une mesure raisonnable lors de toute opération qui aboutit à l'introduction du titre étranger sur le marché belge ; il est incompréhensible que le fisc prétende obliger à cette formalité les simples possesseurs de titres étrangers qui ne circulent pas dans le pays et qui peuvent même être dépourvus de toute valeur marchande ».

La section centrale vous propose de décider que seule la négociation en Belgique, l'usage public, qu'elle détermine dans des termes analogues à ceux de la loi sur les sociétés, donnera lieu à l'assujettissement des titres étrangers au timbre belge. C'est le régime de la loi française du 25 mai 1872.

ART. 53.

Les droits de timbre proportionnel dont s'agit sont applicables notamment : 1° aux actions ou parts d'intérêt dans les sociétés, actions de jouissance, parts de fondateur, parts bénéficiaires et tous autres analogues, transmissibles autrement que d'après les formes du droit civil; 2° aux titres de

rentes, bons de caisse ou du trésor, obligations, et, en général, tous titres de créance au porteur émis soit par des États, provinces, communes, établissements publics, sociétés civiles ou commerciales; au contraire, ils ne s'appliquent pas aux certificats de parts dans les sociétés civiles régies par les articles 1832 et suivants du Code civil qui ne sont soumis qu'au droit de timbre de dimension (1).

Les termes « actions et obligations au porteur et effets publics venant de l'étranger » est repris de l'article 13 du code du timbre. Ils visent les titres des États et pouvoirs publics comme ceux émis par les particuliers.

L'article 14 de la dite loi du 25 mars 1891 après avoir fixé le montant des droits sur « les actions ou obligations, et tous autres effets à terme illimité ou d'une durée de plus de cinq ans à partir de leur émission » précise la matière imposable, et cette précision doit s'appliquer ici.

« Cette disposition est applicable : 1° Aux actions ou parts d'intérêt dans les sociétés, actions de jouissance et parts de fondateur, transmissibles autrement que d'après les formes du droit civil ; 2° aux obligations émises par les sociétés civiles ou commerciales. »

Aux termes des articles 47 et 49 de la loi du 25 mai 1913, les actions d'apport, titres ou parts bénéficiaires ne sont négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit leur création, et « jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par écrit sous seing privé, signifié à la société dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité.

L'article 14 du code du timbre sera-t-il applicable à ces titres. D'après une interprétation fournie au rapporteur par le Département des finances : « ces dispositions ne modifient pas la nature même des droits sociaux dont il s'agit. Ils se bornent à retarder l'époque où ces droits peuvent être transmis soit par une simple déclaration de transfert sur le registre social, soit par la seule tradition du titre selon qu'ils sont nominatifs ou au porteur. Cette suspension d'une modalité de disposition de la chose n'empêche pas que les actions ou autres parts ainsi frappées d'une indisponibilité relative et temporaire sont, dès leur création, dans leur essence originelle, des « actions ou parts d'intérêt dans les sociétés, actions de jouissance et parts de fondateurs, transmissibles autrement que d'après les formes du droit civil » auxquelles l'article 14, 1°, de la loi du 25 avril 1891 applique le droit de timbre de 1 pour mille, s'ils sont créés en Belgique. Ce droit est donc dû dès l'origine, et il n'en sera pas dû d'autre le jour où les actions et parts seront libérées de l'arrêt momentané de leur circulation normale. »

Les termes « venant de l'étranger » doivent être entendus dans le sens de titres de sociétés étrangères, ou de personnes morales étrangères.

(1) Cfr. SCHICKS, *Des actions et obligations au point de vue du droit de timbre*. *Rev. prat. soc. comm.*, 1897, p. 110. THOMAS et SERVais, *Code du timbre*, n° 544 et 553.

La loi de 1875-1913 sur les sociétés considère comme sociétés étrangères toutes les sociétés qui se sont constituées en réclamant la personnification civile à une loi autre que la loi belge.

Sans vouloir prétendre que la colonie du Congo puisse être comprise dans le terme « pays ou état Étranger », il y a lieu de retenir qu'aujourd'hui comme par le passé, les sociétés commerciales constituent dans la colonie des individualités juridiques distinctes de celles des associés à la condition d'avoir obtenu par un décret la reconnaissance légale (décret du 27 février 1887, art. 1 et 6, loi coloniale, 18 octobre 1908, art. 7).

L'annexion n'a exercé aucune influence sur le régime des sociétés constituées durant la période antérieure. Les deux législations, belge et congolaise, demeurent distinctes : « Le Congo belge a une personnalité distincte de celle de la Métropole. Il est régi par des lois particulières » (loi 1908, art. 1). Une réponse du Gouvernement, en date du 10 janvier 1908 (*Doc. parl.*, 1907-1908, p. 64) a déclaré expressément que les sociétés commerciales congolaises resteraient soumises à la législation congolaise et coloniale.

« La Société commerciale constituée par application des décrets congolais se trouve en Belgique, dans la même situation qu'une société étrangère. » (HALEWICK, *La Charte coloniale*, p. 159. Cf. Cour Brux., 24 juillet 1908, *Rev. prat. soc.*, 1908, p. 245 et note; Bruxelles, 18 avril 1912; Charleroi, 21 juin 1912. *Pas.*, 1912, III, 258 à 174. Cf. cass., 5 nov. 1906. Brux., 24 juillet 1908; *Rev. prat. soc.*, 1907, p. 74, et 1908, p. 245. Loi du 30 décembre 1908.

La section centrale a posé les deux questions suivantes :

« 1° Le gouvernement considère-t-il les titres des emprunts de la colonie comme des titres d'emprunts d'États étrangers ou bien comme des titres de rentes belges ?

» 2° Estime-t-il qu'il y a lieu d'assimiler aux titres des sociétés belges, les titres des sociétés qui ne jouissent de la personnalité civile qu'en vertu d'un décret de l'État du Congo, ou actuellement de la législation spéciale de la Colonie ? »

Elle a obtenu les réponses ci-après :

« 1° Le gouvernement ne considère pas les titres d'emprunt de la Colonie comme des titres d'emprunt d'un État étranger.

» Les titres de l'emprunt congolais de 1887 ont été exemptés du timbre par une disposition formelle (art. 2 de la loi du 29 avril 1887) ; les titres des emprunts émis ultérieurement par l'ancien État indépendant et, en dernier lieu, par la Colonie, ont joui, en fait, de la même immunité.

» Il entre dans les intentions du gouvernement de consacrer l'exemption d'une manière générale.

» 2° A l'instar de ce qui existe pour le droit de patente et de ce qui est proposé pour la taxe sur les revenus ou bénéfices (art. 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 30 décembre 1908, et art. 1^{er} 1^o du projet de loi du 11 juin dernier, n° 291), le gouvernement estime qu'il y a lieu d'assimiler aux sociétés belges, pour l'application du droit de timbre des actions, obligations, etc., les sociétés, constituées sous le régime de la législation congolaise, qui ont leur siège social ou leur principal établissement administratif en Belgique.

» Il conviendrait d'insérer une disposition en ce sens dans le projet de loi, n° 294. »

Le texte proposé tend à répondre aux intentions du gouvernement.

Nous avons indiqué quels sont les titres auxquels les dispositions des articles 35 et suivants sont applicables. Indiquons à présent les cas d'application.

Le but de la loi est de soumettre au timbre ces titres étrangers toutes les fois qu'ils seront l'objet en Belgique d'un acte tendant à opérer ou à constater leur transmission. Elle n'entend pas atteindre le simple fait de détention.

Les droits de timbre seront dus quand les titres seront négociés. Par négociation il ne faut pas entendre les transactions privées, mais bien celles qui ont recours à un intermédiaire, banquier, agent de change, professionnel. Lorsque la transaction est d'ordre privé son absence de publicité empêcherait le fisc de l'atteindre. Il en est autrement de la négociation et ici il n'y a pas de raison pour le fisc de fermer les yeux. La négociation constitue en effet, le principal usage des titres; — quand ils seront exposés en vente : la mise en vente n'implique pas nécessairement à la vérité, l'aliénation effective; mais elle manifeste l'intention d'aliéner d'une manière suffisante pour rendre exigible le paiement du droit; — quand les titres sont énoncés dans un acte de prêt ou de nantissement : le prêt et le nantissement contiennent l'un et l'autre le principe d'une aliénation; celui qui prête son titre à quelqu'un pour qu'il en fasse ressource en autorise la vente; celui qui le donne en nantissement le soumet à une aliénation éventuelle pour le cas où l'aliénation garantie ne serait pas exécutée conformément aux conventions des parties (1).

Mais *a contrario*, la seule constatation — résultant par exemple de la publication du portefeuille d'une société — qu'une société possède des titres étrangers n'entraînera pas l'obligation de soumettre ceux-ci à la formalité du timbre. C'est la constatation de la détention. Il en serait de même d'un simple inventaire.

Cette immunité accordée à la détention assure donc aux déposants étrangers qui ont confié une partie de leur avoir à nos banques, qu'ils ne seront pas inquiétés s'ils se bornent à déposer leurs titres en Belgique et les négocient en suite dans le pays d'origine; s'ils les déposent en transit, ou temporairement.

Le législateur belge eût suivi à cet égard une fâcheuse politique en se montrant plus rigoureux que l'administration française.

« Si le dépôt est fait uniquement en vue de mettre les valeurs qui en sont l'objet en plus grande sécurité, de les soustraire aux chances de vol, d'incendie ou d'autres chances de pertes (ce qui a lieu quand on les dépose à la Banque de France ou dans les caisses d'une société financière) les droits de timbre ne sont pas exigibles; il n'y a pas usage légal... Ces titres ne sont

(1) Cfr. *Rapport sur la loi française du 25 mai 1872*; DUVERGIER, 1872, p. 199.

pas mis en circulation. Ils restent toujours à la disposition absolue et exclusive du déposant. » (Circulaire de la régie française du 8 septembre 1882.)

De ce qu'il faut acte de négociation, de disposition, entamée ou accomplie, l'on ne pourra exiger la formalité du timbre à raison d'un simple inventaire, d'un partage, et à fortiori à raison de la mention de ces titres dans un acte de revendication.

Dans tous ces cas il ne devra pas être justifié au fisc de l'accomplissement de la formalité du timbre.

ART. 56.

L'article 56 concerne les émissions.

L'on aurait pu soutenir que les émissions publiques des valeurs ne sont que de simples offres faites au public sans usage des titres offerts. Ces propositions sont cependant accompagnées de la publication de notices et d'une certaine publicité. Lorsqu'elles sont couvertes — l'on annonce même fort souvent qu'elles sont plusieurs fois couvertes — et à partir de ce moment il y a preuve de ventes; des traditions de titres doivent être opérés. Il y a usage des titres étrangers, et l'on se demande pour quels motifs l'administration fiscale ne poursuivrait pas l'application du droit de timbre, à concurrence du montant des offres déclarées réalisées en Belgique. Ces considérations justifient la disposition de l'article 56, et l'obligation de fournir caution pour la sûreté des droits à liquider. On objectera que, pour se dérober à l'action fiscale, on pourrait ne point faire connaître les résultats des émissions. Mais ce serait détruire l'autorité des émissions elles-mêmes, et il n'est guère à prévoir ni à redouter que les lanceurs des grandes affaires, pour se soustraire au droit fiscal, renonceraient à faire, publiquement, connaître le résultat de leurs émissions.

Cette disposition a été l'objet de l'échange de notes ci-après entre la section et le Gouvernement.

QUESTION.

« La disposition de l'article 56 doit-elle être entendue dans le sens que les titres étrangers offerts en émission doivent être timbrés avant ces offres, ou bien suffira-t-il de les timbrer à concurrence de ceux souscrits et devant être délivrés en Belgique? »

RÉPONSE.

« Dans l'esprit de l'article 56 du projet, le montant de la somme à payer immédiatement ou à cautionner sera fixé sur la base d'une déclaration du nombre des titres qui, d'après les prévisions, seront souscrits. Le montant des droits à payer sera réglé définitivement selon le résultat de l'émission; les titres souscrits dans le pays devront alors être timbrés à l'extraordinaire avant d'être remis aux souscripteurs, comme le prescrit le troisième alinéa de l'article 56. »

Le texte de l'article 36 excluait la faculté de fournir un cautionnement autre qu'en numéraire comme garantie des droits éventuels de timbre, conséquence d'une émission publique.

Ce serait là, semble-t-il, une entrave inutile apportée aux émissions.

Il peut être indispensable, pour le succès d'un emprunt, de ne point délimiter la portion réservée à un pays déterminé. Cette délimitation pourrait même empêcher les clauses assurant à la Belgique certains avantages réclamés en faveur de notre industrie comme condition de l'intervention de nos capitaux. Toute entrave pouvant entraîner cette conséquence serait déplorable.

On ne pourrait fournir aucune raison susceptible de justifier le refus d'agréer tel de nos établissements de crédit comme caution de la totalité des droits dus. Pourquoi devraient-ils appuyer leurs déclarations d'une caution en numéraire ?

Les sociétés qui n'offrent point de surface ne trouveront pas l'appui de ces cautions solvables. L'article réserve d'ailleurs au Gouvernement tous pouvoirs pour assurer à ces cautionnements personnels leurs pleins effets.

Les dispositions de répression qui complétaient cet article ont été reportées à l'article 43.

ART. 37.

Cet article contenait, dans le texte soumis par le Gouvernement, la sanction de la négociation ou de l'exposition en vente de tout titre étranger non revêtu du timbre.

Il interdisait d'instituer en Belgique le service financier de titres qui n'ont point été soumis à la formalité du timbre.

Ces sanctions se justifient pleinement, mais elles ne doivent pas atteindre les seuls banquiers, agents de change ou courtiers. Ils ne doivent pas être rangés sous un régime différent de celui des propriétaires.

La section centrale propose de régler la matière des contraventions diverses dans un texte spécial (43 ancien, 41 nouveau).

La section centrale avait d'ailleurs tenu de voir préciser la portée de l'article 37, au regard des banquiers, agents de change, etc.

Cet article a donc donné lieu aux explications ci-après échangées entre le Gouvernement et la section centrale.

QUESTION.

« 1° L'article doit-il être entendu en ce sens que tout agent de change ou tout banquier qui acquittera le montant d'un coupon d'un titre étranger non revêtu du timbre sera passible de l'amende comminée par l'article 36 ? »

RÉPONSE.

« 1° L'article 37, deuxième alinéa, interdit à toute personne de faire, dans notre pays, le *service financier* des titres étrangers, si ceux-ci ne sont pas revêtus du timbre prescrit.

» Le projet désigne par l'expression *service financier* le service effectué par

les représentants en Belgique des sociétés et autres collectivités étrangères qui ont émis les titres.

» Il exclut ainsi de ses dispositions le simple achat de coupons fait par un agent de change, une maison de banque ou un établissement de crédit, les coupons achetés étant destinés à être présentés au paiement aux guichets des représentants des sociétés ou collectivités étrangères. »

QUESTION.

« Comment le Gouvernement estime-t-il pouvoir contrôler si des coupons de titres étrangers non revêtus du timbre ont été payés au mépris de l'article 57 ? »

RÉPONSE.

« L'administration n'aura à sa disposition aucun moyen spécial de contrôle. Elle pourra établir les contraventions par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire (art. 45 du projet). »

QUESTION.

« Le Gouvernement croit-il que les banquiers et les agents de change pourraient vérifier le fait du timbrage des titres étrangers autrement que par l'inspection de listes à publier au *Moniteur*, par application de l'article 189 de la loi du 28 mai 1913 ? »

RÉPONSE.

« Dans l'esprit du projet, l'empreinte du timbre sera apposée, non seulement sur les titres, mais aussi sur chacun des coupons. On pourra ainsi s'assurer, au vu des coupons, si le titre a été timbré. »

QUESTION.

« Lorsque la cotation à une bourse officielle sera sollicitée pour une valeur étrangère, devra-t-on justifier que les titres ont été soumis au timbre à concurrence du nombre de ceux pour lesquels l'admission est demandée ? »

RÉPONSE.

« L'admission à la cote officielle d'une bourse de commerce ne sera pas subordonnée à la justification du paiement du droit de timbre. »

Assurément il pourra y avoir une anomalie à ce que toutes les banques pourront acheter des coupons des titres non timbrés, à l'exception du seul établissement désigné par le service financier. S'en trouvera-t-il encore pour conserver cette désignation ? Mais comment pourrait-il en être autrement. C'est par une tolérance, basée sur l'intérêt que nous avons à conserver la détention des titres étrangers dans le pays, que le détenteur de titres non timbrés ne peut être inquiété.

Ce détenteur se borne à en faire un usage privé. Mais celui qui offre ses services comme agent financier de la société ne peut être considéré de même, non plus que son mandant, l'établissement financier.

Son institution en Belgique ne se justifie que par la déclaration qu'elle implique d'usage des titres en Belgique. A défaut d'usage elle ne se conçoit pas. Force est donc de lui imposer l'obligation de se soumettre aux conséquences de l'usage.

Il serait assez contradictoire d'imposer l'assujettissement au timbre et de proclamer qu'il n'y aura pas de différences ni pour le porteur, ni pour la société, entre celui qui a acquitté le droit et celui qui le réserve.

ART. 59 ancien (58 nouveau).

L'article 58 fixe le taux du droit de timbre à appliquer aux titres étrangers, dont il est fait usage dans le pays.

La section s'est rapprochée — adoptant partiellement — de la solution préconisée par la Commission nommée par des banquiers et des agents de change « exposant les modifications à introduire aux projets de loi :

« Qu'on fasse payer aux titres de sociétés étrangères $1/2$ p. c., maximum 1 p. c., et la moitié, soit $1/4$ p. c., maximum $1/2$ p. c., aux fonds d'États étrangers, disait-elle.

Devront être assimilés aux fonds d'État les titres portant la garantie absolue d'un État, inscrite sur le titre. »

Le problème du placement des capitaux nationaux en valeurs étrangères n'est pas susceptible de recevoir une solution en termes absolus.

En réponse à ceux qui s'alarment de ce que les sollicitations en faveur des États étrangers seront peut-être moins nombreuses, l'on peut signaler les débats à la séance du Reichstag, le 11 février 1911, au cours de laquelle le secrétaire d'État à l'intérieur, — après avoir justifié les placements à l'étranger du surcroît de l'épargne pour constituer une partie de la mobilisation financière et venir au secours d'un État avec qui on entretient des relations amicales ou que l'on veut gagner, — signalait cependant que le ministre du commerce prussien avait adressé aux banques des conseils de modération et de prudence. (*Journ. des Économistes*, 15 avril 1911, p. 127.)

M. Poincaré, ministre des finances, déclarait au Sénat — 6 avril 1909 — « Peut-être vaudrait-il mieux qu'une plus grande partie de l'argent disponible s'employât chez nous dans des entreprises industrielles, commerciales ou agricoles. »

M. Caillaux, président du conseil, annonçait dans un discours politique, le 7 janvier 1912, que « le gouvernement s'efforcera de dériver l'épargne du pays vers l'extension de ses ports, de ses voies navigables, vers l'amélioration de son réseau ferré », car « s'il faut se réjouir à de nombreux points de vue de l'utilité des placements à l'extérieur qui ont fait de ce pays le commanditaire du progrès dans le monde, il convient de réagir dans quelque mesure contre une disproportion qu'on serait tenté de laisser s'établir entre ces placements et les emplois de capitaux à l'intérieur. »

Ces arguments suffisent-ils pour répondre à tout ce qui a été dit du rôle bienfaisant des placements en valeurs étrangères comme monnaie étrangère, comme élément de régularisation du change, comme réserves en période de crise ?

La thèse contraire a été exposée en termes de grande persuasion par des économistes comme Neymark, Leroy-Beaulieu et Raffalovitch.

Ce n'est pas ici l'endroit de renouveler les discussions à ce sujet, ni de prendre position : il suffit de constater les controverses entre interventionnistes et libre-échangistes, de signaler les propositions qui se sont produites en France tendant à refuser l'admission à la cote des emprunts d'État sans commandes ou concessions à l'industrie ou à l'agriculture et qui ont abouti à écarter le *Steel Trust* en 1909, et l'emprunt chilien en 1914.

Ici encore il faut se méfier des solutions absolues et recourir aux solutions empiriques.

Dans quelle mesure est-il possible de concilier les intérêts du trésor et ceux du marché financier ?

A cet égard la taxation proposée paraît tenir compte des divers intérêts en présence. Si le taux de la taxe a été critiqué ce fut, non tant à raison du chiffre en lui-même que de cette considération que la Belgique est dans une situation économique et géographique qui la prédestine à être un pays de transit « un port franc » pour les capitaux étrangers. Si les valeurs étrangères sont assujetties à des taxes excessives, elles désertent infailliblement notre marché, qui n'est pas un marché « nécessaire », comme celui de Paris, Londres ou Berlin. Ce serait nous infliger la plus cruelle des blessures économiques.

Les chiffres ci-après ont été indiqués en vue d'apprécier la possibilité d'adaptation à notre marché, jusqu'ici entièrement libre, des taxes proposées.

C'est la *France* qui détient, de beaucoup, en ce qui concerne les valeurs mobilières, la fiscalité la plus lourde. Les emprunts d'État y acquittent un droit de timbre de 2 p. c. sur le nominal au moment de leur émission. Quant aux emprunts de ville, actions ou obligations industrielles, le droit de transmission, l'impôt du timbre et la taxe sur le revenu atteignent au total environ 0.45 p. c. du montant nominal en circulation.

En *Angleterre*, la taxe est de 1 p. c. sur les titres au porteur et de 1/2 p. c. sur les titres nominatifs.

En *Allemagne*, les titres de fonds d'État, de ville, ainsi que les obligations de chemins de fer étrangers, payent 1 p. c. ; les obligations industrielles payent 2 p. c. et les actions de sociétés payent 3 p. c.

En *Hollande*, un droit général de 0.40 p. c. a été établi sur toutes les valeurs, tandis que les valeurs à lots payent 1 p. c.

Par contre, en *Suisse*, il n'existe aucun droit (1).

La section centrale a par 4 voix contre 3 estimé qu'il y avait lieu de réduire le taux de la perception à 1 p. c. sans fraction.

* * *

(1) Voyez *Moniteur des intérêts matériels*, 22 juin 1913,

Le second alinéa de l'article 58 (nouveau) fournit l'indication précise des bases de taxation : Le titre étranger est assimilé au titre belge pour les calculs de base d'application.

Le dernier paragraphe de l'article 14 du Code du timbre porte que « *Le droit est dû, pour les obligations, sur le capital nominal, et pour les actions ou parts d'intérêt, sur le capital nominal ou sur le taux d'émission, s'il est supérieur au capital nominal. A défaut d'une de ces bases, le droit est dû sur la valeur réelle des actions ou parts d'intérêt, à déclarer par la société, sous le contrôle de l'administration* ».

Des commentateurs ont interprété ce texte : « En disant la « valeur réelle » la loi a en vue la valeur des actions d'après le cours de la Bourse pendant la semaine qui précède le timbrage. Si les actions ne sont pas cotées à la Bourse, la déclaration et le contrôle ont lieu comme en matière de succession. » (SCHICKS, *Rev. prat. soc.*, 1897, p. 115. THOMAS et SERVAIS, *Code du timbre*, n° 550).

Ce sont là des moyens de déterminer la valeur réelle. Mais allant au delà, l'administration a soutenu que c'est cette valeur réelle au jour de la présentation du titre à la formalité du timbre qui doit servir de base à la liquidation de l'impôt. (Décision administrative du 6 octobre 1874. ROBYNS, 1874, n° 8227. Cette théorie a été repoussée par le tribunal de Bruxelles (4 décembre 1875. *Belg. jud.*, 1876, p. 154), et la Cour de Liège, 28 mars 1906. *Rev. prat. soc.*, 1906, p. 224).

Aux termes de cette jurisprudence, c'est la valeur constatée dans l'écrit, ou plus exactement la contre-valeur reçue effectivement, ou censée encaissée par la société en échange du titre qu'elle émet et qu'elle remet à ses actionnaires. Il faut toujours se rapporter à la valeur d'origine, qu'il y ait plus ou moins-value ultérieure. Pour qu'il en soit autrement, pour que la taxation soit appliquée sur une base autre que celle de la valeur normale, il faut que la société ait reçu une somme supérieure à celle exprimée dans l'écrit.

Il n'y a pas trois bases différentes de perception, 1° la valeur nominale, 2° le taux d'admission s'il est supérieur, et enfin, 3° la valeur réelle : le troisième mode est appliqué à défaut des deux premiers lorsque la valeur normale ou le taux d'émission ne fournit pas les éléments de taxation ; Le fisc ne pourrait prétendre que la valeur effective étant supérieure à la valeur nominale ou au cours d'émission, il peut se prévaloir du cours de la Bourse, ou des bilans (1).

Le droit est calculé distinctement sur chaque titre. Il doit être liquidé sur le capital nominal de l'action et, à défaut de capital nominal, sur le capital réel. La valeur estimative sera déterminée au moyen d'une déclaration qui pourra être contrôlée par tous les moyens compatibles avec la loi.

(1) Cfr. MAHEU. *Etude. Revue pratique sociétés*, 1906, p. 227. Cour Bruxelles, 2 novembre 1907. *Ibid.*, 1907, p. 519.

ART. 40 (ancien, 39 nouveau).

L'article 4, littera c, du projet, et l'article 31 imposent des charges nouvelles aux sociétés belges lors de leur prorogation :

Le droit de constitution doit être acquitté à nouveau.

L'article 39 ci-dessus, prévoit que le timbre sur le titre portera ses effets sur les coupons, lorsqu'ils sont attachés au titre et forment une partie intégrante de celui-ci. C'eût été méconnaître le principe du timbre sur tout écrit constatant obligation que d'autoriser la circulation de titres nouveaux — car les feuilles de coupons sont en réalité des écrits ou titres représentatifs de droits — que d'exempter de tout timbrage ces titres. D'autre part, on a estimé qu'il convenait d'assurer une périodicité à la perception pour maintenir une certaine équivalence de charges au regard des titres belges.

Il fallait éviter que cette disposition ne fût éludée par la création de feuilles de coupons pouvant s'étendre sur une période indéfinie, par la multiplication du nombre des coupons ou l'absence d'indication d'exercice.

Après vingt années, au maximum, un nouveau droit devra être perçu s'il est encore fait usage du titre en Belgique — que la feuille de coupons ait contenu moins de vingt coupons — si, par exemple, les intérêts étaient payés tous les deux ans — ou en ait contenu quarante ou quatre-vingts, les intérêts, étant semestriels ou trimestriels.

La section a cependant dû tenir compte, pour les renouvellements qui auront lieu postérieurement à la mise en vigueur de la loi, de ce que dans certains pays la législation ou les usages — et ils sont tels notamment en Russie et en Allemagne — n'autorisent pas l'émission de feuilles portant plus de dix coupons annuels ou l'équivalent. On ne pouvait donc équitablement soumettre ces titres au paiement d'un timbre dont les effets se seraient étendus sur une durée de moitié moins considérable que celle prévue dans le forfait fiscal.

La Commission a également estimé que de même qu'elle avait réduit de moitié le timbre sur le principal, il convenait de le réduire dans la même proportion sur l'accessoire.

Le droit sera donc de 0.50 p.c. du capital. Il sera donc égal à la moitié du montant du timbre apposé sur le titre pour une feuille renouvelée devant assurer pendant vingt années le service du titre.

La section propose de fractionner le droit par périodes de cinq années en ce qui concerne les feuilles de renouvellement — soit donc un huitième du droit principal par période quinquennale.

Ce droit apparaît comme fort peu élevé — il se chiffre par 0,025 annuel pour cent francs. Si l'on attribue à chaque coupon une valeur de rente de 5 p. c. du capital le droit est de un demi pour cent de ce revenu — alors que les sociétés belges supportent actuellement un prélèvement moyen de cinq pour cent de leurs bénéfices comme droits de patente et qu'un autre projet qui vous est soumis tend à relever le montant de ces charges.

En Russie, les feuilles de coupons sont délivrées par les soins de l'imprimerie d'Etat et un droit de cinq pour cent est perçu lors de chaque renouvellement.

L'application de cette disposition exige qu'il soit justifié du timbrage du titre lors du renouvellement de la feuille. En agir autrement serait fournir un moyen facile d'éluder le droit de un pour cent sur le titre, dont on pourrait encaisser tous les coupons chez le représentant belge, chargé du service financier.

La loi du 25 mai 1915 prévoit la tenue d'une comptabilité de timbrage des titres et des publications mensuelles au *Moniteur*. Si la preuve du timbrage des titres résultait de ces publications, ces titres ne devraient pas être reproduits. Mais s'il en est autrement — ou si le titre lui-même avait été détruit, « le détenteur de la feuille de coupons, réclamant le timbrage de celle-ci dans les cas d'usage de l'article 35, devrait acquitter le droit prévu sur le titre en outre de celui dû sur la feuille ».

ART. 42.

La Section centrale a décidé par 5 voix contre 2 abstentions qu'il n'y avait pas lieu de distinguer dans l'application du droit de timbre, entre les titres et emprunts, les bons du trésor, les autres effets publics des États étrangers, et les titres des sociétés d'intérêt privé fonctionnant dans ces États.

On ne pourrait invoquer qu'il serait contraire à la courtoisie internationale de taxer des titres émanant directement d'une personne investie de la souveraineté nationale; ces titres sont, en même temps que la manifestation d'autorité d'une personne morale souveraine, des titres de créance et des signes de richesse aux mains des particuliers : l'impôt ne frappe pas la dette, mais le titre de créance.

Nous devons constater que l'exemple de la taxation des fonds d'Etat étrangers nous a été fourni par les Etats voisins. La rente belge, les lots du Congo, les emprunts des villes et provinces belges ne jouissent d'aucune faveur sur le marché français.

Ce serait dans d'autres considérations qu'il faudrait, le cas échéant, trouver la justification d'un privilège.

« L'importation de titres étrangers crée du change dans l'avenir dans une proportion égale au montant du revenu annuel de ces titres », disait M. Léon Say, au lendemain du paiement de l'indemnité de guerre. (Rapport à la Commission du budget de 1875 sur les opérations de change opérées en suite de la liquidation franco-allemande.) La politique de M. Thiers, exposée en 1872, avait voulu répondre ainsi à la « nécessité d'attirer sur le marché national des titres pouvant servir de monnaie d'échange pour l'acquittement des charges énormes qui pesaient sur le territoire ». (Exposé de la loi du 25 mai 1872. *Journal officiel*. 17 mai 1872.)

C'est pour ce motif que toutes les valeurs étrangères obtinrent à ce moment un régime d'exception en France. — Ce régime d'exception pouvait invoquer une situation exceptionnelle.

On reconnut bientôt que si le revenu des titres étrangers fournit une matière de change annuel celle-ci n'est qu'une restitution par acomptes de ce que le capital par sa sortie a coûté au change.

Aussi s'est-on depuis attaché exclusivement à cette seule considération : La contribution des capitaux belges aux emprunts d'États étrangers peut-elle servir nos intérêts économiques ? Devons-nous, en soumettant ces emprunts au droit, craindre des représailles ?

En ce qui concerne ce dernier point : nos rentes ont assurément intérêt à trouver un accès facile aux marchés étrangers : nous devrions à cet égard souhaiter que partout soit appliqué le régime de la libre circulation que nous avons pratiqué jusqu'ici.

Mais nous constatons que ces « représailles » que certains redoutent ne sont plus à craindre puisqu'elles existent, que nos rentes sont déjà lourdement frappées dans d'autres pays.

Il reste donc uniquement à envisager l'influence des émissions des fonds d'État étrangers en Belgique au regard de notre industrie : Si l'émission de ces emprunts était subordonnée à la condition que le produit en serait appliqué à des commandes en Belgique, ces opérations ne pourraient être assez favorisées. Mais il n'en est pas toujours ainsi, et la plupart du temps les capitaux belges sont sollicités pour acquitter les commandes faites à nos concurrents. Ce sont souvent les émetteurs qui bénéficient de la prime que leur réserve l'exonération du timbre, en offrant les emprunts au même taux en Belgique que là où ils sont atteints par des droits de timbre ou d'émission.

Les placements en fonds étrangers constituent d'ailleurs parfois une source de risques pour l'épargne, et ce risque peut être d'autant plus considérable que ces émissions ne sont pas sujettes aux mesures de publicité protectrices de la loi du 23 mai 1913 : L'on se souvient des ruines accumulées jadis par l'invasion des valeurs argentines.

Les grands emprunts étrangers apportent à notre marché un incontestable élément de vitalité, mais à côté de ceux-ci combien d'émissions dangereuses ; à raison de l'irresponsabilité des émetteurs. Faut-il rappeler les procès retentissants nés en 1876 des emprunts du Pérou (arrêt de la Cour de Paris du 25 juin 1877, Cassation 26 février 1880), celui de l'emprunt de Honduras (arrêt de la Cour de Paris du 26 février 1880). Faut-il invoquer les interpellations à la Chambre des communes ; à la Chambre des députés à de très nombreuses reprises, et notamment celle du 28 décembre 1911 relative à l'emprunt du Paraguay qui se clôtura par une proposition de loi tendant à ne plus autoriser les emprunts d'États étrangers qu'après décret délibéré en conseil des Ministres.

Et au point de vue des profits pour l'industrie, n'est-il pas significatif de constater que les importations françaises en Russie s'élevaient (en roubles) en 1908, à 55.7 millions sur 760.4 ; en 1909, à 49 millions sur 788.4 ; en 1910, à 59 millions sur 955 ; soit donc une proportion à peu près stationnaire tandis que la France y investit en 1902 sept milliard — dont six milliards en fonds d'État — et en 1909 de 9 1/2 à 10 1/2 milliards, tandis que l'Allemagne

y a vu s'élever ses importations de 190.7 millions roubles en 1896-1898 à 331.8 en 1908...

Il est assez difficile d'assurer avec certitude que — à défaut de conventions formelles avec les États émetteurs — les emprunts étrangers mériteraient la faveur que certains réclament ; que les titres des entreprises privées ne seraient même pas davantage dignes d'une situation privilégiée.

La section centrale a réduit le taux du droit de timbre au taux de 1 p. c. que le projet du gouvernement considérait comme un montant susceptible d'être supporté par les titres des États étrangers. Consentir en leur faveur une nouvelle réduction de ce taux serait instituer un privilège que rien ne semble justifier.

ART. 43 (40 nouveau).

Les contrevenants aux dispositions des articles 35 et 37 seront toujours des personnes domiciliées ou résidant dans le pays, et il n'y aura point de difficultés à les atteindre. Mais l'on aurait pu se trouver sans recours au cas d'émission ou de souscriptions si l'on n'avait pu s'adresser qu'aux vendeurs.

La loi du 25 mai 1913 s'est trouvée devant la même recherche de responsabilités. Les dispositions de l'article 43 s'inspirent des articles 36, 37, 38 et 173 de cette loi, en les étendant à toutes les émissions, même lorsqu'il s'agit de fonds publics d'État.

Les contraventions relatives aux droits de timbre ont été poursuivies jusqu'ici par des dispositions dont l'absence d'efficacité n'a point été démontrée. La disposition nouvelle tendait en outre, semblait-il, à reviser par un texte inséré dans une loi spéciale la loi du 25 mars 1891.

La section centrale estime que c'est la loi générale qui doit continuer à être appliquée aux matières nouvelles susceptibles de rentrer sous son application.

Le dernier alinéa introduisait, il est vrai, une disposition nouvelle — qui tendait à modifier l'ordre des preuves :

Tout écrit sujet au timbre non représenté était réputé non timbré. Or c'est au fisc, semble-t-il qu'il doit appartenir d'établir les contraventions qu'il prétend avoir découvertes. L'obligation de représenter un écrit peut conduire indirectement à l'investigation. Le fisc ne prétend pas se faire octroyer le droit de rechercher l'écrit suspect, mais il réclame bien mieux : il pourrait se le faire présenter.

Sans vouloir examiner si l'article 43 entendait ou non établir une présomption susceptible d'être renversée par voie de preuve contraire, nous devons signaler que dans bien des cas le contrevenant pourrait se trouver dans une réelle impossibilité de produire le titre : Il en serait ainsi lorsque le fisc prétendait se faire représenter des titres qui ont été l'objet de la contravention quelques mois auparavant, et qui ont pu — très légitimement être retirocédés.

Et si cette disposition s'appliquait à tous les écrits visés par la loi générale, combien de situations injustifiées ce droit de représentation pourrait susciter!

Le section entend que le fisc soit armé comme le plaideur ordinaire : elle n'a pas voulu l'investir de pouvoirs exceptionnels.

CHAPITRE V.

Droits de succession.

SECTION I.

MODIFICATIONS AU TARIF. ACTIF IMPOSABLE.

ART. 44, 45 et 46 anciens, 41, 42 et 43 nouveaux.

Le taux des droits de succession — qui avait été modifié en juillet 1879 — subit un relèvement.

Il serait difficile de combattre la légitimité de l'impôt sur les successions. Lorsqu'il atteint les successions en ligne collatérale ou les legs et ne porte atteinte à aucun droit acquis, il n'apporte aucune entrave à des transactions quelconques, s'il est juste de réduire au minimum les droits en ligne directe et ceux à charge du conjoint survivant pour éviter les déchéances de rang et l'arrêt des industries familiales, on peut, sans inconvénient, réclamer la part de l'État dans les successions qui viennent grossir le patrimoine de parents qui n'ont souvent entretenu que des relations très éloignées avec le défunt.

Le taux des droits de succession est loin d'être aussi élevé en Belgique que dans les pays voisins.

Le tarif nouveau proposé est en augmentation, savoir :

Entre époux sans enfants	6 p. c. au lieu de	5.50, soit	0.50
— frères et sœurs	6.50	—	6.80, — 0.70
— oncles, neveux adoptés	9.00	—	8.28, — 0.80
— grands-oncles, petits-neveux.	10.50	—	8.20, — 2.50
Pour tous, au delà des parts légales	15.00	—	15.80, — 1.20
— toutes autres personnes . . .	15.00	—	15.80, — 1.20

Le droit d'usufruit, qui était de $\frac{1}{2}$ pour l'époux survivant est réduit à $\frac{1}{3}$. C'est là une heureuse innovation, car l'époux survivant doit être protégé. La part usufruitaire que la loi du 20 novembre 1896 accorde à l'époux survivant participe de cette réduction au $\frac{1}{3}$, l'exposé des motifs le dit expressément.

Les observations qui avaient été formulées relativement à la fixation des droits de donation ont été reproduites ici. Nous pouvons donc nous borner à renvoyer aux commentaires ci-dessus relatifs aux articles 1 et 2, en signalant cependant que plusieurs membres ont émis l'opinion que l'on pourrait sans injustice ni inconvénients limiter à un degré moins éloigné la dévolution successorale.

La section n'a pas cru possible d'introduire ici des dispositions de cette nature. Elles touchent au droit civil. La section était saisie d'une loi d'ordre exclusivement fiscal, et son examen offrait déjà une tâche suffisamment étendue pour lui interdire de l'élargir encore.

ART. 47 ancien, 44 nouveau.

Les biens recueillis en nue propriété donnent lieu à la même perception que si ces biens avaient été recueillis en pleine propriété, mais le paiement de ces droits peut être tenu en suspens.

Les biens recueillis en usufruit sont frappés de la moitié des droits proportionnels : ce droit est établi sur la valeur totale de la pleine propriété, s'il s'agit d'un usufruit viager ou établi pour une durée de plus de dix ans.

Le droit est ainsi acquitté sur une fois et demie la valeur des biens. La loi française du 25 février 1901 a modifié ce régime qui était institué chez nos voisins : il est fait deux parts égales : une représente la nue propriété, l'autre l'usufruit.

Ce système est assurément plus équitable, mais ne réalise pas encore l'entière justice. Plus l'âge de l'usufruitier est avancé, plus faible est la part usufruit. Et toujours le droit reste le même.

D'après les renseignements recueillis, la Commission spéciale chargée de la revision des lois du timbre et de l'enregistrement, s'est préoccupée de cette situation, et aurait préconisé un système analogue à celui de la loi française : le droit dû par le nu-propiétaire ne pouvait plus être tenu en suspens, mais il se partageait entre usufruitier et nu-propiétaire.

Ce système enlèverait à l'État tout le produit du droit actuellement perçu sur l'usufruitier pour ne lui accorder en échange que la capitalisation des intérêts des droits actuellement tenus en suspens. Cette perte serait considérable car les droits sur les nues propriétés sont actuellement acquittés au comptant dans un grand nombre de petites successions, où les intéressés ne peuvent ou ne désirent fournir caution. Cette innovation ferait partie d'un système organisant l'évaluation au moment du décès et supprimant les reversions, arrangements et autres complications survenant par après.

On pourrait assurément rechercher une base de proportion plus équitable en déterminant la valeur de l'usufruit d'après les tables de mortalité adoptées par le Gouvernement pour les engagements de la caisse d'assurances annexée à la caisse de retraite, et le proportionner dans des taux de perception tels que le total des produits égale la recette actuelle.

Notre regretté collègue M. Denis l'avait reconnu lorsque dans l'exposé de sa proposition déposée le 26 février 1913, il écrivait :

« Pas de différence entre l'usufruitier qui, d'après les tables de mortalité, a vingt ans de vie probable et l'usufruitier qui n'en a qu'un. Cette anomalie est indéfendable, elle a été justement condamnée par M. Vandebossche (1). »

Sa proposition soumettait aux mêmes règles l'usufruit et la rente viagère, en adoptant pour le premier les bases établies pour la seconde.

Et il préconisait, pour mettre fin à cette injustice le règle suivant :

« Le droit perçu à raison de l'usufruit sera de la moitié du droit fixé pour

(1) *L'impôt sur les successions en Angleterre, en France, en Belgique*, par G. Vandebossche, 1900, p. 122.

la pleine propriété dans le cas où l'usufruitier a dix années de vie probable d'après l'échelle de l'article 41, littéra E, de la loi du 27 décembre 1817. Ce droit sera diminué de $\frac{1}{10}$ si l'usufruitier n'a que neuf années de vie probable et ainsi de suite. »

Mais, ici encore la Section centrale s'est trouvée dans l'obligation de constater que cette réforme est de la nature de celles qui nécessitent des mesures d'ensemble. Il serait fâcheux si les modifications soumises devaient pour résultat de rendre stérile, au moment où elle allait aboutir, l'œuvre de revision entamée.

ART. 49.

Le projet du Gouvernement tendait à rendre obligatoire la perception du droit de succession sur les valeurs dont le défunt s'est dépouillé à titre gratuit dans les trois années qui ont précédé le décès, si la donation n'a pas été constatée par un acte enregistré.

L'administration fiscale prétend se trouver actuellement victime de fraudes qu'elle serait dans l'impossibilité d'atteindre, faute de preuves, partageant ainsi le sort de tout demandeur soumis à la règle vieille comme le droit : *Actori incumbat probatio*.

Le fisc invoque que c'est en vain qu'il constate que dans les derniers temps de sa vie, l'auteur de la succession a vendu une propriété, ou bien a reçu le remboursement d'une créance hypothécaire, ou encore a obtenu en partage un capital mobilier important.

Cinq ou six mois après sa mort, on dépose la déclaration de succession, et plus rien ne s'y retrouve du prix de vente touché, de la créance reçue, du capital obtenu. Il suffit aux héritiers d'émettre l'hypothèse que le défunt a pu disposer de ces valeurs par une donation de la main à la main.

Si l'administration essaie de poursuivre, elle ne peut invoquer, dit-elle, que des présomptions, moyen de preuve toujours fragile ; elle ne parvient pas à convaincre les tribunaux.

Cependant, d'après les renseignements fournis à la section centrale, la disposition n'aurait guère amélioré à cet égard la situation du fisc, car il se défend d'avoir voulu lui donner cette portée d'intervertir l'ordre des preuves.

C'est ce qui résulte de la demande et de la réponse ci-après :

QUESTION.

« La disposition de l'article 49 doit-elle être interprétée avec cette portée que le fisc pourrait considérer comme ayant été dissimulés ou ayant fait l'objet d'une donation, les biens dont il justifiera la possession par le défunt moins de trois ans avant son décès, et qui ne seraient pas déclarés ?

» Supposons que le fisc ait la preuve que le défunt a reçu une somme de 500,000 francs un an avant son décès et que les héritiers ne déclarent qu'une somme de 50,000 francs, quelle sera l'application de l'article 49 ?

» Les héritiers devront-ils établir l'usage fait de cette somme par le défunt ?

» Comment devront-ils faire cette preuve s'ils savent par notoriété que le défunt a perdu des sommes considérables au jeu ou dans des spéculations malheureuses sans en laisser traces écrites ?

» La portée de la disposition est-elle uniquement que le droit de succession sera calculé sur ces valeurs lorsque les héritiers déclareront que le défunt en a disposé à titre gratuit — et qu'il en sera autrement lorsqu'ils affirmeront qu'il en a disposé à leur avis à titre onéreux ? »

RÉPONSE.

« La disposition de l'article 49 doit être interprétée en ce sens que s'il est établi que des biens ont été donnés par le défunt dans les trois années précédant sa mort, ces biens seront considérés comme faisant partie de la succession, s'ils n'ont pas supporté le droit d'enregistrement établi pour les donations entre vifs.

» La seule circonstance que le défunt a touché une certaine somme dans la période sus-indiquée, sera insuffisante pour permettre l'application de l'article 49.

» L'administration aura, le cas échéant, à prouver, non seulement que le patrimoine du défunt a compris certaines valeurs, mais aussi que la disparition de ces valeurs ne peut, dans les circonstances de la cause, s'expliquer que par l'existence de dons manuels.

Ainsi restreinte la disposition avait cette portée de faire peser sur des héritiers — lorsque le fisc parviendrait à établir les faits de donation — une dette à laquelle le défunt s'était soustrait, même fort longtemps avant son décès.

Une succession aurait pu être privée de tout actif par le rappel de droits sur les biens enlevés aux héritiers !

Bien plus : La disposition tendait détruire les principes consacrés par le droit civil :

L'article 2279 du Code civil concernant la présomption de propriété attachée à la possession ; une présomption que le projet énervait au point de la supprimer.

Si l'article 391 du Code civil prévoit que « tous les actes portant donation » entre vifs seront passés devant notaires, dans la forme ordinaire des contrats et il en restera minute sous peine de nullité », la loi, à côté de ces donations authentiques, en admet d'autres, sans solennités : la renonciation à usufruit faite par acte unilatéral, les donations déguisées (cass. 30 juin 1867), etc. La validité du don manuel de biens meubles n'est soumise à aucune autre condition que la remise en propriété par le donateur de l'objet donné ; ainsi en a décidé notamment (cassation, 14 mars 1889).

Le droit de succession est basé sur ce que laisse le *de cujus* à l'instant de son décès, et non pas sur ce qu'il a valablement cédé trois ans auparavant.

En disposant qu'il considère comme existant encore dans la succession du

de cuius ce qui en est valablement sorti avant le décès, le fisc détruisait ce principe.

La section centrale a repoussé la disposition.

ART. 50 (46 nouveau).

L'article 50 vise les stipulations pour autrui dans lesquelles celui au profit de qui il a été stipulé recueille un émolument sans avoir fourni aucune prestation pouvant justifier cette attribution, — émolument subordonné à la condition aléatoire du décès du stipulant.

Le cas visé est celui de l'assurance sur la vie contractée au profit d'un tiers déterminé.

L'article 50 exigera donc, pour trouver son application, deux conditions : le décès, et la gratuité. Toutefois celle-ci est présumée. Mais, l'article l'indique expressément, la preuve contraire pourra être fournie.

Ainsi si l'assurance avait été contractée pour couvrir le bénéficiaire d'une créance, si c'était le bénéficiaire qui avait acquitté les primes, l'article 50 ne pourrait être invoqué.

Cette disposition a -- dans ces termes -- été adoptée par 5 voix contre 2.

ART. 51 (47 nouveau).

La section centrale n'a pas entendu combattre le principe par lequel le projet du gouvernement motivait l'article 51 :

« Inadmissibilité au passif, en déduction de l'actif imposable, des obligations de sommes déguisant une libéralité sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux, si elles n'ont pas donné lieu à la perception du droit d'enregistrement établi pour les donations ».

Mais elle a estimé que le texte proposé ne faisait que rappeler inutilement ce principe : Si un contrat n'est qu'une apparence, ne constitue qu'un déguisement de la vérité, il n'en faut tenir nul compte. Mais encore la preuve de cette apparence doit elle être fournie.

Pour bien se rendre compte de la portée de la disposition proposée, la section centrale avait posé la question suivante :

« Le fisc n'est-il pas recevable actuellement à prouver qu'un contrat présenté comme étant à titre onéreux est fictif et déguise une libéralité? »

» En quoi se trouve-t-il actuellement en état d'infériorité sur le terrain des preuves?

» Pourrait-on citer des décisions de jurisprudence? »

Il a été répondu :

« La jurisprudence a reconnu depuis longtemps qu'une personne s'oblige valablement quand elle reconnaît « devoir » une somme, sans indication de cause, même s'il est constant qu'elle a voulu faire une libéralité au créancier supposé.

» Il s'ensuit que si les héritiers du *de cuius* portent au passif de sa succe-

sion pareille reconnaissance de dette, l'administration est tenue de l'admettre dans la liquidation de l'impôt.

» De là, l'article 51 du projet. »

Il ne semble pas que cette réponse justifie à suffisance la disposition.

Sans doute les tribunaux n'exigent pas comme validité d'une reconnaissance de dette ou d'obligation l'énoncé de la cause.

Mais il n'apparaît pas que si une reconnaissance de cette nature est produite, le fisc ne puisse rechercher la cause, et ne puisse, s'il fournit cette preuve, refuser de reconnaître le caractère de dette à l'obligation ainsi relevée.

C'est dans ces conditions que la section centrale a adopté la disposition telle qu'elle se trouvait libellée. Il n'en pourrait être induit que lorsqu'une obligation sera produite sans indication ni mention de cause, on devra y voir une libéralité déguisée : l'administration devra — comme par le passé continuer à l'admettre. Mais si elle parvient à démontrer l'absence de cause autre que la libéralité, elle pourra réclamer le droit de donation.

SECTION II.

DÉCLARATION. — DÉLAIS ; FORME ; AFFIRMATION. — PAIEMENT DES DROITS.

ART. 52 à numéroté 48.

La section centrale a approuvé la réduction des délais que le projet instaure.

Mais elle a estimé qu'il serait dangereux de modifier des habitudes invétérées qui n'ont point apparu jusqu'ici comme inspirées par des pensées de négligence voulue ou de fraude.

Le système actuel — dépôt dans les six mois avec un délai de six semaines pour rectifier — laisse place à un utile avertissement. Si l'on veut se montrer plus rigoureux dans la répression de la fraude, il importe que les contrevenants ne puissent se poser en victimes en arguant d'un oubli, d'une erreur. Celui qui n'utilise pas un délai de grâce est doublement coupable.

ART. 53.

L'article 53 se conciliait avec le système préconisé vis-à-vis des sociétés d'assurances en vue du contrôle des polices.

La disposition proposée permettait à l'administration de s'assurer de l'exécution de la loi sur le timbre en ce qui concerne les polices d'assurance (art. 34 du projet).

Cette disposition a été abandonnée, les assureurs ayant obtenu la substitution du régime de l'abonnement en rançon des mesures d'investigation dont ils se trouvaient menacés.

Il semble donc impossible pour ce motif déjà, de revenir sur ce point et d'accorder à l'administration le droit de se faire communiquer par les

assureurs les polices et autres documents qu'ils ont en leur possession, afin de contrôler les estimations des effets mobiliers assurés, faites dans les déclarations de succession, comme aussi de rechercher les capitaux assurés sur la vie que l'article 50 du projet soumet au droit de succession.

Le mobilier meublant est d'ailleurs un des éléments de la succession qui se soustrait le moins facilement à la surveillance fiscale : Les agents de la contribution personnelle ne sont pas désarmés, bien qu'ils ne puissent recourir aux polices d'assurances.

La production des polices d'assurance ne fournirait pas des éléments plus sûrs : « Quand — on assure son mobilier, signale avec raison la Fédération libre des notaires de Belgique — on compte largement : parce que le droit à payer est minime, parce qu'en cas de sinistre on désire rentrer, non pas dans la valeur vénale des meubles sinistrés, mais dans une somme suffisante pour remplacer les biens sinistrés et parce qu'aussi on tient compte de la parcimonie avec laquelle toute société d'assurance paie un sinistre important. »

D'autre part, quelle serait la sanction de la disposition — à défaut par les héritiers de produire la police, que le projet ne leur réclame pas — si le défunt s'est assuré à l'étranger ?

On ne pourra forcer les représentants belges à en détenir un duplicata.

Ici encore, le seul résultat serait une tentative inutile, dont seuls les assureurs étrangers profiteraient — à moins que l'esprit de prévoyance n'en vint à en supporter toutes les conséquences en se détournant de l'assurance.

La section centrale a repoussé la disposition à l'unanimité.

Le rejet de cette disposition entraîne la disparition de l'article 54 du projet.

ART. 55.

Cet article relatif à l'affirmation solennelle, qui a été qualifiée de « serment laïque », a été repoussé à l'unanimité des membres de la section.

Il a paru inadmissible de placer le redevable entre ses intérêts et sa conscience, et de mettre ainsi les honnêtes gens dans un état d'incontestable infériorité vis-à-vis de ceux qui n'ont point de scrupules.

C'est en réalité le serment décisoire transporté dans le domaine fiscal.

Dans la proposition déposée en 1907 par M. Ch. Dumont, à la Chambre des Députés, celui-ci ne la réclamait que pour les cas de fraude ou de suspicion. (Cf. *Journ. Off.*, 1907, n° 1288, p. 40). Par deux fois elle échoua devant le Parlement français.

L'expérience qui a été faite à l'occasion des *affidavits* a démontré que les affirmations sur l'honneur n'ont pas eu grands effets dans les pays qui les ont employées pour assurer la sincérité des déclarations en matière d'impôts.

Le vieux juris-consulte Pothier écrivait vers 1760 : « Depuis plus de quarante ans que je fais ma profession, j'ai vu une infinité de fois déferer le serment ; et je n'ai pas vu arriver plus de deux fois qu'une partie ait été détournée par la religion du serment, de persister dans ce qu'elle avait soutenu ».

Notre humanité se serait-elle améliorée ?

Le texte même de l'affirmation a semblé inacceptable : Comment affirmer l'exactitude d'évaluations qui sont le fruit d'appréciations variant selon le tempérament et la connaissance de tous ceux qui s'y livrent. Comment exiger d'un redevable cet acte d'héroïsme d'aller avouer une réticence ou une erreur, de s'exposer peut-être à des amendes, en tous cas à des droits et à des ennuis et démarches !

Et quant à l'affirmation elle-même, elle ne peut avoir de poids vis-à-vis des fraudeurs que par la crainte des mesures de répression.

Elle suppose donc le fisc armé de ces pouvoirs d'investigation dont l'absence est invoquée pour justifier cette mesure.

Si ces moyens existent, quoi de plus blessant que le contrôle auquel il se livrera de la sincérité de ceux à l'honneur de qui il a paru se confier.

« Le serment fiscal ne pourrait — et c'est ce qu'avait compris M. Ch. Dumont — agir que par intimidation, à la condition d'être entourée de peines draconiennes en cas de fausseté reconnue ; mais alors toute son efficacité est subordonnée au point de savoir si l'administration possède des moyens d'investigation et de contrôle suffisants pour démontrer cette fausseté, en sorte que par lui-même le serment fiscal ne sert absolument à rien, puisque pour être efficace il faut qu'on puisse démontrer sa fausseté et que, pour faire cette preuve, il faut du même coup pouvoir faire celle de la fraude par la dissimulation de laquelle il est entaché... » Becqué, *L'internationalisation des capitaux*.

Dans l'exposé de la proposition de loi, apportant des modifications aux lois sur les successions et l'enregistrement (Doc. parl. n° 160, session 1912-1915), déposée le 26 février 1915 par MM. Denis, Vandervelde et Royer, notre regretté collègue, après avoir rappelé les raisons qui lui avaient en 1900 fait conclure au rétablissement du serment, écrit :

« Ces arguments conservent encore la même force à mes yeux ; et cependant je rejette dans cette proposition non seulement le serment, mais toute formule particulièrement solennelle d'affirmation, toute disposition comminatoire, pour faire exclusivement appel aux modes de preuve et de contrôle purement extérieurs objectifs, et laisser la conscience individuelle à ses manifestations normales et à son travail intérieur d'épuration. Je crois que la législation comparée nous fournit assez de moyens efficaces d'atteindre la vérité, pour ne pas avoir à multiplier les conflits intérieurs de l'intérêt et du devoir, et que par là même le progrès moral s'accomplisse mieux. » (Page 11.)

Faut-il, après ces considérations, encore rappeler ici que le serment exigé par la loi de 1817 a été aboli par arrêté du Gouvernement provisoire du 17 octobre 1830, parce qu'il était une cause de désaffection des Belges pour le régime des Pays-Bas, et que depuis lors c'est vainement que les agents du fisc ont sollicité les Ministres des Finances à en proposer le rétablissement.

Le rejet de cette disposition entraîne la disparition de l'article 35 du projet.

ART. 56 (49 nouveau).

La section centrale a approuvé à l'unanimité le principe contenu dans l'article 56. Elle a tenu à consacrer le droit du Roi de prolonger les délais de paiement.

Le Roi fixera les conditions de cette faveur. C'est le maintien de la pratique actuelle.

ART. 57.

La section centrale estime que déjà les autres dispositions du projet de loi auront pour conséquence d'aggraver la situation de l'époux survivant, qui est atteint aussi cruellement et directement que les enfants par la mort de son conjoint. Les conventions matrimoniales ont créé un régime d'association, les liens du mariage ont permis la formation d'un patrimoine qui mérite un respect particulier du fisc : La section centrale a été unanime à repousser toute innovation qui serait de nature à réduire la condition de l'époux survivant, à condamner toutes charges nouvelles qui pourraient l'atteindre.

L'époux survivant a été trop longtemps injustement sacrifié dans le régime successoral.

ART. 58 (nouveau).

La section centrale en modifiant ce texte a tenu à affirmer à nouveau ce principe que toute faute doit être réprimée dans le seul chef de celui qui la commet. Si certains héritiers ou gratifiés ont rempli les obligations qui leur incombe, si d'autres se sont soustraits, il ne peut être question d'atteindre que les seconds.

SECTION III.

MESURES DE CONTRÔLE ; OBLIGATIONS DES TIERS. — PÉNALTÉS. — PRESCRIPTIONS.

DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 61 à 65.

Les dispositions relatives aux mesures d'investigation proposées pour assurer le recouvrement des droits de succession sur les valeurs mobilières, par voie d'investigation chez les dépositaires, ont suscité les plus vives critiques. Elles ont été repoussées par la section centrale à l'unanimité, parce qu'elles organisent un système de vexations ne pouvant servir les intérêts du fisc mais devant nuire considérablement aux intérêts économiques du pays.

Le projet semble inspiré par celui sorti de la « commission des juriscultes fiscaux » instituée en 1908 et 1909 par le gouvernement français aux fins d'« étudier les mesures propres à réaliser la concordance entre les règles du droit civil et les prescriptions du droit fiscal, en vue d'assurer le contrôle des déclarations de successions », (12 mars 1908 et 26 juin 1909.

J. Off. 5 juillet 1909) et qui aboutit à diverses propositions que M. Ch. Dumont fit siennes (25 octobre 1910) — sans d'ailleurs parvenir jusqu'ici à obtenir leur consécration par le Parlement français.

Dans ce projet, nous trouvons ces dispositions relatives au contrôle des visites des coffres-forts par les co-locataires et mandataires, que nos voisins qualifièrent de : tentative de transformer les banques en « souricières fiscales ».

L'inventaire des coffres-forts dans les banques ne se justifierait que si le fisc s'était réservé le droit de faire pratiquer l'inventaire au domicile même du défunt. Le coffre-fort dans un établissement de crédit est une annexe du domicile.

S'il est vrai que les titres au porteur, de plus en plus nombreux, ne sont presque jamais déclarés dans les successions qu'en cas de force majeure, si des mesures sont recherchées pour remédier à ce mal fiscal, nourrit-on l'illusion d'aboutir dans la répression de ces fraudes fiscales en opérant des fouilles dans les coffres-forts des banques, qui se videront au lendemain de la promulgation de la loi.

Si l'on entend entrer dans la voie où le projet tend à engager, il paraîtrait bien préférable de le faire par des mesures franches et générales : les scellés apposés partout à la requête du fisc, la restriction à la saisine au profit du fisc ; la restriction à la vocation héréditaire (projet français des 12 mars et 18 novembre 1908).

Ces mesures ont même paru si peu efficaces que M. Ch. Dumont a indiqué comme remède « la nominalisation de tous les titres au porteur » (Chambre des députés, 12 juillet 1906)

Qui oserait proposer ces mesures ? Et dès lors la disposition proposée apparaît comme inutilement vexatoire.

« Le locataire de coffre-fort n'est pas un déposant, il est dans la même situation que le locataire d'un appartement chez lui », avait déclaré M. Berteaux, lors de la discussion de la loi française de 1901, en s'opposant à un amendement de M. Laurent Bongère, qui était conçu dans les mêmes termes que la disposition proposée. « Si la Chambre acceptait l'amendement de M. Bongère, signalait M. Caillaux, il n'y aurait aucune raison pour ne pas demander demain qu'au décès de toute personne on ouvre leurs coffres-forts en présence d'un agent de l'administration. »

L'amendement ne fut pas pris en considération. (*J. Off.* du 17 nov. 1900. *Débats parl.* Ch. des Députés, 16 nov., p. 2105).

Si le fisc était autorisé à user à l'encontre du dépositaire, lors de la mort du déposant, des moyens que préconise la loi, il n'y aurait qu'un pas à faire — constata-t-on lors de cette discussion — pour les employer du vivant même du déposant.

Trois lignes dans une loi de finances suffiraient pour autoriser l'enregistrement ou les contributions à utiliser comme preuve de la fraude les renseignements que leurs agents trouveraient dans les grands établissements de crédit et les banques.

Le contrôle exercé sur les visiteurs des coffres-forts ne peut être que la

« précaution inutile ». Questionné sur le point de savoir ce qu'il a été faire la veille du décès auprès du coffre-fort litigieux le mandataire ne se fera pas faute de déclarer qu'il a été mettre en sûreté le testament du défunt, retirer une correspondance ou des documents que celui-ci voulait détruire, retirer un dépôt fait par un tiers que le défunt voulait retirer ou restituer. Le mandataire devancera presque toujours l'annonce du décès.

Et combien d'autres cas qui d'inutile transformerait en odieuse la mesure proposée. A-t-on songé aux papiers que le mort a soigneusement dissimulés pendant sa vie à l'abri de toute indiscretion et qui vont s'étaler sous les yeux d'un employé de banque ?

La section centrale a posé la question suivante :

« Si lors de l'ouverture du coffre-fort, il est découvert des plis cachetés avec mention de défense d'ouverture par une personne autre qu'un destinataire désigné, ou avec indication qu'ils doivent être remis scellés à des tiers dont ils constituent la propriété, ces plis et dépôts devront-ils être ouverts en présence du loueur du coffre-fort ? »

Elle a reçu la réponse :

« Il pourrait être pourvu aux difficultés qui se présenteraient dans l'hypothèse prévue, par des dispositions s'inspirant de celles des articles du Code de procédure qui s'occupent de l'apposition des scellés et de l'inventaire (procédures relatives à l'ouverture d'une succession, art. 946, 948, etc.) ».

Il aurait donc fallu amender à cet égard le projet. La section centrale n'a pas cru devoir accomplir cette tâche.

Elle n'a pas davantage cru nécessaire de relever que le projet ne distingue pas entre le cas où c'est l'héritier direct qui se présenterait pour l'ouverture du coffre et le collatéral : or, comment justifier la mesure à l'égard de l'héritier direct, puisqu'il n'a point de droits à acquitter qui peuvent se trouver dans le coffre.

Aux considérations particulières que nous venons d'énoncer s'en ajoutent d'autres : Là où les mesures proposées ont apparu comme bien plus graves encore, c'est dans l'influence qu'elles devaient inévitablement exercer sur les capitaux étrangers hospitalisés dans nos banques et dont les remplois sont pour le Trésor une source de revenus autrement importante que ne pourraient l'être les droits de succession qui parviendraient à être récupérés.

La section centrale a posé la question :

« 1° La loi du 27 décembre 1817 répute « habitant du royaume » pour l'application de ses dispositions, celui qui y a établi son domicile ou le siège de sa fortune.

» Le Gouvernement voudrait-il nous dire si cette disposition doit s'appliquer pour l'interprétation de l'article 62 ?

» 2° Un étranger de nationalité, ayant placé ou présumé d'avoir placé sa fortune dans un coffre-fort d'une banque établie en Belgique, est-il visé par l'article 62 ? »

Elle a obtenu la réponse :

« 1° L'expression « habitant du royaume » employée dans l'article 62 du projet, a le même sens que dans l'article premier, deuxième alinéa, de la loi du 27 décembre 1817.

» 2° La disposition de l'article 62 sera applicable à cet étranger s'il est à considérer comme habitant du royaume au sens de l'article premier de la loi de 1817.

» A ce point de vue, la nationalité de la personne est indifférente ».

Cette réponse n'est certes pas de nature à rassurer les capitaux étrangers, « cette propriété qui, selon l'expression de Jaurès, a la rapidité de mouvement, la liberté de coup d'aile, des grands oiseaux émigrateurs. »

A propos d'un projet contenant des mesures d'investigation de nature analogue soumis au Parlement français, l'on demanda : « Quelques amendes de timbre, quelques omissions relevées dans les déclarations de succession compenseront-elles la disparition de tout secret dans les affaires privées, la nécessité pour les particuliers qui voudront laisser ignorer leurs actes de déposer leurs titres dans les banques étrangères, l'amoindrissement des banques privées et la disparition d'un grand nombre d'entre elles ». (Becqué, *L'internationalisation des capitaux*.)

Or c'est ici que réside le danger et pour le fisc et pour la prospérité de nos affaires.

Les capitaux d'un pays — selon l'expression de M. d'Avenel — sont « véritablement, et dans toute l'acceptation du mot, une seconde armée nationale ».

Tous les pays qui nous entourent fourniraient un refuge aux capitaux qui se croiraient menacés.

La Hollande n'atteint par l'impôt sur le revenu que ceux qui résident dans le royaume et les droits de succession ne frappent pas les étrangers non domiciliés : le fisc hollandais n'a donc aucun intérêt à rechercher la fraude et le compte-joint solidaire permet de soustraire les dépôts à toutes investigations.

L'Allemagne est au point de vue juridique comme au point de vue fiscal le pays où le compte joint (*gemeinschaftsdepot*) sous ses deux formes — compte joint dépôt et compte joint mandat — présente son maximum de sécurité aux capitaux réfugiés.

« Le mandat ne s'éteint ni par le décès, ni par l'incapacité du mandant (art. 672 C. c.). Lorsque le mandat a été confié solidairement, le débiteur peut s'acquitter vis-à-vis de chacun des créanciers, même si l'un d'eux a déjà intenté action pour obtenir la prestation. » (428, C. c.)

Les banques suisses peuvent invoquer que les valeurs et titres donnés en dépôt par un capitaliste domicilié à l'étranger ne sont grevés d'aucun impôt fédéral ni communal, qu'aucun droit de mutation ni de succession n'est dû ; qu'elles peuvent ouvrir des dépôts au nom de plusieurs personnes constituées créanciers solidaires : le décès de l'un d'eux ne change en rien la faculté de faire fonctionner le dépôt. Et si l'on redoutait les dangers de l'infidélité du co-créancier ou la possibilité de l'opposition prévue par l'article 150, §§ 2 et 3 du Code fédéral, l'on proposerait la forme du mandat ; aux termes de l'article 403 du Code fédéral, le mandat ne finit pas par la mort si le contraire a été convenu ou si sa continuation résulte de la nature même de l'affaire.

Sans doute le fisc suisse jouit dans beaucoup de cantons de droits d'investigation très étendus ; la convention du 15 juin 1869 expose les français à ce que ceux-ci fournissent tous les renseignements qu'il désire et une entente entre les deux pays n'est pas impossible dans un avenir plus ou moins lointain. Mais cette crainte ne suffirait pas pour retenir ces capitaux en Belgique.

Les mesures fiscales françaises ont eu pour conséquence la création par les banques suisses de services de « pèlerins » ou agents qui vont trouver à domicile tous les trois ou quatre mois les déposants et se chargent des opérations de ces derniers. Il a suffi du dépôt du projet de loi actuel pour que déjà certains de ces établissements, faisant preuve d'un zèle par trop hâtif, adressent leurs offres de service à des rentiers belges...

Il est assez suggestif de constater que c'est précisément au moment où la France élaborait des projets analogues que les dépôts dans les banques françaises ont fléchi, tandis qu'ils progressaient dans de suggestives proportions à l'étranger, ainsi qu'en témoignent ces chiffres des comptes-courants créditeurs et dépôts particuliers des banques européennes d'émission fournis en 1914 par M. Klotz :

	En millions de francs.		
	1880.	1895.	1909.
France	422	606	608
Angleterre.	621	1,213	1,255
Italie	243	324	306
Allemagne	217	549	690
Autriche	13	54	194
Belgique	43	45	86
Suisse	472	749	1,655

C'est ainsi que les banques suisses dépassaient, en 1909, les banques d'Angleterre; que les banques belges virent doubler leurs encaisses tandis que l'Angleterre, l'Italie et la France restaient stationnaires.

Il est permis de penser que ces comptes-courants sont alimentés pour partie par les coupons des titres déposés dans les banques — et dès lors, on peut avoir la conviction que c'est un nombre respectable de milliards en valeurs mobilières qui ont émigré là où ils se croyaient en sûreté.

On a constaté, en France, que les mesures de rigueur prises en vue d'assurer la perception des droits de perception sur les valeurs mobilières ont eu pour conséquence d'abaisser la progression de l'annuité successorale et de provoquer la diminution des placements en valeurs françaises.

ANNEES.	Valeurs françaises.						Valeurs étrangères.					
	Montant de l'annuité en millions.			Total possédé en milliards au coefficient.			Montant de l'annuité en millions.			Total possédé en milliards au coefficient.		
	Successions.	Donations.	Total.	36	32	28	Successions.	Donations.	Total.	36	32	28
1898. . . .	1,410	126	1,536	55,3	49	43,1	580	19	599	14,4	12,8	11,2
1899. . . .	1,506	132	1,638	55	48,9	42,8	498	20	518	18,6	16,6	14,5
1902. . . .	1,224	125	1,349	48,5	43	37,8	476	18,6	494,6	17,8	15,8	13,8
1906. . . .	1,520	126	1,446	52	46,5	40,5	445	19	462	16,6	14,8	12,9
1908. . . .	1,275	152	1,407	50,6	45	39,4	534	20	574	20,7	18,4	16,1

Or, l'augmentation de l'annuité successorale est pour 1898 à 1908 de 175 millions, représentant :

Coefficient 36	6.3 milliards.
— 32	5.6 —
— 28	4.9 —

tandis que les chiffres fournis par l'abonnement sur les revenus et la transmission et la présentation des emprunts publics au timbre au comptant indiquent une augmentation en capital de 13 milliards 571 millions.

L'enregistrement a constaté que le fléchissement s'était produit surtout en 1902 et 1906 en suite des droits de 1901 et des mesures de 1903. En 1911, en suite du relèvement de 1910, M. Klotz devait diminuer de 42.5 millions par rapport à 1911, les prévisions pour 1912.

Ces considérations expliquent le rejet des articles 61 à 63 du projet.

ART. 64 (34 nouveau).

Le texte proposé s'inspire des considérations déjà énoncées repoussant l'introduction du serment et appliquant le principe de la personnalité des fautes.

ART. 65 (nouveau).

Le projet de loi contenait l'indication d'un nouveau terme pour la prescription en matière de demande de droits de succession, amendes pour défaut de déclaration; déclaration inexacte, incomplète et contravention aux mesures de contrôle par des tiers.

La matière de la prescription est actuellement réglée par l'article 26 de la loi de 1817 : celle-ci est établie à cinq ans pour défaut de déclaration, et à deux ans pour les amendes.

Le projet fixait les prescriptions à vingt années.

L'action publique et l'action civile résultant d'un crime sont prescrites après dix années révolues, à compter du jour où le crime a été commis. S'il s'agit d'un délit, la durée de la prescription est de trois années.

Les peines correctionnelles se prescrivent par cinq années. Ce n'est que si la peine dépasse trois années, que la prescription est de dix années.

En matière de sociétés, où les intérêts les plus considérables sont engagés, le législateur a réduit à cinq années toutes les prescriptions d'actions civiles.

La rapidité et la multiplicité des transactions, de jour en jour plus grandes, encouragent la tendance d'abréviation des prescriptions. On estime que l'incertitude relative aux conséquences des actes ne peut indéfiniment se prolonger ; qu'il est nécessaire, si des discussions doivent surgir, qu'elles se produisent à une époque assez rapprochée de la date des faits qui y donnent ouverture, pour que la mémoire des circonstances au milieu desquelles ils se sont produits ne soit pas perdue.

Il importe surtout que des actions, surtout si elles sont de nature personnelle, ne soient pas ajournées jusqu'à un temps où elles n'atteindraient le plus souvent que des héritiers moins capables de se défendre que l'auteur des faits.

Prolonger à vingt années, la durée de l'action fiscale, en permettre l'intentement quand les biens de la succession peuvent se trouver dispersés, après de multiples transmissions, lorsque les personnes contre lesquelles un recours pourrait être exercé auraient pu disparaître, a semblé dépasser toutes les bornes de ce que l'intérêt du fisc pourrait justifier. Cette proposition a été repoussée par 4 voix contre 3.

Une proposition transactionnelle tendant à prolonger le délai de prescription jusque dix années a été repoussée par 4 voix contre 3.

CHAPITRE VI.

Dispositions transitoires.

ART. 69.

Les titres étrangers sont actuellement assujétis au même timbre proportionnel que les titres belges, soit le droit de un par mille.

Un délai de grâce de six mois est accordé pour acquitter les droits éludés. Ce délai est indispensable. A défaut de celui-ci, les détenteurs auraient voulu profiter de celui entre la promulgation et l'entrée en vigueur de la loi. Il en serait résulté des difficultés sans nombre, et une gêne considérable dans les transactions boursières. Il semble même que des mesures devront être prises pour assurer le timbrage sans déplacement dans nos grands établissements de crédit.

Le délai de six mois permettra de nationaliser le nombre de titres nécessaires pour assurer les transactions. Il offre une prime certaine — en échange d'une recette immédiate — aux sociétés qui ont estimé inutile jusqu'ici l'aposition du timbre. Les titres timbrés à l'ancien droit vaudront — sans avoir acquitté la même charge — ceux qui seront introduits timbrés à l'avenir.

Il est évident que cette faveur de régularisation ne peut s'étendre aux titres qui seront créés après la mise en vigueur de la loi. Mais on ne pourra obliger les personnes qui soumettront au timbre des titres pendant les six mois de justifier de leur détention avant la mise en vigueur. Ce serait une preuve impossible à fournir.

La section centrale a adopté par 5 voix contre 2 l'ensemble du projet ainsi amendé.

Le Rapporteur,

WAUWERMANS.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.



**Projet de loi
et
Amendements
présentés par la section centrale.**

**Wetsontwerp
en
Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

Projet de loi.

CHAPITRE I^{er}.

Droits d'enregistrement.

SECTION I.

*Modifications au tarif.
Dispositions diverses.*

ARTICLE PREMIER.

Le taux du droit d'enregistrement est fixé, pour les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles, ainsi qu'il suit, savoir :

A 4.40 p. c., pour les donations en ligne directe, y compris les partages d'ascendants faits par acte entre vifs, et pour les donations entre époux ayant des enfants ou descendants communs ;

A 6 p. c. pour les donations entre époux sans enfants ni descendants communs ;

A 7.50 p. c., pour les donations entre frères et sœurs ;

A 9 p. c., pour les donations entre oncles ou tantes et neveux ou nièces, et pour celles entre un adoptant et l'adopté ;

A 10.50 p. c. pour les donations entre grands-oncles ou grand'tantes et petits-neveux ou petites-nièces,

Wetsontwerp.

HOOFDSTUK I.

Registratierechten.

AFDEELING I.

Wijzigingen in het tarief. — Verschillende bepalingen.

EERSTE ARTIKEL.

Voor de schenkingen onder de levenden van roerende of onroerende goederen wordt het bedrag van het registratierecht vastgesteld als volgt, te weten :

Op 4.40 t. h. voor de schenkingen in de rechte lijn, daarin begrepen de verdeelingen van bloedverwanten in de opgaande linie, gedaan bij akte onder de levenden, en voor de schenkingen tusschen echtgenooten hebbende gemeene kinderen of afstammelingen ;

Op 6 t. h. voor de schenkingen tusschen echtgenooten zonder gemeene kinderen of afstammelingen ;

Op 7.50 t. h. voor de schenkingen tusschen broeders en zusters ;

Op 9 t. h. voor de schenkingen tusschen ooms of moeien en neven of nichten, en voor die tusschen hem, die een kind aanneemt en het aangenomen kind ;

Op 10.50 t. h. voor de schenkingen tusschen oudooms of oudmoeien en naneven of nanichten, en voor

Amendements présentés par la Section Centrale.

CHAPITRE I^{er}.

Droits d'enregistrement.

(Supprimer la mention de Section I)
et rédiger comme suit l'intitulé :

Modifications au tarif.

Donations. — Ouvertures de crédit.

Actes de société.

ARTICLE PREMIER.

(Comme au projet.)

Amendementen voorgesteld door de Middelenafdeeling.

De melding: « Afdeeling I » te doen
wegvallen en den opschrifttitel te
doen luiden als volgt:

*Wijzigingen in het tarief. — Schen-
kingen. — Kredietopeningen. — Ak-
ten van vennootschap.*

EERSTE ARTIKEL.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet de loi.

et pour celles entre un adoptant et les descendants de l'adopté ;

A 15 p. c. pour toutes les autres donations.

Les droits sont réduits de moitié pour les donations faites par contrat de mariage aux futurs.

Sont enregistrables *gratis*, les donations faites à l'État.

ART. 2.

Le droit est fixé à 10 p. c. pour les donations faites aux provinces et aux communes avec affectation expresse à l'enseignement ou à des œuvres d'assistance, et pour les donations faites aux hospices, aux bureaux de bienfaisance, aux monts-de-piété, aux commissions provinciales de bourses d'études, aux universités jouissant de la personification civile, aux séminaires, aux fabriques d'église, aux consistoires et aux synagogues.

ART. 3.

Les ouvertures de crédit sont tarifées au droit établi pour les obligations de sommes dérivant du prêt, et les cessions d'ouverture de crédit au droit établi pour les cessions de créances. Le droit est perçu, au moment de l'enregistrement de l'acte, sur le montant du crédit ouvert, augmenté, le cas échéant, du montant ou de la valeur des prestations stipulées au profit du cédant.

Wetsontwerp.

die onder dengene die een kind aanneemt en de afstammelingen van het aangenomen kind ;

Op 15 t. h. voor al de andere schenkingen.

De rechten worden verminderd tot de helft voor de schenkingen bij huwelijkscontract, aan de aanstaande echtgenooten gedaan.

Worden *kosteloos* geregistreerd, de schenkingen aan den Staat gedaan.

ART. 2.

Het recht wordt gesteld op 10 t. h. voor de schenkingen, aan de provinciën en aan de gemeenten gedaan met uitdrukkelijke bestemming tot het onderwijs of tot werken van onderstand, en voor de schenkingen gedaan aan de godshuizen, aan de weldadigheidsbureelen, aan de berggen van barmhartigheid, aan de provinciale commissiën voor studiebeurzen, aan de hoogeschoolen die de rechtspersoonlijkheid genieten, aan de seminariën, aan de kerkfabrieken, aan de consistoriën en aan de synagogen.

ART. 3.

De kredietopeningen worden belast met het recht vastgesteld voor de schuldbekentenissen van sommen voortvloeiende uit de leening, en de afstand van kredietopeningen met het recht vastgesteld voor den afstand van schuldvorderingen. Het recht wordt geheven, op 't oogenblik de registratie der akte, op het bedrag van het geopende krediet, bij voorkomend geval vermeerderd met het bedrag of met de waarde der ten voordeele van den overlater bedongen uitkeeringen.

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 2.

(Comme au projet.)

ART. 2.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 3.

(Comme au projet.)

ART. 5.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet de loi.

ART. 4.

Sont assujettis à un droit d'enregistrement de 0.50 p. c., sauf les exemptions existantes en faveur de certaines sociétés, les actes portant :

a) Constitution d'une société civile ou commerciale;

b) Adhésion de nouveaux associés ou modification des statuts d'une société antérieure, avec augmentation du capital social;

c) Prorogation de société.

Le droit est perçu : dans le cas du littéra a, sur le montant total des apports faits en argent ou autrement, sans distraction des charges; dans le cas du littéra b, sur le montant de l'augmentation; dans le cas du littéra c, sur le montant du capital social au jour de la prorogation de la société, augmenté, le cas échéant, des apports nouveaux constatés dans l'acte de prorogation.

Le droit ainsi liquidé exclut la perception de tout autre droit à raison des dispositions concernant soit les engagements contractés par la société envers les associés en retour de leurs apports, soit les conventions entre la société et les gérants, administrateurs ou commissaires, soit le versement prescrit par la loi commerciale pour la constitution de sociétés anonymes.

Le droit est dû sur l'expédition, la copie ou l'extrait des actes passés en pays étranger, lorsque la minute

Wetsontwerp.

ART. 4.

Worden, behoudens de vrijstellingen bestaande ten behoeve van zekere vennootschappen, aan een registratierecht van 0.50 t. h. onderworpen, de akten houdende :

a) Oprichting van eene burgerlijke vennootschap of van eene vennootschap van koophandel;

b) Toetreding van nieuwe vennoten of wijziging van de statuten eener vroegere vennootschap, met verhooging van het maatschappelijk kapitaal;

c) Verlenging van vennootschap.

Het recht wordt geheven : in het geval van littera a, op het geheele bedrag van de inbrengsten in geld of anderszins, zonder aftrek der lasten; in het geval van littera b, op het bedrag der verhooging; in het geval van littera c, op het bedrag van het maatschappelijk kapitaal ten dage van de verlenging der vennootschap, vermeerderd, bij voorkomend geval, met de nieuwe inbrengsten blijkende uit de akte van verlenging.

Het aldus vereffend recht sluit de heffing uit van alle ander recht wegens de bepalingen betreffende hetzij de verbintenissen door de vennootschap aangegaan jegens de vennoten in vergelding van hunne inbrengsten, hetzij de overeenkomsten tusschen de vennootschap en de zaakvoerders, beheerders of commissarissen, hetzij de bij de handelswet voorgeschreven storting tot het oprichten van naamlooze vennootschappen.

Het recht is verschuldigd op het afschrift, de kopie of het uittreksel der akten in het buitenland verle-

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 4.

Sans préjudice aux exemptions résultant de lois particulières, seront enregistrés au droit de 0.50 p. c. les actes des sociétés civiles ou commerciales dont le principal établissement est en Belgique et portant

a) Constitution de société;

(La suite de l'article comme ci-contre.)

Amendementen voorgesteld door de Middonaafdeeling.

ART. 4.

Worden, onverminderd de vrijstellingen voortspruitende uit bijzondere wetten, geregistreerd tegen een recht van 0.50 t. h. de akten der burgerlijke vennootschappen van koophandel, waarvan de hoofdinrichting in België is gelegen, en houdende :

a) Oprichting van vennootschap;

(Het overige van het artikel zooals hiernevens)

Projet de loi.

ou l'original n'a pas été enregistré dans le pays.

Wetsvoorstel.

den, wanneer de minuut of het origineel in het land niet werd geregistreerd.

ART. 5.

La valeur imposable est déterminée, pour la liquidation du droit établi par l'article précédent, par la valeur conventionnelle des biens, telle qu'elle résulte des stipulations de l'acte.

La valeur conventionnelle des apports ayant pour objet des choses autres que du numéraire ou des biens en nature, est déterminée par comparaison avec les apports ayant pour

ART. 5.

De belastbare waarde wordt bepaald, voor de vereffening van het bij het vorig artikel gestelde recht, door de conventionele waarde der goederen, zooals zij uit de bepalingen der akte blijkt.

De conventionele waarde der inbrengsten, hebbende andere zaken dan geldspeciën of goederen in natura tot onderwerp, wordt bepaald door vergelijking met de in-

Amendements présentés par la section centrale.

Ajouter l'alinéa suivant et subsidiairement en former un article nouveau.

ART. 4^{bis}.

Les actes et extraits d'actes, ci-dessus relatés seront, aux fins de la publication prescrite par l'article 173 de la loi du 25 mai 1913, enregistrés au droit fixe de 500 francs si la société ne possède en Belgique ni succursale ni siège quelconque d'opération.

Si la société possède ou établit en Belgique une succursale ou un siège quelconque d'opération, un droit complémentaire sera immédiatement exigible. Il sera calculé sur le capital social et fixé comme suit :

Si le capital est inférieur à 5 millions : 1,000 francs ;

Si le capital est de 5 à 10 millions : 2,000 francs ;

Si le capital est de 10 à 20 millions : 4,000 francs ;

Si le capital est de 20 à 50 millions : 10,000 francs ;

Au delà de 50 millions : 20,000 fr.

Toutefois par dérogation à ce qui précède, les actes et extraits d'actes des sociétés constituées, en vertu de décrets de la colonie seront enregistrés au droit fixe de 7 francs.

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

Amendementen voorgesteld door de Middenafteeling.

Het volgende lid toe te voegen en, op vervangende wijze, daarvan een nieuw artikel te maken (4^{bis}).

ART. 4^{bis}.

De akten en uittreksels uit akten, hierboven vermeld, worden, voor de bekendmaking voorgeschreven bij artikel 173 der wet van 25 Mei 1913, geregistreerd tegen een vast recht van 500 frank indien de vennootschap noch bijhuis noch eenigen zetel voor hare verrichtingen in België bezit.

Indien de vennootschap een bijhuis of eenigen zetel voor hare verrichtingen in België bezit of vestigt, is een bijkomend recht onmiddellijk invorderbaar. Het wordt berekend naar het maatschappelijk kapitaal en bepaalt als volgt :

Indien het kapitaal minder bedraagt dan 5 millioen : 1,000 frank ;

Indien het kapitaal 5 tot 10 millioen bedraagt : 2,000 frank ;

Indien het kapitaal 10 tot 20 millioen bedraagt : 4,000 frank ;

Indien het kapitaal 20 tot 50 millioen bedraagt : 10,000 frank ;

Boven 50 millioen : 20,000 frank.

Echter in afwijking van het vorenstaande, worden de akten van vennootschap en de uittreksels uit akten van vennootschappen, opgericht uit krachte van decreten der Kolonie, geregistreers tegen het vast recht van 7 frank,

ART. 5.

(Zooals hiernevens)

Projet de loi.

objet du numéraire ou des biens en nature, eu égard aux parts respectives des apportants dans les bénéfices.

Si les stipulations de l'acte ne permettent pas de déterminer la valeur conventionnelle des apports, il y est suppléé par une déclaration estimative, conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII.

Sont rendues applicables à la matière, pour la constatation de la valeur des biens immeubles, les dispositions existantes relatives à l'expertise, dans le cas où la base impossible, déterminée comme il est dit ci-dessus, n'atteindrait pas la valeur calculée sur le revenu cadastral au moyen du multiplicateur officiel conformément à l'article 3 de la loi du 17 décembre 1851.

ART. 6.

Sont considérés comme appartenant personnellement et indivisément aux associés, pour la perception des droits d'enregistrement et de transcription, les biens dépendant des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite simple.

L'acquisition, par un ou plusieurs associés, de biens immeubles provenant d'une société par actions, donne ouverture, de quelque manière qu'elle s'opère, au droit établi pour les transmissions immobilières à titre onéreux.

Wetsontwerp.

brengsten welke geldspeciën of goederen in natura tot onderwerp hebben, met inachtneming van de respectieve aandeelen der inbrengers in de winsten.

Indien de bepalingen der akte niet toelaten de conventioneele waarde der inbrengsten te bepalen, wordt daarin voorzien door eene begrootende aangifte, overeenkomstig artikel 16 der wet van 22 Frimaire jaar VII.

Worden in deze toepasselijk gemaakt tot het vaststellen van de waarde der onroerende goederen, de bestaande bepalingen betreffende het deskundig onderzoek, ingeval de belastbare grondslag, vastgesteld zooals hierboven vermeld is, niet zou bereiken de waarde, volgens het kadastraal inkomen berekend met behulp van den officieelen vermenigvulder overeenkomstig artikel 3 der wet van 17 December 1851.

ART. 6.

Voor het heffen van de registratie- en overschrijvingsrechten, worden aanzien als persoonlijk en onverdeeld aan de vennoten toebehoorende, de goederen welke van de vennootschappen onder gemeenschappelijke naam en van de vennootschappen bij wijze van enkele geldschieting afhangen.

Het verkrijgen, door een of meer vennoten, van onroerende goederen voortkomende van eene vennootschap op aandeelen, geeft aanleiding, welke ook de wijze zij waarop het geschiedt, tot het recht vastgesteld voor de overdrachten van onroerende goederen ten bezwaren titel.

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 6.

Rédiger comme suit le premier alinéa :

La perception des droits d'enregistrement et de transcription des biens dépendant des sociétés en nom collectif et en commandite simple *sera calculée comme si ces biens appartenaient* personnellement et indivisément aux associés.

(La suite comme ci-contre.)

ART. 6.

Het op te stellen als volgt :

Het heffen der rechten van registratie en overschrijving voor de goederen afhangende van de vennootschappen onder gemeenschap-pelijken naam en van de vennootschappen bij wijze van enkele geldschieting *wordt berekend als behoorden deze goederen* persoonlijk en onverdeeld aan de vennoten.

(Het vervolg zooals hiernevens.)

Projet de loi.

ART. 7.

Les droits proportionnels d'enregistrement établis par les articles 1, 2 et 3 de la loi du 6 août 1887 sur les baux de biens immeubles et sur les cautionnements qui s'y rapportent, sont remplacés par un droit gradué pour les baux constatés par actes sous seing privé ou passés en pays étranger, si ces actes sont enregistrés dans le délai fixé par les lois existantes, sauf exigibilité des droits proportionnels dans le cas où les actes seraient reconnus devant notaire.

ART. 8.

Le taux du droit gradué est fixé ainsi qu'il suit :

A fr. 0.50 si le prix annuel du bail, y compris les charges annuelles imposées au preneur, ne dépasse pas 500 francs;

A 1 franc, si le prix et les charges dépassent 500 francs sans excéder 2,000 francs;

A 2 francs, si le prix et les charges dépassent 2,000 francs sans excéder 10,000 francs;

A 3 francs si le prix et les charges dépassent 10,000 francs.

S'il est stipulé pour une ou plusieurs années un prix différent de celui des autres années, il est formé un total du prix de toutes les années, y compris les charges imposées au preneur; ce total est divisé par le nombre d'années.

Wetsontwerp.

ART. 7.

De evenredige registratierechten bij de artikelen 1, 2 en 3 der wet van 6 Augustus 1887 gevestigd op de huurcontracten van onroerende goederen en op de daartoe betrekkelijke borgstellingen, worden vervangen door een recht trapsgewijze bepaald voor de huurcontracten welke blijken uit onderhandsche of in den vreemde verleden akten, indien deze akten worden geregistreerd binnen den termijn door de bestaande wetten bepaald, behoudens invorderbaarheid van de evenredige rechten ingeval de akten voor notaris zouden erkend worden.

ART. 8.

Het bedrag van het trapsgewijs bepaalde recht wordt vastgesteld als volgt :

Op fr. 0.50 indien de jaarlijksche prijs van de huur, met inbegrip der jaarlijksche lasten welke den huurder zijn opgelegd, 500 frank niet overtreft;

Op 1 frank indien de prijs en de lasten 500 frank overtreffen zonder 2,000 frank te boven te gaan;

Op 2 frank indien de prijs en de lasten 2,000 frank overtreffen zonder 10,000 frank te boven te gaan;

Op 3 frank indien de prijs en de lasten 10,000 frank te boven gaan.

Indien is bedongen, dat de prijs voor één of verscheidene jaren verschilt van dien der andere jaren, dan wordt een totaal gevormd van den prijs van al de jaren, met inbegrip van de lasten welke den huurder zijn opgelegd; dit totaal wordt door het getal jaren verdeeld.

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 7.

Supprimer cet article.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 7.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 8.

Supprimer cet article.

ART. 8.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

ART. 9.

Sont réputées faites par écrit, dès leur formation, les conventions consenties pour une année ou plus, portant bail des biens immeubles situés en Belgique.

ART. 10.

L'existence d'une convention rentrant dans les termes de l'article 9 peut être établie, quelle que soit la somme, par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire.

ART. 11.

Les dispositions des quatre articles qui précèdent sont applicables aux actes sous seing privé ou passés en pays étranger portant sous-bail, subrogation, cession et rétrocession de bail de biens immeubles, situés en Belgique.

SECTION II.

Droit d'enregistrement sur les opérations de bourse.

ART. 12.

Il est établi un droit d'enregistrement sur toute opération d'achat ou de vente, au comptant ou à terme, de valeurs de bourse de toute nature, faite en Belgique, pour des tiers ou pour eux-mêmes, par les banquiers, agents de change, courtiers et autres personnes qui font le commerce de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse.

Wetsontwerp.

ART. 9.

Worden beschouwd als schriftelijk gedaan, van hare totstandkoming af, de overeenkomsten voor één jaar of meer aangegaan, houdende huur van in België gelegen onroerende goederen.

ART. 10.

Het bestaan van eene overeenkomst, vallende in de bewoordingen van artikel 9, mag, welke ook de som zij, door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den beslissenden eed, bewezen worden.

ART. 11.

De bepalingen van de vier voorgaande artikelen zijn van toepassing op de onderhandsche of in den vreemde verleden akten houdende onderverhuring, indeplaatsstelling, afstand en wederafstand van huur van in België gelegen onroerende goederen.

AFDEELING II.

Registratierecht op de beursverrichtingen.

ART. 12.

Er wordt een registratierecht gevestigd op alle verrichting van aankoop of van verkoop, kontant of op tijd, van beurswaarden van allen aard, in België gedaan voor rekening van derden of voor eigen rekening door de bankiers, wisselagenten, makelaars en andere personen die den handel drijven van het aanvaarden van de aanbiedingen en van de vragen van beurswaarden.

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 9.

Supprimer cet article.

ART. 10.

Supprimer cet article.

ART. 11.

Supprimer cet article.

CHAPITRE II.

Taxe sur les opérations de Bourse.

ART. 12 (à numéroté 7).

Toute opération d'achat, de vente ou de cession de fonds publics belges ou étrangers, contractée ou exécutée en Belgique, à l'intervention soit de banquiers, agents de change, commissionnaires ou courtiers soit d'autres personnes faisant habituellement office d'intermédiaires aux fins de ces opérations,

Toute délivrance au souscripteur de titres créés par voie d'émission ou de souscription est soumise à un droit de timbre proportionnel.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 9.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 10.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 11.

Dit artikel te doen wegvallen.

AFDEELING II.

Taxe op de beursverrichtingen.

ART. 12 (wordt artikel 7).

Zijn onderworpen aan een evenredig recht van zegel : elke verrichting van aankoop, verkoop of afstand van Belgische of vreemde openbare effecten, in België gedaan of uitgevoerd door tusschenkomst hetzij van bankiers, wisselagenten, commissionnarissen of makelaars, hetzij van andere personen, gewoonlijk als bemiddelaars optredende voor die verrichtingen ;

Elke afgifte aan den inschrijver van titels tot stand gekomen langs den weg van uitgifte of van inschrijving.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 13.

ART. 13.

Le droit est exigible sur les deux éléments de chaque opération, même si le banquier, l'agent de change ou autre professionnel fait pour son propre compte la contrepartie de la vente ou de l'achat.

Het recht kan worden gevorderd op de twee bestanddeelen van elke verrichting, zelfs wanneer de bankier, de wisselagent of andere man van 't vak voor eigen rekening als partij optreedt bij den verkoop of den aankoop.

ART. 14.

ART. 14.

Le droit est fixé à 2 centimes par 100 francs, sans fraction.

Het recht wordt gesteld op 2 centiemmen per 100 frank, zonder breuk

Il est réduit de moitié pour les opérations ayant pour objet : les titres de la Dette publique belge et de la Dette publique congolaise, les actions et obligations émises par la Société nationale des chemins de fer vicinaux ; les actions au porteur de la Société anonyme des installations maritimes de Bruges ; les obligations au porteur émises par les provinces et les communes du royaume, par la Société du crédit communal, par la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles et par les associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau.

Het wordt tot de helft verminderd voor de verrichtingen hebbende ten doel : de titels van de Belgische Openbare Schuld en van de Congo-leesche Openbare Schuld, de actiën en obligatiën uitgegeven door de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen ; de actiën aan toonder van de Naamlooze Vennootschap der Haveninrichtingen van Brugge ; de obligatiën aan toonder uitgegeven door de provinciën en de gemeenten van het Rijk, door de Maatschappij voorgeemeentekrediet, door de Naamlooze Vennootschap van de Vaart en Haveninrichtingen van Brussel, en door de vereenigingen van gemeenten en particulieren tot het inrichten van diensten voor waterleidingen.

Sont exemptées du droit les opérations de report.

Van het recht worden vrijgesteld de reportverrichtingen.

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 13 (à numéroter 8).

Remplacer par le texte suivant :

Le droit est dû en cas de vente ou d'achats séparément par le vendeur et par l'acheteur, et en cas de souscription, par le souscripteur.

Il est calculé sur le montant des sommes à acquitter et à recevoir à raison des achats, des ventes et des répartitions opérées en suite des souscriptions.

Il n'est pas dû par la ou les parties patentées comme banquiers, agents de change, commissionnaires ou courtiers en fonds publics,

ART. 14 (à numéroter 9).

Remplacer par le texte ci-dessous :

Le droit est fixé à quinze centimes par mille francs, sans fraction.

Il est réduit à dix centimes par mille francs pour les opérations au comptant ayant pour objet : les titres de la Dette publique belge et de la Dette etc. (le reste comme à l'alinéa 2.)

Supprimer le 3^e alinéa.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 13 (wordt artikel 8).

Te vervangen door den volgende tekst :

Het recht is verschuldigd ingeval van verkoop of van aankoop, afzonderlijk gedaan door den verkooper of door den kooper, en, ingeval van inschrijving, door den inschrijver.

Het wordt berekend naar het bedrag van de te betalen en te ontvangen sommen voor de aankopen, de verkoopen en de verdeelingen, ingevolge de inschrijvingen verricht.

Het is niet verschuldigd door de partij of door de partijen gepatenteerd als bankiers, wisselagenten, commissionnarissen of makelaars in openbare fondsen.

ART. 14 (wordt artikel 9).

Door den volgende tekst te vervangen :

Het recht wordt gesteld of vijftien centiemen per duizend frank, zonder breuk.

Het wordt tot tien centiemen per duizend frank verminderd voor de kontante verrichtingen hebbende ten doel : de titels van de Belgische openbare schuld en van de Congo-leesche openbare schuld, enz. (Het overige zooals in het 2^e lid).

Het 3^{de} lid te doen wegvallen.

Projet de loi.

ART. 15.

Le droit est liquidé distinctement sur chaque opération.

ART. 16.

Le droit est assis sur le montant du prix d'achat ou de vente, sans déduction, ni addition du chef du prorata d'intérêt ou de dividende couru depuis l'échéance du dernier coupon.

ART. 17.

Les professionnels d'opérations de bourse désignés à l'article 12 ne peuvent commencer leurs opérations s'ils n'ont, au préalable, déposé une déclaration de profession au bureau de l'enregistrement désigné à cette fin.

Ils sont personnellement tenus des droits pour les ventes et les achats faits par leur ministère.

ART. 18.

Dans les huit jours qui suivent le 1^{er} et le 15 de chaque mois, les professionnels remettent, au bureau de l'enregistrement désigné à cette fin, des extraits, certifiés exacts, du livre dont la tenue est prescrite par

Wetsontwerp.

ART. 15.

Het recht wordt onderscheidenlijk op elke verrichting verrekkend.

ART. 16.

Het recht is gevestigd op het bedrag van den prijs van aankoop of van verkoop, zonder aftrek noch bijvoeging wegens den interest of het dividend verschuldigd sedert den vervaldag van de laatste coupon.

ART. 17.

Degenen, aangeduid onder artikel 12, die van beursverrichtingen hun beroep maken, mogen hunne verrichtingen niet beginnen indien zij niet vooraf eene beroepsaangifte hebben nedergelegd op het daartoe aangewezen kantoor der registratie.

Zij zijn persoonlijk gehouden tot de betaling der rechten wegens de verkoopen en de aankooopen, door hunne bemiddeling gedaan.

ART. 18.

Binnen de acht dagen volgende op den 1^{en} en den 15^{en} van elke maand, worden door hen, die van beursverrichtingen hun beroep maken, afgegeven, op het daartoe aangewezen registratiekantoor, echt verklaarde

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 15 (à numéroter 10).

Le droit est calculé séparément sur le montant des sommes à acquitter et de celles à recevoir, à raison des ventes, des achats ou des répartitions opérées en suite des souscriptions.

Toutefois si un achat et une vente de fonds publics de même espèce sont opérés au cours d'une même séance de bourse, la taxe ne sera établie que sur le solde de ces opérations.

ART. 16.

Supprimer cet article.

ART. 17 (à numéroter 11).

(Comme ci-contre en modifiant le chiffre de renvoi 12 en celui de 7.)

ART. 18 (à numéroter 12).

Rédiger comme suit cet article :

L'intermédiaire est tenu de délivrer à tout donneur d'ordre un bordereau indiquant les noms du bénéficiaire et de l'intermédiaire, la spécification des opérations, le mon-

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 15 (wordt artikel 10).

Het recht wordt afzonderlijk berekend naar het bedrag van de te betalen en van de te ontvangen sommen voor de verkoopen of voor de aankooopen en verdeelingen, ingevolge de inschrijvingen verricht.

Geschieden echter een aankoop en een verkoop van openbare fondsen van hetzelfde soort in den loop van eene zelfde beursbijeekoms, dan wordt de taxe enkel op het saldo van die verrichtingen gevestigd.

ART. 16.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 17 (wordt artikel 11).

(Zooals hiernevens, met verwijzing naar artikel 7 in plaats van 12.)

ART. 18 (wordt artikel 12).

Het te doen luiden als volgt :

De bemiddelaar is gehouden aan elken persoon, die hem eene beursorder geeft, een borderel af te geven, vermeldende de namen van den lastgever en van den bemiddelaar, het

Projet de loi.

L'article 63 du Code de commerce, ou, le cas échéant, du livre journal visé à l'article 16 du même Code.

Ces extraits, dont la forme est réglée par arrêté royal, contiennent, dans tous les cas, le relevé des ventes et des achats opérés pendant la quinzaine écoulée, avec indication, le cas échéant, du nom de l'agent de change ou autre professionnel qui a fait la contre-partie de chaque opération.

S'il n'a pas fait d'opération, l'extrait est remplacé par un certificat négatif.

Lorsque le dernier jour du délai est un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au lendemain.

ART. 19.

En cas de retard dans la remise de l'extrait de quinzaine ou du certificat négatif, le contrevenant encourt une amende de 10 francs par semaine de retard; toute semaine commencée est comptée comme complète.

ART. 20.

Le droit dû est acquitté au moment de la remise de chaque extrait au bureau compétent et, au plus tard, dans le délai fixé à l'article 18.

Si le paiement n'est pas effectué dans ce délai, l'intérêt légal, au taux fixé pour la matière civile, est exigible de plein droit, à compter du

Wetsontwerp.

uittreksels uit het boek waarvan het houden bij artikel 63 van het Wetboek van koophandel is voorgescreven, of, bij voorkomend geval, uit het dagboek bedoeld onder artikel 16 van hetzelfde Wetboek.

Deze uittreksels, waarvan de vorm bij koninklijk besluit geregeld wordt, behelzen, in elk geval, de lijst der verkoopen en der aankooopen gedaan gedurende de afgelopen veertien dagen, met aawijzing, bij voorkomend geval, van den naam van den wisselagent of een anderen man van 't vak die als partij, is opgetreden bij elke verrichting.

Is er geene verrichting gedaan geworden, dan wordt het uittreksel door een negatief attest vervangen.

Wanneer de laatste dag van den termijn een Zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de termijn tot 's anderendaags verlengd.

ART. 19.

Ingeval van vertraging in het afgeven van het veertiendaagsche uittreksel of van het negatief attest belooft de overtreder eene boete van 10 frank per week vertraging; elke aangevangen week wordt voor eene geheele gerekend.

ART. 20.

Het verschuldigde recht wordt betaald op het oogenblik van het afgeven van elk uittreksel ten bevoegden kantore en, uiterlijk, binnen den termijn in artikel 18 gesteld.

Indien de betaling niet is gedaan binnen dezen termijn, dan is de wettelijke interest, op den voet bepaald voor burgerlijke zaken, van

Amendements présentés par la section centrale.

tant des achats ou souscriptions et celui des ventes. Avant de faire la remise du bordereau, l'intermédiaire est tenu d'assurer la perception de la taxe par l'apposition et l'annulation des timbres adhésifs à concurrence du montant exigible. Un arrêté royal détermine le mode d'annulation des timbres employés.

ART. 19 (à numéroté 13).

Rédiger comme suit cet article :

Les bordereaux sont extraits d'un livre à souches dont tous les feuillets sont numérotés. Les souches sont paraphées avant l'usage par un membre du tribunal de commerce du ressort. Le paraphe peut être remplacé par un estampille approuvée par ce tribunal.

ART. 20 (à numéroté 14).

Rédiger cet article comme suit :

La souche répète l'indication du nom du donneur d'ordre, la nature des opérations, le montant total des achats et ventes, la date de délivrance et le montant des timbres apposés sur le bordereau.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

soort van verrichting, het bedrag van de aankopen of inschrijvingen en dit van de verkoopen. Alvorens het borderel af te geven, moet de leenmiddelaar het innen van de taxe verzekeren door het opplakken en het vernietigen van de kleezegels tot beloop van het invorderbaar bedrag. Een koninklijk besluit bepaalt de wijze waarop de gebruikte zegels worden vernietigd.

ART. 19 (wordt artikel 13).

Dit artikel te doen luiden als volgt:

De borderellen zijn getrokken uit een uitsnijregister, waarvan al de bladen genummerd zijn. De stammen worden, vóór het gebruik, gekortteekend door een lid der rechtbank van koophandel van het gebied. De paraaf mag worden vervangen door een stempel, goedgekeurd door de rechtbank.

ART. 20 (wordt artikel 14).

Dit artikel te doen luiden als volgt:

De stam herhaalt den naam van dengene die de beursorder geeft, den aard der verrichtingen, het geheel bedrag der aankopen en verkoopen, den datum der afgifte en het bedrag van de op het borderel geplakte zegels.

Projet de loi.

jour où le paiement aurait dû être fait.

ART. 21.

Les professionnels sont tenus de communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'enregistrement, agissant en vertu d'une décision spéciale du Ministre des Finances, le livre et le carnet dont la tenue est prescrite par les articles 65 et 66 du Code de commerce, ainsi que leurs livres de comptabilité.

Peut être exigée dans les mêmes conditions la communication des feuilles de liquidation des opérations à terme.

Tout refus de communication est constaté par procès-verbal et puni d'une amende de 500 à 5,000 francs.

ART. 22.

Toute inexactitude ou omission constatée soit dans le livre ou le carnet dont il est question à l'article précédent, soit dans un extrait de quinzaine, est punie d'une amende égale au vingtième du montant de l'opération omise ou de la somme imposable dissimulée par l'inscription inexacte, sans que l'amende puisse être inférieure à 100 francs.

Wetsontwerp.

rechtswege invorderbaar te rekenen van den dag van rechtswege waarop de betaling moest gedaan worden.

ART. 21.

Aan de ambtenaren van de registratie handelende krachtens eene bijzondere beslissing van den Minister van Financiën, zijn de beroepslieden gehouden, zonder verplaatsing, ter kennisneming mede te deelen het register en het opschrijfboekje waarvan de artikelen 65 en 66 van het Wetboek van Koophandel het houden voorschrijven, alsmede hunne boeken van comptabiliteit.

Kan op dezelfde wijze gevorderd worden, de mededeeling der bladen van vereffening der verrichtingen op tijd.

Alle weigering van mededeeling wordt vastgesteld bij proces-verbaal en gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank.

ART. 22.

Alle onnauwkeurigheid of weglating vastgesteld, hetzij in het register of het opschrijfboekje waarvan sprake is in het voorgaande artikel, hetzij in een veertiendaagsch uittreksel, wordt gestraft met eene boete gelijk aan het twintigste deel van het bedrag der weggelaten verrichting of der belastbare som door onjuiste inschrijving verdoken, zonder dat de boete minder dan 100 frank mag bedragen.

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 21 (à numéroter 15).

Rédiger comme suit cet article :

Les intermédiaires doivent conserver les souches pendant cinq ans, au moins.

Ils pourront être tenus de représenter, sans déplacement, aux préposés de l'enregistrement dûment autorisés par le Ministre des Finances, les souches dont l'usage remonte à plus de six mois.

ART. 21 (wordt artikel 15).

De bemiddelaars moeten de stammen bewaren gedurende ten minste vijf jaren.

Zij kunnen worden gehouden, zonder verplaatsing, ter kennisneming te vertoonen aan de gepreposeerden van de registratie, behoorlijk gemachtigd door den Minister van Financiën, de stammen waarvan het gebruik tot meer dan zes maanden opklint.

ART. 22 (à numéroter 16).

Rédiger comme suit cet article :

Il est encouru une amende égale à cinquante fois le droit fraudé sans pouvoir être inférieure à 500 francs, à charge de l'intermédiaire qui aura liquidé une opération soumise à la taxe en l'absence de bordereau, ou sur un bordereau qui ne constaterait pas par l'annulation des timbres le complet acquittement de la taxe.

Seront passibles d'une amende de 500 à 2,000 francs, les personnes tenues à délivrance de bordereaux qui auront contrevenu aux obligations relatives à la tenue du livre des souches.

Tous les contrevenants sont, en

ART. 22 (wordt artikel 16).

Dit artikel te doen luiden als volgt :

Eene boete gelijk aan vijftigmaal het ontdoken recht, zonder dat ze beneden de 500 frank mag blijven, wordt opgelegd aan den bemiddelaar die eene aan de taxe onderworpen verrichting heeft vereffend bij ontstentenis van borderel, of op een borderel dat, door vernietiging van de zegels, de volkomen kwijting der taxe niet zou vaststellen.

Meteene boete van 500 tot 2,000 fr. worden gestraft de personen die, zijnde gehouden tot het afleveren van borderellen, de verplichtingen betreffende het houden van het uitsnijregister niet hebben in acht genomen.

Al de overtreders zijn bovendien

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 23.

Les inexactitudes ou omissions peuvent, quelle que soit la somme, être établies par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire.

ART. 24.

Les commissions des Bourses de commerce font parvenir au Ministre des Finances, dans la première décade de chacun des mois de janvier, avril, juillet et octobre, la liste certifiée exacte, des professionnels qui ont été admis pendant le trimestre précédent à fréquenter le parquet et les salles de liquidation. A défaut d'admission, cette liste est remplacée par un certificat négatif.

ART. 25.

Les déclarations, extraits et certificats prévus aux articles 17, 18 et 24 sont exempts du timbre et de l'enregistrement.

ART. 26.

L'action du Trésor en paiement du droit établi et des amendes prononcées par les articles 12 à 25 se prescrit 12 à 25 se prescrit par cinq ans à compter du jour où l'action est née.

Toutefois, la demande d'une somme non perçue par suite d'erreur

ART. 23.

De onnauwkeurigheden of weglatingen mogen, welke ook de som zij, worden vastgesteld door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den beslissenden eed.

ART. 24.

De commissiën der Handelsbeurzen zenden aan den Minister van Financiën, in de eerste decade van elke der maanden Januari, April, Juli en October, de echtverklaarde lijst der beroepslieden die, tijdens het voorgaande trimester, werden toegelaten om in het parket en de vereffeningslokalen als makelaars werkzaam te zijn. Bij gebreke van toelating, wordt deze lijst door een negatief attest vervangen.

ART. 25.

De aangiften, uittreksels en bewijzen voorzien bij de artikelen 17, 18 en 24 zijn vrij van zegel en van registratie.

ART. 26.

De rechtsvordering die de Schatkist heeft tot betaling van het recht gesteld en van de boeten uitgesproken bij de artikelen 12 tot 25, verjaart door verloop van vijf jaren te rekenen van den dag waarop de vordering ontstaan is.

Nochtans verjaart door verloop van twee jaren, te rekenen van den

Amendements présentés par la section centrale.

autre, solidairement tenus des droits éludés, sauf leur recours, s'il y a lieu.

ART. 23 (à numéroter 17).

Rédiger cet article comme il suit :

Les inexactitudes ou omissions peuvent, quelle que soit la somme, être établies par tous moyens de droit commun à l'exception *de ceux réglés par la section V, titre III, livre III du Code civil et les articles 119 à 121, et 324 à 336 du Code de procédure civile.*

ART. 24 (à numéroter 18).

(Comme ci-contre.)

ART. 25 (à numéroter 19).

Les déclarations, extraits et certificats prévus aux articles *11 et 18* sont exempts du timbre et de l'enregistrement.

ART. 26 (à numéroter 20).

(Comme ci-contre.)

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ieder hoofdelijk gehouden tot het betalen van de ontdoken rechten, behoudens hooger beroep, zoo daartoe redenen zijn.

ART. 23 (wordt artikel 17).

Dit artikel te doen luiden zooals volgt :

De onnauwkeurigheden of weglatingen mogen, welke ook de som zij, worden vastgesteld door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van die, geregeld bij afdeeling V, titel III, boek III van het Burgerlijk Wetboek en bij de artikelen 119 tot 121, en 324 tot 336 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

ART. 24 (wordt artikel 18).

(Zooals hiernevens.)

ART. 25 (wordt artikel 19).

De aangiften, uittreksels en bewijzen voorzien bij de artikelen *11 en 18* zijn vrij van zegel en van registratie.

ART. 26 (wordt artikel 20).

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

du préposé de l'administration se prescrit par deux ans à compter du jour de la remise des extraits au bureau compétent.

ART. 27.

Toute action en restitution de droits ou amendes se prescrit par deux ans à compter du jour du paiement.

ART. 28.

Sont applicables au droit établi et aux amendes prononcées par les articles 12 à 27 les dispositions relatives aux poursuites et instances en matière d'enregistrement.

CHAPITRE III.

Droits d'hypothèque.

ART. 29.

Le droit d'inscription est dû, pour toute inscription d'hypothèque, sur le montant en principal et accessoires des sommes pour lesquelles l'inscription est requise.

S'il y a lieu à l'inscription d'une même hypothèque dans plusieurs bureaux, le droit est acquitté en totalité dans le premier bureau, et il est procédé conformément à l'article 22 de la loi du 21 ventôse an VII.

ART. 30.

Les actes portant donation entre vifs de biens immeubles sont exempts du droit de transcription.

Wetsontwerp.

dag van afgifte der uittreksels ten bevoegden kantore, de eisch tot vordering eener som, die niet werd geïnd ten gevolge van eene dwaling van den aangeselde van het Bestuur.

ART. 27.

Alle vordering tot teruggave van rechten of boeten verjaart door verloop van twee jaren, te rekenen van den dag der betaling.

ART. 28.

De bepalingen betreffende de vervolgingen en gedingen in zake van registratie zijn van toepassing op het recht gevestigd en op de boeten uitgesproken door de artikelen 12 tot 27.

HOOFDSTUK III.

Hypotheekrechten.

ART. 29.

Het recht van inschrijving is, voor alle hypotheekinschrijving, verschuldigd op het bedrag, in hoofdsom en bijkomend, der sommen waarvoor de inschrijving gevorderd wordt.

Indien aanleiding bestaat tot inschrijving van eene zelfde hypotheek in meerdere kantoren, wordt het volle recht betaald in het eerste kantoor en wordt gehandeld overeenkomstig artikel 22 der wet van 21 Ventôse jaar VII.

ART. 30.

De akten, houdende schenking onder de levenden, van onroerende goederen, zijn vrij van het recht van overschrijving.

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 27 (à numéroter 21).

(Comme ci-contre).

ART. 27 (wordt artikel 21).

(Zooals hiernevens.)

ART. 28 (à numéroter 22).

Sont applicables à la *taxe* établie et aux amendes comminées par les articles *du présent chapitre*, les dispositions relatives aux poursuites et instances en matière de *droits de timbre*.

ART. 28 (wordt artikel 22).

De bepalingen betreffende de rechtsvervolging en de gedingen in zake van zegelrechten zijn van toepassing op de *taxe* gevestigd en op de boeten uitgesproken door de artikelen van dit hoofdstuk.

CHAPITRE III.

Droits d'hypothèque.

ART. 29 (à numéroter 23).

Le droit d'inscription est dû pour toute inscription d'hypothèque, *autre que les hypothèques légales*, sur le montant en principal et accessoires des sommes pour lesquelles l'inscription est requise.

(La suite comme au projet.)

HOOFDSTUK III.

Hypotheekrechten.

ART. 29 (wordt artikel 23).

Het *hypotheekrecht* is voor elke inschrijving van hypotheek, *andere dan de wettelijke hypotheeken*, verschuldigd op het bedrag, in hoofdsom en bijkomend, der sommen waarvoor de inschrijving wordt gevorderd.

(Het overige zooals in het ontwerp.)

ART. 30 (à numéroter 24).

(Comme au projet.)

ART. 30 (wordt artikel 24).

(Zooals in het ontwerp.)

Projet de loi.

ART. 31.

Il est établi un droit de 1.25 p. c. pour la transcription des actes constatant l'apport en société de biens immeubles.

Ce droit est perçu sur la somme qui sert de base à la liquidation du droit d'enregistrement.

Il est réduit de moitié si la société ne constitue pas une individualité juridique distincte de celle des associés.

En cas de prorogation de société, le droit est perçu sur le montant des apports antérieurement effectués.

CHAPITRE IV.

Droits de timbre.

ART. 32.

Le timbre de dimension de 25 centimes établi pour les quittances est remplacé par un timbre fixe de 10 centimes. Ce timbre peut être adhésif.

Il est encouru une amende de 10 francs pour chaque quittance écrite sur papier non timbré.

Le créancier et le débiteur sont solidairement tenus au paiement du droit et de l'amende.

Sont exemptés du droit :

1° Les quittances d'abonnement aux journaux et autres ouvrages périodiques, délivrées par l'administration des postes ;

2° Les récépissés de versement au service de chèques postaux.

ART. 33.

Sont assujettis à un droit de timbre

Wetsontwerp.

ART. 31.

Een recht van 1.25 t. h. wordt gesteld voor de overschrijving der akten waaruit blijkt de inbrengst van onroerende goederen in eene vennootschap.

Dit recht wordt geheven op de som die tot grondslag dient voor de vereffening van het registratierecht.

Het wordt tot de helft verminderd, indien de vennootschap geene rechtspersoonlijkheid uitmaakt, onderscheiden van die der vennoten.

Ingeval van verlenging van vennootschap, wordt het recht geheven op het bedrag van de vroeger gedane inbrengsten.

HOOFDSTUK IV.

Zegelrechten.

ART. 32.

Het formaatzegel van 25 centiemen vastgesteld voor de quitantiën wordt vervangen door een vast zegel van 10 centiemen. Dit zegel mag een plakzegel zijn.

Eene boete van 10 frank wordt beloopt voor elke quitantie, geschreven op ongezegeld papier.

De schuldeischer en de schuldenaar zijn hoofdelijk gehouden tot betaling van het recht en van de boete.

Worden van het recht vrijgesteld :

1° De kwijtschriften van abonnement op dagbladen en andere tijdschriften, door het postbeheer afgegeven ;

2° De receptissen van storting bij den dienst der postcheques.

ART. 33.

Worden onderworpen aan een

Ameudements présentés par la section centrale.

ART. 31 (à numéroter 25).

Les 3 premiers alinéas comme ci-contre.)

Rédiger comme suit le dernier alinéa :

Tout acte de prorogation doit être transcrit en marge de la transcription première. Il sera perçu de ce chef un droit complémentaire de 1.25 p. c. sur le montant des apports ou achats antérieurement effectués et subsistant dans l'avoir social.

CHAPITRE IV.

Droits de timbre.

ART. 32.

Supprimer cet article.

ART. 33

Supprimer cet article.

Ameudementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 31 (wordt artikel 25).

(De eerste 3 alinea's zooals hienevens.)

Het laatste lid te doen luiden als volgt :

Elke akte van verlenging moet worden overgeschreven op den rand van de eerste overschrijving. Uit dien hoofde wordt een aanvullend recht van 1.25 t. h. geheven op het bedrag van de vroeger gedane inbrengsten of aankopen en bestaande in het maatschappelijk bezit.

HOOFDSTUK IV.

Zegelrechten.

ART. 32.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 33.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

fiye de 10 centimes, les chèques, les bons ou mandats de virement, les accreditifs, les billets de banque à ordre et, généralement, tous titres à un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles. Le timbre peut être adhésif.

Une amende de 10 francs est encourue, individuellement et sans recours, par tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, apposent leur signature sur l'un des titres prévus ci-avant, même venant de l'étranger, avant qu'il ait été soumis au timbre prescrit.

Sont exemptés du droit, les chèques et virements postaux.

ART. 34.

Sont réputés faits par écrit, dès leur formation, les contrats d'assurance et les modifications y apportées, lorsque l'assuré réside en Belgique.

Si l'écrit n'est pas fait sur papier dûment timbré, il est encouru, individuellement et sans recours, savoir :

Une amende de 50 francs par l'assuré ;

Une amende de 1,000 francs par l'assureur belge ou par le représentant en Belgique de l'assureur étranger.

Les dispositions du présent article sont applicables aux contrats de rente viagère passés par les sociétés ou compagnies d'assurance et tous autres assureurs sur la vie, lorsque le crédientier réside en Belgique.

Wetsontwerp.

vast zegelrecht van 10 centiemen : de cheks, de overdrachtbons of -mandaten, de kredietbrieven, de bankbrieven aan order en, in 't algemeen, alle titels op eene kontante betaling en op zicht, op beschikbare gelden. Het zegel mag een plakzegel zijn.

Eene boete van 10 frank wordt belopen, persoonlijk en zonder hooger beroep, door al degenen die, uit eenigerlei hoofde, hunne handteekening plaatsen op een der hiervoren voorziene titels, zelfs van buitenslands komende, voordat hij aan het voorgeschreven zegel onderworpen is geweest.

De postcheks en postoverdrachten worden van het recht vrijgesteld.

ART. 34.

Worden beschouwd als schriftelijk gedaan, van het oogenblik af waarop zij werden getroffen, de verzekeringscontracten en de daaringebrachte wijzigingen, wanneer de verzekerde in België verblijft.

Is het geschrift niet gesteld op behoorlijk gezegeld papier, dan wordt, persoonlijk en zonder beroep, belopen, te weten :

Eene boete van 50 frank door den verzekerde ;

Eene boete van 1,000 frank door den Belgischen verzekeraar of door den vertegenwoordiger in België van den vreemden verzekeraar.

De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op de contracten van lijfrente verleden door de vennootschappen of maatschappijen van verzekering en alle andere verzekeraars op het leven, wanneer de renteverkrijger in België verblijft.

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middelenafdeeling.

Supprimer l'article 34 et insérer ici les dispositions suivantes :

SECTION I.

ABONNEMENT DES POLICES D'ASSURANCE.

ART. 26 (nouveau).

Le droit de timbre de dimension établi sur les polices d'assurance par l'article 9°, 25°, de la loi du 25 mars 1891, est remplacé par une taxe d'abonnement annuel dont le montant est fixé ainsi qu'il suit :

A. 5 francs par 1000 francs, 1° pour les assurances sur la vie, les assurances contre les accidents corporels et matériels et la responsabilité civile s'y rattachant.

Sont assimilés aux assurances sur la vie les contrats de rentes viagères ou temporaires passés avec les compagnies d'assurance et tous autres professionnels d'assurance sur la vie ;

Artikel 34 te doen wegvallen en hier de volgende bepalingen in te lassen :

AFDEELING I.

ABONNEMENT VOOR DE VERZEKERINGS-
OVEREENKOMSTEN.

ART. 26 (nieuw).

Het formaatzegelrecht, bij artikel 9°, 25°, der wet van 25 Maart 1891, op de verzekeringsovereenkomsten gevestigd, wordt vervangen door eene jaarlijksche abonnementstaxe, waarvan het bedrag wordt vastgesteld als volgt :

A. 3 frank per 1000 frank :

1° Voor de verzekeringen op het leven, de verzekeringen tegen lichamelijke en stoffelijke ongevallen, alsmede tegen de daaruit volgende burgerlijke aansprakelijkheid.

De overeenkomsten voor lijfrenten of tijdelijke renten, aangegaan met de verzekeringsmaatschappijen en alle andere beroepsverzekeraars op het leven, worden gelijkgesteld met de verzekeringen op het leven ;

Projet de loi.

Wetsontwerp.



Amendements présentés par la section centrale.

2° Pour les assurances maritimes ou fluviales ou les assurances contre les risques des transports terrestres.

B. 2 centimes par 1000 francs pour les assurances contre l'incendie et, généralement, pour toutes les autres assurances non visées sub littera A.

Le droit est liquidé eu égard aux contrats en cours d'exécution pendant l'année à laquelle s'applique la perception, savoir : dans le cas du littera A, sur le montant total des primes, cotisations ou contributions, à verser par l'assuré; dans le cas du littera B, sur le montant des sommes ou capitaux assurés.

ART. 27 (nouveau).

La perception de la taxe établie par l'article précédent exclut l'exigibilité du droit de timbre de dimension : 1° sur les actes passés entre l'assureur et l'assuré et ayant exclusivement pour objet la formation, la modification, la prolongation ou la résiliation amiable du contrat d'assurance; 2° sur les quittances des primes, cotisations, contributions et sinistres frappant les assurances ayant acquitté la taxe prévue à l'article précédent.

ART. 28 (nouveau).

Tous les contrats d'assurance passés en Belgique sont sujets à la taxe d'abonnement.

En sont exceptés :

1° Les assurances contre l'incendie ayant exclusivement pour objet

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

2° Voor de verzekeringen betreffende zee- of binnenvaart of de verzekeringen tegen de risico's van vervoer te land.

B. 2 centiemen per 1000 frank :

Voor de verzekeringen tegen brand, en, voor 't algemeen, voor alle overige verzekeringen, niet bedoeld onder littera A.

Ten aanzien van de overeenkomsten die op weg van vervulling zijn gedurende het jaar waarop de heffing van toepassing is, wordt het recht bepaald, te weten : in het geval voorzien bij littera A, op 't geheel bedrag van de premiën, bijdragen of aandeelen, door den verzekerde te storten; in het geval voorzien bij littera B, op het bedrag van de verzekerde sommen of kapitalen.

ART. 27 (nieuw).

Het heffen van de taxe, bij het vorig artikel gevestigd, sluit de invorderbaarheid van het formaatzegelrecht uit : 1° voor de akten verleden tusschen den verzekeraar en den verzekerde en enkel ten doel hebbende het aangaan, het wijzigen, het verlengen of verbreken, in der minne, van de verzekeringsovereenkomst; 2° voor de kwitantien van premiën, bijdragen, aandeelen en schade drukkende op de verzekeringen welke de taxe, bij het vorig artikel voorzien, hebben betaald.

ART. 28 (nieuw).

Al de in België verleden verzekeringsovereenkomsten zijn onderworpen aan de abonnementstaxe.

Daarvan worden vrijgesteld :

1° De verzekeringen tegen brand, uitsluitend ten doel hebbende roe-

Projet de loi,

Wetsontwerp.



Amendements présentés par la section centrale.

des biens meubles ou immeubles situés à l'étranger;

2° Les contrats de réassurance, si l'assurance primitive a acquitté la taxe annuelle ou si elle est comprise dans l'une des exceptions désignées ci-avant sous les n^{os} 1 et 2;

3° Les contrats de rentes viagères ou temporaires passés en exécution de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail;

4° Les assurances contractées avec la caisse d'assurance annexée à la caisse de retraite.

ART. 29 (nouveau).

La taxe annuelle d'abonnement est acquittée par les associations, caisses, sociétés ou compagnies d'assurances et tous autres assureurs professionnels ayant en Belgique leur principal établissement, une succursale ou un siège quelconque d'opérations.

ART. 30 (nouveau).

Les associations, sociétés et tous autres assureurs professionnels désignés à l'article précédent ne peuvent commencer leurs opérations s'ils n'ont, au préalable, déposé une déclaration de profession au bureau de l'enregistrement désigné à cette fin.

Toute contravention à cette disposition est punie d'une amende de 500 francs.

ART. 31 (nouveau).

La taxe d'abonnement est payable par moitié et par semestre au bureau compétent.

Amendementen voorgesteld door de Middelafdeeling.

rende of onroerende goederen die in den vreemde zijn gelegen;

2° De overeenkomsten voor herverzekering, indien de oorspronkelijke verzekering de jaarlijksche taxe heeft betaald of indien zij is begrepen in eene der uitzonderingen, hierboven vermeld onder n^{rs} 1 en 2;

3° De overeenkomsten voor lijfrenten of tijdelijke renten, verleden ter uitvoering van de wet van 24 December 1903 op de vergoeding van schade voortspuitende uit arbeidsongevallen;

4° De verzekeringen aangaan met de verzekeringskas toegevoegd aan de pensioenkas.

ART. 29 (nieuw).

De jaarlijksche abonnementsstaxe wordt betaald door de genootschappen, kassen, vereenigingen of maatschappijen voor verzekering alsmede door alle overige beroepsverzekeraars hebbende in België hunne hoofdinrichting, een bijhuis of eenigen zetel voor hunne verrichtingen.

ART. 30 (nieuw).

De genootschappen, vereenigingen en alle overige beroepsverzekeraars, in het vorig artikel vermeld, mogen eerst hunne verrichtingen aanvangen wanneer zij, voorat, eene beroepsaangifte hebben neergelegd op het daartoe aangewezen kantoor van registratie.

Elke overtreding van deze bepaling wordt gestraft met eene boete van 500 frank.

ART. 31 (nieuw).

De abonnementsstaxe is betaalbaar bij helft en bij zes maanden, op het bevoegde kantoor.

Projet de loi.

Wetontwerp.



Amendements présentés par la section centrale.

Dans les trois mois qui suivent le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année les assureurs remettent au dit bureau un relevé, certifié exact, indiquant les bases de la perception établies par le dernier alinéa de l'article 1^{er}, du chef des contrats en cours respectivement pendant l'année révolue et pendant la période du 1^{er} janvier au 30 juin de l'année courante.

Si le dernier jour du délai est un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au lendemain.

Le droit dû est acquitté au moment de la remise du relevé.

Si le relevé n'est pas remis dans le délai ci-dessus fixé, il est encouru une amende de 50 francs par semaine de retard; toute semaine commencée est comptée comme complète.

La première remise au bureau compétent du relevé visé ci-avant, aura lieu dans les trois premiers mois de l'année 1914.

Préalablement à cette remise, les assureurs feront parvenir au fonctionnaire compétent la déclaration prescrite de l'article 5^o.

ART. 32 (nouveau).

Toute inexactitude ou omission constatée dans le relevé dont il est question à l'article précédent, est punie d'une amende égale à cinq fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs.

Amendementen voorgesteld door de Middelenafdeeling.

Binnen drie maanden volgende op den 1^{sten} Januari en op den 1^{sten} Juli van elk jaar, wordt door de verzekeraars, ten bedoelden kantore afgegeven een echt verklaarden staat aanduidende de grondslagen voor de heffing, bij het laatste lid van artikel 1 vastgesteld, wegens de bestaande overeenkomsten en gedurende het afgelopen jaar en gedurende het tijdvak 1 Januari tot 30 Juni van het loopende jaar.

Is de laatste dag van den termijn een Zondag of een door de wet erkenden feestdag, dan wordt de termijn verlengd tot 's anderendaags.

Het verschuldigd recht wordt betaald bij de afgifte van den staat.

Is de staat niet afgegeven binnen den hierboven bepaalden termijn, dan wordt eene boete van 50 frank opgelegd voor elke week dat men ten achter is; elke begonnen week telt als volledige week.

De eerste afgifte, ten bevoegden kantore, van den hierboven bedoelden staat geschiedt binnen de eerste drie maanden van het jaar 1914.

Voordat zij die afgifte doen, laten de verzekeraars aan den betrokken ambtenaar de aangifte geworden, bij artikel 5^o vereischt.

ART. 32 (nieuw).

Elke onnauwkeurigheid of weglating, bevonden in den staat waarvan sprake is in het vorig artikel, wordt gestraft met eene boet gelijk aan vijfmaal het ontdoken recht, zonder dat ze minder dan 100 frank mag bedragen.

ART. 35.

Sont assujettis au timbre les actions et obligations au porteur, les certificats d'actions nominatives et les effets publics, venant de l'étranger, lorsqu'ils sont détenus par une personne résidant en Belgique.

A défaut de soumettre le titre, dans le mois, à la formalité du timbre, le détenteur encourt personnellement une amende égale au dixième de la somme servant de base à la perception du droit, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 francs par titre.

ART. 36.

Aucune émission ou mise en souscription de titres étrangers ne peut être annoncée, publiée ou effectuée

ART. 35.

worden aan het zegel onderworpen: de actiën en obligatiën aan toonder, de bewijzen van actiën op naam en de openbare effecten, uit den vreemde komende, wanneer die in het bezit van een in België verblijvenden persoon zijn.

Bij gebreke den titel, binnen de maand, aan de formaliteit van het zegel te onderwerpen, vervalt de houder persoonlijk in eene boete gelijk aan een tiende van de som die tot grondslag strekt aan de heffing van het recht, zonder dat deze boete minder dan 50 frank per titel moge bedragen.

ART. 36.

Geene uitgifte of aanbieding ter inschrijving van vreemde titels mag in België worden aangekondigd,

Amendements présentés par la section centrale.

Art. 33 (nouveau).

Les déclarations et relevés prévus aux articles 5 et 6 sont exempts du timbre et de l'enregistrement.

Art. 34 (nouveau).

Les contraventions aux dispositions des articles 26 à 33 peuvent, quelle que soit la somme, être établies par tous moyens de droit commun, à l'exception de ceux réglés par la section V, titre III, livre III du code civil et par les articles 119 à 121 et 324 à 336 du Code de procédure civile.

SECTION II.**Timbre des titres étrangers.****Art. 35.**

Sont assujettis au timbre *toutes actions, parts bénéficiaires et obligations au porteur, tous certificats d'actions, parts bénéficiaires et obligations nominatives tous effets publics, créés en vertu de lois ou décrets étrangers à la Belgique ou à la colonie, s'il en est fait usage en Belgique :*

Soit dans un acte public, soit dans une déclaration quelconque, soit devant une autorité judiciaire ou administrative :

Soit par exposition, offre, vente publique ou négociation à l'intervention d'un intermédiaire.

Art. 36.

Aucune émission ou mise en souscription de titres étrangers ne peut être annoncée, publiée ou effectuée

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

Art. 33 (nieuw).

De aangiften en staten, bij de artikelen 5 en 6 voorzien, zijn vrij van zegel en van registratie.

Art. 34 (nieuw).

Overtreding van de bepalingen vervat in de artikelen 26 tot 33, kan, wat ook de som zij, worden vastgesteld door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van die geregeld bij afdeeling V, titel III, boek III van het Burgerlijk Wetboek en bij de artikelen 119 tot 121 en 324 tot 336 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

AFDEELING II.**Zegel op vreemde titels.****Art. 35.**

Alle actiën, winstaandeelen en obligatiën aan toonder, alle bewijzen van actiën, winstaandeelen en obligatiën op naam; alle openbare effecten tot stand gekomen uit kracht van wetten of deëreten vreemd aan België of aan kolonie, zijn aan het zegel onderworpen, indien daarvan gebruik wordt gemaakt in België.

Hetzij in eene openbare akte, hetzij in eenige aangifte, hetzij voor eene rechterlijke of eene bestuursoverheid.

Hetzij door het openbaar ten toon leggen, aanbieden, vorkopen of het verhandelen door tusschenkomst van een derde.

Art. 36.

Geene uitgifte of aanbieding ter inschrijving van vreemde titels mag in België worden afgekondigd, be-

Projet de loi.

en Belgique si le droit de timbre n'a pas été acquitté ou s'il n'a pas été fourni un cautionnement en numéraire pour garantir le paiement du droit qui pourrait être dû.

Le Gouvernement arrête les dispositions relatives à la prestation de ce cautionnement.

Les titres émis ou souscrits ne peuvent être délivrés aux intéressés sans avoir été timbrés à l'extraordinaire.

Il est encouru, pour chaque contravention, une amende égale au dixième de la somme servant de base à la perception du droit, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 francs par titre.

La pénalité est encourue individuellement et sans recours pour tous ceux qui ont fait ou annoncé la souscription ou qui ont servi d'intermédiaire pour l'émission.

ART. 37.

Il est fait défense à tous banquiers, agents de change ou courtiers de négocier ou d'exposer en vente, en Belgique, des titres étrangers non revêtus du timbre prescrit, à peine de l'amende édictée par l'article 36.

La même amende est applicable à toute personne qui fait le service financier des dits titres, soit en opérant leur remboursement, soit en faisant le paiement des coupons, si les titres ne sont pas revêtus du timbre prescrit.

Wetsontwerp.

bekend gemaakt of gedaan, indien het zegelrecht niet is betaald of indien een borgtocht in geldspeciën niet is gestort tot zekerheid van de betaling van het recht dat zou kunnen verschuldigd zijn.

De Regeering bepaalt de regelen betreffende het stellen van dien borgtocht.

De uitgegeven of ingeschreven titels mogen aan de belanghebbenden niet worden afgegeven indien zij niet zijn voorzien van het buitengewoon zegel.

Voor elke overtreding wordt eene boete beloopt gelijk aan het tiende van de som die tot grondslag strekt aan de heffing van het recht, zonder dat die boete minder dan 50 frank per titel moge bedragen.

De straf wordt persoonlijk en zonder hooger beroep beloopt door al degenen die de inschrijving gedaan of aangekondigd of die tot de uitgifte als tusschenpersoon gediend hebben.

ART. 37.

Aan alle bankiers, wisselagenten makelaars wordt verbod gedaan in België vreemde titels, niet voorzien van het voorgeschreven zegel, te verhandelen of te koop te stellen, op straffe van de bij artikel 36 gestelde boete.

Dezelfde boete is toepasselijk op iederen persoon die den geldelijken dienst van vermelde titels verricht, hetzij door de coupons te betalen, hetzij indien de titels niet van het voorgeschreven zegel zijn voorzien.

Amendements présentés par la section centrale.

en Belgique, si le droit de timbre n'a pas été acquitté ou s'il n'a été fourni une caution, *soit réelle, soit personnelle* pour garantir le paiement du droit *sur les titres émis ou souscrits en Belgique*. Ces titres ne pourront être délivrés aux *souscripteurs* qu'après avoir été timbrés.

Le Gouvernement arrête les dispositions relatives à la prestation du cautionnement.

(Supprimer les deux derniers alinéas.)

ART. 37.

Rédiger l'article comme il suit :

Il est interdit d'assumer le service financier de titres non revêtus du timbre prescrit en opérant, soit leur remboursement, soit le paiement de leurs coupons.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

kend gemaakt of gedaan, indien het zegelrecht niet is betaald of indien geen, *hetzij zakelijken, hetzij personeelen* borgtocht is gesteld tot zekerheid van de betaling van het recht op de *in België uitgegeven of ingeschreven* titels. Deze titels mogen eerst aan de inschrijvers worden afgegeven wanneer daarop het zegel is gedrukt.

De Regeering bepaalt de regelen betreffende het stellen van den borgtocht.

(De laatste twee alinea's te doen wegvallen.)

ART. 37.

Het artikel op te stellen als volgt :

Het is verboden de financiële verrichtingen te doen voor de titels, niet voorzien van het voorgeschreven zegel, hetzij door die af te lossen, hetzij door de coupons ervan te betalen.

Projet de loi.

ART. 38.

Dans les cas visés aux cinq articles qui précèdent, les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus du droit éludé, sauf leur recours s'il y a lieu.

ART. 39.

Le droit de timbre dû sur les actions ou obligations au porteur, les certificats d'actions nominatives et les effets publics, venant de l'étranger, est porté à 2 p. c., sans fraction.

Il n'est dû aucun droit particulier sur la feuille de coupons d'intérêts ou de dividendes jointe au titre lors du timbrage de celui-ci, à moins que la feuille ne contienne des coupons pour une période excédant vingt années. Dans ce dernier cas, il est dû un droit de 0.25 p. c., sans fraction, pour chaque période de cinq années au delà de vingt; toute période partielle est comptée pour cinq ans.

ART. 40.

Il est établi un droit de 1 franc par 100 francs, sans fraction, sur chaque feuille de coupons d'intérêts ou de dividendes créée en renouvellement de celle qui était jointe au titre lors du timbrage de celui-ci.

Si la nouvelle feuille contient des coupons pour une période dépassant vingt années, le droit est augmenté de 0.25 p. c., sans fraction, pour chaque période quinquennale supplémentaire, ainsi qu'il est dit à l'article 39.

Wetsontwerp.

ART. 38.

In de gevallen bedoeld bij de vijf voorgaande artikelen, zijn de overtreders bovendien ieder hoofdelijk gehouden tot het betalen van het ontweken recht, behoudens hooger beroep, zoo er grond voor is.

ART. 39.

Het zegelrecht verschuldigd op de actiën of obligatiën aan toonder, de bewijzen van actiën op naam en de openbare effecten, uit den vreemde komende, wordt gebracht op 2 t. h., zonder breuk.

Geen bijzonder recht is verschuldigd op het interest- of dividende couponblad dat bij den titel is gevoegd, wanneer deze gezegeld wordt, tenzij het blad coupons bevat voor een tijdvak dat twintig jaren overtreft. In dit laatste geval, is een recht van 0.25 t. h., zonder breuk, verschuldigd voor elk tijdvak van vijf jaren boven twintig; ieder gedeeltelijk tijdvak wordt voor vijf jaren gerekend.

ART. 40.

Een recht van 1 frank per 100 fr., zonder breuk, wordt gevestigd op ieder interest- of dividende couponblad, gemaakt ter hernieuwing van hetgene dat bij den titel was gevoegd, bij het zegelen van dezen.

Indien het nieuw blad coupons bevat voor een tijdvak dat twintig jaren overtreft, wordt het recht met 0.25 t. h., zonder breuk, vermeerderd voor ieder bijkomend vijfjarig tijdvak, zooals in artikel 39 is gezegd.

Amendements présentés par la Section Centrale.

ART. 38.

(Supprimer cet article.)

Amendementen voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 38.

(Dit artikel te doen wegvallen.)

ART. 39 (à numéroter 38).

Modifier cet article comme il suit :

Le droit de timbre sur les *titres* et effets publics visés à l'article 35 est fixé à un pour cent.

Il est calculé conformément aux bases déterminées par l'article 14 alinéa final de la loi du 25 mars 1891.

ART. 39.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

Het zegelrecht op de *titels* en openbare effecten, in artikel 35 bedoeld, wordt gesteld op 1 t. h.

Het wordt berekend overeenkomstig de grondslagen aangegeven in artikel 14, laatste lid, der wet van 25 Maart 1891.

ART. 40 (à numéroter 39).

Rédiger l'article comme il suit :

Le titre doit être présenté au timbre muni de sa feuille de coupons.

La feuille de coupons jointe au titre est timbrée gratuitement lors du timbrage de celui-ci.

Dans le cas où cette feuille de coupons contiendrait des coupons pour une période excédant vingt années, et dans le cas de renouvellement de cette feuille de coupons, il sera perçu, pour chaque période quinquennale supplémentaire, un

ART. 40.

Het artikel te doen luiden als volgt:

De titel, wanneer hij tot het zegel wordt aangeboden, moet zijn voorzien van het couponblad.

Het couponblad bij den titel gevoegd, wordt kosteloos gezegeld bij het zegelen van dezen.

Voor 't geval dit couponblad coupons mocht bevatten voor een tijdvak dat twintig jaren overtreft, alsmede in het geval van hernieuwing van dit couponblad, wordt, voor elk vijfjarig bijkomend tijdvak, een recht geheven gelijk aan een *achtste*

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 41.

Le droit auquel donne lieu la feuille de coupons est liquidé sur la même base que le droit dû sur le titre.

ART. 42.

Les droits établis par les articles 40 et 41 sont réduits de moitié pour les titres d'emprunts, les bons du Trésor et tous autres effets publics des Etats étrangers.

Ne sont pas considérés comme fonds d'Etat, pour l'application du présent article, les titres émis conjointement par une société et un gouvernement étranger, si la société est directement et personnellement obligée au service des intérêts ou au remboursement des titres.

ART. 43.

Les contraventions à la loi sur le timbre peuvent être établies, quelle que soit la somme, par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire.

ART. 41.

Het recht, waartoe het couponblad aanleiding geeft, wordt vereffend naar denzelfden grondslag als het recht dat op den titel is verschuldigd.

ART. 42.

De rechten, bij de artikelen 40 en 41 gevestigd, worden tot de helft verminderd voor de titels van leeningen, de Schatkistbiljetten en alle andere openbare effecten van de vreemde Staten.

Worden, voor de toepassing van dit artikel, niet aangezien als Staatsfondsen, de titels uitgegeven door eene vreemde vennootschap en eene vreemde Regeering gezamenlijk, wanneer de vennootschap rechtstreeks en persoonlijk is gehouden tot het betalen van de interesten of tot het aflossen van de titels.

ART. 43.

Alle overtredingen van de wet op het zegel, hoeveel ook de som bedrage, mogen worden vastgesteld door alle bewijsmiddelen van gemeen recht, de beslissende eed uitgezonderd.

Amendements présentés par la Section Centrale.

droit égal à un huitième du montant de celui fixé par l'article précédent.

Le droit est arrondi au cinquième décime.

A défaut de justifier, lors du recouppement, le timbrage du titre, le droit auquel celui-ci était assujéti sera perçu sur la nouvelle feuille de coupons,

ART. 41.

Supprimer cet article.

ART. 42.

Supprimer cet article.

ART. 43 (à numéroté 40.)

Il est encouru pour toute contravention aux articles 35, 36 et 37 une amende égale au dixième de la somme servant de base à la perception du droit, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 francs par titre.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

van het bedrag vastgesteld door het vorig artikel.

Elk recht wordt gebracht tot op den geheelen vijfden deciem.

Is men, bij de couponsvernieuwing, in gebreke te bewijzen dat de titel werd gestempeld, dan wordt het recht, waaraan de titel onderhevig was, geheven op het nieuw coupon blad.

ART. 41.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 42.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 43.

Op elke overtreding van de artikelen 35, 36 en 37 staat eene boete gelijk aan een tiende van de som welke tot grondslag dient voor de heffing van het recht, zonder dat dit recht minder dan 50 frank per titel mag bedragen.

Projet de loi.

A défaut de représentation de l'écrit sujet au timbre, le droit est réputé ne pas avoir été acquitté.

CHAPITRE V.

Droits de succession.

SECTION I.

Modifications au tarif. — Actif imposable.

ART. 44.

Le droit de succession est fixé ainsi qu'il suit :

1° Entre époux : 6 p. c.

Le droit est réduit au tiers pour ce qui est recueilli par l'époux en usufruit ou sous forme de rente viagère, dans la limite de sa part légale ;

2° Entre frères et sœurs : 7.50 p. c. ;

3° Entre oncles ou tantes et ne-

Wetsontwerp.

Bij gebreke het aan zegel onderworpen schrift te vertoonen, wordt het recht geacht niet voldaan te zijn geweest.

HOOFDSTUK V.

Successierechten.

AFDEELING I.

Wijzigingen in het tarief. — Belastbaar actief.

ART. 44.

Het successierecht wordt bepaald als volgt :

1° Tusschen echtgenooten : 6 t. h.

Het recht wordt tot het derde verminderd voor hetgeen door den echtgenoot in vruchtgebruik of in den vorm van lijfrente wordt verkregen, binnen de grenzen van zijn wettelijk aandeel ;

2° Tusschen broeders en zusters : 7.50 t. h. ;

3° Tusschen ooms of moeien en

Amendements présentés par la Section Centrale.

La pénalité est encourue par tous ceux qui ont négligé de soumettre le titre à la formalité du timbre avant l'usage, et au cas d'émission ou de mise en souscription, individuellement et sans recours, par les vendeurs, signataires ou auteurs des notices, prospectus, circulaires et annonces et intermédiaires, agents ou représentants des émetteurs.

Les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus du droit éludé, sauf leur recours s'il y a lieu.

CHAPITRE V.

Droits de succession.

SECTION I.

Modifications au tarif. — Actif imposable.

ART. 44 (à numéroter 41).

(Comme ci-contre.)

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

Vervallen in de boete al degenen die hebben verzuimd den titel aan de zegelvereischte te onderwerpen voordat daarvan gebruik wordt gemaakt, en, ingeval van uitgifte of van aanbieding tot inschrijving, persoonlijk en zonder hooger beroep, de verkoopers, ondertekenaars of schrijvers van berichten, prospectussen, omzendbrieven en aankondigingen, de bemiddelaars, makelaars of vertegenwoordigers van de titeluitgevers.

De overtreders zijn, daarenboven, hoofdelijk gehouden tot de betaling van het ontdoken recht, behoudens beroep zoo er grond voor is.

HOOFDSTUK V.

Successierechten.

AFDEELING I.

Wijzigingen in het tarief. — Belastbaar actief.

ART. 44 (wordt artikel 41).

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

veux ou nièces, et entre l'adoptant et l'adopté : 9 p. c.

4° Entre grands-oncles ou grand'tantes et petits-neveux ou petites-nièces, et entre l'adoptant et les descendants de l'adopté : 10.50 p. c.;

5° Entre frères et sœurs, oncles ou tantes et neveux ou nièces, grands-oncles ou grand'tantes et petits-neveux ou petites-nièces, pour ce qu'ils recueillent au delà de ce qui leur sera échu *ab intestat* : 15 p. c.;

6° Entre tous autres parents ou personnes non parentes : 15 p. c.

ART. 43.

Le droit de mutation par décès est fixé ainsi qu'il suit :

1° En ligne directe et entre époux ayant des enfants ou descendants communs : 1.40 p. c.;

2° Entre époux sans enfants ni descendants communs : 6 p. c.;

3° Entre frères et sœurs : 7.50 p. c.;

4° Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces, et entre l'adoptant et l'adopté : 9 p. c.;

5° Entre grands-oncles ou grand'tantes et petits-neveux ou petites-nièces, et entre l'adoptant et les descendants de l'adopté : 10.50 p. c.;

6° Entre tous autres parents ou personnes non parentes : 15 p. c.

Wetsontwerp.

neven of nichten, en tusschen hem, die een kind aanneemt, en het aangenomen kind : 9 t. h.;

4° Tusschen oudooms of oudmoeien en naneven of nanichten, en hem, die een kind aanneemt, en de afstammelingen van het aangenomen kind : 10.50 t. h.;

5° Tusschen broeders en zusters, ooms of moeien en neven of nichten, oudooms of oudmoeien en naneven of nanichten, voor hetgeen zij meer verkrijgen dan hetgeen hun *ab intestat* zou ten deel gevallen zijn : 15 t. h.

6° Tusschen alle andere verwanten of niet verwante personen : 15 t. h.

ART. 45.

Het recht van overgang bij overlijden wordt bepaald als volgt :

1° In de rechte linie en tusschen echtgenooten welke gemeene kinderen of afstammelingen hebben : 1.40 t. h.;

2° Tusschen echtgenooten zonder gemeene kinderen of afstammelingen : 6 t. h.;

3° Tusschen broeders en zusters : 7.50 t. h.;

4° Tusschen ooms en moeien en neven of nichten, en tusschen hem, die een kind aanneemt, en het aangenomen kind : 9 t. h.;

5° Tusschen oudooms of oudmoeien en naneven of nanichten en tusschen hem, die een kind aanneemt, en de afstammelingen van het aangenomen kind : 10.50 t. h.;

6° Tusschen alle andere verwanten of niet verwante personen : 15 t. h.

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middouafdeeling.

ART. 45 (à numérotar 42).

(Comme ci-contre.)

ART. 45 (wordt artikel 42).

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

ART. 46.

Le droit de succession et le droit de mutation par décès sont réduits à 10 p. c., pour les legs faits aux provinces et aux communes avec affectation expresse à l'enseignement ou à des œuvres d'assistance, et pour les legs faits aux hospices, aux bureaux de bienfaisance, aux monts-de-piété, aux commissions provinciales de bourses d'étude, aux universités jouissant de la personnification civile, aux séminaires, aux fabriques d'église, aux consistoires et aux synagogues.

ART. 47.

Les droits fixés par les trois articles qui précèdent sont réduits de moitié pour ce qui n'est recueilli ou acquis qu'en usufruit, hors le cas prévu au deuxième alinéa du n^o 1 de l'article 44.

ART. 48.

Sont exempts du droit de succession et du droit de mutation par décès les legs faits à l'Etat.

ART. 49.

Les biens dont le défunt a disposé à titre gratuit dans les trois années précédant le décès sont considérés comme faisant partie de la succession, si la libéralité n'a pas été

Wetsontwerp.

ART. 46.

Het successierecht en het recht van overgang, bij overlijden, worden tot 10 t. h. verminderd voor de aan de provinciën en aan de gemeenten gedane legaten met uitdrukkelijke bestemming tot het onderwijs of tot werken van onderstand, alsmede voor de legaten gedaan aan de godshuizen, aan de weldadigheidsbureelen, aan de bergen van barmhartigheid, aan de provinciale commissiën voor studiebeurzen, aan de hoogeschole die de rechtspersoonlijkheid genieten, aan de seminariën, aan de kerkfabrieken, aan de consistoriën en aan de synagogen.

ART. 47.

De rechten, bij de drie voorgaande artikelen bepaald, worden tot de helft verminderd voor hetgeen enkel in vruchtgebruik wordt geërfd of verkregen, buiten het geval voorzien bij het tweede lid van n^o 1 van artikel 44.

ART. 48.

De legaten, aan den Staat gedaan, zijn vrij van het recht van successie en van het recht van overgang bij overlijden.

ART. 49.

De goederen, waarover de afgestorvene ten kostellozen titel heeft beschikt gedurende de drie jaren vóór het overlijden, worden beschouwd als deel uitmakende

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 46 (à numéroté 45).

(Comme ci-contre.)

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 46 (wordt artikel 43).

(Zooals hiernevens.)

ART. 47 (à numéroté 44).

(Comme ci-contre.)

ART. 47 (wordt artikel 44).

(Zooals hiernevens.)

ART. 48 (à numéroté 45).

(Comme ci-contre.)

ART. 48 (wordt artikel 45).

(Zooals hiernevens.)

ART. 49.

Supprimer cet article.

ART. 49.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations.

ART. 50.

Dans le cas d'un contrat renfermant une stipulation au profit d'un tiers nommément désigné, les sommes ou valeurs que le tiers est appelé à recevoir à titre gratuit au décès du stipulant sont considérées comme recueillies à titre de legs par le bénéficiaire, dans la succession du stipulant, si la stipulation n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations.

Le tiers est présumé recevoir à titre gratuit, sauf preuve contraire.

ART. 51.

Les obligations de sommes déguisant une libéralité sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux ne sont admissibles en déduction de l'actif imposable que si elles ont été assujetties au droit d'enregistrement établi pour les donations.

SECTION II.

Déclaration. — Délais; forme; affirmation. — Paiement des droits.

ART. 52.

La déclaration de succession, de mutation par décès ou de mutation

Wetsontwerp.

van de nalatenschap indien de schenking niet onderworpen is geweest aan het registratierecht, gevestigd voor de schenkingen.

ART. 50.

Ingeval van overeenkomst houdende een beding ten voordeele van een bij den naam aangeduiden derde, worden de sommen of waarden, welke de derde, bij het overlijden van den beschikkende, geroepen is ten kosteloozen titel te ontvangen, beschouwd als door den verkrijger ten titel van legaat geërfd in de nalatenschap van den beschikkende, indien het beding niet onderworpen is geweest aan het registratierecht, gevestigd voor de schenkingen.

De derde wordt verondersteld ten kosteloozen titel te ontvangen, behoudens bewijs van het tegendeel.

ART. 51.

De schuldbekentenissen van sommen welke eene gift verbergen onder het voorkomen van eene overeenkomst ten bezwarenden titel, worden slechts in mindering van het belastbaar actief toegelaten indien zij onderworpen zijn geweest aan het registratierecht, gevestigd voor de schenkingen.

AFDEELING II.

Aangifte. — Termijnen; vorm; bevestiging. — Betaling der rechten.

ART. 52.

De aangifte van nalatenschap, van overgang bij overlijden of van

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 50 (à numéroter 46).

ART. 50 (wordt artikel 46).

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 51 (à numéroter 47).

ART. 51 (wordt artikel 47).

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

SECTION II.

*Déclaration. — Délais; forme. —
Païement des droits.*

ART. 52 (à numéroter 48).

*Le délai pour la déclaration sera :
si le décès a lieu dans le territoire*

AFDEELING II.

*Aangifte. — Termijnen; vorm. —
Betaling der rechten.*

ART. 52 (wordt artikel 48).

*De aangifte moet geschieden : bin-
nen een termijn van zes maanden,*

Projet de loi.

en ligne directe est déposée dans les sept mois à compter du jour du décès, si celui-ci est survenu dans le royaume.

Le délai est porté à huit mois, si le décès est survenu dans un autre pays d'Europe, et à neuf mois, s'il est survenu hors d'Europe.

Ces délais peuvent être prolongés par le Roi à raison de circonstances exceptionnelles.

La déclaration déposée au cours du délai fixé par la loi ou prolongé par le Roi peut être rectifiée aussi longtemps que ce délai n'est pas expiré.

ART. 53.

Dans toute déclaration de succession comprenant des effets mobiliers, les déclarants sont tenus d'énoncer si ces effets étaient l'objet d'un contrat d'assurance en cours au jour du décès, et, dans l'affirmative, d'indiquer la date du contrat, le nom ou la raison sociale de l'assureur, le domicile de celui-ci ou le siège de la société.

Est réputée non avenue en ce qui concerne les dits effets, la déclaration qui ne contient pas ces mentions.

Toute fausse mention est punie d'une amende de 100 francs, qui est

Wetsontwerp.

overgang in de rechte linie wordt ingediend binnen de zeven maanden te rekenen van den dag van het overlijden indien dit in het rijk voorgekomen is.

De termijn wordt gebracht op acht maanden, wanneer het overlijden in een ander land van Europa is voorgekomen, en op negen maanden, wanneer het buiten Europa is voorgekomen.

Die termijnen mogen door den Koning worden verlengd op grond van buitengewone omstandigheden.

De aangifte, ingediend in den loop van den termijn gesteld door de wet of verlengd door den Koning, kan worden gewijzigd zoolang die termijn niet is verstreken.

ART. 53.

In alle aangifte van nalatenschap, roerende voorwerpen bevattende, zijn de aangevers gehouden te vermelden of die zaken het onderwerp uitmaakten van een verzekeringscontract dat loopend was op den dag van het overlijden, en zoo ja, op te geven den datum van het contract, den naam of de firma van den verzekeraar, de woonplaats van dezen of den zetel van de vennootschap.

Met betrekking tot bedoelde voorwerpen wordt, de aangifte, die deze vermeldingen niet behelst, beschouwd als niet gedaan.

Alle valsche vermelding wordt gestraft met eene boete van 100 frank;

Amendements présentés par la section centrale.

du royaume, de six mois; dans toute autre partie de l'Europe, de huit mois; et de neuf mois s'il est survenu hors d'Europe.

Le délai court à dater du jour du décès.

Les délais de huit et neuf mois sont réduits à six mois, à dater de la prise de possession, si le défunt étant mort à l'étranger, les héritiers, donataires ou légataires ou les tuteurs ou curateurs, se mettent en possession ou dans la gestion de tout ou partie de la succession, avant que le dernier semestre du délai pour la déclaration de la succession ait commencé à courir.

Les délais peuvent être prolongés par le Roi, suivant qu'il sera jugé nécessaire.

ART. 53.

Supprimer cet article.

*Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

indien het overlijden op het grondgebied van het Rijk is voorgekomen; van acht maanden, in elk ander gedeelte van Europa; en van negen maanden, indien het is voorgekomen buiten Europa.

De termijn neemt eenaanvang te rekenen van den dag van het overlijden.

De termijnen van acht en negen maanden worden verminderd tot zes maanden, te rekenen van het in bezit nemen, indien de overledene in den vreemde gestorven zijnde, de erfgenamen, de begiftigden of legatarissen of de voogden of curators zich, voordat de laatste zes maanden van den termijn voor de aangifte van de nalatenschap een aanvang namen, in't bezit of in't beheer van de geheele nalatenschap of van een gedeelte daarvan.

De termijnen mogen door den Koning worden verlengd naarmate het noodig wordt bevonden.

ART. 53.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

encourue individuellement et sans recours par chacun des déclarants.

ART. 54.

La sincérité et l'exactitude de la déclaration de succession est affirmée par chacun des déclarants, en personne, dans les termes suivants :

« Sur mon honneur et ma conscience, j'affirme qu'à ma connaissance, tous les biens sujets au droit de succession délaissés ou donnés par N... ont été exactement déclarés, que les évaluations ont été consciencieusement faites, que les dettes déclarées existent réellement à charge de la succession, et que tous les héritiers, légataires et donataires, ainsi que le degré de parenté entre eux et le défunt ont été exactement indiqués. Si je viens à constater que la déclaration déposée est incomplète ou inexacte, je m'engage à la rectifier immédiatement. »

Sont dispensés de cette affirmation, les représentants des administrations et des établissements publics.

ART. 55.

L'affirmation est faite verbalement soit au bureau du droit de succession où la déclaration a été déposée, soit au bureau dans le ressort duquel le déclarant est domicilié.

Le receveur dresse acte de l'affirmation et le fait signer par le déclarant. Si celui-ci ne sait ou ne peut

Wetsontwerp.

elk der aangevers vervalt persoonlijk in zonder hooger beroep in deze boete.

ART. 54.

De oprechtheid en de nauwkeurigheid van de aangifte van nalatenschap wordt bevestigd door ieder der aangevers, in persoon, in de volgende bewoordingen :

« Op mijne eer en mijn geweten bevestig ik dat, voor zoover mij bekend is, al de aan het recht van successie onderhevige goederen, nagelaten of geschonken door N..., nauwkeurig werden aangegeven dat de schattingen gewetensvol werden gedaan, dat de aangegeven schulden werkelijk ten laste van de nalatenschap bestaan en dat al de erfgenamen, legatarissen en begiftigden, alsmede de graad van verwantschap tusschen hen en den overledene, nauwkeurig werden aangeduid. Wordt door mij bevonden, dat de ingediende aangifte onvolledig of onnauwkeurig is, zoo verbind ik mij die onmiddellijk terecht te wijzen. »

De vertegenwoordigers der openbare besturen en inrichtingen worden van deze bevestiging vrijgesteld.

ART. 55.

De bevestiging geschiedt mondeling, hetzij ten kantore van het successierecht, waar de aangifte is ingediend, hetzij ten kantore binnen welks gebied de aangever is gehuisvest.

De ontvanger maakt de akte van bevestiging op en doet die door den aangever onderteekenen. Kan

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 54.

Supprimer cet article.

ART. 54.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 55.

Supprimer cet article.

ART. 55.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

signer, il est fait mention, à la fin de l'acte, de ses déclarations à ce sujet.

L'acte est exempt du timbre et de l'enregistrement.

Le Ministre des Finances peut, dans des circonstances exceptionnelles, autoriser le déclarant à faire l'affirmation devant un autre fonctionnaire ou officier public.

ART. 56.

Les droits de succession, de mutation par décès ou de mutation en ligne directe, ainsi que les amendes éventuellement dues, sont payés dans les dix, onze ou douze mois à compter du jour du décès, selon que le décès est survenu dans le Royaume, dans un autre pays d'Europe ou hors d'Europe.

Si le droit n'est pas payé dans ce délai, l'intérêt légal, au taux fixé pour la matière civile, est exigible de plein droit à compter du jour où le paiement aurait dû être effectué.

ART. 57.

L'époux survivant qui retient la totalité de la communauté en vertu d'une convention de mariage, selon les prévisions de l'article 7 de la loi du 17 décembre 1851, est soumis, de ce chef, en ce qui regarde la déclaration, l'affirmation et le paiement des droits, aux mêmes obliga-

Wetsontwerp.

deze niet teekenen of is hij niet, bij machte het te doen, dan wordt, aan het slot der akte, melding gemaakt van zijne verklaringen daaromtrent.

De akte is vrij van zegel en van registratie.

De Minister van Financiën kan, in uitzonderlijke omstandigheden, den aangever toelating verleen en om de bevestiging te doen voor een anderen ambtenaar of openbaren beambte.

ART. 56.

De rechten van successie, van overgang bij overlijden of van overgang in de rechte linie evenals de boeten waarin men mocht zijn vervallen, worden voldaan binnen de tien, elf of twaalf maanden te rekenen van den dag van het overlijden, naar gelang het overlijden is voorgekomen in het Rijk, in een ander land van Europa, of buiten Europa.

Wordt het recht binnen dien termijn niet betaald, dan is de wettige interest, tegen den rentevoet bepaald voor de burgerlijke zaken, van rechtswege verschuldigd te rekenen van den dag waarop de betaling had moeten gedaan worden.

ART. 57.

De overleden echtgenoot die de gemeenschap in haar geheel voor zich houdt krachtens eene huwelijksovereenkomst, zooals is voorzien bij artikel 7 der wet van 17 December 1851, is uit dien hoofde, ten aanzien van de aangifte, de bevestiging en de betaling der rechten, onderworpen

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 56 (à numérotier 49).

Le 1^{er} alinéa comme ci-contre, mais intercaler un alinéa second.

Les délais de payement peuvent être prolongés par le Roi, suivant qu'il sera jugé nécessaire.

Le reste de l'article comme ci-contre.

ART. 57.

Supprimer cet article.

ART. 56 (wordt artikel 49).

Het 1^{ste} lid zooals hiernevens, met invoeging van het volgende tweede lid

De betaaltermijnen mogen door den Koning worden verlengd, naar mate het noodig wordt bevonden.

Het overige van het artikel zooals hiernevens.

ART. 57.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

tions que celles incombant aux héritiers et aux légataires universels.

ART. 58.

A défaut de déclaration dans le délai prescrit, comme aussi à défaut d'affirmation dans ce délai, chacun des contrevenants encourt une amende de 5 francs par semaine de retard; toute semaine commencée est comptée comme complète.

Il est décerné une contrainte en paiement, outre la dite amende, d'une somme attribuée d'office, sauf régularisation ultérieure.

ART. 59.

Les amendes édictées par les lois du 27 décembre 1817 et du 17 décembre 1851 pour le cas où la déclaration déposée est inexacte ou incomplète, sont portées au double si la contravention a été commise de mauvaise foi.

L'administration est autorisée à établir la mauvaise foi par tous moyens de droit commun.

Il ne peut, en ce cas, être fait aucune remise d'amende.

SECTION III.

Mesures de contrôle; obligations des tiers. — Pénalités. — Prescription. — Dispositions diverses.

ART. 60.

L'administration de la Trésorerie et de la Dette publique, les adminis-

Wetsontwerp.

aan dezelfde verplichtingen als die rustende op de erfgenamen en op algemeene legatarissen.

ART. 58.

Bij gebreke van aangifte binnen den bepaalden termijn, alsmede bij gebreke van bevestiging binnen dien termijn, vervalt ieder der overtredders in eene boete van vijf frank voor elke week verwijl; elke begonnen week wordt als volle week gerekend.

Een dwangbevel wordt uitgevaardigd tot betaling, onverminderd gemelde boete, van eene som ambts-halve begroot, behoudens latere regeling.

ART. 59.

De boeten, waarmede de wetten van 27 December 1817 en van 17 December 1851 bedreigen voor het geval dat de ingediende aangifte onjuist of onvolledig is, worden op het dubbel gebracht indien de overtreding te kwader trouw is begaan.

Het bestuur is bevoegd, de kwade trouw door alle middelen van gemeen recht te bewijzen.

In dit geval mag geen kwijschelding van boete verleend worden.

AFDEELING III.

Maatregelen van toezicht; verplichtingen van derden. — Straffen. — Verjaring. — Verschillende bepalingen.

ART. 60.

Het bestuur der Thesaurie en der Openbare Schuld, de besturen der

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 58 (à numéroter 51).

A défaut de déclaration dans le délai prescrit, *toute personne qui y était personnellement, tenue, encourt individuellement* une amende de 5 francs par semaine de retard; toute semaine commencée est comptée comme complète.

Il est décerné une contrainte *aux fins de paiement par le contrevenant* outre ladite amende, d'une somme arbitrée d'office *à raison des droits dont il est tenu, et* sauf régularisation ultérieure.

ART. 59 (à numéroter 52).

Intercaler un second alinéa.

Les amendes sont encourues individuellement par chacun des contrevenants dont la mauvaise foi aura été établie.

SECTION III.

Mesures de contrôle; obligations des tiers. — Pénalités. — Prescription. — Dispositions diverses.

ART. 60 (à numéroter 53).

Modifier cet article comme il suit :

Les administrations des provinces, des communes, des établissements

ART. 58 (wordt artikel 51).

Bij gebreke van aangifte binnen den bepaalden termijn, *vervult ieder persoon, die daartoe persoonlijk gehouden was, voor zich zelf* in eene boete van vijf frank voor elke week verwijl; elke begonnen week wordt als volle week gerekend.

Een dwangbevel wordt uitgevaardigd tot betaling *door den overtreder, onverminderd* gemelde boete, van eene som ambtshalve begroot *wegens de rechten waartoe hij is gehouden* en behoudens latere regeling.

ART. 59 (wordt artikel 52).

Een tweede lid in te voegen, luidende :

Elk der overtreders, wiens kwade trouw is bewezen, vervalt persoonlijk in de boeten.

AFDEELING III.

Maatregelen van toezicht; verplichtingen van derden. — Straffen. — Verjaring. — Verschillende bepalingen.

ART. 60 (wordt artikel 53).

Dit artikel te verwijzen zooals volgt :

Het bestuur der Thesaurie en der Openbare Schuld, de besturen der

Projet de loi.

trations des provinces, des communes, des établissements publics et des sociétés ne peuvent, après le décès d'un habitant du Royaume, titulaire d'une inscription ou d'un titre nominatif, en opérer le transfert, la mutation ou la conversion que sur la présentation d'un certificat de non-opposition délivré, sans frais, par le receveur du droit de succession dans le ressort duquel le défunt a eu son dernier domicile.

ART. 61.

Les administrations et les établissements publics, toutes associations, compagnies ou sociétés ayant en Belgique leur principal établissement, une succursale ou un siège quelconque d'opérations, les banquiers, les agents de change et les officiers publics ou ministériels qui sont détenteurs ou débiteurs de quelque chef que ce soit, de titres, sommes ou valeurs revenant à un héritier, légataire ou autre ayant droit par suite du décès d'un habitant du royaume, ne peuvent en opérer la restitution, le paiement ou le transfert qu'après avoir remis au fonctionnaire de l'administration de l'enregistrement désigné à cette fin, la liste certifiée sincère et véritable des dits titres, sommes ou valeurs.

S'il s'agit de choses confiées au détenteur dans un coffre fermé ou sous un pli cacheté, le coffre ou le pli ne peuvent être restitués aux ayants droit, après le décès du dépo-

Wetsontwerp.

der provinciën, gemeenten, openbare instellingen en vennootschappen mogen, na het overlijden van een inwoner van het Rijk, titularis van eene inschrijving of van een titel op naam, de overdracht, den overgang of de omzetting daarvan slechts bewerkstellingen op vertoon van een bewijs van niet-verzet, kosteloos verstrekt door den ontvanger van het successierecht binnen wiens gebied de overledene zijne laatste woonplaats heeft gehad.

ART. 61.

De openbare besturen en instellingen, alle vereenigingen, maatschappijen of vennootschappen welke in België hunne hoofdinrichting, een hulphuis of eenigenzetel voor hunne verrichtingen hebben, de bankiers, de wisselagenten en de openbare of ministerieele beambten die houders of schuldenaars zijn, uit welken hoofde ook, van titels, sommen of waarden toekomende aan een erfgenaam, legataris of anderen rechthebbende ten gevolge van het overlijden van eenen inwoner van het Rijk, mogen daarvan de terug-gave, de betaling of de overdracht niet doen dan na aan den daartoe aangewezen ambtenaar van het bestuur der registratie de echt en waar verklaarde lijst van de gemelde titels, sommen of waarden te hebben overhandigd.

Betreft het voorwerpen, aan den houder toevertrouwd in een gesloten koffer of onder verzegelden omslag, dan mogen, na het overlijden van den nederlegger, den koffer of de

Amendements présentés par la section centrale.

publics et des sociétés ne peuvent, après le décès d'un habitant du Royaume, titulaire d'une inscription ou d'un titre nominatif, en opérer le transfert, la mutation ou la conversion que sur la présentation d'un certificat *visé*, sans frais, *dans les vingt quatre heures du dépôt* par le receveur du droit de succession dans le ressort duquel le défunt a eu son dernier domicile.

Le certificat est exempt du timbre et de l'enregistrement.

ART. 61.

Supprimer cet article.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

provinciën, gemeenten, openbare instellingen en vennootschappen mogen, na het overlijden van een inwoner van het Rijk, titularis van eene inschrijving of van een titel op naam, de overdracht, den overgang of de omzetting daarvan slechts bewerkstelligen op vertoon van een bewijs van niet-verzet, kosteloos verstrekt door den ontvanger van het successierecht binnen wiens gebied de overledene zijne laatste woonplaats heeft gehad.

Het bewijsschrift is vrij van zegel en van registratie.

ART. 61.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

sant, qu'après avoir été ouverts en présence du détenteur, afin de permettre à celui-ci de dresser la liste prescrite.

Si les choses détenues ou les sommes dues peuvent, d'après la convention, être restituées ou payées à un coïntéressé ou à un mandataire, le détenteur ou le débiteur sont tenus :

1° Dès la formation de cette convention d'en donner connaissance aux fonctionnaires compétents;

2° De retenir une preuve écrite des restitutions ou paiements opérés en mains du coïntéressé ou du mandataire, et, le cas échéant, de la date de chaque restitution ou paiement;

3° De se refuser, dès qu'ils ont connaissance du décès, au paiement des sommes dues ou à la restitution des choses détenues, avant d'avoir remis au fonctionnaire compétent la liste des sommes, titres ou valeurs qui figuraient au compte du défunt au jour de son décès, et, le cas échéant, la liste des choses contenues dans le coffre ou sous le pli détenus.

Si le coïntéressé ou le mandataire ont opéré un retrait ou reçu un paiement postérieurement au décès, ils sont tenus, dès qu'ils ont connaissance de ce décès, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au premier alinéa du présent article, des

Wetsontwerp.

omslag aan de rechthebbenden eerst worden wedergegeven nadat de opening heeft plaats gehad in tegenwoordigheid van den houder, ten einde hem toe te laten de voorgescreven lijst op te maken.

Mogen de bewaarde voorwerpen of de verschuldigde sommen, volgens de overeenkomst, worden teruggegeven of betaald aan een medebelanghebbende of aan een lasthebber, dan zijn de houder of de schuldenaar verplicht :

1° Van het oogenblik af waarop die overeenkomst wordt getroffen, den bevoegden ambtenaar daarvan kennis te geven;

2° Te bewaren een schriftelijk bewijs van de teruggaven of betalingen, gedaan in handen van den medebelanghebbende of van den lasthebber en, bij voorkomend geval, van den datum waarop elke teruggave of betaling geschiedde;

3° Van het oogenblik af waarop het overlijden hun bekend is, de betaling der verschuldigde sommen of de teruggave der bewaarde voorwerpen te weigeren, zoolang zij aan den betrokken ambtenaar niet hebben afgegeven de lijst der sommen, titels of waarden die voorkwamen op de rekening van den overledene, op den dag van zijn overlijden, en, bij voorkomend geval, de lijst der voorwerpen vervat in de bewaarde kist of onder den bewaarden omslag.

Indien de medebelanghebbende of de lasthebber, na het overlijden, eene terugneming gedaan of eene betaling ontvangen hebben, zijn zij verplicht, zoodra zij kennis hebben van dit overlijden, aan den betrokken ambtenaar te overhandigen eene volgens het eerste lid van dit artikel op-

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen door de Middenafdeeling voorgesteld.

Projet de loi.

sommes, titres ou valeurs qui figureraient au compte du défunt au jour de son décès, et, le cas échéant, des choses contenues dans le coffre ou sous le pli détenus.

ART. 62.

Si un coffre-fort était tenu en location par un habitant du Royaume chez une personne ou dans une société se livrant habituellement à la location des coffres-forts, le coffre ne peut être ouvert, après le décès du locataire, qu'en présence du loueur; celui-ci est tenu de remettre au fonctionnaire de l'administration de l'enregistrement désigné à cette fin, avant la prise de possession par les ayants-droit, la liste certifiée sincère et véritable des objets, sommes, titres ou valeurs renfermés dans le coffre.

Si, d'après la convention, le coffre-fort peut être ouvert par un coïntéressé, par un mandataire et, plus généralement, par toute personne autre que le défunt, le loueur est tenu :

1° Dès la formation de cette convention, d'en donner connaissance au fonctionnaire compétent;

2° De retenir une preuve écrite du fait et de la date de l'ouverture du coffre par toute personne autre que le défunt ;

3° De se refuser, dès qu'il a connaissance du décès, à l'enlèvement

Wetsontwerp.

gemaakte lijst der sommen, titels of waarden die voorkwamen op de rekening van den overledene, op den dag van zijn overlijden, en, bij voorkomend geval, der voorwerpen vervat in de bewaarde kist of onder den bewaarden omslag.

ART. 62.

Indien eene brandkast in huur werd gehouden door een inwoner van het Rijk bij een persoon of in eene vennootschap die gewoonlijk brandkasten verhuren, mag, na het overlijden van den huurder, de brandkast slechts worden geopend in tegenwoordigheid van den verhuurder; deze is gehouden aan den daartoe aangewezen ambtenaar van het bestuur der registratie, vóór de inbezitneming door de rechthebbenden, eene voor echt en waar verklaarde lijst der in de brandkast geborgen voorwerpen, titels of waarden, ter hand te stellen.

Indien, volgens de overeenkomst, de brandkast door eenen medebelanghebbende, een lasthebber en, in 't algemeen, door eenig anderen persoon dan den overledene mag geopend worden, is de verhuurder verplicht :

1° Van het oogenblik af waarop die overeenkomst getrollen wordt, den bevoegden ambtenaar daarvan kennis te geven;

2° Te bewaren een schriftelijk bewijs van het feit en van den datum der opening van de brandkast door eenig anderen persoon dan den overledene;

3° Zoodra hij kennis heeft van het overlijden, het wegnemen

Amendements présentés par la Section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 62.

Supprimer cet article.

ART. 62.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

des choses contenues dans le coffre avant d'en avoir remis la liste au fonctionnaire compétent.

Si le coïntéressé ou le mandataire ont retiré, postérieurement au décès, des choses contenues dans le coffre, ils sont tenus, dès qu'ils ont connaissance du décès, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au premier alinéa du présent article, des choses contenues dans le coffre au jour du décès.

ART. 63.

Les certificats et listes visés aux trois articles qui précèdent sont exempts du timbre et de l'enregistrement.

ART. 64.

Toute contravention aux dispositions des articles 60, 61 et 62 est punie d'une amende de 500 à 5,000 fr. L'administration est autorisée à établir la contravention par tous les moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire.

Les contrevenants sont solidairement tenus, le cas échéant, avec les héritiers ou légataires, au paiement des droits, intérêts et amendes.

ART. 65.

La demande de droit de succession, en principal et intérêts, ainsi

Wetsontwerp.

van de in de brandkast geborgen voorwerpen te weigeren zoolang hij den betrokken ambtenaar de lijst daarvan niet ter hand heeft gesteld.

Indien de medebelanghebbende of de lasthebber, na het overlijden, voorwerpen uit de brandkast hebben weggenomen, zijn zij verplicht, van het oogenblik af waarop het overlijden hun bekend is, den betrokken ambtenaar eene overeenkomstig het eerste lid van dit artikel opgestelde lijst van de op den dag van het overlijden in de brandkast geborgen voorwerpen ter hand te stellen.

ART. 63.

De bewijzen en lijsten, bedoeld in de drie voorgaande artikelen, zijn vrij van zegel en van registratie.

ART. 64.

Elke overtreding van de bepalingen der artikelen 60, 61 en 62 wordt gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank. Het bestuur is gemachtigd de overtreding vast te stellen door alle middelen van gemeen recht, de beslissende eed uitgezonderd.

De overtreders zijn, bij voorkomend geval, hoofdelijk gehouden, met de erfgenamen of legatarissen, tot het betalen van de rechten, interesten en boeten.

ART. 65.

De vordering van het recht van successie, in hoofdsom en interesten,

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 63.

Supprimer cet article.

ART. 64 (à numéroter 54).

Toute contravention à la disposition de l'article 60 est punie d'une amende de 500 à 5.000 francs.

L'administration est autorisée à établir la contravention par tous moyens de droit commun, à l'exception de ceux réglés par la section V, titre III, livre III du Code civil et par les articles 119 à 121 et 324 à 336 du Code de procédure civile.

Les contrevenants sont solidairement tenus, le cas échéant, avec les héritiers ou légataires, au paiement des droits qui auraient été éludés par le fait de cette contravention, des intérêts et des amendes.

ART. 65 (à numéroter 55).

Les dispositions des articles 25 et 26 de la loi du 27 décembre 1817

ART. 63.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 64 (wordt artikel 54).

Elke overtreding van de bepaling van artikel 60 wordt gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank.

Het bestuur is gemachtigd de overtreding vast te stellen door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van die geregeld bij afdeling V, titel III, boek III van het Burgerlijk Wetboek en bij de artikelen 119 tot 121 en 324 tot 336 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

De overtreders zijn, bij voorkomend geval, hoofdelijk gehouden, met de erfgenamen en legatarissen, tot het betalen van de rechten welke men, wegens die overtreding, zou hebben ontdoken, alsmede van de interesten en boeten.

ART. 65 (wordt artikel 55).

De bepalingen van de artikelen 25 en 26 der wet van 27 December 1817

Projet de loi.

que des amendes pour défaut de déclaration, pour déclaration inexacte ou incomplète et pour contravention aux articles 60, 61 et 62, se prescrit par vingt ans.

Restent toutefois soumises à la prescription actuelle, la demande pour défaut de déclaration de biens immeubles et de rentes ou créances inscrites dans les registres ou comptes désignés à l'article 18 de la loi du 17 décembre 1851, et la demande pour insuffisance d'évaluation susceptible d'être établie par expertise.

ART. 66.

Les assureurs belges et les représentants en Belgique des assureurs étrangers sont tenus de communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'enregistrement agissant en vertu d'une autorisation spéciale du Ministre des Finances, leurs répertoires, registres, livres, polices, contrats et tous autres documents.

Tout refus de communication est constaté par procès-verbal et puni d'une amende de 500 à 5,000 francs.

CHAPITRE VI.

Dispositions transitoires

ART. 67.

Dans les six mois à compter du jour où la présente loi sera obligatoire, seront admis à l'enregistre-

Wetsvoorstel.

alsmede van de boeten wegens gemis van aangifte, wegens onnauwkeurige of onvolledige aangifte en wegens overtreding van de artikelen 60, 61 en 62, verjaart door verloop van twintig jaren.

De vordering wegens gemis van aangifte van onroerende goederen en van renten of schuldvorderingen ingeschreven in de registers of rekeningen aangeduid in artikel 18 der wet van 17 December 1851, en de vordering wegens ontoereikendheid van waardebepaling kunnende, door schatting vastgesteld worden, blijven nochtans aan de thans bestaande verjaring onderworpen.

ART. 66.

De Belgische verzekeraars en de vertegenwoordigers, in België, van vreemde verzekeraars zijn gehouden aan de ambtenaren der registratie, handelende ter uitvoering van eene bijzondere machtiging van den Minister van Financiën, mede te deelen, zonder verplaatsing, hunne repertoria, registers, boeken, polissen, contracten en alle andere bescheiden.

Alle weigering van mededeeling wordt bij proces-verbaal vastgesteld en gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank.

HOOFDSTUK VI.

Overgangsbepalingen.

ART. 67.

Binnen zes maanden, te rekenen van den dag waarop deze wet verplichtend is, worden, tegen

Amendements présentés par la section centrale.

sont applicables aux poursuites et à la prescription de la contravention prévue et réprimée par les articles 53.

ART. 66.

Supprimer cet article.

CHAPITRE VI.

Dispositions transitoires.

ART. 67.

Supprimer cet article.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

zijn van toepassing op de rechtsvervolging en op de vergaring van de overtreding voorzien en betengeld bij de artikelen 60 en 64.

ART. 66.

Dit artikel te doen wegvallen.

HOOFDSTUK IV.

Overgangsbepalingen.

ART. 67.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

ment au droit gradué établi par les articles 7 et 8, les actes sous seing privé ou passés en pays étranger d'une date antérieure, portant bail, sous-bail, subrogation, cession et rétrocession de bail de biens immeubles situés en Belgique.

Pendant le même délai, ceux de ces actes qui auraient été faits en contravention à la loi sur le timbre, seront admis au timbrage à l'extraordinaire ou au visa pour timbre sans amende.

ART. 68.

Dans les six mois à compter du jour où la présente loi sera obligatoire, tous les écrits visés aux articles 32 et 34, qui auraient été faits à une date antérieure en contravention à la loi sur le timbre, seront admis au timbrage à l'extraordinaire ou au visa pour timbre, sans amende, au taux fixé par la présente loi, s'il est inférieur au taux de la loi ancienne.

A l'expiration de ce délai, les écrits faits en contravention à la loi seront soumis à toutes les dispositions en vigueur.

ART. 69.

Les personnes visées à l'article 35, qui, à l'époque de la mise en vigueur de la présente loi, détiennent des

Wetsontwerp.

het trapsgewijze bepaald recht, gevestigd bij de artikelen 7 en 8, tot de registratie toegelaten de onderhandsche of in den vreemde verleenden akten van vroegere dagteekening, houdende verhuring, onderverhuring, indeplaatsstelling afstand en wederafstand van huur van in België gelegen onroerende goederen.

Gedurende denzelfden termijn, worden die akten welke in overtreding van de wet op het zegel zouden opgemaakt zijn, zonder boete toegelaten tot de buitengewone tsempeling of tot het visa voor zegel.

ART. 68.

Binnen zes maanden, te rekenen van den dag waarop deze wet uitvoerbaar zal zijn, worden al de geschriften bedoeld in de artikelen 32 en 34 en op een vroegeren datum opgemaakt met overtreding van de wet op het zegelrecht, zonder boete toegelaten tot het buitengewoon stempelen of tot het visa voor zegel, tegen het bedrag bepaald bij deze wet, indien dit minder is dan het bedrag der vroegere wet.

Na het verstrijken van dien termijn, zullen de geschriften, opgemaakt met overtreding van de wet, aan al de van kracht zijnde bepalingen onderworpen zijn.

ART. 69.

De personen bedoeld in artikel 35 en die, bij het in werking treden van deze wet, vreemde

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 68.

Supprimer cet article.

ART. 68.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 69 (à numérotcr 56).

Pendant la période de six mois qui suivra la présente loi, les titres assujettis au timbre par application

ART. 69 (wordt artikel 56).

Gedurende den termijn van zes maanden volgende op deze wet, worden de titels, die, met toepas-

Projet de loi.

titres étrangers non timbrés, sont admises, pendant le délai fixé à l'article précédent, à les faire timbrer, sans amende, au taux de la loi ancienne.

ART. 70.

Il est accordé aux débiteurs, détenteurs et loueurs de coffres-forts, désignés aux articles 61 et 62, un délai de trois mois à partir du jour où la présente loi sera obligatoire, pour donner connaissance au fonctionnaire compétent de l'administration de l'enregistrement des conventions antérieurement faites rentrant dans les prévisions du troisième alinéa, 1°, de l'article 61 et du deuxième alinéa, 1°, de l'article 62.

ART. 71.

La première remise au bureau compétent des extraits visés à l'article 18 ci-avant aura lieu dans les dix premiers jours du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi sera obligatoire.

Préalablement à cette remise, les professionnels feront parvenir au fonctionnaire compétent la déclaration prévue à l'article 17.

Wetsvoorstel.

niet gezegelde titels bezitten, worden, gedurende den termijn in het vorig artikel gesteld, toegelaten om ze, zonder boete, te laten zegelen tegen het bedrag der vroegere wet.

ART. 70.

Aan de verkoopers, bezitters en verhuurders van brandkasten, aangewezen onder de artikelen 61 en 62, wordt, te rekenen van den dag waarop deze wet verplichtend is, een termijn van drie maanden verleend om aan den betrokken ambtenaar van het bestuur der registratie kennis te geven van de vroeger gesloten overeenkomsten vallende onder hetgeen is voorzien bij het derde lid, 1°, van artikel 61 en van het tweede lid, 1°, van artikel 62.

ART. 71.

De eerste afgifte ten bevoegde kantore van de uittreksels bedoeld in artikel 18 hiervoren, zal geschieden binnen de tieneerste dagen van de maand volgende op die binnen welke deze wet verplichtend wordt.

Alvorens deze afgifte te doen, moeten de beroepslieden aan den betrokken ambtenaar de aangifte, voorzien bij artikel 17, doen geworden.

Amendements présentés par la section centrale.
de l'article 53 *seront admis au tim-
brage au taux de la loi ancienne.*

ART. 70.

Supprimer cet article.

ART. 71.

Supprimer cet article.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.
*sing van artikel 53, aan het zegel
onderhevig zijn, tot de zegeling toege-
laten tegen het bedrag der vroegere
wet.*

ART. 70.

Dit artikel te doen wegvallen

ART. 71.

Dit artikel te doen wegvallen.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 JULI 1913.

Ontwerp van wet tot wijziging der wetten op de rechten van registratie, van hypotheek, van zegel en van successie (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet tot wijziging der wetten op de rechten van registratie, hypotheek, zegel en successie, werd met bijzondere aandacht door uwe Middenafdeeling onderzocht.

Zes vergaderingen werden daaraan besteed.

Dit ontwerp betreft inderdaad de meest verschillende soorten van belastingen die enkel wegens hare betrekkingen met den fiscus voorkomen in hetzelfde ontwerp.

De toepassing van de nieuwe bepalingen moet samengaan, nu eens met de beginselen der burgerlijke wetten, dan weer met de regelen en de gebruiken van den handel, in hunne betrekkingen met het herziene fiscaal recht.

De nieuwe wet is eene belangrijke gedeeltelijke herziening en in dit opzicht valt het te betreuren dat de verplichting, onverwijld te voorzien in de uitgaven wegens 's lands verdediging, niet toelaat de besluiten af te wachten, welke de Commissie, belast met de herziening van de wetten op de registratie en het zegel, zou voorstellen.

Deze laatste beschouwing geldt als antwoord op de bezwaren van hen die voorstellen of mochten wenschen dat men de oplossing van het tegenwoordig financieel vraagstuk, welke spoedvereischend is, zou regelen door eene volledige herziening van ons belastingstelsel.

Wie had er kunnen aan denken, zich thans met een zoo omvangrijk vraagstuk bezig te houden? « Van 1870 tot 1906 werden in Frankrijk

(1) Wetsontwerp, nr 294.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Schollaert, voorzitter, Berloz, de Liedekerke, Wauwermans, Mechelynck, Liebaert, Woeste.

217 ontwerpen van inkomstenbelasting ingediend, en de vier rechtstreeksche belastingen, de « vier oude », bestaan nog altijd. » (*Journal des Economistes*, 1912, bl. 320.)

De heer Beernaert zegde in den Senaat op 24 December 1889 :

« Niets is moeilijker dan de verdeeling der belastingen te wijzigen; de schatplichtigen, die men ontlast, vergeten dit, en zij, die men treft, geven nooit toe dat het terecht geschiedt. Aldus kan men zeggen dat de beste belastingen steeds die zijn, welke bestaan. »

De Middenafdeeling ontving talrijke verzoekschriften en opmerkingen. Geen enkelen wenk, uitgaande van de belanghebbenden, heeft zij nagelaten te onderzoeken. Zij stelde vast dat niemand er aan dacht, zijne vaderlandsche plichten te verzuimen : gisteren stemde het land toe in de militaire lasten, aan alle burgers zonder onderscheid van stand opgelegd. Heden vraagt het land dat zij zelf, wier rijkdom of welstand vooral moet beschermd worden door 's lands verdediging, hun billijk aandeel daarin zouden leveren.

Het eenige, waarom men zich moest bekommeren bij het onderzoek van de fiskale ontwerpen, was de noodzakelijkheid, uit den weg te ruimen al wat geschikt mocht zijn, niet om gevoelens of gewoonten te krenken, maar om de heffing zelve van het recht te beletten door de ontvluchting van de belastbare zaak, om het bedrog uit te lokken door nuttelooze of ijdele maatregelen : men moet vermijden dat zij, door hunne strengheid zelf, diegenen verschoonen, die trachten zich daaraan te onttrekken. De schrandere oplossingen der rechtsgeleerden, der vakmannen, der financiers; de ontdekking van zijwegen, waardoor men het doel kan bereiken zonder den ontvanger te ontmoeten die de wacht houdt op de groote baan van het recht, lokken de belastingschuldigen des te meer aan, daar de premie op de fiskale ontvluchting hooger is, daar de heffing zwaarder of moeilijker in den vorm schijnt, daar sommigen zich wederrechtelijk belast achten, omdat zij alleen ofwel ongelijkmatig getroffen worden.

Anderdeels worden vooral de roerende goederen door het ontwerp bedoeld : dat is de stof die men het moeilijkst treffen kan, die het best weerstand biedt in den strijd tegen den fiscus. In de jongste tijden werd, dank zij het gemakkelijk verkeer, de verplaatsing van de handelscentrums zonder groot bezwaar mogelijk gemaakt. « De bezitter van een roerend kapitaal, zegde Adam Smith, is wereldburger. »

Met deze zaak is het gesteld evenals met de beschermingstarieven. Zoodra men buiten een zekere maat gaat, zoodra de opgelegde lasten niet meer in billijke verhouding zijn tot de voordeelen, verlaten de kapitalen het land en zoeken zij in andere landen meer voordeelige wetten. De bron van de belasting droogt uit. Op het voortbrengingsveld vermindert de oogst, waarop de fiscus zijn rechtmatig aandeel berekende. Alleen zij, die zich daaraan niet kunnen onttrekken, betalen de belasting. Zij, die vooral dienden te worden getroffen, ontsnappen daaraan. Het ware een niet te dulden onrecht, zoo de Staat slechts enkele onbeduidende taxes kon heffen van de geringe

belastingsschuldigen, terwijl de groote vermogens daaraan zouden ontsnappen, zoo eene premie werd toegekend aan de gewetenlooze schatplichtigen, terwijl de wet zwaar zou drukken op de eerlijke lieden.

In de zaak, waarmee wij ons bezighouden, schijnt het even moeilijk als gevaarlijk, in sommige gevallen, een te groot gewicht te hechten aan de proefnemingen in de naburige landen.

De vergelijkende studie van het recht en van de Staathuishoudkunde genoot in de jongste tijden een ongemeenen en — laten wij het erkennen — een verdienden bijval. Het voorbeeld van de vreemde instellingen, evenals wat er in het buitenland werd gedaan, werpen vaak een helder licht op de studie der op te lossen vraagstukken; zij vereenigen de oplossingen steunende op de ervaring.

Men mag echter niet steunen op die studie alleen, zich tevens opsluiten in den ivoren toren der theorie, in het laboratorium naar oplossingen zoeken, zich onderwerpen aan wat dikwijls de « gevaarlijke leugen der statistieken » uitmaakt.

Eene instelling, die in een vreemd land de beste uitslagen oplevert, kan soms niet meer werken, zoodra men ze wil overplanten. De « proefvelden » bestaan uit verschillende gronden. Minder nog dan planten en menschen, kunnen de instellingen zich aan de vrijheden gewennen onder een ander klimaat. Het Belgisch karakter kan zich onmogelijk schikken naar de tucht en de wetten, waarvoor het karakter onzer Duitsche of Fransche broeders wellicht uiterst geschikt is.

Voor den handel en de nijverheid van elke natie zijn er bijzondere en geschikte stelsels noodig: eene landbouwstreek kan zich moeilijk schikken naar de regelen eener nijverheidsstreek, een vlak land kan niet worden bestuurd zooals een bergland. Elke natie heeft haar karakter en hare eigenaardigheid. Voor de Belgen moet de wetgeving « Belgisch » zijn.

Wij denken dat men het noch aan de Middenafdeeling, noch aan de Regeering, die haar het voorbeeld gegeven had, ten kwade zal duiden, al de gegevens te hebben opgezocht, die deze verschillende punten kunnen toelichten en bijdragen tot het navorschen van wat men van den schatplichtige kan vergen zonder hem tot fiskale ontvluchting aan te zetten — bij ontstentenis eener internationale fiskale unie — door onnuttig inbreuk te maken op de persoonlijke vrijheid en op den gang der zaken.

Deze gevolgen zouden voor de belangen der Schatkist meer nadeelig zijn dan de bezwaren welke het innen der belastingen mocht opleveren, dan eene grootere waakzaamheid bij de opsporing der gevallen van toepassing en de vervulling van de bewijsformaliteiten.

Men moet er voor zorgen, dat België al zijne uitzettingsvermogens, zijne geheele aantrekkingskracht op den vreemde behoude: men moet zijne rijkdommen bevestigen en doen toenemen, de welvaart van ons land nog grooter maken, opdat het aandeel, waarop de fiscus aanspraak heeft in de gemeenschappelijke winsten, grooter worde.

HOOFDSTUK I.

A. Registratierechten.

§ 1. SCHENKINGEN ONDER LEVENDEN.

ART. 1 EN 2.

Algemeene beschouwingen.

De eerste reeks voorgestelde fiskale bepalingen betreft de schenkingen. Zij staat in verband met die betreffende de nalatenschappen, artikelen 44 tot 47.

Het ontwerp stelt voor, de rechten te verhoogen, en in beginsel werd daartegen geen bezwaar aangevoerd.

Het wetsontwerp stelt de schenkingen gelijk met de legaten, wat betreft de heffing en de tarifeering der rechten.

De artikelen 44, 45 en 46, welke wij in het vierde hoofdstuk van ons verslag zullen onderzoeken, bepalen het nieuwe te heffen recht.

De wijziging, in de tegenwoordige regeling gebracht, wat aangaat de schenkingen, is de volgende.

Het recht is percentsgewijze bepaald.

SCHENKINGEN.	Huidige regeling.		Nieuwe regeling (zonder onderscheid van goederen).
	Roerende goederen.	Onroerende goederen.	
In de rechte linie, met inbegrip van de ver- deelingen, door bloedverwanten in de opgaande linie gedaan bij akten onder levenden	(1) 0.65	(5) 1.40	1.40
<i>Bij huwelijksche voorwaarden</i>	(2) 0.325	1.40	} 0.70 roerende goe- deren. 1.40 onroerende goe- deren.
In de zijdlinie of onder vreemden (Bij hu- welijksche voorwaarden, met de helft verminderd) (3) (6)	»	»	
Tusschen echtgenooten zonder gemeene kinderen of afstammelingen	5.50	(7) 6.90	6 »
Tusschen broeders en zusters	(4) 3.40	(7) 6.90	7.50
Tusschen ooms of moeien en neven of nichten, tusschen eenen aannemende en het aangenomen kind	(4) 3.40	(7) 6.90	9 »
Tusschen oudooms of oudmoeien en naneven of nanichten, tusschen eenen aannemende en de afstammelingen van het aange- nomen kind	(4) 3.40	(7) 6.90	10.50
Voor al de andere schenkingen	(4) 3.40	(7) 6.90	15 »
Provinciën, gemeenten, met bijzondere be- stemming, godshuizen, enz.	(4) 2.40 vast	(7) 2.40 vast	10 »

Men deed uitschijnen dat, uit het strenge standpunt der economische beginselen, het moeilijk voorkwam, de volledige gelijkstelling tusschen de schenking en het legaat te billijken; dat, om sommige redenen, eene meer voordeelige regeling billijk scheen voor de handelingen, welke vaak de vervulling van een plicht zijn en des te meer dienen te worden aangemoedigd, daar zij een onmiddellijken afstand voor gevolg hebben.

Men heeft ook aangevoerd dat sommige soorten van legaten eene bijzondere aanmoediging verdienen.

Doch deze redenen zijn meer ingegeven door het gevoel dan door de strengheid van het fiscaal recht: men moet erkennen dat schenking en legaat volkomen gelijk zijn in hunne economische gevolgen. Beide verschaffen vrijwillige voordeelen, zoowel wanneer de schenker zich zelf berooft als wanneer de erflater zijne erfgenamen beroofd heeft.

(1) Wetten van 1 Juli 1869, art. 5, en 28 Juli 1879, art. 1.

(2) Wetten van 1 Juli 1869, art. 5, en 28 Juli 1879, art. 3.

(3) Wetten van 22 Frim. jaar VII, art. 69, § 6, 1^o, 5 Juli 1860, art. 5, 1 Juli 1869, art. 8, en 28 Juli 1879, art. 1.

(4) Id.

(5) Wetten van 1 Juli 1869, art. 5, en 28 Juli 1879, art. 1.

(6) Wetten van 22 Frim. jaar VII, art. 69, § 8, 1^o, 5 Juli 1860, art. 5, 1 Juli 1869, art. 8, en 28 Juli 1879, art. 3.

(7) Wetten van 22 Frim. jaar VII, art. 68, § 8, 1^o, 1 Juli 1869, art. 8, en 28 Juli 1879, art. 1.

Men heeft ook de gelijkheid van het recht voor roerende zoowel als voor onroerende goederen beknibbelen : de verkoop van roerende goederen is onderhevig aan een minder recht dan de verkoop van onroerende goederen. Dat is wel zoo ! Doch is dat eene voldoende reden om het verschil van recht te behouden, waar het dient te worden geheven wegens eene handeling gansch verschillend van den verkoop ? Wij zijn hier op fiscaal gebied. Wat ons dient te leiden in onze beoordeeling van de bepaling der belasting, is de handeling en het voordeel, dat zij oplevert, veeleer dan de goederen die het voorwerp daarvan zijn. De overgang van roerende goederen kan, wanneer het verkoopen geldt, minder belast worden dan de onroerende goederen, en wel omdat die overgang herhaaldelijk voorkomt. Is er sprake van begiftigingen, dan veranderen de roerende goederen niet vaker van eigenaar dan de onroerende goederen binnen een zelfde tijdsverloop. En hij, die een gift of een legaat ontvangt, vindt er hetzelfde voordeel bij, het weze een roerend of een onroerend goed.

Het beginsel van de gelijkstelling, waarop men steunt om de bepaling te billijken, moet men dus goedkeuren, doch tevens dient te worden gezegd dat het, volgens het ontwerp, niet zijne volle uitwerking heeft in de toepassing.

Zoo wij nagaan hoe dit beginsel wordt toegepast, dan kan een ernsti bezwaar worden aangevoerd tegen het feit, dat de schenkingen van roerende goederen aan het recht onderhevig blijven, terwijl de erfgenaam in de rechte linie zich aan dit recht zou onttrekken, indien hij die goederen bij versterf mocht verwerven.

Aldus wordt, in de rechte linie, een eerste onderscheid gemaakt tusschen de schenking en de nalatenschap, wat betreft de roerende goederen :

De beoogde gelijkheid wordt bijgevolg hier niet tot stand gebracht en, zoo de aandacht niet in grootere mate gevestigd werd of zoo de klachten niet talrijker waren, dan is het wellicht omdat men berekend heeft dat de schenkingen van roerende goederen in de rechte linie zullen vrij blijven van elk recht, evenals vroeger, en wel omdat geen akte daarvan wordt opgemaakt.

Een ander onderscheid dient nog te worden vermeld, wat betreft het berekenen van het recht. De Middenafdeeling stelde de volgende vraag :

« Het ontwerp stelt de schenkingen met de legaten gelijk.

» Worden voor de legaten de rechten niet berekend na aftrek van de lasten ?

» Zal de gelijkstelling dezelfde zijn ?

» Zoo een onroerend goed is belast met X frank, zal dan de heffing dezelfde zijn wanneer het wordt verworven bij eene schenking evenals bij een legaat ? »

Er werd geantwoord :

« Het registratierecht, bepaald voor de schenkingen onder levenden, wordt geheven op de waarde van de geschonken goederen *zonder* onderscheid van de lasten.

» Het successierecht, verschuldigd op de legaten, wordt ook berekend op de waarde der goederen, doch *na* aftrek van de schulden en lasten, welke de legataris moet op zich nemen.

» Deze regelen zullen van kracht blijven, daar het ontwerp de schenkingen met de legaten gelijkstelt, enkel wat *het bedrag van het recht betreft*. »

Als vergelding voor dezen last dient deze voor de begiftigden gunstige bepaling te worden vermeld : de akten houdende schenking onder levenden van onroerende goederen zijn vrij van het recht van overschrijving (art. 50).

Kortom, men moet toegeven dat, alhoewel de hervorming niet tot het uiterste kon gedreven worden, de gedachte, waarvan de nieuwe regeling uitging, logisch is en ten opzichte van de beginselen volkomen gebillijkt is.

EERSTE ARTIKEL.

Slechts één bezwaar werd aangevoerd betreffende het bedrag van het recht. Bij de successierechten wordt dit bezwaar herhaald.

Het bedoelt het recht op de schenkingen tusschen oudooms en naneven, tusschen hem die een kind aanneemt en den afstammeling van het aangenomen kind. Men deed opmerken dat soortgelijke schenkingen gewoonlijk steunen op bijzondere redenen die de toepassing van het recht van 9 t. h., voor den vorigen graad bepaald, billijken.

Daarop werd geantwoord dat men moeilijk een logischen grond zou kunnen aanvoeren om te bewijzen dat het te heffen recht hetzelfde dient te zijn, wijl in de natuurorde een tusschenovergang zich moest voordoen.

De Middenafdeeling heeft een wijziging, welke men voorstelde in deze nieuwe paragraaf van het tarief, verworpen met 5 stemmen tegen 2.

ART. 2.

Deze bepaling werd door sommigen beknibbeld wegens het recht van 10 t. h., dat zij invoert. Men deed opmerken dat elke schenking de som, noodig voor de stichting, moet bedragen en dat bijgevolg het recht feitelijk ten laste van den schenker valt. Daarom, zonder de vrijstelling ofwel zelfs het behoud van het vast recht voor te stellen, wees men er op, dat deze schenkingen fiskale voordeelen genieten in andere landen. In Duitschland vermindert de wet op 5 t. h. het recht op de legaten ten bate van Deutsche kerken, maatschappijen, stichtingen, bonden of inrichtingen, welke uitsluitend een godsdienstig, liefdadig of sociaal doel beoogen ; ze zijn vrij van elk recht, indien zij niet 5,000 mark bedragen.

De Middenafdeeling achtte het niet noodig, het voorgestelde cijfer te wijzigen.

De begiftigden zijn vreemdelingen en hun wordt reeds eene gunst verleend.

Het evenredig recht van 10 t. h. is reeds eene vermindering, wat betreft de legaten : dit recht wordt gebracht van 15.80 op 10 t. h., doch het geeft aanleiding tot eene aanzienlijke verzwaring, wat aangaat de schenkingen.

Deze vergoeding werd ingevoerd om de gelijkheid tusschen de twee

wijzen van begiftiging te herstellen; de twee stelsels zullen hunne voor- en tegenstanders hebben, naar gelang dat de begiftigden daaruit al of niet voordeel meenen te trekken. Daaruit blijkt nogmaals dat de bezwaren steunen niet op een beginsel, maar op feiten, op bijzondere toestanden; zij mogen dus over 't hoofd gezien worden.

Die regeling dient echter in ruimen zin toegepast te worden.

De Middenafdeeling was eenparig om te verklaren dat de bewoordingen: « schenkingen gedaan met uitdrukkelijke bestemming tot het onderwijs of tot werken van onderstand », in den ruimsten zin moeten verklaard worden en zich moeten uitstrekken tot al de bestemmingen waartoe een koninklijk besluit de provinciën en gemeenten kan machtigen. Ongetwijfeld moeten deze bewoordingen ook omvatten, bijvoorbeeld, de bestemming tot het oprichten van werklozenfondsen.

§ 2. KREDIETOPENINGEN.

ALGEMEENE BESCHOUWINGEN.

Artikel 3 bepaalt dat, bij de registratie der akte van kredietopening, het recht op het bedrag van het geopende krediet zal geheven worden alsof er sprake was van eene akte waaruit de leening van gelijke som zou blijken.

Beschouwt men de zaak in rechtsopzicht of gaat men deze twee overeenkomsten na in hare uitwerking, dan stelt men voorzeker een groot verschil vast tusschen de kredietopening en de leening zelve, doch dit verschil is juist van aard om de voorgestelde heffing volkomen te billijken.

« Eene kredietopening is geen gewone belofte van leening, al moest men zelfs overeengekomen zijn haar slechts te doen bestaan in een voorschot in geld. Wanneer ik u krediet geef voor een zekere som, dan doe ik meer dan mij verplichten u deze som te leenen. Inderdaad, de leening is eene eenvoudige en tijdelijke handeling, en, wanneer de ontleener de beloofde som opgetrokken heeft, dan heeft de leener aan zijne plichten voldaan. Ook zou er geen sprake kunnen van zijn, een zekeren duur te bepalen voor de verbintenis van den aanstaanden leener. Dit ware eene ongerijmdheid.

» Anders is het gesteld, wanneer het geldt eene kredietopening. Zelfs is eene kredietopening alleen dan denkbaar, wanneer men overeengekomen is, dat deze voor een zekeren tijd — bepaald of onbepaald, dat doet er weinig toe — geldig zal zijn. Want de kredietgever heeft niet alles gedaan wat de overeenkomst hem oplegde, wanneer hij den kredietnemer een eerste maal het beloofde kapitaal in eens heeft overhandigd. De contractanten hebben inderdaad voorzien dat de kredietnemer het kapitaal aan den kredietgever zou terugbetalen en, in dit geval, is deze laatste gehouden, opnieuw een voorschot te geven. Met een woord, de kredietopening onderstelt een onafgebroken reeks van uitkeeringen en terugbetalingen van kapitalen, en het zal van den kredietnemer afhangen, zoo vaak hij het verlangt en zoo lang de duur van het krediet strekt, de volle uitkeering van de beloofde sommen te bekomen. Wij voegen er echter bij dat, in dezen gedachtengang, de kredietnemer tegenover den kredietgever eene verbin-

tenis aangaat, waarbij zijn bedoeld niet al de voorschotten en elk van de voorschotten, gegeven in den loop van de overeenkomst, maar wel de einduitslag van eene reeks verrichtingen waarvan de voortdurende schommelingen den toestand der partijen op elk oogenblik moeten wijzigen (1). »

Vóór de wet van 24 Maart 1873 gaven de kredietopeningen — bij ontstentenis van bijzondere bepalingen in de wet van 22 Frimaire jaar VII — aanleiding tot het vast registratierecht als onbenoemde akten.

Het Hof van Cassatie had wel beslist (arresten van 27 December 1862 en 24 November 1870) dat er geen nieuwe akte was vereischt, opdat het bestuur zou bevoegd zijn om de betaling van dit recht te eischen; het volstond dat het bestuur door de wettelijke middelen zou bewijzen dat het krediet te gelde werd gemaakt. Dat was enkel de bevestiging van een recht zonder werkelijke bekrachtiging.

« Zoo waar het is — zegt de Memorie van Toelichting van een wetsontwerp ingediend door den heer Jacobs den 28^o November 1871 — dat op de akten van kredietopening steeds volgen voorschotten die den kredietnemer tot schuldenaar maken, even waar is het dat het bestuur meesttijds niet in staat is, het bewijs daarvan te leveren om de heffingen aan te vullen, welke zich, bij de registratie, bepaalden tot een vast recht van fr. 2.20. Tegenover deze onmacht en de bepaling der wet van 1850, welke de geldigheid en de terugwerkende kracht van de hypotheek bevestigde, won de kredietopening, in de praktijk, steeds meer veld om leeningen, op den datum van de akte aangegaan, te dekken.

» Deze toestand dient te worden verholpen; de Regeering stelt voor, dat de rechten zouden verschuldigd zijn, onderscheidenlijk op den datum der akte en op het oogenblik der inschrijving, tot een bedrag van omtrent de helft van die welke, volgens het huidig tarief, verschuldigd zijn na de gebruikmaking van het krediet. Zij zouden later in aanmerking komen, wanneer het bewijs van de gebruikmaking zou toelaten, zooals vroeger, de rechten te vereffenen. » (Stukken der Kamer, 1871-1872.)

Deze beschouwingen hadden voor gevolg, dat de wet van 24 Maart 1873 werd ingevoerd. De artikelen 6, 7 en 8 van deze wet luiden :

« Art. 6. De akten houdende kredietopening op hypotheek of op pand zijn onderhevig, op het oogenblik van de registratie, aan een recht van 60 centiemen per 100 frank, met inbegrip van de opcentiemen (thans 63 centiemen t. h.).

» Het recht wordt berekend op de som waarvoor de hypotheek of het pand wordt verleend.

» Art. 7. Op de hoofdsom van eene inschrijving, genomen krachtens eene akte van kredietopening, wordt, bij de inschrijving, geheven een recht van 60 centiemen per 1,000 frank, met inbegrip van de opcentiemen (thans 63 centiemen per 1,000 frank).

» Art. 8. Ingeval van gedeeltelijke of geheele gebruikmaking van het

(1) LE FRANÇOIS, *Traité du crédit ouvert*, n^o 20. Cfr. Requisitorium van den Procureur-Generaal Leclercq, vóór de cassatie, 27 December 1849, *Pas.*, 1850, I, bl. 66.

krediet, zullen de rechten, gestort overeenkomstig de twee vorige artikelen, aangevuld worden tot het bedrag van de rechten verschuldigd krachtens de bestaande wetten ».

Deze wet is eene overeenkomst tusschen den fiscus en de contractanten : zij beschouwt de belastbare zaak niet als ontstaande zoodra het contract is gesloten en wegens het sluiten van het contract ; het evenredig recht, geëischt bij het opmaken van de akte, is slechts eene afkorting, geëind *contra rationem juris*, op een hooger recht dat enkel verschuldigd zal zijn wegens het gebruikmaken van het krediet.

Het contract van kredietopening is een contract *sui generis*, dat enkel verplichtingen in het leven roept, een soort van verhuring van werk, waarbij een persoon — de kredietgever — de verbintenis aangaat, gedurende een min of meer langen tijd deze of gene verrichting van zijn handel of van zijne nijverheid te doen ten bate van een anderen persoon, — den kredietnemer, — die, van zijnen kant, zich verbindt den eerste te vergoeden, na het verstrijken van het contract, voor de gevolgen van de uitvoering zijner belofte. Door het enkel bestaan van deze verbintenissen is het contract van kracht en volmaakt; de wijze van gebruikmaking van het geopend krediet, deze gebruikmaking zelve zijn van geen belang : zij betreffen niet de sluiting, maar de uitvoering van het contract. (SCHUKS, *Dict. des droits d'enregistrement*, v^o Crédit; FALLOISE, *Traité de l'enregistrement des ouvertures de crédit*, n^o 1; *Pandectes belges*, v^o Ouverture de crédit (disp. fiscales, n^o 1); MATON, *Dict. de la pratique notariale*, v^o Crédit, n^o 1; DE BAETS, *Les droits d'enregistrement*. Toelichting van het wetsontwerp houdende vermindering van de registratierechten, enz., n^o 89, zittingsjaar 1901-1903.)

De tegenwoordige wet voerde een werktuig tot heffing in : de nieuwe bepaling schrijft eene heffing voor, welke steunt op rechtsbeginselen.

Het is redelijk dat op de kredietopening, bij hare vestiging, een bijzonder recht geheven wordt naar evenredigheid, niet van het bedrag van het geopend krediet, maar van de belangrijkheid der latere handelingen ter uitvoering : geldvoorschotten, aanneming van wissels, disconteering van handelseffecten of wisselborgtocht, onderteekening van briefjes, levering van goederen, enz.

Op welken grondslag dient dit recht te worden gevestigd? Dat is de eenige op te lossen vraag.

Werkelijk wordt het geopend krediet bijna altijd te gelde gemaakt, want het is natuurlijk met den vasten wil daarvan gebruik te maken, dat de kredietnemer eene authentieke akte bekostigde, eene hypotheek op zijne goederen toestond of eene pandovereenkomst aanging.

Men mag als zeker beschouwen dat elke kredietopening voordeelen zal opleveren, welke ten minste gelijk zijn aan die eener leening van hetzelfde bedrag.

Men kan dus de bepaling, welke op die twee verrichtingen een gelijk recht heft, niet beknibbelen, omdat zij een te hooge heffing zou bepalen.

De verslaggever van 1904 stelde het reeds vast :

« Zoo men de gewone leening tegenover de kredietopening stelt, beiden aan een zelfde recht van fr. 1.40 t. h. onderhevig, dan kan men niet ontkennen dat de kredietopening een bevoorrechtten toestand behoudt. Inderdaad, bij de leening wordt het recht bepaald volgens de geleende som, m. a. w. volgens de som die in eens gegeven wordt; bij de kredietopening wordt, integendeel, het recht bepaald op het bedrag van het geopend krediet, m. a. w. op de grens aangewezen voor het saldo, grens binnen welke de geldverrichtingen beiderzijds onbepaald kunnen herhaald worden, mits er steeds vergelijking bestaat.

» Het is dus niet, zooals bij de leening, eene in eens gegeven som die al den last van het recht draagt, maar al de sommen die, in den loop van menigvuldige verrichtingen, zullen voorkomen in de verschillende posten van credit en debet.

» Door het recht slechts op het bedrag van het geopend krediet te heffen, treft het wetsvoorstel enkel een gering gedeelte van den ontzaglijken fondsenomzet welken de kredietopening kan medebrengen.

» De fiskale gelijkheid van leening en kredietopening is dus geheel in het voordeel van deze laatste ».

Het voorgestelde bedrag wordt bijgevolg gebillijkt, eensdeels, door de gelijkaardigheid welke, in rechten, bestaat tusschen de kredietopening en een gewone overeenkomst van aanneming en huur (wet van 22 Frimaire, jaar VII, art. 69, § 3, 1^o) en, anderdeels, door de gelijkaardigheid welke bestaat tusschen de kredietopening en eene leening waarbij de ontleende gelden zouden blijven in handen van den leener, ter beschikking van den ontleener (wet van 22 Frimaire, jaar VII, art. 69, § 3, n^o 5^o).

Om deze heffing te bestrijden, heeft men tegen het voorgestelde recht aangevoerd dat « de verrichtingen van kredietopening het kenteeken zijn van de welvaart, alsmede van de bedrijvigheid van handel en nijverheid, en dat deze dienen te worden bevorderd ». (Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 28 April 1903, naar aanleiding van het verzoekschrift der eigenaars van smeltovens, te Charleroi.)

Anderdeels, steunende op beweegredenen uitgaande van geheel verschillende beschouwingen, heeft men hetzelfde recht bekibbeld als zijnde eene taks geheven van hen die in eenen moeilijken en benarden toestand verkeeren.

Voert men aan, dat het oogenblik van de heffing slecht gekozen is, dan kan men met evenveel reden antwoorden dat, onder de tegenwoordige regeling, het bijkomend recht op de kredietopening gewoonlijk alleen dan geheven wordt wanneer deze geen nuttige gevolgen meer kan hebben, wanneer hij, die de schuld moet voldoen, ervan afziet; dat het al te vaak gebeurt dat, wanneer de vereffening of het faillissement een einde maken aan de verrichtingen, de gezamenlijke schuldeischers door het te betalen recht getroffen worden.

De heffing bij de vestiging is dus veel billijker.

Van zijnen kant heeft de *Landsbond der Kleine Burgerij* erop gewezen, dat

de nieuwe heffing op de kredietopeningen geschikt was om zwaarder te drukken op de kleinhandelaars, die tot dit middel hun toevlucht moeten nemen, omdat er voor hen geen ander bestaat; tevens moest hij erkennen dat « de kredietopening haar doel gemist heeft, dat zij vaak eene echte vermoede hypothecaire schuldbekentenis is om de vermindering van kosten te genieten ». Zij stelde als oplossing voor, dat enkel de kredietopeningen ten bate van kleinhandelaars en kleinnijveraars voortaan de weldaad van de huidige regeling zouden genieten, mits zij niet meer dan 5,000 frank bedragen.

Moest men deze beschouwingen, welke een gunststelsel vragen voor de kredietopeningen, in aanmerking nemen, dan zouden die met des te meer reden gelden voor de rechten op de leeningen.

Uit dien wenk blijkt dat men bij de behandeling der maatregelen betreffende het krediet van den middenstand, welke aan het Parlement zijn voorgesteld, zal moeten nagaan, door middel van eene algemeene regeling, welke fiskale bepalingen, te zamen met andere, het goedkoop krediet, dat de middenstand terecht eischt, zullen kunnen vestigen.

ART. 5.

Een voorstel, krachtens welk het recht zou bepaald worden op 1 t. h. — de kredietopening zij al of niet te gelde gemaakt — werd in de Middenafdeeling ingediend.

Het werd verworpen met 5 stemmen tegen 2.

Voor de kredietopening, bijzonder contract, zal dus een bijzonder recht van fr. 1.40 t. h. moeten betaald worden; dit recht zal elke verdere heffing buitensluiten.

Dank zij deze bepaling, vervalt het onbillijke en het onlogische van de huidige regeling, welke, ten slotte, verschillende rechten legt op akten van gelijke waarde ten aanzien van hun nut en hunne juridische gevolgen wegens de verschillende wijzen van gebruikmaking. Heeft de kredietopening ten doel, het verstrekken van geldsommen betaalbaar in specie of in handelseffecten? Het recht, verschuldigd bij de gebruikmaking, bedraagt fr. 1.40 t. h., zooals het overeenkomstig artikel 69, § 3, n^o 3, der wet van Frimaire is bepaald voor « alle akten en geschriften die verbintenissen tot sommen inhouden, zonder schenking en zonder dat de schuldbekentenis de prijs zij van eene niet geregistreeerde overdracht van roerende of onroerende goederen ». Bestaat de kredietopening in de levering van materialen of van koopwaren? De uitvoering van de overeenkomst is een verkoop van roerende goederen; het verschuldigde recht bedraagt eigenlijk fr. 2.70 t. h. met rechtstreeksche toepassing van artikel 69, § 3, n^o 1, en met toepassing *a contrario* van bovengemeld artikel der wet van Frimaire.

Er dient ook te worden gezegd dat de algemeene bepaling, voorkomend in het ontwerp, de verminderingen van rechten, bij bijzondere wetten toegestaan, met name voor de openingen van landbouwkrediet (wet van 15 April 1884, art. 24), onverkort laat

De Commissie van de bankiers en wisselagenten deed opmerken dat « de gewaarborgde kredietopeningen, gewone reportverrichtingen zijnde, dienden te worden gelijkgesteld met deze en van elk recht vrijgesteld, indien het geldt in pand gegeven effecten. »

Het is volstrekt onmogelijk, toe te treden tot deze zienswijze : zij berust op eene echte juridische verwarring.

Worden, om de verhoopte gevolgen van eene handelsverrichting op termijn te verdagen, de effecten in ontvangst genomen en geven zij aanleiding tot het sluiten van eene leening op effecten, dan dient geen bevoorrechte regeling te worden toegepast op deze verrichting. Overigens, het pand in handelszaken kan zonder geschrift gegeven worden en bijgevolg zullen de fiskale bepalingen in de toekomst niet meer kunnen toegepast worden op dat gebied dan in het verleden.

§ 3. AKTEN VAN VENNOOTSCHAP. (ART. 4 TOT 7.)

ALGEMEENE BESCHOUWINGEN.

Artikel 4 van het ontwerp is eene bijna woordelijke herhaling — behalve wat het bedrag van de heffing betreft — van artikel 8 van het voorstel, ingediend op 12 Februari 1903 en « houdende vermindering van de rechten van registratie en overschrijving ten bate van den geringen eigendom. »

Die bepaling is volkomen billijk; zij zal immers gewichtige voordeelen verschaffen aan de vennootschappen in ruiling van de lasten welke haar worden opgelegd.

De akten van oprichting van vennootschappen zijn, onder de bestaande wetten, onderhevig aan een vast recht van 7 frank. Dit vast recht dekt de bedingen van de akte, welke betrekking hebben op de vier hoofdbestanddeelen der overeenkomst van vennootschap: 1^o de toestemming; 2^o de wederzijdsche inbrengsten; 3^o het inzicht, te zamen winsten te verwezenlijken; 4^o de deelneming in de verliezen. Komen er in de akte andere bedingen voor, welke afwijken van het hoofdcontract om afzonderlijke bepalingen te vormen, in den zin der wet van 22 Frimaire jaar VII, dan wordt een vast of evenredig bijzonder recht geheven op elk beding, volgens zijnen aard.

Aldus, zoo een vennoot een belast onroerend goed inbrengt en bedingt dat de vennootschap te zijner ontlasting de hypothecaire schuld moet betalen, dan wordt thans geheven een recht van verkoop en overschrijving, fr. 6.75 t. h.

Zoo een zaakvoerder, een beheerder of een commissaris zich verbindt zijne werkkraacht te leenen aan de vennootschap mits betaling van een vast loon, met name een loon dat anders dan in winsten moet worden betaald, dan wordt het recht van aanneming en huur — fr. 1.40 t. h. — geheven. Zoo uit de akte eener naamlooze vennootschap blijkt dat de gelden door de vennoten gestort werden in handen van een bepaalden persoon, hetzij een derden persoon, hetzij een vennoot, dan heft het bestuur het recht van inbewaargeving en het handelt aldus, omdat het vast recht van 7 frank,

waaraan de akte onderhevig is, slechts de hoofdbestanddeelen van de vennootschap dekt, m. a. w. het vaststellen van de inbrengsten in ruiling van rechten als vennoten.

Er was zelfs een arrest van Cassatie noodig om te beslissen dat dit recht een vast recht, niet een evenredig recht zijn moest (5 Mei 1904).

Deze bedingen kunnen aanleiding geven tot zeer hoge heffingen. Aldus werd, bij de registratie der akte van oprichting der vennootschap « Union métallurgique d'Hoboken » (bijlagen van het *Staatsblad*, 18-19 Juli 1904), een recht van fr. 143,575.98 geheven, daar de vennootschap opgericht werd ten gevolge van een accoord tot voorkoming van falliet en, luidens dit accoord, het passief moest dragen, voor de vereffening waarvan zij werd opgericht...

Ook gaf deze wijze van heffing aanleiding tot de meest vernuftige, doch ook de meest betreuenswaardige gebruiken. Zij hadden voor eerste gevolg, volstrekt wettige heffingen onmogelijk te maken, vermits bijzondere personen, in een gelijken toestand verkeerende, ze moesten betalen, doch een veel erger gevolg was, dat zij aanleiding gaven tot onduidelijkheid en veinzerij in de akten: al de opstellers van statuten gebruiken de klassieke formule, met name den inbreng van een onroerend goed in de vennootschap mits toekenning van aandeelen: de aandeelen, die de tegenwaarde uitmaken, worden vervolgens van den inbrenger afgekocht door hen die, zoo dit niet gebeurde, de noodige fondsen tot het aankopen van aandeelen aan de vennootschap zouden bijgebracht hebben bij inschrijving; aldus worden de rechten wegens verkoop ontdoken. De rechtspraak was voor die praktijken bijzonder toegevend. (Cfr. Arrest Luik, 10 Februari 1912. *Pas.*, 1912, II, 101.)

Ofwel, in stede van roerende goederen te verkoopen aan de vennootschap, brengt men eene optie van aankoop dezer goederen in: deze optie wordt opgeheven in de vergadering welke op de oprichting volgt. Deze vergadering beslist dat de vennootschap den prijs zal betalen en tevens de schulden van den inbrenger zal voldoen; zóó is de fiscus bijna altijd ontwapend om deze aldus gesloten verrichting te bewijzen.

Wanneer men echter verplicht is den te betalen prijs te vermelden, dan draagt men er zorg voor, hem « ten aanzien van den fiscus » af te trekken van onroerende goederen in het buitenland of van een brevet, vermits de te betalen prijs mits een vast recht wordt geregistreerd.

Deze praktijken, welke den echten toestand voor het publiek verbergen, zijn in strijd met de wet van 28 Mei 1913.

De artikelen 50, 56 en 57 keuren die uitdrukkelijk af. Doch de oprichters zouden voortaan in een onaangename toestand verkeerden — tusschen de verplichtingen van de wet en de eischen van den fiscus —, zoo zij registratierechten, eischbaar voor eerlijk vermelde overeenkomsten, moesten betalen volgens de huidige heffing.

Het wetsontwerp, dat het eenmaal te betalen recht op het uitgedrukt bedrag van het kapitaal bepaalt op 0.50 t. h., is de onontbeerlijke aanvulling van de nieuwe wet op de vennootschappen.

ARTIKELN.

ART. 4.

Het voorgestelde recht van fr. 0.50 t. h. op het kapitaal nominaal is bestemd om al de bepalingen te dekken, welke uit de akte van vennootschap moeten blijken en, over 't algemeen, al de bepalingen betreffende de verbintenissen aangegaan door de vennootschap tegenover de vennooten in ruiling van hunne inbrengsten, alsmede betreffende de betrekkingen van de vennootschap met de zaakvoerders, beheerders of commissarissen en de stortingen voorgeschreven door de wet bij de oprichting van naamlooze vennootschappen.

Het verslag der Middenafdeeling, dd. 24 Februari 1904 (*Stukken der Kamer*, 1903-1904, n^r 75, blz. 65) bepaalde den omvang van de slotaline van artikel 8, die luidde zooals alinea 3 van het tegenwoordig artikel 4 en hier mag overgenomen worden :

« De slotparagraaf levert een aanzienlijk belang op; het is eene afwijking van den algemeenen regel van artikel 11 der wet van Frimaire, krachtens welken regel elke afzonderlijke bepaling aan soortelijke rechten is onderhevig, en die paragraaf geeft de verschillende overeenkomsten op, die mits het vooraf bepaald recht van 25 centiemen, zoowel als de hoofdzakelijke overeenkomst, vrij zijn van alle andere rechten. Het zijn de overeenkomsten betreffende : 1^o de lasten door de vennootschap met de inbrengsten overgenomen; 2^o de door de vennootschap genomen verbintenissen om zaakvoerders, beheerders of commissarissen anders te vergoeden dan met het toekennen van dividenden; 3^o de kwijting, aan de vennooten gegeven voor stortingen.

» De opsomming is natuurlijk beperkend.

» Zoo blijven onderhevig aan de evenredige rechten volgens de wet van Frimaire, de verbintenissen welke de vennootschap aangaat jegens de vennooten, anders dan in ruiling van inbrengsten. Dat zal het geval wezen, wanneer een vennoot, in stede van de huur of den eigendom van een onroerend goed « in te brengen », dat goed aan de vennootschap verhuurt of verkoopt tegen een huur- of verkoopprijs; er bestaat maar inbreng wanneer men, overeenkomend met rechten in de vennootschap, iets in 't gemeen brengt.

» Dat is ook hetzelfde ingeval de vennooten overeenkomsten vaststellen, onder hen aangegaan, bij voorbeeld wanneer de partijen verklaren dat de inbreng in geld, welken een vennoot zich verbindt zoo spoedig mogelijk te storten, voorloopig door een anderen vennoot wordt gestort, tegenover wien de eerste vennoot zich verbindt die som terug te betalen; wanneer een gecommanditeerde zich verbindt om van eenen bepaalden datum af het kapitaal, door den geldschietster gestort, af te lossen; wanneer vennooten zich onderling hunne aandeelen opdragen, ingeval van vóóroverlijden, enz. (1). » (*Verslag*, blz. 65.)

(1) Zie SCHICKS, « Du droit d'enregistrement dans ses rapports avec les sociétés civiles et commerciales », 1895, *Revue pratique des sociétés commerciales*.

Artikel 4 bedoelt al de burgerlijke maatschappijen en al de vennootschappen van koophandel, al de akten, werktuigen van de overeenkomst omschreven bij artikel 1832 van het Burgerlijk Wetboek: « Het in gemeenschap brengen van iets met het oogmerk om het daaruit ontstaande voordeel met elkander te deelen. »

Zoo de contractanten een ander doel hebben dan de deeling der winsten, dan is er geen maatschap, maar eene vereeniging, en artikel 4 is niet van toepassing.

Artikel 4 maakt geen onderscheid op grond van den duur der vennootschappen. Bij gebrek aan overeenkomst dienaangaande, wordt de burgerlijke maatschap geacht te zijn aangegaan voor het geheele leven van de deelgenooten of voor al den tijd dat de zaak duren moet (art. 1844, B. W.). Is het eene vennootschap van koophandel, dan wordt de maximumduur bepaald op dertig jaar, tenzij het geldt eene vennootschap opgericht om eene concessie van den Staat in bedrijf te nemen.

Na het verstrijken van den bij contract voorzienen duur, en bij gebreke van verlenging, bestaat er geen vennootschap meer, maar eene zaak die dient te worden vereffend. De toestand is dezelfde als die van eene vennootschap, opgericht door eene akte welke vatbaar is voor nietigverklaring.

« In de gewone taal, is inbreng de inleg in eene vennootschap, dat zijn al de goederen welke de vennoten in 't gemeen brengen, onverschillig dezer aard, het mogen geldspeciën of goederen in natura zijn, slijtbare of persoonlijke zaken, lichamelijke of onlichamelijke rechten; 't is ook in dien zin dat het wordt verstaan in de wetten van 18 Mei 1875 en van 22 Mei 1886 op de vennootschappen.

» Meesttijds komt dit overeen met het maatschappelijk kapitaal; dat is echter niet altijd het geval, namelijk wanneer de inbreng gedaan wordt met lasten. Bij voorbeeld, de vennoten brengen gezamenlijk 900,000 frank in geld in, alsmede een onroerend goed van 200,000 frank, belast met eene hypotheekschuld van 100,000 frank, ten laste der vennootschap gelegd, dus 't geheel 1,100,000 frank.

» Het werkelijk kapitaal zal 1,000,000 frank bedragen, want het onroerend goed van 200,000 frank komt, voor het toekennen der renten in de vennootschap, enkel in rekening na aftrek van zijn last van 100,000 frank.

» De wezenlijk gedane inbreng zal echter 1,100,000 frank bedragen en deze inbreng, zonder den last, maakt den belastbaren grondslag uit. » (*Verslag van 1904*, blz. 6, 4.)

Wanneer zulke lasten schriftelijk zijn vermeld, levert de akte van vennootschap het meeste nut op, vermits zij het bewijs van deze bijzondere overeenkomsten meebrengt. Het recht van fr. 0.50 t. h. zal geheven worden zonder aftrek van die lasten, doch de heffing van dit recht zal gelden als een dienst, door de registratie bewezen.

Dank zij de nieuwe taxatie, zal de samensmelting van vennootschappen, welke aanleiding gaf tot zooveel bezwaren wegens de overneming van het

passief, met de meeste oprechtheid en zonder overdreven lasten kunnen gebeuren.

Verlengt de akte van samensmelting den duur der vereenigde vennootschappen, dan zal ongetwijfeld de bepaling betreffende de verlenging dienen toegepast te worden, zoo door de samensmelting eene van de vereenigde vennootschappen het bedrag van haar kapitaal kan verhoogen door het bedrag van de verklaarde of verzwegen reserves te onderwerpen aan de regelen geldende voor de goederen, voor maatschappelijk risico vatbaar, zoo de vennootschap daardoor het voordeel eener premie kan genieten, dan zal het recht wegens verhooging van kapitaal worden geheven op dit hooger bedrag; zoo de akte van samensmelting feitelijk slechts eene akte van oprichting eener nieuwe vennootschap is, door middel van inbrengsten van de niet samengesmolten, doch als deelgenooten optredende maatschappijen, dan dient een recht wegens oprichting te worden geheven.

Echter, wanneer het geldt eene echte samensmelting, zal men geen rekening meer moeten houden met de lasten die uit deze samensmelting kunnen voortspruiten voor de andere samengesmolten partij; eene merkelijke fiskale verlichting zal daarvan het gevolg zijn.

Worden er nieuwe inbrengsten gedaan gedurende het bestaan van de vennootschap, hetzij door verhooging van kapitaal, ten gevolge van eene wijziging in de statuten, hetzij door de intrede van nieuwe leden, dan wordt het recht van fr. 0.50 geheven op die nieuwe inbrengsten. Deze inbrengsten worden gevoegd bij de eerste inbrengsten, waarvan de hoegrootheid kon gewijzigd worden door den loop der verrichtingen en die versmolten blijven in het huidig maatschappelijk fonds.

Doordat het recht de gedane inbrengsten tot grondslag heeft, gebeurt het dat de intrede van nieuwe vennoten of de vervanging van vennoten geen aanleiding geeft tot heffing van evenredige rechten, zoo het maatschappelijk kapitaal alsdan niet wordt gewijzigd door verhooging.

Wij hebben hierboven vastgesteld dat de duur der burgerlijke maatschappen bepaald wordt in de akte van oprichting. De wil der contractanten geldt als wet.

De maatschappijen op aandeelen mogen niet, behoudens de uitzondering ten bate van de vennootschappen die eene concessie van den Staat bekwaamen, opgericht worden voor meer dan dertig jaar.

Daaruit volgt dat maatschappen van personen haar bestaan kunnen verlengen boven den bepaalden termijn voor de naamlooze vennootschappen; dat de intrede van nieuwe leden haar een nagenoeg altyddurend bestaan zou kunnen geven.

Een lid van de Middenafdeeling stelde voor, ten minste om de dertig jaar het recht opnieuw te heffen.

Dit voorstel werd niet aangenomen.

Wordt de duur der maatschappij verlengd, dan kan de akte van verlenging worden gelijkgesteld met eene nieuwe akte van vennootschap en het recht van fr. 0.50 is in dit opzicht redelijk, wat betreft het fiscaal recht.

Lang vóór het ontwerp van 1905 — zooals het toenmalig verslag het vaststelt — had men de aandacht gevestigd op de ongelijkheid voortspruitende uit het altijd durend bestaan dat kon toegekend worden aan den rechtspersoon, in het leven geroepen ten bate van vennootschappen met winstbejag.

Terwijl de goederen, bezeten door de natuurlijke personen, of de leden van vereenigingen successierechten betalen op bepaalde tijdstippen, kan eene doode hand tot stand komen op handels- of nijverheidsgebied.

De heer Van Overloop zegde het reeds ter vergadering van 4 September 1868 :

« Mijne Heeren, naar aanleiding van de registratie- en successierechten wensch ik den heer Minister eene vraag te stellen. Zou hij ons, zoo spoedig mogelijk, de lijst niet kunnen mededeelen van al de naamlooze vennootschappen die in het land bestaan, met vermelding van de eigendommen welke elk harer bezit ? Het staat vast, dat de onroerende goederen, door de naamlooze vennootschappen bezeten, eene doode hand zijn, ten minste gedurende haar bestaan. »

Anderzijds schrijven de heeren De Vos en Van Meeuwen in hun werk : *Sociétés commerciales* :

« Er bestaan in België talrijke onroerende goederen waarvoor nooit het overgangsrecht betaald wordt : het groote paleis van de zoogenaamde Nationale Bank en de gebouwen van hare agentschappen in de provinciën zijn millioenen waard ; evenzoo de talrijke fabrieken, werkhuizen en werkplaatsen van de overige naamlooze vennootschappen.

« Wij behoeven overigens niet vergeten dat, ofschoon zij, krachtens de wet op de vennootschappen, slechts voor een duur van dertig jaar mogen opgericht worden, het niettemin waar blijft dat deze duur achtereenvolgens en onbepaald mag verlengd worden. » (Bl. 490).

De fiscus voert hier, met het oog op het heffing, deze fictie in, dat de verlengde vennootschap de opvolgster van de eerste vennootschap is, en door deze fictie billijkt het ontwerp het overgangsrecht, bepaald bij de slotalinea van artikel 51 van het ontwerp.

De fictie kan aangenomen worden « met het oog op de toepassing van het fiscaal recht », doch het spreekt vanzelf dat zij in burgerlijk recht niet kan aangenomen worden.

De belastbare waarde zal, ingeval van verlenging, het maatschappelijk kapitaal zijn, vermeerderd met de reserves of verminderd met de verliezen, het batig slot, de gezamenlijke bestaande waarden, welke de benaming daarvan ook zij. Zij kan, wegens de reserves, merkelyk hooger zijn dan het oorspronkelyk kapitaal. Zij kan minder bedragen ingeval van verliezen.

Zoo men overging tot de vereffening der vennootschap, wanneer zij het einde van haar bestaan bereikt, en zoo de aandeelhouders het geheele maatschappelyk actief, dat hun toebehoort, overnamen en in eene nieuwe vennootschap inbrachten, dan zou dit actief, bij voorkomend geval, zonder vermindering van de lasten het totaal der inbrengsten in de nieuwe vennootschap uitmaken.

Hier mag men aanstippen dat het ontwerp rekening houdt met de in 1904 uitgebrachte bezwaren en eene belangrijke vermindering van de alsdan voorgestelde lasten invoert. Het actief, als belastbaar opgegeven, was het bruto actief, zonder aftrek van lasten; en deze toepassing op vennootschappen in het bezit van schuldbrieven kan volstrekt onbillijke heffingen op eene akte van louter verklarenden aard voor gevolg hebben.

De akte van verlenging zal minder kosten dan eene akte van oprichting, terwijl zij al het economisch en juridisch nut eener akte van oprichting oplevert, in welke akte geheel dit bezit zou worden ingebracht met de lasten vertegenwoordigd door het passief.

De partijen zullen den belastbaren grondslag kunnen verminderen door het beperken van het actief, dat dient te worden ingebracht in eene vennootschap, in de plaats tredende van eene andere, welke op het einde van haar bestaan is gekomen.

Ingeval van verlenging kunnen de balansen, geschreven stukken uitgaande van de vennootschap, door het bestuur worden ingeroepen.

Het dient te worden opgemerkt dat, zoo de regelen, door het wetsontwerp voorgeschreven, het gemeene recht uitmaken, zij de bijzondere wetten onverlet laten, welke fiskale voordeelen verleenen aan de samenwerkende maatschappijen (art. 1, 2^o, wet van 2^{de} Juli 1875), aan de maatschappijen voor werkmanswoningen (wetten van 9 Augustus 1889, art. 12-13, en 30 Juli 1892, art. 1) en aan de maatschappijen van onderlingen bijstand (wet van 23 Juni 1894, art. 8).

TOEPASSING OP VREEMDE VENNOOTSCHAPPEN.

De slotalinea van artikel 4 kon op twee verschillende wijzen worden verklaard.

Naar luid van artikel 172 der wet op de vennootschappen « is elke vennootschap, waarvan de hoofdzetel in België is gevestigd, aan de Belgische wet onderworpen, al werd de akte van oprichting in het buitenland opgemaakt ». De nationaliteit eener vennootschap wordt bepaald door haren wil om hare bijzonderste bestuursinrichting te vestigen in een land en aldus hare daden te doen overeenstemmen met haar inzicht, het voordeel van de haar vergunde persoonlijkheid, aan de wet van dit land gevraagd, te genieten. Men kon dus dit artikel verklaren in den zin dat het bedoelde de vennootschappen, welke deze verklaring aflegden in eene authentieke akte van oprichting, in het buitenland opgemaakt voor een Belgischen consul of openbaren ambtenaar —, met andere woorden, Belgische vennootschappen.

Maar het kon ook worden verklaard in dezen zin, dat men de vreemde vennootschap op gelijken voet met de in België opgerichte vennootschappen wilde stellen.

Zoolang de vreemde vennootschappen enkel alleenstaande handelingen verrichten in België, zijn het vreemdelingen, die tijdelijk in België verwijlen : zij ontsnappen aan de betaling van het recht.

Opdat het anders zij, moeten zij, ten gevolge van uitzonderlijke omstandigheden, er toe gebracht zijn de akte van oprichting zelve, ofwel eene expeditie, een afschrift of een uittreksel daarvan te doen registreren (art. 25, wet van Frimaire jaar VII).

Het eerste geval van toepassing, dat zich kan voordoen, is het gevolg van de nieuwe wet op de vennootschappen.

Aan de openbare uitgifte, aan het openbaar ten toon leggen, aanbieden en verkoopen van aandelen, titels of winstaandeelen van vreemde vennootschappen moet voorafgaan de bekendmaking, in de Bijlagen van het *Staatsblad*, van de akten van oprichting dier vennootschappen. (Wet van 25 Mei 1913, art. 174.)

Er is een tweede geval : De vreemde vennootschap bepaalt zich niet bij alleenstaande handelingen. Zij vraagt machtiging om zich in het Rijk te vestigen : De vreemde vennootschappen, die eene filiale of welk ander kantoor hebben in België, zijn gehouden, krachtens artikel 175 derzelfde wet, tot dezelfde bekendmakingen als de Belgische vennootschappen, ofschoon de akte van oprichting in het buitenland werd opgemaakt.

In die verschillende gevallen dient er dus te worden overgegaan tot de bekendmaking der akten en balansen. Deze bekendmakingen worden in het *Staatsblad* gedaan door de overneming van de geheele akte of van uittreksels daarvan, door het toedoen van de griffiers der rechtbanken van koophandel, belast met het in ontvangst nemen van de stukken welke behoorlijk geregistreerd zijn of waarvan de registratie blijkt uit de vermelding daarvan in de uittreksels (Kon. Besl., 21 Mei 1875). Deze bekendmakingen zijn noodzakelijk om op geldige wijze te kunnen verschijnen in rechten (art. 10, wet van 25 Mei 1913) of om titels te verhandelen ; artikel 4 is dus van toepassing op de vreemde vennootschappen die in België hun hoofdzetel, eene filiale of welk ander kantoor hebben en in een regelmatig toestand wenschen te verkeereren, alsmede op al wie titels van die vennootschappen wenschen te verhandelen. De anderen zullen aan dit artikel ontsnappen.

De Middenafdeeling stelde de volgende vraag : « Mits welk bedrag zullen de akten van vreemde vennootschappen, welke in België moeten bekendgemaakt worden naar luid van de wet, geregistreerd worden ? »

Door de Regeering werd geantwoord :

« In algemeenen regel zijn de akten, in het buitenland opgemaakt, onderhevig aan dezelfde registratierechten in België als de gelijkaardige akten opgemaakt in het land.

» De tekst van het ontwerp, in zijne algemeene formule, eerbiedigt dezen regel.

» Opdat die regel niet van toepassing zijn zou op de akten der naamlooze vennootschappen, zou er eene uitdrukkelijke bepaling moeten bestaan. »

De Middenafdeeling bekommerde zich dus om de gevolgen die deze bepaling en de verklaring, welke daaruit onbetwistbaar voortspoot, konden hebben. Zij stelde dan deze nieuwe vraag :

« Is de Regeering niet van meening dat deze verplichting, waardoor elke vreemde vennootschap een recht van 0.50 t. h. zou moeten betalen op haar

geheel kapitaal — wanneer het recht reeds betaald werd in het land waar zij werd opgericht — de werking of de vestiging van filialen van vreemde vennootschappen in België, juist van die welke van het hoogste belang zijn, onvermijdelijk zou beletten ?

» Meent zij niet, aan de Middenafdeeling andere grondslagen voor de registratie der akten van vennootschap te kunnen aanwijzen, hetzij voor al de gevallen van gebruik, in België, der akte van oprichting, hetzij door een onderscheid te maken tusschen :

» Het gebruik met het oog op den verkoop van titels ;

» Het vestigen van eene filiale ? »

Er werd geantwoord :

« Artikel 4 van het ontwerp, in verband gebracht met de artikelen 173 en 174 der samengeordende wetten op de vennootschappen van koophandel (wet van 18 Mei 1878, art. 130, en wet van 23 Mei 1915, art. 150^{bis}), zal natuurlijk voor gevolg hebben, de vestiging van filialen van vreemde vennootschappen in België, de uitgifte van vreemde titels in het land, alsmede de opneming dezer titels in de officieele noteering van onze handelsbeurzen in eene zekere mate tegen te werken.

« Om dit bezwaar te verhelpen, zou men het bedrag van het registratierecht op de akten van oprichting van vreemde vennootschappen kunnen verminderen. »

De Middenafdeeling was van gevoelen dat men, noch in rechten noch in feite, dezelfde registratierechten op de akte van oprichting mocht doen betalen door de vreemde vennootschappen en de Belgische vennootschappen. Zelfs wanneer zij werden teruggebracht tot de helft, ware het ondraaglijk voor de Congoleesche vennootschappen, welke rechtstreeks zouden getroffen worden.

De vreemde vennootschap, welke in België werkt, doet dit slechts ten bijkomenden titel, gebruikt daartoe slechts een deel harer kapitalen binnen een beperkten tijd, ofschoon geheel haar vermogen als borg is gesteld voor hare verbintenissen.

Zij heeft rechten betaald ten bate van het land dat haar de rechtspersoonlijkheid schonk.

Feitelijk heeft België er geen belang bij — integendeel —, de verhandeling van vreemde waarden op onze beurzen, noch de vestiging van filialen van vreemde vennootschappen te weren : men kan de wettelijke bescherming van de nationale belangen en de voordeelen van de gastvrijheid doen samengaan.

Tegenover de strenge maatregelen betreffende de vreemde vennootschappen zou men in het buitenland maatregelen nemen betreffende de Belgische vennootschappen. Daarom stelt de Middenafdeeling voor, de akte van vennootschap, waarbij het verhandelen van vreemde titels in België mogelijk gemaakt wordt, te registreeren mits een vast recht — nagenoeg zooals dit op de naturalisatiën — en, als natuurlijk gevolg, de zegelrechten op die titels te heffen.

Zoo de vennootschap een zaakvoerder, bevoegd om haar te verbinden en

in haar naam te handelen, in België aanstelt, zoo zij er een kantoor heeft, dan dient het recht te worden aangevuld naar gelang van de vermoedelijke belangrijkheid der vennootschap.

De vreemde vennootschap, welke verplicht is, de akten tot wijziging in de statuten of tot verhooging van kapitaal bekend te maken in België, zal gehouden zijn deze bijkomende rechten te betalen, zoo het nieuwe bedrag van haar kapitaal ze billijkt.

Het voorgestelde recht is niet hoog. Het zal, behoudens bij verlenging, slechts eenmaal betaald worden.

Het dient te worden gezegd dat dit recht geen vooraf bepaalde som bedraagt, zoals voor de Belgische vennootschappen. Het is een registratierecht vooral met het oog op de werking in België. Doch, zoo in de akte van de vreemde vennootschap worden vermeld inbrengsten of verkoop van onroerende goederen gelegen in België, dan zou de vennootschap niet kunnen beweren dat het geheven bepaalde recht haar ontslaat van de overgangsrechten welke zij had moeten betalen onder de huidige wetgeving.

Niets nieuws wordt in dit opzicht ingevoerd.

Dat is het stelsel voorzien voor de vreemde maatschappijen.

Mocht het echter, volgens de strenge rechtsbeginselen welke de nationaliteit van de vennootschap bepalen naar de plaats van hare bijzonderste vestiging, en ten aanzien van het gezamenlijk bestaan van de Belgische wet en van de Congoleesche decreten welke ieder de vennootschappen regelen, onmogelijk zijn de Congoleesche vennootschap als eene Belgische te beschouwen en haar dus het recht van 50 t. h. op te leggen, toch zou men haar niet kunnen eenvoudig gelijkstellen met de gansch vreemde vennootschappen.

Het ware al te streng geweest, geen rekening te houden met de sommen, welke zij betaalden aan de Schatkist der kolonie.

Voor de vennootschap, opgericht krachtens een decreet van de Kolonie, zullen de akten, waarvan zij in België moet gebruik maken, evenals vroeger geregistreerd worden mits het vast recht van 7 frank.

Voor bedrog dient niet te worden gevreesd, want volgens de rechtspraak moet men, om over de nationaliteit van eene vennootschap uitspraak te doen, niet de geschreven akte van oprichting, maar wel de feiten nagaan. Eene vennootschap, waarvan de hoofdzetel in België zou gevestigd zijn, zou vergeefs de andersluidende vermeldingen van hare statuten of het decreet tot erkenning aanvoeren. In strijd met de Belgische wet opgericht, zou zij, indien zij voldoet aan de hoofdvereischen om in België te werken, onderhevig zijn aan de rechten voorzien bij artikel 4. (WAUWERMANS, *Manuel pratique des sociétés anonymes*, n^{rs} 1090-1096.)

De akten van vennootschap, waarvan de wet van 25 Mei 1913 (art. 6, 9 en 10) de bekendmaking voorschrijft, moeten, binnen vijftien dagen na hare dagteekening neergelegel worden ter griffie van de rechtbanken van koophandel. Artikel 11 dier wet voorziet eene straf tegen de notarissen in sommige gevallen, tegen de vennoten of tegen de vennoten-oprichters in andere gevallen.

De notarissen, die aldus aansprakelijk worden gemaakt voor de rechten waarvan het bedrag hoog kan zijn, zullen voortaan van de comparanten, vóór de oprichting, een voldoende voorraad eischen om de belasting te kunnen betalen. Deze verplichting zal wellicht voor gevolg hebben, de oprichting van weinig ernstige vennootschappen te voorkomen. Men kan dat niet als een kwaad beschouwen.

Mocht men echter aanvoeren dat deze verhooging van rechten geschikt is om de oprichters van vennootschappen, die thans in België worden aangelokt door de goedkoope akten van oprichting, uit ons land te weren, dan zou men gemakkelijk kunnen antwoorden dat de kosten van oprichting, evenals vroeger — en wel ondanks de nieuwe regeling, — veel minder zullen bedragen dan in de naburige landen.

Engeland, Duitschland en Frankrijk hebben hetzelfde evenredig recht bepaald voor de oprichting van naamlooze vennootschappen.

Men kan rekenen dat de kosten van oprichting eener naamlooze vennootschap in België, met een kapitaal van 1 millioen frank, de som van ongeveer 8,900 frank zullen bedragen wegens rechten, eereloon van den notaris, zegel, wettelijke bekendmaking.

De kosten zouden in Frankrijk evenveel bedragen. Doch men kan dadelijk wijzen op dit verschil, dat de kosten dezelfde zouden zijn in België, zoo de inbrengsten bijna alle in onroerende goederen bestonden of belast waren, terwijl in Frankrijk daarenboven, voor het deel der inbrengsten beschouwd als in specie betaald, worden geheven 2 t. h. voor den overgang van roerende goederen en 7 t. h. voor dien van onroerende goederen.

Het recht van overschrijving zou daarenboven in Frankrijk 2,125 t. h. bedragen en in België 1.25 t. h.

In Duitschland, waar 1 t. h. op het kapitaal wordt geheven, zouden de kosten van oprichting 10,765 mark bedragen.

In Engeland, weliswaar, zouden de kosten slechts omtrent 110 pond of 2,750 frank bedragen. Deze regeling, meer voordeelig dan die in België, had vroeger niet voor gevolg, de oprichters van vennootschappen ten bate van dit land te verwijderen, en wel wegens de overige taxes op de werking.

Hieromtrent mag er zelfs op gewezen worden, dat de Middenafdeeling eene nota ontvangen heeft, waarbij werd voorgesteld een recht te heffen op de opening van de waarden in de officieele beursnotering; daar dit recht te veel afweek van de rechten, bij het ontwerp voorzien, kon de Middenafdeeling die nota niet in aanmerking nemen.

ART. 5.

Deze bepaling is nagenoeg de woordelijke herhaling van artikel 9 van het ontwerp van 1902-1905.

Wij mogen dus de beschouwingen van het verslag van 1904 hier overnemen :

« Hebben partijen hare inbrengen niet geschat, dan kan de waarde wor-

den opgezocht ; het bestuur zal vergelijken met de inbrengen in geldspeciën of in geschatte zaken.

« Bevat de akte niet de noodige bestanddeelen om de bedongen waarde te bepalen, dan moeten partijen zich gedragen naar den algemeenen regel van artikel 16 der wet van Frimaire jaar VII en, vóór de registratie, onderaan de akte eene degelijk bevestigde en onderteekende schattingsaangifte doen.

» Eindelijk, evenals voor akten van deeling, zal het bestuur het recht hebben, bij schatting door deskundigen te bewijzen dat de wezenlijke waarde de aangegevene overtreft. »

ART. 6.

De Middenafdeeling verlangde dat de omvang van artikel 6 nader zou bepaald worden.

« Moet men daaronder verstaan dat een gewoon rechtsvermoeden bepaald wordt voor de heffing van de fiskale rechten en dat, in dit opzicht, de goederen beschouwd worden als onverdeeld onder de vennoten, niet als eigendom van het zedelijk wezen onderscheiden van hunnen persoon ; dat er zal moeten overgegaan worden tot boedelscheiding brengend enkel verklaring, geene toekenning van rechten?

» Zoo een onroerend goed, afhangend van eene vennootschap onder gemeenschappelijken naam, bestaande uit drie vennoten, vereffend wordt, zal dan de vennoot, die in het bezit treedt van het goed, beschouwd worden als de verkrijger van twee derden van het goed of van het geheele goed?

» Mag men als verklaring van dit artikel niet beschouwen de paragraaf 2 der Memorie van Toelichting, door het Departement op 12 Februari 1912 ingediend te gelijk met een ontwerp houdende vermindering van registratierechten ten bate van den geringen eigendom? »

De Regeering antwoordde :

« Artikel 6 van het ontwerp wordt gebillijkt door de beschouwingen uiteengezet in de laatste alinea van paragraaf 2 (blz. 10) der Memorie van Toelichting der wet van 15 Mei 1905 (ontwerp ingediend den 12^e Februari 1905).

» De eerste bepaling van artikel 6 beteekent dat de vennootschappen onder gemeenschappelijken naam of bij wijze van enkele geldschieting tegenover de fiskale wet alleen beschouwd worden als zijnde geen rechtspersoon, onderscheiden van den persoon der vennoten.

» Elke vennoot wordt beschouwd als mede-eigenaar bij onverdeeldheid, zoowel van de goederen, welke ingebracht werden, als van die, welke door de vennootschap in den loop van haar bestaan werden verkregen.

» Het geldt niet een bloot vermoeden, maar een positieven regel.

» De bepaling heeft ten doel, toe te laten dat, bij voorkomend geval, artikel 4, 1^e alinea, der wet van 15 Mei 1905 worde toegepast ingeval een der vennoten eigenaar wordt van al de goederen, welke het maatschappelijk bezit uitmaken, ten gevolge van eene verdeeling of eenen gelijkwaardigen afstand.

» Drie onderstellingen zijn mogelijk :

» 1° Een vennoot wordt opnieuw privaats eigenaar, door verdeling of gelijkwaardigen afstand, van een goed dat hij zelf in de vennootschap heeft ingebracht : deze verkrijging is onderhevig aan het recht van 0. 23 t. h. op dit geheele goed (wet van 13 Mei 1905, art. 1);

» 2° De vennoot wordt op dezelfde wijze eigenaar van een goed dat de vennootschap verkreeg van een derde. Zelfde oplossing;

» 3° De vennoot verkrijgt een goed dat in de maatschap werd ingebracht door een van de overige vennoten of dat deze aan de vennootschap verkocht; in dit geval is verschuldigd het recht van overgang ten bezwarenden titel, volgens den aard van het goed, met toepassing van de voorgestelde bepaling in verband met artikel 4, eerste alinea, der wet van 1905. »

De Memorie van Toelichting van 1902-1905 gaf nog meer verklaringen om deze tegenstrijdigheid tusschen het fiscaal recht en het handelsrecht te billijken :

« Stellig is het dat het contract van vennootschap eenen overgang van eigendom teweegbrengt. Verwekt hetzelfde een rechtelijk wezen, dan wordt de eigendom der inbrengen op laatstgenoemd overgedragen; in tegenovergesteld geval maakt het contract de deelgenooten mede-eigenaars van de door ieder van hen in de vennootschap bijgebrachte goederen.

» De wet van het jaar VII heeft nochtans de akten van vennootschap niet onderworpen aan het evenredig recht, door artikel 4 vastgesteld « voor de overdrachten van goederen », en het wetsontwerp blijft den vrijdom behouden. Het gering evenredig recht, door artikel 41 gesteld tot vervanging van het huidige vast recht, heeft hetzelfde karakter als dit laatste en is aan dezelfde voorschriften van eischbaarheid onderworpen; het is een recht op akten en niet een recht op overgangen; niet anders dan eene bezoldiging wegens registratie in verhouding van de waarde der inbrengen zonder acht te slaan op hunnen aard noch op hunne plaats van ligging en zonder achtgeving op de bijkomende bepalingen of op wijzigingen die ze kunnen treffen. Het wetsontwerp gaat zelfs verder dan de huidige wetgeving op den weg naar de oneischbaarheid van het overgangsrecht op de inbrengen, aangezien het, in evenredigheid van de inbrengen, onder bezwarenden titel, alle bijzondere inning uitsluit op die welke gedeeltelijk aan maatschappelijk gevaar zijn onttrokken.

» Echter, om de rechten van den Staat te beschermen, is nogmaals hier eene beperking onontbeerlijk.

» In Frankrijk wil eene bestendige rechtsleer en rechtspleging dat de uitwerksels van vrijdom, voor de inbrengen door de wet van het jaar VII toegestaan, ophouden met het verbreken van den maatschappelijken band. Van dat oogenblik, wordt de vennootschap geacht nooit te hebben bestaan. Neemt een deelhebber het door hem ingebrachte goed in natuur terug, zoo treedt hij slechts weder in bezit van zijnen eigendom; maar, bekomt hij, bij verdeling of anderszins, het door eenen anderen medegenoot ingebracht goed, dan is hij het overgangsrecht verschuldigd uit toepassing van het algemeen grondbegin, volgens hetwelk de overgang van den eigendom op een ander hoofd aan het evenredig recht is onderworpen.

» Hadde die leerstelling in België bijval gevonden, dan ware het eene afgedane zaak geweest; maar ons Verbrekingshof heeft zelve die stelling verworpen bij vonnis van 28 November 1844. Het deelt de meening dat, bij gebreke van eene beperkende wetsbepaling, het voordeel der wettelijke beschikking, die de inbrengen van het overgangsrecht vrijstelt, dient toegepast te worden op al de rechtelijke uitwerksels van den eigendomsovergang die, op het oogenblik van den inbreng, onmiddellijk en bepaaldelijk plaats heeft tusschen den deelgenoot en zijne mededeelgenooten of, in voorkomend geval, tusschen den medegenoot en de vennootschap. Dienvolgens, wanneer een onroerend goed eenen inbreng uitmaakt, mag, naderhand, ieder deelhebber ervan eigenaar worden, hetzij door het aankopen van de aandelen of winstaandeelen zijner mededeelgenoten, hetzij bij middel van verdeling van het maatschappelijk vermogen, zonder betaling van het evenredig recht, dat voor den overgang van onroerende goederen is vastgesteld. » (*Memorie van Toelichting*, bl. 12).

Het ontwerp van 1902-1903 stelde geen recht van overgang in. Het bepaalde er zich bij, een einde te maken aan fiscaal bedrog, door een ander recht in de plaats te stellen, en het bedrog bij de vereffening te beletten. De achtbare heer Tibbaut verklaarde hoe het bestuur wilde ingaan tegen eene leer, krachtens welke het mogelijk is, door de oprichting van fictieve vennootschappen, de betaling van registratie- en overschrijvingsrechten, waaraan de vervreemdingen van onroerende goederen onderhevig zijn, te ontduiken.

« Dat artikel — schreef de verslaggever — strekt tot wegneming van een gemakkelijk middel om aan het overgangsrecht onder de levenden, ten bedrage van 5 fr. 50 c., en aan het overschrijvingsrecht van 1 fr. 25 c. te ontsnappen.

» Een onroerend goed, door een deelgenoot in eene vennootschap aangebracht, kan op een medevennoot overgaan, hetzij deze al de aandelen of interestdeelen zijner medevennooten inkoopt, hetzij zich dat goed doet toeëigenen bij de verdeling van het fonds; in die gevallen zou enkel het recht van 25 centiemen geheven zijn op de waarde van het goed, tijdens het inbrengen en, bij voorkomend geval, tijdens de verdeling.

» Het mag niet dat de vennootschap een middel kunne worden om te ontsnappen aan de gewone rechten, eischbaar op de overdracht van onroerende goederen; artikel 10 voorkomt zulks, door te bepalen dat, wanneer een onroerend goed, een inbreng in vennootschap uitmakende, later overgaat tot het vermogen van een anderen vennoot dan den inbrenger, diens erfgenamen of rechtverkrijgenden, het gewoon recht van overdracht eischbaar wordt. » (*Verslag*, blz. 66.)

Het nut van de bepaling is onbetwistbaar. Doch tegenover het huidig artikel 31, dat het overgangsrecht instelt en alzoo de overdracht van den eigendom huldigt, wettigt zij zich niet meer als eene uitzondering ten bate van den fiscus, maar als eene verzachting ten voordeele van de vennoten.

De Middenafdeeling heeft de strenge rechtsbeginselen willen handhaven door den vorm van den voorgestelden tekst te wijzigen en alzoo nader te

bepalen dat artikel 6 zich, als grondslag van heffing, slechts kan beroepen op den wil van den wetgever, die oppermachtig is, wat betreft de fiskale bepalingen en de wijzen van taxatie.

§ 4. ONDERHANDSCHE HUURCONTRACTEN.

ART. 7 TOT 11.

Het recht op de huurcontracten, bij onderhandsche akten aangegaan, moest vermoedelijk 100,000 tot 200,000 frank opbrengen. Het door het ontwerp voorziene bedrag was tot het uiterste verminderd : het was, inderdaad, een registratierecht, dat slechts eenmaal werd geheven, welke de duur van het huurcontract ook zijn mocht.

Voegde men bij het registratierecht het zegelrecht, dan kon elke huurder of eigenaar, mits betaling van een recht gaande van 0.50 + 1 frank minimum tot 5 + 1 frank maximum, in bezit worden gesteld van een bewijsmiddel van onbetwistbaar nut. De huur van het grootste onroerend goed zou, mits de duur minder dan negen jaar bedraagt, geregistreerd worden mits eene heffing van 4 frank.

Ongetwijfeld zou het aannemen van deze bepaling voor gevolg gehad hebben, bijna al de niet aan overschrijving onderhevig notarieele huurcontracten af te schaffen. (Cfr. wet van 16 December 1851, art. 1.) Voortaan zou men de akte in den authentieken vorm slechts doen opmaken wanneer het volstrekt noodzakelijk zijn zou. Men moest zelfs de vraag stellen of men, ingeval deze artikelen werden goedgekeurd, het bij de wet van 6 Augustus 1887 bepaalde evenredig recht niet diende te doen vervallen.

Inderdaad, daar men zich thans aan dit recht kan onttrekken door de huurakte in het buitenland te doen opmaken, daar deze akte thans voor overschrijving vatbaar is, worden de evenredige rechten nog slechts geheven — en dit kan worden beschouwd als eene onrechtvaardigheid van de regeling — wanneer het noodig is, de akte in den authentieken vorm te doen opmaken om de belangen van openbare instellingen, van onbekwamen, enz., te vrijwaren.

Volgens de berekeningen van den Vrijen Bond der Notarissen, moest de nieuwe voorgestelde wet « twintigmaal het aantal huurcontracten van 500 frank, negen en dertigmaal die van 2,000 frank, negen en negentigmaal die van 10,000 frank en honderd twee en dertig maal die van 20,000 frank en daarboven verhoogen, opdat de registratie hetzelfde recht als thans zou opbrengen. »

Deze hoop, eeneind te maken aan « de ontvluchting van de belastbare stof, » werd door het ontwerp aangegeven als zijnde de reden van de verzachting van het recht. Nochtans verheelde het niet, dat de verplichte registratie van al de huurcontracten zou geschikt zijn om kostbare bewijsstukken te leveren : schatting van de goederen onderhevig aan de belasting op de huurwaarde, heffing van de successierechten, enz.

De Middenafdeeling was echter van gevoelen dat zij u niet kan voorstellen, de bepalingen van de artikelen 7 tot 11 aan te nemen.

Het zou niet kunnen volstaan, in de wet het vermoeden te schrijven, dat « worden aangemerkt als schriftelijk gedaan, van hare totstandkoming af, de overeenkomsten voor één jaar of meer aangegaan, houdende huur van in België gelegen onroerende goederen », zoo dit vermoeden niet aan de werkelijkheid beantwoordt.

Welnu, in een zeer groot gedeelte van het land wordt er geen huur aangegaan voor minder dan één jaar en, nochtans, geen enkel huur van dien aard is schriftelijk opgemaakt.

De bepaling, waartegen bezwaren reeds konden aangevoerd worden, indien zij geen ander gevolg had dan, als vermoeden, den bewijslast te verplaatsen, scheen eene veel strengere beteekenis te hebben.

« Welke maatregelen van contrôle en van navorsching zal de fiscus kunnen nemen om de overtredingen van artikel 7 vast te stellen? » vroeg de Middenafdeeling, er bijvoegende :

« Het schijnt dat er verscheidene streken in het land zijn, waar huurcontracten voor meer dan één jaar zonder schrift worden aangegaan.

» Wat zal de fiscus doen, wanneer dit de werkelijke toestand zijn zal : laat artikel 9 aan de partijen toe, het bewijs van het tegendeel te leveren ? Zoo dit bewijs wordt geleverd, zal het recht dan verschuldigd zijn ? Op welk stuk zal de registratie kunnen vermeld worden ? »

Daarop werd het volgende antwoord gegeven :

« Het Bestuur zal geen enkel bijzonder middel van contrôle of van navorsching te zijner beschikking hebben. Het zal het bestaan van een huurcontract mogen bewijzen door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den beslissenden eed ». (Art. 10 van het ontwerp.)

» Artikel 9 van het ontwerp voert een vermoeden *juris et de jure* in, waartegen het bewijs van het tegendeel niet mag aangevoerd worden. Heeft het Bestuur het bestaan van eene huurovereenkomst bewezen, dan is het registratierecht verschuldigd. De betaling van het recht wordt vastgesteld door eene vermelding geschreven op de aangifte welke de partij zal doen zooals in zake van mondelingen overgang van onroerende goederen. »

Eene poging om de voorgestelde bepaling met de werkelijke feiten te doen overeenstemmen werd gedaan door middel van een amendement, krachtens hetwelk artikel 9 zou luiden als volgt :

« Worden aangemerkt als schriftelijk gedaan, van hare totstandkoming af, de overeenkomsten voor één jaar of meer aangegaan, houdende huur van in België gelegen onroerende bebouwde goederen, hebbende een kadastraal inkomen van 500 frank of daarboven. »

Dit amendement werd verworpen, omdat het een schriftelijk huurcontract oplegde voor al deze onroerende goederen, zonder dat het mogelijk zijn zou van den regel af te wijken, noch zelfs de uitvoering van een mondeling gesloten huurcontract voort te zetten.

Het onzekere voordeel, dat de artikelen 7 tot 11 konden opleveren wegens de daarbij bepaalde maatregelen van navorsching, bleek niet voldoende om

de moeilijkheden van toepassing te wettigen, welke deze bepalingen, in verband met de rechtsbepalingen betreffende de stilzwijgende inhuring en de terugwerkende kracht der wetten, in zulke mate konden inwikkelen dat ze volkomen ondoelmatig zouden zijn.

De artikelen 7 tot 11 werden verworpen met 4 stemmen tegen 5.

HOOFDSTUK II.

Taxes op de beursverrichtingen.

ART. 12 TOT 28 VAN HET ONTWERP (7 tot 22 nieuw).

ALGEMEENE BESCHOUWINGEN.

Krachtens de tweede afdeeling, hoofdstuk I, van het ontwerp der Regeering was elke verhandeling van beurswaarden onderhevig aan een evenredig *registratierecht*.

Had men dit voorstel aangenomen en het recht in dien zin gevestigd, dan zou het waarschijnlijk, in sommige gevallen, aanleiding hebben gegeven tot eene zeer merkelijke verzachting van lasten. Voorzeker zou men beweerd hebben, dat het toepassen van dit registratierecht dit van 0.65 t. h. deed vervallen, welk recht krachtens de wet van Frimaire jaar VII (art. 69, § 2) kan geheven worden bij het registreeren van de akten die den verkoop van actiën vaststelt. Had men dit stelsel aangenomen, dan zou men, door de tussenkomst van bank of beurs, de inbrengeaandeelen hebben afgestaan, terwijl zij niet mochten verhandeld worden; binnen dezen tijd vergt de afstand de beteekening van eene geregistreerde akte.

De Middenafdeeling stelt u voor, een recht, dat niet het karakter van eene registratie hebben kan, dat niet de prijs van eene vaststelling van bepaalde dagteekening zijn kan, te vervangen door eene taxe te heffen bij de verhandeling van openbare effecten.

Het beginsel van de taxe, te heffen bij verrichtingen van aankoop en verkoop van beurswaarden, zou slechts in België als eene nieuwigheid kunnen beschouwd worden.

Sinds lang is soortgelijke taxe van kracht op de andere handelsbeurzen.

Op de voornaamste plaatsen in Zwitserland wordt op de borderellen het volgende zegelrecht geheven :

tot 1,100 frank.	. . .	fr.	0.10
— 5,500 »	. . .		0.20
— 11,000 »	. . .		0.50

Fr. 0.50 meer voor elke 10,000 frank of breuk. (Beurs van Bazel.)

Elders bedraagt dit recht :

tot 1,000 frank.	. . .	fr.	0.10
van 1,000 tot 2,500	— . . .		0.25
van 2,500 tot 5,000	— . . .		0.50
van 5,000 tot 10,000	— . . .		0.75

Het is niet van belang ontbloot, in betrekking daarmee te wijzen op de makelaarsvoorwaarden in Zwitserland.

Geneve : titels van 1 frank tot 50 frank == fr. 0.20 per titel.

51	—	300	—	0.30	—
301	—	500	—	0.50	—

Daarboven, 1 frank per duizend.

Lausanne : 1 frank per duizend, minimum fr. 0.50 per verrichting.

Bazel en Zurich : Titels van 1 frank tot 249 frank == fr. 0.25 per titel.

250	—	tot 500	—	0.50	—
-----	---	---------	---	------	---

Daarboven, 1 frank per duizend.

In Duitschland schommelt de taxe tussehen fr. 0.20 per duizend (Duitsche renten en aandeelen, alsmede die van den Staat) tot fr. 0.50 per duizend op de vreemde actiën en aandeelen, andere dan die der spoorwegen. Het report is onderhevig aan het halve recht op de kolom van het hoogste bedrag, zoo het bij verkoop geschiedt — de aankoop op 1 frank per duizend op de aandeelen van de mijnmaatschappijen.

In Engeland neemt het zegel op borderel (contract-stamp) trapsgewijze toe : 6 d. per 100 pond (0.24 per duizend), bij den aanvang, vervolgens fr. 0.60 per 2,500 frank tot 1,500 pond (37,500 fr. = 3.75) en 2 sh. per 2,500 pond. Het wordt bij trappen van 2 sh. toegepast, zonder breuk, van 2,500 af; daardoor zijn de lasten aanzienlijk zwaarder. (*Finance Act*, 29 April 1910.)

In Oostenrijk voerden de wetten van 18 September 1892 en 29 Maart 1897 eene belasting in, gevestigd op de eenheid van verrichtingen, deze eenheid bedragende 5,000 florijnen, of 50 kreutzers op de dividendwaarden of premieaandeelen en 20 kr. op de overige waarden.

De Fransche regeling vereenigt de beursbelasting met het abonnement op de overgangen.

De wetten van 28 April 1895 en 15 April 1898 brachten eene omloopsbelasting op de beursverrichtingen tot stand.

Deze belasting bedraagt 0.05 p. d. van de ter beurs verhandelde waarde : voor de Staatsrenten wordt slechts een vierde van de taxe betaald. Zij is verschuldigd voor elke verrichting ter beurs, verkoop of aankoop — de waarde zij al of niet opgenomen in de officieele noteering — en wordt betaald door de tussehenpersonen, wisselagenten en anderen, die ze kunnen doen terugbetalen door hunne klanten.

Dit recht wordt geheven buiten het recht van overdracht (wetten van 23 Juni 1857-16 September 1871-29 Juni 1872), dat ondersteld wordt eene gelijke waarde te hebben als de rechten van overgang en van registratie op de onroerende goederen en, in beginsel, wordt geheven op het oogenblik dat de overdracht van den eigendom der verhandelde waarden geschiedt. Voor de titels op naam bedraagt het 75 t. h. van den netto koers en wordt het geheven op het oogenblik der overdracht; voor de titels aan toonder wordt de prijs eens voor al bepaald : het recht wordt veranderd in eene

jaarlijksche taxe van 0.25 t. h. gegrond op de gemiddelde notering van het vorige jaar.

Men ziet het, het wetsontwerp voert in België slechts een maatregel in, die reeds in verscheidene vreemde landen werd opgelegd.

Ook verzette men zich niet tegen het beginsel; alleen de voorgestelde wijzen van toepassing en het bedrag werden bekibbeld en gaven aanleiding tot een zeer grondig onderzoek.

Het cijfer van 0.20 p. d. werd te zwaar geacht voor onze beursverhandelingen. Dit bezwaar bedoelde veel minder het bedrag van het recht, beschouwd als cijfer van heffing — het makelaarsloon werd onlangs, zonder eenig verzet, op de geldmarkt te Brussel gebracht van 1 tot op 1.50 p. d. — dan het feit, dat het al de verhandelingen zonder onderscheid trof en zich bijgevolg kon vermenigvuldigen wegens de zeer talrijke bijkomende verrichtingen, waarmede de tusschenpersonen zich belasten.

De voorgestelde heffingsmaatregelen werden insgelijks bestreden, omdat zij zonder nut van al te strengen aard zijn.

Van den aanvang af, drukte de Regeering haar verlangen uit, nieuwe formules in te voeren. De belanghebbenden deden bijgevolg hunne bezwaren en hunne wenschen kennen en alzoo werd de Middenafdeeling er toe gebracht u nieuwe teksten voor te stellen, welke, ofschoon zij het beginsel van het ontwerp behouden de werking daarvan grondig wijzigen.

De nieuwe regeling stelt als hoofdvereischte voor de invorderbaarheid van het recht, dat de verrichting verhandeld worde door tusschenkomst van een vakman, met name een persoon, wiens handel bestaat in het aannemen van de aanbiedingen en aanvragen van beurswaarden. Het heffen van de taxe onderstelt dat de verrichting werd gedaan door toedoen van een of van verschillende tusschenpersonen die optraden om kooper en verkoper in betrekking met elkaar te brengen.

Bijgevolg zijn de private verrichtingen, namelijk die, welke tusschen twee bijzondere personen worden gedaan buiten de tusschenkomst van een vakman, niet belastbaar.

Om onder de toepassing van de wet te vallen, wordt niet vereischt dat iemand zich uitsluitend of hoofdzakelijk belast met het ontvangen en het uitvoeren van de beursorders; het volstaat dat hij gewoonlijk dien handel drijft. Dat is de beteekenis welke wij hier geven aan het woord « vakman ».

De door de Middenafdeeling voorgestelde regeling wijkt van de vroegere regeling af, doordat zij de vakmannen vrijstelt van de taxe wegens al de verrichtingen die zij voor hun eigen rekening doen, hetzij deze verrichtingen tusschen twee vakmannen plaats hadden of een bijzondere persoon er als een der partijen tusschengekomen is.

In den loop van hunne beraadslagingen hadden de wisselagenten, die op de Beurs te Brussel hun bedrijf uitoefenen, den wensch uitgedrukt, dat elke beursverrichting uitsluitend aan een op de Beurs toegelaten wisselagent worde opgedragen. Bij het onderzoek van eene fiskale wet kon de Middenafdeeling er niet aan denken, thans te onderzoeken al wat de regeling van het beroep van wisselagent, de vrijheid of het monopolie van het makelaars-

beroep betreft. Waar het geldt de rechten van den fiscus ten aanzien van deze wet, moet het voor den fiscus onverschillig zijn, of de tusschenpersoon het beroep van wisselagent, bankier, makelaar of commissionnair in openbare effecten meer bijzonder uitoefent.

De wet neemt de verrichting in aanmerking, niet hen die tot de uitvoering daarvan bijdragen als bemiddelaars. De tucht ter Beurs zal aanleiding kunnen geven tot eene andere wet, en het is te wenschen dat deze niet voor een onbepaalden tijd worde verdaagd : het is, zooals herhaaldelijk werd gezegd, de noodzakelijke aanvulling van de wet op de vennootschappen.

De vrijstelling van de verrichtingen der vakmannen steunt op feitelijke gronden en op de billijkheid.

Door het eerste voorstel van de Regeering werd niet in aanmerking genomen het feit, dat er, tusschen de beide uiterste punten van een overgang van waarden, een min of meer aanzienlijk getal tusschenverrichtingen van uitvoering noodzakelijkerwijs plaats vinden. Geeft een persoon *A* aan bankier *B* order om voor zijne rekening een aankoop te verrichten, belast bankier *B* een wisselagent met de uitvoering, en komt er te gelijker tijd op dezelfde wijze een aanbod in, dan bevinden wij dat de uitvoering van dit order aanleiding gaf tot ten minste vijf verhandelingen, die voorkomen als koopen en verkoopen, ofschoon er, ten slotte, slechts één overgang plaats heeft. Inderdaad, indien, om dien koop uit te voeren, de « gemiddelde koers » als voorwaarde werd opgegeven, dan zal men misschien verplicht geweest zijn zeer talrijke verrichtingen te doen, welke, ten slotte, tegen elkander opwegen, zonder dat daaruit een werkelijke overgang ontstaat, ten einde dien prijs te bekomen, te bepalen en te behouden.

Had men bij de heffingen deze gegevens in aanmerking genomen, dan konden, volgens het ontwerp, twee verrichtingen, welke denzelfden uitslag opleveren, aanleiding geven tot zoo verschillende heffingen in 't geheel dat sommige weldra onmogelijk zouden geworden zijn.

De opeenvolging van menigvuldige aan- en verkoopen, van plaats tot plaats, is noodzakelijk om de wisselkoersen te bepalen, om de arbitrages mogelijk te maken, om de markten te kunnen behouden en kuiperijen te beletten, welke menigen ondergang zou veroorzaken, zelfs op de rentemarkt. Nu, die verrichtingen volgen meesttijds elkander op, zonder dat zij verschillen laten, gelijk aan het bedrag van zelfs het kleinste voorgestelde recht.

Benevens deze redenen van economischen aard, dient men vast te stellen dat de verhandelingen van aan- en verkoopen van openbare effecten juist de natuurlijke uitingen zijn van de bedrijvigheid der Beursmannen. Ze zijn de oorzaak van hunne winsten. Om ze te verwezenlijken, moeten zij hun toevlucht nemen tot de diensten van hunne zaakgelastigden. Wegens die verrichtingen moeten zij het patentrecht betalen en daartoe zijn ze opgenomen in de klasse overeenstemmende met de belangrijkheid van hun bedrijf, volgens het getal zaakgelastigden die met bedoelde verrichtingen zijn belast.

Er kan dus geen sprake van zijn, de tusschenverrichtingen te belasten,

evenmin als de bemiddelaars die als zoodanig handelen, op gevaar af hun de belasting tweemaal, rechtstreeks of onrechtstreeks, te doen betalen.

Ongetwijfeld kan de wisselagent of de bankier voor eigen rekening koopen en verkoopen; doch, evenals de fiscus, bij het vestigen van het patent, geen onderscheid maakt tusschen de winsten welke de patentplichtige zou inroepen als voortkomende van zijne beleggingen, zoo kan hij evenmin hier een onderscheid maken, omdat het voordeelige gevolgen voor zijne heffingen zou hebben.

Overigens, het ware vooral gevaarlijk geweest, in de wet dit beginsel te schrijven, dat, wanneer hij, die order geeft, zijn tegenpartij bij den bankier of bij den wisselagent vindt, deze zou verplicht zijn, in dit geval, het recht te betalen, omdat hij niet meer als een bemiddelaar zou gehandeld hebben. Deze aanslag zou den schijn hebben genomen, partij te kiezen en eene vraag op te lossen, waarmee de Belgische en de Fransche rechtbanken zich herhaaldelijk moesten bezighouden: Mag de wisselagent als tegenpartij optreden?

Kortom, elke beursverrichting zal aanleiding geven tot het heffen van de taxe ten laste: 1° van hem die, noch vakman zijnde, noch patent betalende voor bedoelde verrichtingen, den titel afgegeven en den prijs ontvangen heeft; 2° van hem die, onder dezelfde omstandigheden, den titel in ontvangst genomen en den prijs betaald heeft.

Elke overgang zal aanleiding geven tot twee rechten, ofschoon het tijdsverloop tusschen de eene en de andere heffing min of meer lang kan zijn, welk tijdsverloop noodig is voor de menigvuldige verrichtingen tot uitvoering tusschen het eerste aanbod en de beslissende aanneming.

De afgifte van een titel ten gevolge van eene geopende inschrijving is niet altijd de verwezenlijking van eene verrichting van verkoop. Er bestaat verkoop, wanneer deze titels vroeger werden uitgegeven en daarop werd ingeschreven door den verkooper; zij worden het publiek aangeboden, en de verrichting is dus eigenlijk een verkoop gedaan bij wijze van verdeling, een verkoop bij wijze van inschrijving.

Ofschoon soortgelijke verrichtingen in de praktijk der bank ontsnappen aan elk makelaarsloon, ofschoon men ze kan gelijkstellen met de private verhandelingen, zonder tusschenpersoon gesloten, hebben zij voor gevolg dat zij het begin zijn van het eerst in omloop komen van een titel welke later andermaal zal verkocht worden: indien men die verrichtingen nagaat met het oog op de toepassing der taxe, dan vindt men dat er geen reden bestaat om ze niet aan dezelfde regeling te onderwerpen.

Zij worden uitdrukkelijk bedoeld in artikel 12, en deze taxatie zal, bij voorkomend geval, een aanvullend bestanddeel opleveren voor het zegelrecht van artikel 56.

De verdeelingsborderellen moeten dus gelijkgesteld worden met de borderellen van aankoop en verkoop.

ARTIKEL 12 (7 NIEUW).

Het ontwerp van de Regeering gebruikte het woord : « beurswaarden » om aan te duiden wat in het gewijzigd artikel wordt geheeten : « openbare effecten. »

De openbare effecten zijn al de papieren titels, welke ter handelsbeurs kunnen verhandeld worden en waarvan de koersen kunnen opgenomen worden in den door het *Staatsblad* af te kondigen middenkoers.

De bepaling treft de aandeelen en obligatiën van om 't even welke maatschappijen en vennootschappen, de rentetitels of titels van leening, de Schatkistbiljetten, kasbiljetten of andere openbare effecten en, in 't algemeen, de openbare effecten van allen aard. Daartoe wordt niet vereischt dat deze openbare effecten, deze titels genoteerd of in de notering opgenomen zijn, dat de verrichting op eene handelsbeurs gesloten of vereffend worde, dat de openbare effecten nitgegeven zijn door Belgische vennootschappen veeleer dan door vreemde vennootschappen.

De taxe wordt geheven op al de verrichtingen welke — buiten de private verhandelingen of tusschen twee personen wier bedrijf bestaat in het gewoonlijk verhandelen of verrichten van den aan- of verkoop van soortgelijke zaken — aanleiding geven tot een overgang in den eigendom van openbare effecten.

De aan- en verkoopen, welke de voorwaarden en de wijzen daarvan ook zijn mogen, zijn de verrichtingen die zoodanige uitkomst kunnen hebben : de verkoop op termijn wordt evenzeer bedoeld als de verkoop tegen gereed geld, de verkoop op het kantoor evenzeer als die bij briefwisseling.

Doch de beloften van verkoop, de optiën zijn geen verkoopen.

De verkoopen op premiën behooren tot de groep der optiën ; zij zullen aan het recht onderhevig zijn, indien de verrichting voltrokken wordt.

Het nieuwe artikel 7 vermeldt uitdrukkelijk den afstand, om wel te doen verstaan dat de bepaling van toepassing is op de verrichtingen, waarbij het geldt de titels op naam, waarvan de afgifte eene overdracht vereischt (wet van 25 Mei 1913, art. 43), alsmede de titels die slechts kunnen verhandeld worden op de wijze bepaald voor den afstand (zelfde wet, art. 47).

Zij treft dus de periodieke openbare verkooping, welke ter Beurs worden gehouden — of die, waartoe in andere lokalen zou overgegaan worden.

ART. 8 (nieuw).

Het bedrag der taxe wordt geheven ten laste van den verkooper en ten laste van den kooper.

Zij is gegrond op het bedrag van den te betalen koopprijs of van den te ontvangen verkoopprijs, vermeld op elk borderel, doch niet op elke verrichting van aankoop of verkoop, waaruit de verschillende posten bestaan. Indien het borderel aan- en verkoopen vermeldt, wordt het recht geheven op elke kolom. Er is slechts ééne afwijking van dezen regel : artikel 10

(nieuw) bepaalt eene uitzondering, door de praktijk der reportsverrichtingen noodig geworden.

Indien de voorwaarden der verrichting meebrengen dat de titel verkocht wordt met de te vergoeden interesten, zal dit bestanddeel van den prijs niet afgetrokken worden van den grondslag van het recht. Wordt de titel verkocht met de daartoe behoorende coupons, dan zal het bedrag uit dien hoofde niet verhoogd worden.

Moeten er nog latere stortingen gedaan worden op titels, dan wordt het recht betaald niet op de nominale waarde, maar wel op de aan den verkooper te betalen som, want deze titels worden verkocht mits de kooper de stortingen doet.

Art. 14 (9 nieuw.)

Het ontwerp van de Regeering bepaalde het recht op 2 centiemen per 100 frank, zonder breuk. De Middenafdeeling bracht het tot op fr. 0.15 per duizend frank, zonder breuk.

Zij behield het verminderd oorspronkelijk bedrag, waardoor moesten getroffen worden de verhandelingen van Belgische waarden-effecten van den Staat, van de provinciën, van de gemeenten, alsmede de openbare fondsen, die kunnen beschouwd worden als zijnde rechtstreeks in betrekking met den Staat, de provinciën, de gemeenten of sommige andere instellingen welke voor dit voordeel zijn aangewezen wegens voorrechten van wettelijke oprichting, van concessiën of van toelagen.

Het openbaar belang, dat de oprichting daarvan wettigde, wettigt ook dit gunststelsel. Doch de Middenafdeeling was van meening, dat deze gunst zou moeten vervallen, indien die waarden, uit haren aard voor belegging bestemd, de speculatie in de hand werkten, waarvan de koopen op termijn een der werktuigen uitmaken.

Het verminderd bedrag is slechts van toepassing op de verhandelingen tegen gereede betaling.

Zoolang eene vennootschap bestaat, blijven de titels, welke haar kapitaal en hare schuld vertegenwoordigen, onderhevig aan het volle recht van 0.15 per duizend. Doch, zoo de Staat de onderneming voortzette, dan zou eene verandering zich in de fiskale omstandigheden voordoen : de titel zou van de groep der private ondernemingen moeten overgaan naar die van de onrechtstreeksche rente, daar de Staat zich werkelijk in de plaats van de vennootschappen stelt. Het geval zal zich voordoen bij het naasten van spoorwegen. Een eenvoudige waarborg zou ongetwijfeld niet volstaan opdat een titel zou behooren tot de effecten van Staat of Provincie : « Men moet trachten te onderscheiden welke partij rechtstreeks en persoonlijk is gehouden tot het terugbetalen van den titel en het uitkeeren der interesten : slechts op de tweede plaats komt de partij welke de betaling waarborgt ». (PRIMOT, *Actions et obligations*, bijlage van het *Dictionnaire de l'Enregistrement*. CARTIER, *Le régime des fonds étrangers en France*, bl. 57. CONS. CLÉMENTEL, *Revue politique et parlementaire*, Juni 1903.)

Het laatste lid van artikel 14 van het ontwerp deed men wegvallen, ter wille van den tekst van het nieuw artikel 10 dat een zoo gunstige regeling invoert als die toegestaan ten bate van de reportverrichtingen.

Art. 15 (10 nieuw).

Krachtens het ontwerp van de Regeering waren de reportverrichtingen vrijgesteld van het registratierecht.

Deze bepaling kon, wat hare toepassing betreft, aanleiding geven tot talrijke betwistingen, wegens de verschillende verklaringen van het woord : « report ».

Het « report » is een nieuwe zaak op rechtsgebied. Het ontving nog niet zijne aanbevelingsbrieven, waardoor het zou ophouden het naamloos contract te zijn, benevens de lastgeving, de overeenkomsten van huur en verhuur, de leening, de pandovereenkomst, welke eene wel bepaalde plaats, eene wel bepaalde regeling hebben, daar zij sinds lang bestaan.

Het is de onbenoemde overeenkomst : het wordt nog niet erkend als zijnde van bijzonderen en wel bepaalden aard.

Het report is een uitslag die langs zeer verschillende wegen kan bereikt worden.

In den handel wordt daardoor bedoeld de gewone verrichting en nam men zijne economische uitwerking in aanmerking ; integendeel, de rechtsgeleerden beschouwden het in het opzicht van de overeenkomsten, welke langs rechtswege die uitwerking kunnen hebben.

Er kon hier geen sprake van zijn, op te treden als een « civilist » en het wetboek van het report op te maken.

Het was er om te doen, de verrichting te beschouwen zooals zij zich feitelijk voordoet, om haar te onderwerpen aan de regeling, waarvoor zij vatbaar is.

« Reporteeren » bestaat hierin, dat men den datum van de voltrekking eener verrichting verdaagt tot een anderen datum : Een schuldenaar kan eene schuld onmogelijk betalen op den vervaldag : men verdaagt den vervaldag.

Eene beursverrichting is niet geëindigd op een gestelden dag : men verdaagt ze tot een lateren datum. — Zij wordt gereporteerd.

In beurszaken verkoopt of koopt iemand waarden op termijn : de vervaldag breekt aan, en hij wil niet tot de vereffening overgaan door de titels te leveren of in ontvangst te nemen : hij verlangt uitstel tot eene latere vereffening, hij tracht te doen reporteeren.

De werkelijke uitkomsten der verrichting te verdagen tot een anderen datum, dat is de uitslag dien hij betracht.

De middelen daartoe kunnen gevonden worden in verrichtingen die gansch van elkander verschillen.

De kooper op termijn kan aan zijne tegenpartij vragen, hem den report-termijn toe te staan. De tegenpartij kan hierin toestemmen mits betaling van interest, storting van eene afkorting op den prijs. Deze afkorting kan gelijk-

staan met het verschil tusschen den koers van den dag der vraag en den koers die voorzien wordt tegen den nieuwen vervaldag. De tusschenpersoon kan een commissieloon eischen voor het onderhandelen over en het bekomen van den termijn. Geen nieuwe verkoop heeft plaats, en nochtans wordt de verrichting gereporteerd.

De tegenpartij kan weigeren den termijn toe te staan. De koper op termijn, die geen levering nemen wil, kan alsdan, om zijne stelling te behouden zonder den prijs te moeten betalen, de titels, welke hij moest in ontvangst nemen, contant verkoopen en eene gelijke hoeveelheid op termijn inkoopen; aldus ook wordt een report tot stand gebracht en, daar deze handelwijze gewoonlijk in de beurspraktijk wordt gepleegd, is men wel geneigd, aan dit soort report de generieke benaming te geven. Het zijn hier werkelijk twee onafgescheiden verrichtingen, welke elkander onderling dekken.

Ten slotte kan de koper de titels in ontvangst nemen of een bankier verzoeken ze in ontvangst te nemen en hem op die titels geld te leenen ten bedrage van den betaalden prijs of van een gedeelte van dezen prijs. In dit geval geldt het de uitvoering van eene overeenkomst van verkoop en van eene overeenkomst van leening.

Het wetsontwerp had ervan afgezien, de omschrijving van het report te geven; het loste de moeilijkheid op door het verleenen van eene ontheffing steunende op den uitslag, niet op de verrichtingen welke daartoe aanleiding gaven.

De Middenafdeeling wilde de gunst, die het ontwerp aan deze verrichtingen schonk, handhaven, doch meende dit doel te kunnen bereiken door het voordeel van de ontheffing toe te passen, niet op het report, maar op de verrichtingen welke in schier alle gevallen tot het verwezenlijken van het report dienen.

Wanneer een verkoop en een aankoop — of omgekeerd — gedaan worden voor rekening van denzelfden persoon, op dezelfde waarden, op dezelfde beurs — wat bij een report gewoonlijk geschiedt —, dan is het recht slechts verschuldigd op het verschil tusschen het bedrag van de verkoopen en het bedrag van de aankopen in elke soort titels. Het recht zal dus 0.15 per duizend van het betaalde of ontvangen verschil bedragen. Wordt de verrichting gedaan voor een gedeelte, wordt er overgegaan tot eene gedeeltelijke vereffening of lichting, dan wordt het volle recht geheven op dit bestanddeel, niet gedekt door een report.

De wet behoefde, naar het schijnt, niet verder te gaan, noch een gedanen verkoop vrij te stellen, waardoor titels overgingen in het vermogen van hem die onmiddellijk daarvan gebruik maakt om ze voor eene leening te verpanden.

De nieuwe tekst zal dus feitelijk — zooals ook het ontwerp deed — de reports, die op de gewone ter beurze aangenomen wijze werden verkregen, vrijstellen.

Volgens dien tekst kan ook de stelling van hem, die de order geeft, worden overgebracht van een agent tot een ander, van eene bank tot eene andere.

Kortom, de aangeprezen regeling loopt feitelijk uit op de heffing, ten bate van den Staat, van eene taxé gelijkstaande met $1/10^e$ van het makelaarsloon dat thans ter Beurze van Brussel betaald wordt (1.50 per duizend), zonder zelfs te worden geheven in al de gevallen waarin de agenten dit makelaarsloon ontvangen.

ART. 18 TOT 20 (nieuwe artikelen 12 tot 14).

Deze artikelen bepalen de wijze waarop de taxé wordt geheven : de borderellen moeten afgescheurd worden uit stamboekjes gestempeld zooals de protestboekjes.

Elke verrichting, die voor gevolg heeft eene aflevering van titels, een herverkoop van titels op een anderen beursdag dan den dag van aankoop — of omgekeerd —, wordt vastgesteld door het opmaken en de afgifte van een borderel, wanneer eene der partijen geen vakman is. Onder vakmannen worden de verrichtingen vastgesteld overeenkomstig de gebruiken en geschriften van den handel.

Elke belanghebbende kan aan zijne borderellen den vorm geven, die hem belijft.

Artikel 18 (nieuwe tekst) bepaalt welke hoofdzakelijke vermeldingen moeten voorkomen op het aan den klant af te geven borderel. Daarvan moet een spoor blijven en, tenzij men den fiscus toeliet, bij voorkomend geval kennis te nemen van de kopijboeken, was het noodig te voorzien dat de borderellen uit stamboekjes moeten worden afgescheurd : de borderellen dienen niet de verrichtingen omstandig en stuksgewijze te vermelden, maar enkel de aanduiding van haren aard.

Het zegel moet enkel na het opmaken van het borderel daarop worden geplakt.

ART. 21 (15 nieuw).

Sprekende in zijn werk *L'Obsession fiscale* over eene soortgelijke taxé in Frankrijk voorgesteld, merkt de heer Neymark het volgende aan :

«... Wat vooral gevreesd wordt door de financiers en de bankiers, wat hun mishaaft, is de wijze van toepassing der nieuwe belasting, de plagerijen, waarmede zij gepaard gaat en vooral de inmenging van den fiscus in private zaken. Het zou gedaan zijn met het beroepsgeheim van wisselagenten, bankiers en tussenpersonen, van al wie zich met zaken bezig houdt. Voor speculanten is nu de « geheimhouding » van hunne verrichtingen het hoofdvereischte voor welslagen en winst.

« Om het even wie, kapitalist of niet, bankier of speculant, hij die orders geeft op termijn of contant, wiens naam en verrichtingen men zou kunnen te weten komen, wiens orderuitvoerders men zou kennen, zou, zooals men op de Beurs zegt, onmiddellijk « aangewezen » worden. De handel in kapitalen en titels is een handel als alle andere. Welk handelsman zou op de Beurs eene zaak van zeker belang durven aanvangen, indien het geheim zijner verrichtingen kon worden bekendgemaakt? »

Het geheim van de beursverrichtingen geldt minder voor den naam der aankoopers en verkoopers of tusscheapersonen dan voor den omzet der waarden. Hij, die in bezit zou komen van eene opgave van al de aankopen en verkoopen eener waarde, zou beschikken over een middel van speculatie, waardoor hij meester van de markt zou worden. Om deze reden mag men slechts met de meeste omzichtigheid gebruik maken van het recht om kennis te nemen van de stamboekjes; daarom ook was de vrees, door het eerste ontwerp verwekt, even groot als gegrond.

De inning der belasting door middel van een kleefzegel op het borderel bleek het meest praktische middel om de belangen van den fiscus met die van de schatplichtigen te doen strooken.

Uit het oorspronkelijk artikel 21 wordt door de nieuwe bepaling overgenomen het vereischte van bijzondere machtiging tot nazicht van de stamstrooken. Hieruit kan dus worden besloten dat er alleen dan tot nazicht zal overgegaan worden wanneer gegronde verdenkingen van bedrog ertoe dwingen. Het zou slechts geschieden, wanneer de stamstrooken nog enkel eene documentaire waarde hebben.

De taxe is dus eene belasting die geheven wordt op de verrichting zelf: zij kan echter niet worden aangezien als eene registreering. Zij onderstelt geen enkele formaliteit tot inschrijving van eene akte in een register welk de daartoe aangestelden verplicht zijn te houden in het belang der contractanten.

ART. 23 (17 nieuw).

Door verschillende bepalingen van het ontwerp wordt het bestuur toegelaten tot het bewijs, door alle rechtsmiddelen, van het belastbare feit: uitzondering bestaat enkel voor den beslissenden eed.

Dus zou, in een fiscaal geschil, de fiscus een verhoor over feiten en vraagpunten kunnen eischen en de rechter kan zulks bevelen.

Ook zou de rechter ambtshalve of op verzoek van het bestuur den aanvullenden eed kunnen opleggen.

Moet men veel uitweiden om aan te toonen dat het met onze zeden strijdt, den in gebreke bevonden schatplichtige te doen kiezen tusschen meened of de bekentenis dat hij een ontdoken recht of eene boete te betalen heeft?

Om den tekst te verbeteren, kon het niet volstaan, het woord « beslissend » weg te laten uit al de artikelen waarin het voorkomt.

Niettegenstaande deze weglating zouden het verhoor over feiten en vraagpunten en de verschijning in persoon nog blijven bestaan.

De nieuwe tekst sluit deze bewijsmiddelen uit, waarvan de toepassing niet draaglijk zou blijken.

HOOFDSTUK III.

Hypotheekrechten.

ART. 29 (23 nieuw).

Het ontwerp van de Regeering beschouwt de hypothecaire inschrijving als gansch onafhankelijk van de werkelijke of eventueele inschuld welke daardoor wordt gewaarborgd.

Van deze onafhankelijkheid der belaste stoffen vonden wij reeds eene toepassing, wanneer wij handelden over de rechten die worden voorgesteld op de kredietopeningen.

Dit stelsel, dat beter met de rechtsbeginselen strookt dan het thans bestaande, heeft nochtans, bij eene strenge toepassing, gevolgen welke men *in feite* moeielijk zou kunnen wettigen.

Hieromtrent richtte de Middenafdeeling eene vraag tot de Regeering :

« Moet artikel 29 van het ontwerp worden verklaard in dezen zin, dat de wettelijke hypotheeken, alsmede de hypotheeken tot zekerheid van beheer, voortaan aanleiding zullen geven tot heffing van het recht berekend op de som, ten bedrage waarvan de rechtsgevolgen der hypotheek in aanmerking kunnen komen? »

Het antwoord luidde :

« Artikel 29 moet worden verklaard in dezen zin, dat de inschrijving van de wettelijke hypotheeken, evenals de inschrijving der hypotheeken tot zekerheid van beheer, voortaan aanleiding zullen geven tot de onmiddellijke heffing van het recht van 1.50 per duizend, te vereffenen op het bedrag, in hoofdsom en bijkomende sommen, waarvoor de inschrijving gevorderd wordt (tekst van art. 29 van het ontwerp, in verband gebracht met art. 83, 4º, der wet van 16 December 1851). »

Dit gevolg van de toepassing van het beginsel bleek onaannemelijk, wat betreft de wettelijke hypotheeken :

De voogdij is een last waaraan men zich niet kan onttrekken. Zij geeft aanleiding tot talrijke plichten en zware verantwoordelijkheid, welke men zonder eenige vergoeding te dragen heeft. Kan men er aan denken, de voogden eenen fiskalen last op te leggen wegens de inschrijving welke de familieraad, tot waarborg van de rechten der minderjarigen, op hunne goederen zou vorderen? Niemand zou zulks durven voorstellen en zeker blijkt het, dat de voogd zou moeten gerechtigd zijn, dezen last te brengen op de rekening van den minderjarige. Doch, dan zou dit inschrijvingsrecht de minderjarigen en onmondigen treffen...

Hunne wettelijke rechtsonbevoegdheid, de verplichting hunne gelden op bepaalde wijzen te beleggen belasten reeds zwaar een vermogen, dat al de gevolgen der aangifte van nalatenschap moest dragen.

Dit is niet aan te nemen ; ook heeft de Middenafdeeling de bepaling gewijzigd. Het rechtsbeginsel zal moeten buigen, in de mate van de noodzakelijke uitzondering, voor al de wettelijke hypotheeken.

Vrees was er ontstaan omtrent de mogelijke toepassing van artikel 29 op een ander belangwekkend geval.¹

De Middenafdeeling stelde de volgende vraag :

« Wanneer een kooper den koop prijs van een enroerend goed niet onmiddellijk betaalt, zijn er dan rechten verschuldigd wegens de overschrijving van den titel of wegens de inschrijving van ambtswege van het voorrecht ; zal men hier het beginsel van artikel 29 kunnen toepassen ? »

Het ingekomen antwoord neemt elke vrees weg, doch het heeft zijn belang, het hier te vermelden en daarvan akte te nemen :

« Krachtens de administratieve rechtspraak maakt de inschrijving van ambtswege ten bate van den verkooper het recht van inschrijving niet inderbaar.

» Het ontwerp wil geenszins van dezen regel afwijken. »

ART. 31.

Dit artikel gaf aanleiding tot de volgende rechtsaanmerking :

« Ingeval van verlenging van den duur eener vennootschap is er geen overgang van goederen.

» Hoe wettigt men dan een recht van overschrijving ?

» Indien een recht moet worden geheven, zou het dan niet een registratierecht zijn ? »

De Regeering antwoordde :

« Naar den geest van artikel 4 van het ontwerp wordt de verlenging van eene vennootschap beschouwd, voor de heffing van het registratierecht, als aanleiding gevende tot oprichting eener nieuwe vennootschap: het recht van fr. 0.50 t. h. wordt geheven alsof het maatschappelijk kapitaal, op den dag der verlenging, een inbrengst in de vennootschap zijn zou.

» Voor het heffen van het recht van overschrijving moet dus hetzelfde gelden. »

Dit antwoord schijnt niet eene voldoende oplossing te geven ten aanzien van de rechtsbeginselen; het steunt immers op een loutere fictie.

De onroerende goederen, ingeschreven op den naam der vennootschap, blijven op dezen naam ingeschreven na het verstrijken van den termijn, waardoor de verlenging noodzakelijk wordt gemaakt. Men zou bijgevolg de vraag kunnen stellen, welk het gevolg zou zijn van het niet naleven van dit vormvereischte en of dit niet naleven alleen tot de vrijstelling der betaling van het recht zou aanleiding geven.

Artikel 31 heeft een fiscaal doel. Wil men de uitwerking daarvan verzekeren — dat is de wensch van de Middenafdeeling —, dan dient men eene aanvullende vermelding van overschrijving in verband met de eerste akte te eischen en de heffing van een bijkomend recht ter vergelding van die verplichte formaliteit te voorzien.

De fiscus, die door de registratie kennis zal hebben van de akte van verlenging, zal aldus kunnen eischen dat zij ter overschrijving worde aangeboden.

Het spreekt vanzelf dat het oorspronkelijke overschrijvingsrecht moet berekend worden op de waarde van de ingebrachte onroerende goederen. Deze zal worden bepaald door de tegenwaarde toegekend aan de inbrengers, zooniet op de gewone wijzen van schatting. Ingeval van verlenging, zal het recht moeten geheven worden op de goederen, ingeschreven op den naam der vennootschap, na aftrek van die welke werden vervreemd en na toevoeging van die welke werden verkregen in den loop van het eerste tijdperk. De grondslag der taxatie zal dezelfde zijn als die welke bij de eerste overschrijving werd genomen, zonder dat het noodig zij, de overwaarde of de waardevermindering na te gaan.

Nog eene andere vraag werd gesteld, namelijk de volgende :

« a) Hoe brengt men het 2^e lid van artikel 31 overeen met artikel 6 ?

» b) Hoe wordt de vermindering van 50 t. h. gewettigd ?

» c) Is het wel verstaan dat de vennootschappen, welke geene onderscheiden rechtspersoonlijkheid uitmaken, al die vennootschappen zijn, waaraan artikel 2 der wet van 25 Mei 1913 of eene andere bijzondere wet zoodanigen aard niet toekent ? »

De antwoorden luiden :

« a) en b). De vermindering tot de helft van het recht van overschrijving, bij artikel 31, 5^e lid, van het ontwerp voorgesteld, zal van toepassing zijn, onder andere, op de inbrengsten van onroerende goederen in de vennootschappen onder eenen gemeenschappelijken naam of bij wijze van enkele geldschieting, daar deze vennootschappen, luidens het eerste lid van artikel 6, worden aangezien als niet genietende den eigendom van de goederen die het maatschappelijk vermogen uitmaken, met andere woorden, als zijnde geen rechtspersoon onderscheiden van den persoon der vennoten.

« In louter rechtsopzicht, zou het recht van overschrijving, in de onderstelling bedoeld bij het derde lid van artikel 31, moeten worden berekend tegen fr. 1.25 t. h., doch enkel op de onverdeelde deelen, door de medevennoten van den inbrenger verkregen in het onroerend goed dat in de gemeenschap valt : $\frac{1}{2}$, wanneer er 2 vennoten zijn ; $\frac{2}{3}$, wanneer er 3 zijn ; $\frac{3}{4}$, wanneer er 4 zijn, enz. Het bleek eenvoudiger, den *grondslag* van de heffing niet te wijzigen en enkel het *bedrag* van het recht te verminderen tot de helft.

» c) Aldus is het wel verstaan. »

HOOFDSTUK IV.

Zegelrechten.

A. QUITANTIËN.

ART. 52.

Met 5 stemmen tegen 1 en 1 onthouding verwierp de Middenafdeeling het voorgestelde zegelrecht op de quitantiën, na te hebben onderzocht of het mogelijk was, de bepalingen van artikel 52 te wijzigen door de quitantiën van minder dan 25 of 50 frank vrij te stellen van het zegelrecht.

Talrijke klachten rezen op tegen den kwellenden aard van deze belasting, waarvan de voorziene opbrengst — 2,500,000 frank — 25 miljoen akten van heffing noodig maakte.

Ook maakte men nog voorbehoudingen omtrent die vermoedelijke opbrengst : de opgaaf van de Posterijen vermeldt de aanbidding van 15,845,000 quitantiën (laatste opgaaf) en, hoeveel quitantiën van minder dan 10 frank daaronder ook zijn mogen, alleen het getal van deze quitantiën doet vermoeden, dat het voorziene cijfer ruim zou overschreden worden, ten ware het aan de belasting vijandige publiek het recht trachtte te ontdruken door de afschaffing van het werktuig.

Tijdens eene beraadslaging in de *Union Syndicale*, te Brussel, werd er op gewezen, dat, zoo de wet van 25 Maart 1891 de quitantiën van meer dan 10 frank aan het recht van het formaatzegel van 25 centiemen had onderworpen, dit recht nooit werd toegepast. Alleen op de wissels, door de Nationale Bank gedisconteerd en gëind, zou de Schatkist omtrent 1 miljoen hebben ontvangen, indien zij voor die wissels een bijzegel van 10 centiemen had geëischt, en hieruit besloot men dat het cijfer van 2,500,000 frank veel te laag was. Bij deze beschouwingen voegde zich nog de onevenredigheid van het vast recht, dat des te meer aanstoot geeft daar de quitantiën schier uitsluitend dienen voor geringe handelsverrichtingen.

De *Elandsbond der Kleine Burgerij* betoogde op zijne beurt dat het zegel op de quitantiën vooral den middenstand zou treffen en de nadeeligste gevolgen zou hebben, zelfs op een ander gebied dan dat van de geldelijke lasten.

« Het is niet te ontkennen dat de kleinhandelaars en ambachtslieden, gehoor gevend aan de door de vereenigingen, syndicaten, enz., ingerichte propagande, hunne geschriften beginnen te houden op regelmatige wijze, en het ware te betreuren dat deze beweging gestremd werd.

« Om aan het zegelrecht op de quitantiën te ontsnappen zullen echter de kleinhandelaars en ambachtslieden in den vroegeren slenter terugvallen en geen boek meer houden. Want men dient niet te vergeten dat het zegelrecht op de quitantiën vooral de arbeidersklasse zal treffen, ten eerste omdat deze het grootst getal quitantiën gebruikt en verder omdat het bedrag dier quitantiën niet hoog is. Inderdaad, gezien de belangrijkheid van hunne zaken, zijn de kleinhandelaars en ambachtslieden verplicht, een grooter getal quitantiën uit te geven, die gewoonlijk slechts eenige franks bedragen, terwijl in den groothandel deze quitantiën verscheidene honderden en zelfs duizenden frank bedragen. En niemand toch kan betwisten dat het heffen van tien centiemen op tien of twintig frank eene zware belasting is, terwijl diezelfde taxe, geheven op eene quitantie van 50,000 frank, ongemerkt doorgaat en volstrekt geen invloed heeft op de winst welke de verrichting moet afwerpen ».

Ten slotte werd er op gewezen, hoe gemakkelijk dit zegelrecht zou ontdoken worden door hen, die daaraan willen ontsnappen. Eene quitantie onderstelt eene handteekening : het zou dus volstaan, op de rekening te vermelden dat zij betaald is om aan het recht te ontsnappen.

Hoe zal men bovendien de overtredingen vaststellen zonder te vervallen in plagerijen welke onduelbaar zouden blijken?

In een naburig land herhaalt men zonder ophouden, om dit zegelrecht te verschoonen, dat het noodig was om de rampen van een oorlog te vergoeden en het grondgebied vrij te maken.

Wilde men toch het zegelrecht op quitantiën instellen, dan is er een soort quitantiën waarvan het zegelrecht wellicht veel meer zou gewettigd zijn dan dit op de handelsquitantiën, namelijk de quitantiën in den vorm van plaatsbewijzen op den spoorweg. Eene belasting daarop zou gemakkelijker geduld worden, doch men heeft er niet aan gedacht.

De meerderheid van de Middenafdeeling was van oordeel, dat eene belasting op de quitantiën, welke eene oneindig verspreide stof treft, zooveel bezwaren oplevert dat zij geenszins zou kunnen strooken noch met onze zeden en gebruiken, noch met de rechtvaardigheid in de evenredigheid van de belasting.

B. CHECKS, KREDIETBRIEVEN, ENZ.

ART. 33.

Andere beschouwingen deden de bepalingen betreffende het zegel op de checks, kredietbrieven en andere briefjes tot betaling op zicht, verwerpen met 4 stemmen tegen 3.

Het ontwerp schatte de vermoedelijke opbrengst op 500,000 frank.

« De Nationale Bank betaalde 25 milliarden in particuliere loopende rekeningen aan 303,000 posten, wat in een jaar gemiddeld 82,000 frank vertegenwoordigt per post. Als men slechts de behoeften van twee maandelijksche uitwisselingen berekent, bekomt men een gemiddeld bedrag van 3,650 frank per check of giromandaat, wat ten laste van de particuliere loopende rekeningen der Nationale Bank alleen eene ontvangst van een half millioen zou leggen over geheel het land, zoo sprak de heer Van Elewijk in de *Union Syndicale*, te Brussel.

« Doch er zijn niet enkel loopende rekeningen en checkboekjes van de Nationale Bank, zegde de achtbare Voorzitter. De loopende rekeningen van de vrije banken zijn nog veel aanzienlijker. Wat beteekent dan die schatting van 500,000 frank ontvangst? Met een licht te begrijpen doel heeft het Beheer van Financiën de opbrengst van het zegelrecht op de checks buitengewoon onderschat. Niet een half milloen, maar ten minste 3 of 4 millioen zou het zegelrecht in de Schatkist brengen.

« Let wel dat ook de kredietbrieven het zegelrecht zouden moeten betalen. Alleen voor de kredietbrieven van de Nationale Bank zou het zegelrecht 60,000 frank bedragen. Voegt daarbij 35,000 tot 40,000 frank, die de checks en mandaten van de *Caisse des Reports* zouden opbrengen, en dan hebt gij reeds één vijfde van de vermoedelijke ontvangst, enkel vanwege twee banken!

« Vóór 1871 deed de bank een gering commissieloon betalen op de kredietbrieven. Van 1866 tot 1870 had zij er jaarlijks gemiddeld voor

55 miljoen uitgegeven. Het commissieloon werd afgeschaft in 1871 en het jaarlijksch geldverkeer door kredietbrieven klom tot 1,800 miljoen in 1912! Dit zijn de voordeelen van de kosteloosheid. »

Dat bewijs van het opbrengstvermogen der taxe was voorzeker niet een reden om ze te verwerpen, en, indien het waar is dat de opbrengst het vermoedelijk cijfer zou overschrijden, dan zou men zich enkel hebben kunnen haasten om ze aan te nemen, bij gebreke aan andere bezwaren...

Redenen van bijzonderen aard wettigen zooniet een gunststelsel, dan ten minste de wegneming van elken hinder geschikt om de toeneming van de vereffeningen door middel van checks te keer te gaan, en deze redenen hebben de meerderheid van de Mildenaafdeeling overgehaald.

In de beschikbare gelden, die tot voorraad van checks dienen, en in het checkverkeer moet iets anders gezien worden dan eenvoudige geldinlagen tegen interest, dan eene wijze van geldbelegging tegen interest. De checkrekeningen moeten worden aanschouwd als voorziende in de ontoereikendheid van het baar geld bij de vereffening van de handelsverrichtingen. Ze zijn een van de factoren die het maximum van vermogen kunnen geven aan de beschikbare muntspeciën van de gemeenschap, terwijl zij haar tevens het maximum van opbrengstvermogen verzekeren.

« Het zou moeten gelden als regel, zegde onlangs de heer Dumoulin in eene voordracht in de *Union Syndicale* te Brussel, dat men thuis geen geld behoeft te bewaren, behalve voor de gewone geringe behoeften; de bankier moet uw kassier worden. Het kapitaal, dat in eene lade of brandkast rust, is aan het beschikbare van de gemeenschap ontnomen; het zijn slechts eenige honderden frank per gezin, doch dit maakt honderden miljoenen uit voor gansch het land.

» Een vervaldag is voor den handelsman een dag van kommer en overwerk, terwijl hij een gewone dag zou kunnen zijn, indien de bankier gelast was de betalingen te doen in zijne plaats.

» De kleine leveranciers, als kruidenier en bakker, zouden ook bij den bankier moeten worden betaald door middel van checks, vooral van doorstreepte checks. Men zou hunne regelmatige vorderingen vergemakkelijken, men zou hun tijd sparen, men zou mislagen en diefstallen vermijden, omdat met doorstreepte checks diefstal onmogelijk wordt en elke mislag door deze wijze van betaling steeds wordt ontdekt. Buitendien vermijdt men den last van het wisselen, alsmede het gevaar valsche geldstukken in ontvangst te nemen, wat vaak op vervaldagen geschiedt.

» De bankiers bewaren de kapitalen ten hunnent, tot groot nut van de gemeenschap, terwijl heden, in een land als het onze, honderden miljoenen op elken vervaldag langs de straat loopen of renteloos rusten bij de particulieren.

» De verrichtingen van den bankier zouden eenvoudiger worden en zijne risico's minder groot. Bovendien, om uit de Kaimers voor schuldvergelijking, zooals er eene te Brussel bestaat, al het mogelijke nut te trekken, is het noodig dat de betaling per check en per doorstreepte wissel algemeen worde.

» Het algemeen gebruik van cheks door de handelaars zou niet alleen dezen bevrijden van kommer en verlies, het zou ook de taak der banken uitbreiden; daar het de beschikbare gelden zou vermeerderen met verscheidene honderden millioenen, zou het een weldoenden invloed uitoefenen, in den zin van verlaging, op den discontovoet die in België hooger is dan in Engeland en in Frankrijk. »

De Middenafdeeling stond voor de proef, welke in Duitschland werd genomen met het zegel op de checks.

De wet van 11 Maart 1908 stelde de checks volstrekt vrij van het zegelrecht, om de uitbreiding van dit zoo nuttige betaalmiddel niet te hinderen. Doch in 1910 had de Deutsche Regeering behoefte aan nieuwe belastingen en meende zij artikel 29 van gemelde wet te moeten wijzigen ondanks de klachten van de banken en van de kamers van koophandel en nijverheid; zij belastte de checks met een vast recht van 10 pfennig. Deze belasting bracht het eerste jaar ongeveer 5 millioen mark op, doch het tweede jaar nog slechts 2 5/4 millioen, daar het publiek dit middel tot betaling minder genegen bleef. De klachten hielden niet op. Zij verdubbelden, terwijl de genegenheid voor de checks, welke gedurende twee jaar na het in werking treden van de nieuwe wet op verbazende wijze was aangegroeid, werkelijk afnam. De handelszaken leden er onder, zij verloren aan vlugheid en gladheid. De eene vergadering na de andere werd gehouden; de quaestie van de afschaffing der belasting verdween niet meer van de dagorde der handelskamers, uit de rechts- en nijverheidstijdschriften. Een verzoekschrift, ondertekend door al de gilden van ambachtslieden, kleinhandelaars, kooplieden en nijveraars, strekkende tot het afschaffen van de verlamme belasting, werd gericht tot den Rijksdag in het begin van de maand Juni 1915.

« Het comiteit — zoo luidde dit verzoekschrift — is van meening dat de uitbreiding van het checksverkeer van het hoogste belang is voor handel en nijverheid, inzonderheid voor de middelmatige kooplieden, de middelmatige nijverheid en de ambachtslieden. De huidige belasting is een ernstige hinderpaal voor de uitbreiding van het checksverkeer, inzonderheid voor de boekhouding en de financieele (geldelijke) betrekkingen onder ambachtslieden en kleinhandelaars. Het comiteit vraagt dus de afschaffing van het zegelrecht, te meer daar de ontvangsten ten bate van de Schatkist voor 1912 slechts geraamd worden op 5 millioen mark. »

Inderdaad, geen drie jaren waren noodig om de instelling ten onder te brengen.

Het getal checks nam elk jaar af. Van 200 millioen verviel het tot op 30 millioen! De vermoedelijke opbrengst van 20 millioen mark, in 1909, versmolt tot een vooruitzicht van 3 millioen voor 1913!

Ook heeft de Commissie voor de Deutsche begrooting een einde gemaakt aan deze proef, die, volgens zekere vakmannen, het bestaan van de checks in Duitschland in gevaar bracht.

Het ware voor het minst onvoorzichtig, ze te wagen in een land waar het gebruik van de checks, ondanks alle pogingen, nauwelijks ingang heeft gevonden.

C. VERZEKERINGSCONTRACTEN.

ARTIKEL 34 (nieuwe artikelen 26 tot 34).

Algemeene beschouwingen.

Het wetsontwerp bepaalde zich er bij, in artikel 34 het wettelijk vermoeden te stellen, dat elk verzekeringscontract door eene geschreven polis wordt vastgesteld.

Deze bepaling kon in verband gebracht worden met die van artikel 9, doch met dit verschil, dat hier het vermoeden in de meeste gevallen de werkelijkheid nabijkomt.

Dat voorstel verwekte nochtans veel opspraak vanwege de belanghebbers en werd ontoepasselijk geheeten uit hoofde van het groot getal polissen, welke tot stand kwamen zonder dat het recht betaald werd.

Er kon niet aan gedacht worden, al die vroegere polissen in regel te stellen, zonder erg stoornis bij verzekeraars en verzekerden te veroorzaken: door het toepassen van het nieuwe stelsel zouden sommige maatschappijen meer dan 500,000 polissen, dus een millioen stukken, oorspronkelijke stukken en afschriften, zonder te spreken van de wijzigingspolissen, moeten onderwerpen aan de formaliteiten en rechten van zegeling; dat zou eene uitgaaf van meer dan twee millioen frank veroorzaakt hebben.

Anderzijds zou dat vast en onveranderlijk recht de verzekeringsovereenkomst op ongelijke wijze belast hebben: voor sommige zou de belasting hooger geweest zijn dan het bedrag zelf der premiën; dat ware het geval geweest voor de oogstverzekeringen of tijdelijke verzekeringen aangegaan voor hoogstens zes maanden, alsmede voor de volksverzekeringen op kapitalen beneden 500 frank.

De Middenafdeeling ontving nieuwe teksten strekkende tot invoering van een stelsel aangeprezen door de verzekeraars, ten gevolge van de opmerkingen welke zij genoot werden aan de Regeering mede te deelen.

Dat stelsel komt neer op de toepassing van een soort van abonnement op het zegel, dat de geraamde inkomsten zou verschaffen, en tevens op het niet invoeren van de terugwerkende kracht voor de thans loopende contracten.

De aan de Middenafdeeling onderworpen nota's maakten een onderscheid tusschen drie soorten van verzekeringen:

1^o De verzekeringen betreffende zee- en binnenvaart, alsmede die tegen de gevaren van vervoer te land. Voor deze verzekeringen werd geen nieuwe regeling ingevoerd: het stelsel van het zegel op de polissen werd gehandhaafd;

2^o De verzekeringen welke zouden aangeslagen worden naar *het verzekerd kapitaal*;

3^o De verzekeringen welke zouden aangeslagen worden naar *het bedrag der premie*.

De evenredige taxes waren opgegeven als zijnde een vast overeengekomen abonnement voor het zegel op al de akten betreffende de sluiting en de werking van het contract.

De eerste vraag, welke de Middenafdeeling onderzocht met het oog op dit ontwerp bevattende elf nieuwe artikelen, was deze: Diende men het vroegere stelsel van het formaatzegel der polissen te handhaven voor de verzekeringen betreffende zee- en binnenvaart, alsmede die tegen de risico's van vervoer te land?

De Kamer van Koophandel te Antwerpen had doen uitschijnen dat die verschillende stelsels erge moeilijkheden zouden veroorzaken :

« De verzekeringen betreffende zee- en binnenvaart, alsmede die tegen de risico's van vervoer te land zijn hoofdzakelijk handelsverrichtingen, waartoe wordt overgegaan op de wijzen welke de noodwendigheden hier zooals elders opleggen. In de eerste plaats dient te worden gezegd dat nooit, noch in België, noch in enig ander land, die contracten in dubbel opge maakt worden. Alleen de verzekeraars onderteekenen die en verscheidene verzekeraars teekenen op hetzelfde contract, elk voor een gedeelte. De verzekerde onderteekent niets, hij heeft geen andere verplichting dan de premie te betalen.

» Wanneer een telefoon- of telegraafbericht de verzending, welke gedaan wordt naar of van een overzeesch land, aankondigt, dan bestaat er gevaar van verlies en moet de verzekering terstond aangegaan worden. Zóó gebeurt het dat, op de Beurs te Antwerpen, elken dag talrijke verzekeringen worden gesloten op een eenvoudige nota met korte vermeldingen, met andere woorden, een voorloopige sluiting, dadelijk gekortteekend door verscheidene verzekeraars en geldende als volmaakt contract totdat het door eene polis vervangen wordt. Deze voorloopige sluiting, hoe onregelmatig ook, wordt altijd nageleefd en herhaaldelijk gewijzigd naarmate de omstandige inlichtingen toekomen. Slechts later, wanneer de verrichting is voltrekken en men al de achtereenvolgens ingescheepte goederen kent, kan men het contract voorgoed opmaken.

« Meer nog : het gebeurt gestadig, in den loop van den dag, dat de verzekering wordt aangegaan bij mondelinge of telephonische afspraak, omdat men bevindt dat er geen oogenblik mag gewacht worden om zich te verzekeren.

» Die talrijke akten werden nooit overgeschreven op zegel en zouden het ook niet kunnen. De tijd zou daartoe ontbreken. »

De Middenafdeeling stelde er prijs op, na te gaan of die bezwaren werkelijk gegrond waren; onderstaande vragen en antwoorden werden hieromtrent gewisseld :

VRAAG.

« Waarom moeten de verzekeringen betreffende zee- en binnenvaart aan het huidig stelsel onderworpen blijven? »

ANTWOORD.

« De verzekeringen betreffende zee- en binnenvaart maken een zeer bijzonder vak uit. De Regeering is er niet van overtuigd, dat het stelsel van het jaarlijksch abonnement daarop zonder bezwaar zou kunnen toegepast worden. »

« In Frankrijk, waar men het stelsel van het verplicht abonnement invoerde voor de levens- en brandverzekeringen, behield men voor de verzekeringen betreffende zee- en binnenvaart, namelijk, het contant zegelrecht naar het formaat van het papier. »

VR. « Is het de gewoonte, namelijk te Antwerpen, voor die verzekeringen overeenkomsten in 't dubbel op te maken ? Is het integendeel niet de gewoonte, die zaak te regelen door eenvoudige aanteekenbladjes welke slechts later in de boeken van de verzekeraars worden overgeschreven ? »

« Zou men de gewoonte, verzekeringen aan te gaan bij schriftelijke overeenkomsten, kunnen aan nemen te Antwerpen » ?

ANTW. « Volgens inlichtingen, aan de Regeering verstrekt, worden de contracten van verzekering tegen zeeschade, te Antwerpen aangegaan, dikwijls vastgesteld door middel van eenvoudige notas, enkel geparafeerd ; indien eene akte wordt opgemaakt, dan wordt zij het slechts in één oorspronkelijk stuk.

« Volgens dezelfde inlichtingen, zou het moeilijk wezen, in de praktijk, al de contracten van verzekering tegen zeeschade vast te stellen door middel van behoorlijke geschriften, geschikt om te gelden als bewijsstukken ; die contracten worden immers, over 't algemeen, op de Beurs gesloten. »

VR. « Zou men de geraamde ontvangst niet kunnen bekomen door de verzekeringen te onderwerpen aan het stelsel van het abonnement, berekend naar de geïnde premiën ? »

ANTW. « Er werd aan de Regeering niet bewezen dat de toepassing van het abonnementstelsel op de verzekeringen tegen zeeschade, voor de Schatkist betere uitslagen zou opleveren dan het stelsel van het formaatzegel. »

Uit de door de Regeering verstrekte inlichtingen bleek, dat voor de verzekeringen betreffende zee- en binnenvaart, alsmede voor die tegen de gevaren van het vervoer te land, elk jaar 15 tot 20 miljoen premiën worden betaald en dat de geraamde inkomst, tegen 0.20 per 100 frank op het gemiddeld cijfer van 17 miljoen en half, 35,000 frank zou bedragen.

Om te komen tot hetzelfde bedrag, berekend naar den grondslag van het zegelrecht op de polis, zouden er 35,000 polissen moeten opgemaakt worden in dubbel, wat in feite niet geschiedt, zooals het daareven bleek. Doch, anderzijds, mag men onderstellen dat het getal contracten werkelijk hooger is dan 35,000, want al de contracten kunnen niet, gemiddeld, 500 frank premie opbrengen.

Wat er ook van zij, daar de toepassing practisch onmogelijk is, zooals schijnt te blijken uit de verstrekte antwoorden zelve, heeft de Middenafdeeling het stelsel van de jaarlijksche taxe aangenomen voor al de verzekeringen betreffende zee- en binnenvaart ; aldus is zij afgeweken — overeenkomstig

de aanmerkingen der *Kamer van Koophandel te Antwerpen* — van de haar overgemaakte voorstellen.

Het beginsel van het abonnement aldus aangenomen zijnde voor de verzekeringen van allen aard, rijst er een tweede vraag op: Dient men nog meer gelijkheid in te voeren en de belasting te innen naar eenzelfde grondslag, hetzij naar het verzekerd kapitaal, hetzij naar de premie?

Het aan de Middenafdeeling overgemaakt ontwerp huldigde het dubbele stelsel. Men zegde dat het werd voorgesteld door eene machtige maatschappij die levensverzekeringen en brandverzekeringen sluit voor aanzienlijke sommen.

Anderzijds werd door de Handelskamer van Antwerpen, in eene op 9 Juli 1915 overgemaakte nota, het volgende uiteengezet:

« Wat betreft de taxe op de verzekerde kapitalen, zooals zij door de Regeering wordt voorgesteld voor de brandverzekeringen, de afdeeling « verzekeringen » der Handelskamer meent dat het beter zal zijn, ze te vervangen door eene gelijkwaardige taxe op de ontvangen premiën. Men schat dat het bedrag van 2 per duizend het gemiddeld bedrag van de brandpremiën is, berekend naar al de verzekerde kapitalen te zamen. Daarnit volgt dat eene belasting van 2 centiemen per duizend, geheven op de kapitalen, gelijkstaat met 2 t. h. op de premiën. De premiën-ontvangst is een gegeven der comptabiliteit, zekerder en rechtvaardiger dan het verzekerd kapitaal. Die ontvangst moet noodzakelijkerwijs voorkomen in de boeken van elke verzekeringsmaatschappij.

» Ontploffing, bliksemslag, electrische ontvlamming, burgerrechtelijke aansprakelijkheid ingeval van brand, worden verzekerd als bijzaken van het brandrisico, doch ook tegen de zonder brand veroorzaakte schade. Op eene zelfde polis zouden dus verscheidene stelsels van taxe voor die verschillende verrichtingen toepasselijk zijn; dat zou eene overgroote verwarring veroorzaken en overdreven lasten opleggen. »

De Middenafdeeling vroeg aan de Regeering, welke hare meening over die verschillende zienswijzen was.

VRAAG.

Hoe wettigt men *in beginsel* de indeeling van de verzekeringen te belasten naar de premiën en van die te belasten naar het kapitaal?

Men verzoekt de toepassing daarvan op de bedoelde verschillende soorten van verzekering te willen mededeelen.

ANTWOORD.

Volgens aan de Regeering verstrekte inlichtingen, zou de abonnementstaxe in beginsel moeten betaald worden naar de verzekerde somme of kapitalen, tenzij wanneer de polissen geen verzekerd kapitaal vermelden, in welk geval de taxe dient te worden berekend naar de premiën.

Daarop steunt de indeeling, voorzien bij de n^{rs} 1 en 2 van artikel 1 der voorstellen welke aan de Middenafdeeling worden medegedeeld.

Het ware evenwel te begrijpen dat de taxe in elk geval zou betaald worden naar het bedrag der premiën.

VRAAG.

Wordt in de voorgestelde teksten voorzien — en zou dat stelsel in de praktijk geen bezwaren meebrengen? — dat verzekeringen, gesloten door eene zelfde polis, zouden aangeslagen worden, voor sommige gedeelten, naar de premie en, voor andere gedeelten, naar het kapitaal?

ANTWOORD.

Het kan gebeuren dat in eene zelfde polis voorkomen verscheidene verzekeringen, aangegaan de eene met aanwijzing van een verzekerd kapitaal, de andere zonder vermelding van verzekerd kapitaal. Op elke van deze verzekeringen zal worden toegepast het stelsel, geldende voor de klasse waartoe zij behoort.

Het blijkt niet dat de wet bijzondere bepalingen dienaangaande moet inhouden.

VRAAG.

Behoort de verzekering tegen het verhaal van de geburen tot de verzekering tegen de aansprakelijkheid wegens stoffelijke ongevallen?

Zou de verzekering tegen ontploffing van gas of tegen bliksem, waarvoor eene bijpremie boven de brandpremiën wordt geëischt, aangeslagen worden naar de betaalde premie of naar het verzekerd kapitaal? Hoe zal die oplossing door den tekst gehuldigd worden?

ANTWOORD.

De jaarlijksche taxe op de verzekeringen tegen het verhaal van de geburen, tegen ontploffing van gas en tegen bliksem, zou berekend worden naar het bedrag der premiën of naar het bedrag der verzekerde sommen, volgens het onderscheid hierboven bepaald onder n^r 1.

De Middenafdeeling, wenshende de Kamer in staat te stellen, met volle kennis van zaken uitspraak te doen over de gevolgen welke zouden kunnen voortspruiten uit de toepassing van het stelsel der heffing naar de premie, stelde deze vraag :

« Welke zouden de gevolgen zijn, voor de Schatkist, indien men een gelijk stelsel toepaste, gegrond op de premiën en bepaald, bij voorbeeld, op 2 t. h. voor de brandverzekering, 3 p. d. voor de verzekeringen op het leven, tegen ongevallen, tegen het breken van spiegelruit, tegen de aansprakelijkheid, 0.20 t. h. voor de verzekeringen betreffende zee- en binnenvaart, alsmede tegen de gevaren van het vervoer te land? »

Daarop kwam het volgende antwoord toe :

« Volgens aan de Regeering verstrekte inlichtingen, ontvangen de maatschappijen van verzekering betreffende zee- en binnenvaart, alsmede tegen de gevaren van het vervoer te land, elk jaar premiën tot een bedrag van 15 tot 20 millioen frank.

» Berekend naar een gemiddeld bedrag van 17,500,000 frank, zou de Staat, tegen fr. 0.20 t. h., ontvangen fr. 35,000

» Voor de verzekeringen op het leven, tegen ongevallen, tegen het breken van spiegelruiten en de burgerrechtelijke aansprakelijkheid, kan het bedrag der ontvangen premiën bepaald worden op 80 tot 90 miljoen frank.

» Tegen 3 frank per duizend frank zou de Staat, op een bedrag van 85 miljoen, ontvangen 255,000
fr. 290,000

» Voor de brandverzekeringen bedragen de premiën 25 tot 30 miljoen frank.

» Tegen 2 frank per 100, zou de belasting, berekend naar 27,500,000 frank, voor de Schatkist opbrengen fr. 550,000
Te zamen. 840,000

« Dit bedrag van 840,000 frank is ontoereikend. De taxe zou moeten verhoogd worden tot 3 frank ten honderd voor de brandverzekeringen en tot 3 frank per duizend voor de verzekeringen tegen zeeschade. »

Het beginsel van het abonnement aldus aangenomen zijnde voor alle verzekeringen, bleef er nog te bepalen, zooals wij hooger zegden, of de heffing naar een zelfden grondslag moet geschieden.

Bovenstaande antwoorden schijnen geen voorkeur te laten blijken voor het een of voor het andere stelsel.

Indien het tweevoudig stelsel gehandhaafd wordt in de u voorgestelde teksten, m. a. w., indien de taxe op de verzekeringen onder het stelsel van het abonnement moet berekend worden nu eens naar de premiën en dan eens naar de verzekerde kapitalen, dan is het om rekening te houden met de bezwaren, waartoe de proefneming van 1885-1886 aanleiding gaf.

De wet van 26 Augustus 1885, welke het stelsel van abonnement op de verzekeringscontracten had ingevoerd, werd ingetrokken door de wet van 11 Juni 1887. In het verslag, namens de Middenafdeeling uitgebracht over het ontwerp dier laatste wet, staat, onder andere, te lezen :

« Het gebrek der wet van 1885 bestaat hierin, dat de ingevoerde belasting evenredig is aan de premiën of, wat op hetzelfde neerkomt, aan de opgelopen risicos, in stede van gegrond te zijn op de verzekerde waarden.

» Daaruit volgt dat zij bijzonder bezwarend is voor de landelijke gebouwen; en inderdaad de landbouw, evenals sommige andere nijverheidstakken, zijn hier het slechtst bedeed. »

Het verslag haalt vervolgens de woorden aan van den heer de Jonghe d'Ardoye, ter Kamervergadering van 10 December 1885 :

« Die belasting (de abonnementstaxe) wordt op volstrekt ongelijke wijze verdeeld tusschen de inwoners der steden en die van het platteland, daar zij de verzekeringspremie, niet het verzekerd kapitaal treft. Een gebouw op het platteland, vooral een boerengebouw, betaalt eene veel hoogere premie

dan een gebouw in de stad, hebbende dezelfde waarde; daaruit volgt dat de verzekerde, behoorende tot het platteland, veel meer belasting betaalt dan de verzekerde behoorende tot de stad; dat komt mij voor als een wezenlijk onrecht. » (Z. *Pasinomie*, 1887, bl. 171 en 172.)

't Is om die reden dat het ontwerp het berekenen van den aanslag naar het verzekerd kapitaal huldigt voor dat soort verzekeringen, terwijl, voor meest al de andere verzekeringen, de aanslag moet berekend worden naar de premie.

ART. 26 (nieuw).

VRAAG.

De Middenafdeeling stelde er prijs op, nader te doen bepalen in welke klasse zouden gerangschikt worden voor den aanslag — ingeval van aanneming der teksten, welke haar werden opgegeven en welke zij u onderwerpt — de verzekering tegen diefstal en de verzekering tegen verlies van waarden tijdens het vervoer :

- a) Te land;
- b) Ter zee?

ANTWOORD.

« De verzekering tegen diefstal moet in dezelfde klasse gerangschikt worden als de brandverzekering.

» De verzekeringen tegen verlies van waarden tijdens het vervoer te land of ter zee moeten gerangschikt worden onder de verzekeringen betreffende zee- of binnenvaart. »

VRAAG.

« Wat moet men verstaan onder de woorden : « geheel bedrag der premiën, bijdragen of aandeelen door den verzekerde te storten » in de slotparagraf van artikel 1 van den nieuwen tekst, ingegeven ter vervanging van de artikelen 54 en volgende (26 van den nieuwen tekst).

» Is het er om te doen, al de premiën bijeen te nemen? Of wil men zeggen dat het recht elk jaar wordt betaald op het geheel bedrag? »

De Regeering gaf de volgende uitleggingen :

ANTWOORD.

De abonnementstaxe zou elk jaar berekend worden op het gezamenlijk bedrag van al de premiën of bijdragen die vervallen in den loop van het jaar waarvoor de heffing geschiedt.

ART. 28 (nieuw).

De Middenafdeeling had gevraagd :

« Diende er niet, ingeval van aanneming van dat stelsel, verklaard te worden, dat de eenige redenen tot vrijstelling van de taxe de volgende zijn : « de verzekeringscontracten moeten aangegaan zijn in den vreemde

daarenboven moet de verzekerde niet in België verblijven en de polissen moeten buiten het land onderteekend zijn geworden zoowel door den verzekerde als door den verzekeraar ? »

Daarop werd geantwoord :

« Ingeval van aanneming van het abonnementstelsel, schijnt het dat men van het betalen van de taxe zou mogen vrijstellen de verzekeringen, aangaan met een verzekerde die in den vreemde verblijft, zonder als voorwaarde op te leggen dat « de akten buiten het land onderteekend werden zoowel door den verzekerde als door den verzekeraar », vermits men in menig geval geen akte opmaakt.

» De overeenkomsten tot herverzekering zouden insgelijks moeten vrijgesteld zijn van de taxe. »

Deze opmerking levert belang op voor de Belgische maatschappijen van verzekering tegen brand, waarvan de agenten veel overeenkomsten sluiten in Nederland. 't Is het Bestuur in België, dat die overeenkomsten ondertee-kent.

N^o 1^o van artikel 28 eerbiedigt dien toestand, wat aangaat de brandverzekeringen.

Er werd voorgesteld in de wet de volgende bepaling op te nemen :

« Zijn onderhevig aan de taxe bepaald bij artikel 1, al de contracten, van kracht zijnde op den dag van het in werking treden dezer wet, indien zij niet werden opgemaakt op formaatzegel. »

Men mag de vraag stellen, of er wel talrijke contracten van dien aard zouden bestaan en of de uitzonderingsmaatregel niet al te vrij spel zou geven aan het bedrog — om aangenomen te worden.

De volgende nota's werden gewisseld.

VRAAG.

1^o Bestaan er grondige redenen om van de taxe vrij te stellen de van kracht zijnde contracten, welke het zegelrecht mochten betaald hebben ?

Zal er onder de contracten niet eene ongelijkheid bestaan, des te meer ergerlijk, daar verzekerden aan de maatschappijen te dien einde rechten betaalden en nochtans het nieuw recht bij verhaal zullen betalen ?

2^o Zullen sommige groote verzekerden niet kunnen ontsnappen aan zeer hooge taxes, mits betaling van een onbeduidend recht, door het contract over te schrijven op zegel vóór de afkondiging der wet ?

3^o Op welke waarborgen steunt de fiscus om de verzekeraars te beletten sommige contracten te verbergen door ze op zegel te doen overschrijven, wanneer zij die zouden moeten bekendmaken ?

4^o Zou het een onoverkomelijk bezwaar opleveren, artikel 8 te doen wegvallen ?

ANTWOORD.

« 1^o De abonnementstaxe op de verzekeringen zou een echt *zegelrecht* zijn, bestemd om het formaatzegel te vervangen, waaraan de verzekerings-polissen zijn onderhevig krachtens de wet van 25 Maart 1891.

» Dit zoo zijnde, ware het in strijd met den regel *non bis in idem*, de abonnementstaxe toe te passen op de contracten, die van kracht zijn bij het in werking treden van de nieuwe wet en vroeger op zegel mochten opgemaakt zijn.

» Het spreekt vanzelf dat de premiën of, volgens de gevallen, de verzekerde kapitalen betreffende de contracten, welke het vroegere zegelrecht betaalden, niet in aanmerking zouden moeten komen tot het berekenen van de nieuwe taxe, door de verzekeringsmaatschappij te betalen.

» 2^o Het is hoegenaamd niet zeker dat het abonnementszegel meer bezwaarend zal zijn dan het formaatzegel. Het valt dus te betwijfelen of het voorzienene geval zich zal voordoen.

» 3^o De bepalingen van artikel 66 van het wetsontwerp n^o 294 zouden het bestuur in staat stellen, dat bedrog te beteugelen.

» 4^o Artikel 8 moet als onontbeerlijk beschouwd worden in het stelsel der abonnementstaxe. »

De Middenafdeeling vereenigde zich niet met die meening.

Door verzekeraars werd gevraagd dat in de wet zou opgenomen worden eene bepaling, krachtens welke zij bevoegd zouden zijn om de abonnements-taxe te doen terugbetalen door den verzekerde.

De quaestie van terugbetaling is en moet vreemd blijven aan het ontwerp. Zij moet opgelost worden volgens de overeenkomsten.

De abonnementstaxe komt in de plaats van het zegelrecht, zij is gewettigd doordat het zegel ontbreekt op tal van contracten; het komt dus billijk voor, dat zij, bij ontstentenis van strijdige bepalingen, ten laste valt van hem die dat recht had moeten betalen bij het aangaan van het contract.

Het valt niet te betwijfelen dat, indien een verzekeraar bij het tot stand komen van de polis, het bedrag van het zegelrecht had geëischt van den verzekerde, hij thans hoegenaamd niet gerechtigd zou zijn om de abonnementstaxe te eischen van den verzekerde die reeds met hetzelfde doel heeft betaald.

Er dient echter te worden opgemerkt dat de verzekeraars in meest al de van kracht zijnde contracten eene bepaling hebben opgenomen, krachtens welke al de taxes, die op de contracten kunnen gelegd worden, zonder onderscheid ten laste van den verzekerde vallen.

Zij hebben zelfs een bijkomend recht van omslag voorzien uit hoofde van de verdeling der taxe en dat bijkomend recht is soms bepaald op het vijfde van het recht. Daaruit volgt dat de maatschappijen, verre van een last te dragen wegens de nieuwe taxes, daarop zelfs winsten zouden kunnen doen...

Men begrijpt welk belang het nieuwe stelsel voor hen oplevert in vergelijking met het vroegere stelsel, dat geschikt was om hun al de lasten der van kracht zijnde polissen op te leggen, zonder ze te kunnen doen terugbetalen.

De Middenafdeeling meende nochtans niet u te moeten voorstellen, vrijelijk gesloten overeenkomsten nietig te verklaren door middel van de wet.

Ten hoogste had zij kunnen voorstellen, eene overgangsbepaling op te nemen, krachtens welke het zou toegelaten zijn de van kracht zijnde contracten op te zeggen, zooals bepaald werd door de ongevallenwet. Echter, het gering bedrag der taxe scheen soortgelijken maatregel niet te wettigen.

D. ZEGELRECHTEN OP DE VREEMDE TITELS.

ART. 35 tot 45.

Algemeene beschouwingen.

De artikelen 35 tot 45 van het ontwerp betreffen uitsluitend de openbare fondsen « komende uit den vreemde »; deze woorden bedoelen de titels uitgegeven door een vreemden rechtspersoon.

Zij bedoelen geenszins de titels van den Staat, van de provinciën, van de gemeenten of van de openbare instellingen in België, van Belgische vennootschappen, evenmin als — zooals wij het verder zullen aantonen — de titels der Kolonie of der vennootschappen tot stand gebracht bij decreet van de Regeering der Kolonie.

Die bepalingen maken een eind aan een stelsel van ongelijkheid, waarbij de vreemde titels tot nu toe bevoordeeld waren ten nadeele van de Belgische titels.

Krachtens de wet van Brumaire jaar VII, moest het zegelrecht geheven worden op elk geschrift « waarvan gebruik werd gemaakt in Frankrijk, » hetzij in eene openbare akte, hetzij in om 't even welke aangifte, hetzij » vóór eene rechts- of bestuursmacht. »

Deze bepaling werd met veel toegevendheid toegepast. Naar den letterlijken zin, was zij niet toepasselijk op de verhandelingen, koopen en overgangen gesloten zonder openbare akten. Zelfs de akten van uitgifte werden niet aangezien als daden van gebruikmaking, uitdrukkelijk voorzien door de wet van Brumaire.

Artikel 14 der wet van 23 Maart 1891 legde integendeel een zegelrecht op al de aandeelen of obligatiën, zonder daarom de gebruikmaking te eischen, doch steunende alleen op het tot stand komen in België.

Bij de behandeling van artikel 13 der zegelwet (1), dat enkel de gebruikmaking bedoelt, werd de heer Beernaert ondervraagd over de beteekenis van de afschaffing der beperkende bepalingen, in de vroegere wet vervat ten voordeele van de houders van vreemde titels. De achtbare Minister van Financiën verklaarde dat de verhandeling ter beurs nooit werd beschouwd en in de toekomst evenmin zou worden beschouwd als eene juridische gebruikmaking, aanleiding gevende tot de heffing van het recht.

Thans staan wij dus tegenover die twee verschillende stelsels : de Belgische titel is belast uit hoofde en op 't oogenblik zelf van zijne totstand-

(1) THOMAS et SERVAIS, *Code du timbre*, blz. 177.

koming, terwijl de vreemde titel — dien men op grond van dezelfde beschouwing niet kan treffen, vermits hij tot stand komt in het buitenland — enkel getroffen wordt wegens daden van gebruikmaking, beperkt door eene traditie waarvan in den tekst der wet geen sprake is.

De nieuwe bepalingen zullen dus voor gevolg hebben, die toegevendheid gedeeltelijk te doen ophouden; de woorden: « gebruik maken in België » zullen zij immers niet zoo streng uitleggen als men letterlijk wel zou kunnen.

In een requisitorium van 29 Juli 1864 betreffende een geding met het bestuur der registratie, werden die woorden in de fiscustaal door den heer Procureur-Generaal bij het Hof van Cassatie toegelicht als volgt :

« De hoofdzaak ligt heel en al besloten in de beteekenis die men moet toekennen aan de uitdrukking « gebruik maken », in de beteekenis van artikel 25 der wet van 22 Frimaire jaar VII. Deze uitdrukking is hoegenaamd niet duister. Zij is zeer duidelijk. Van eene zaak gebruik maken in rechten, dat is niets anders dan daaruit trekken al de juridische gevolgen of een deel van die gevolgen welke zij hebben kan. 't Is het benuttigen van die zaak of het daarover beschikken volgens het recht dat men daarop bezit... Gebruik maken in rechten van een titel, van eené akte, hetzij openbare, hetzij private, dat is, met het oog op de zaak die het voorwerp daarvan is, daaruit trekken al de juridische gevolgen of een deel van die gevolgen, welke die titel, die akte hebben kan. De wetten, sprekende (hier bedoelde de heer Procureur-Generaal Leclercq het zegel zoowel als de registratie) van de titels en van de akten, bedoelen uitsluitend de zaak welke het voorwerp daarvan is. Gebruik maken van een titel, dat is, met het oog op die zaak, daaruit de juridische gevolgen trekken, dien titel benuttigen, er genot van hebben, erover beschikken volgens het recht dat men daarop hebben kan. » (*Pasicrisie*, 1864, I, 324.)

Volgens dit gezegde, is het eenvoudig feit van het bezitten van een titel eene daad van gebruikmaking, en bij toepassing van die strengheid van het recht verklaarde het ontwerp dat alle vreemde titels aan het recht onderhevig waren, wanneer een in België verblijvende persoon de *houder* daarvan was.

De Middenafdeeling verzocht de Regeering nader te bepalen :

« Voor welke daden van gebruikmaking van titels in België de vervulling der formaliteit van het zegel zal vereischt worden ? »

Zij ontving het volgende antwoord :

« De feiten, waarvoor de vreemde titels aan het zegelrecht zullen onderhevig zijn, zijn de volgende :

» 1° Het houden van die titels door een in België verblijvenden persoon (art. 35 van het ontwerp) ;

» 2° De uitgifte of de aanbieding ter inschrijving in België (art. 36) ;

» 3° Het verhandelen of het te koop stellen en de geldelijke dienst in België ;

» 4° De gebruikmaking in den zin der artikelen 15, 67 en 68 der zegelwet van 25 Maart 1891. »

De Middenafdeeling achtte het onmogelijk, dat men van het bestaande stelsel van volstrekte toegevendheid zou overgaan tot een stelsel van overdrevene strengheid. Verre van aldus aan den fiscus de verhoopte geldmiddelen te verschaffen, zouden die maatregelen kunnen voor gevolg hebben, gansch de belastbare stof te doen verdwijnen.

In eene nota uitgaande van de voornaamste banken, welke deel uitmaken van de Kamer voor Schuldvergelijking te Brussel, komen deze zeer juiste beschouwingen voor :

« Welk ook het zegelrecht zij, waaraan de vreemde waarden zullen onderhevig zijn, mogen zij in elk geval daaraan alleen dan onderhevig zijn, wanneer zij in België uitgegeven, op de Beurs genoteerd of verhandeld worden, kortom, wanneer zij eenigerwijs de hulp van de Belgische markt eischen. Immers, benevens de vreemde waarden welke worden verhandeld, zijn er in België vreemde waarden, die men « liggende » waarden zou mogen heeten. Het zijn de waarden, door de buitenlandsche kapitalisten aan de Belgische banken toevertrouwd. Zij mogen boven de 2 miljarden frank geschat worden. Daaruit hebben de banken niet alleen het voordeel der rechten van bewaring : ook de op de vervaldagen afgescheurde coupons brengen bij voortduur aanzienlijke kapitalen in omloop, welke grootendeels opnieuw in Belgische waarden worden omgezet.

« Artikel 35 van het wetsontwerp onderwerpt aan het zegel de vreemde waarden, wanneer deze *gehouden* zijn door een persoon, in België verblijvende. Daaruit volgt dat de vreemde waarden, zelfs wanneer zij toebehooren aan vreemdelingen die buiten het Rijk verblijven, doch in bewaring gegeven werden in eene Belgische bank, zouden worden getroffen wegens door dit enkel feit dat de houder, met name de bewarende bank, in België is gevestigd. Het valt niet te betwijfelen dat een groot deel dezer vreemde inleggers, liever dan het zegelrecht te betalen, hunne fondsen uit België zullen terugtrekken. In Zwitserland zijn de vreemde waarden van elk zegelrecht ontslagen ; in Nederland en zelf in Frankrijk moeten zij dit recht slechts betalen wanneer zij ter Beurs worden verhandeld. Waarom zouden deze vreemde inleggers goedsmoeds op deze 2 miljarden frank een last van 2 miljoen laten heffen (berekend naar de gunstaxe 1 per duizend, voorzien gedurende een overgangstijdperk van zes maanden), terwijl zij hunne kapitalen zonder zegelrecht kunnen toevertrouwen aan de banken van Zwitserland en van Nederland, hetgeen voor de Engelsche en Fransche kapitalisten, die onze voornaamste inleggers zijn, even gemakkelijk is als het in ons land te doen ? Werd de tekst van het ontwerp in zijn eersten vorm behouden, dan zou het gevolg ervan zijn, dat het land van ontzaglijke vreemde kapitalen wordt beroofd zonder eenig voordeel voor 's Lands Schatkist. Moeilijk kan men aannemen dat het Parlement soortgelijke bepaling zou bekrachtigen en, zonder eenig voordeel, zulke bron van rijkdom voor het land zou vernietigen. »

De Kamer van Koophandel te Antwerpen deed harerzijds gelden dat « de verplichting van het zegelrecht wegens het eenvoudig bezit van den titel een niet te rechtvaardigen en onuitvoerbare maatregel schijnt. Het is aan te

nemen dat men de formaliteit van het zegel eischt in redelijke mate bij elke verhandeling welke den vreemden titel op de Belgische markt brengt; het is niet te begrijpen dat de fiscus tot dit vormvereischte wil verplichten de eenvoudige bezitters van vreemde titels, welke niet in omloop zijn in het land en zelfs van alle handelswaarde kunnen ontbloot zijn. »

De Middenafdeeling stelt u voor, te beslissen dat alleen de verhandeling in België, het openbaar gebruik, welk zij omschrijft in gelijkaardige bewoordingen als die van de wet op de vennootschappen, aanleiding zal geven tot het onderwerpen van de vreemde titels aan het Belgische zegelrecht. Dat is het stelsel gehuldigd door de Fransche wet van 25 Mei 1872.

ART. 55.

De evenredige zegelrechten, waarvan sprake, zijn van toepassing : 1^o op de aandelen of dividendbewijzen in de vennootschappen, op de winstaandeelen, de oprichtersaandelen, de bewijzen van aandeel en alle andere van dien aard welke anderszins dan volgens de vormvereischten van het burgerlijk recht kunnen overgemaakt worden; 2^o op de rentetitels, kas- of Schatkistbiljetten, obligatiën, en over 't algemeen alle krediettitels aan toonder uitgegeven door Staten, provinciën, gemeenten, openbare instellingen, burgerlijke of handelsmaatschappijen; ze zijn, integendeel, niet van toepassing op aandeelbewijzen in de burgerlijke maatschappijen vallende onder de artikelen 1852 en volgende van het Burgerlijk Wetboek; zij zijn slechts aan het recht van het formaatzegel onderhevig (1).

De woorden « aandelen en obligatiën aan toonder en effecten, uit den vreemde komende » werden overgenomen uit artikel 15 van de zegelwet. Zij bedoelen zoowel de titels door de Staten en openbare machten als die door de bijzonderen uitgegeven.

Artikel 14 van gezegde wet van 25 Maart 1891, na vastgesteld te hebben het bedrag van de rechten op « de aandelen of obligatiën, en alle andere effecten op onbeperkten termijn of op een termijn van meer dan vijf jaren te rekenen van hunne uitgifte », bepaalt de belastbare stof en deze bepaling moet hier van toepassing komen.

« Deze bepaling is van toepassing : 1^o op de aandelen of dividendbewijzen in de vennootschappen, de winstaandeelen en de oprichtersaandelen, welke anderszins dan volgens de vormvereischten van het burgerlijk recht kunnen overgemaakt worden; 2^o op de obligatiën uitgegeven door de burgerlijke maatschappijen of vennootschappen van koophandel. »

Luidens de artikelen 47 en 49 der wet van 25 Mei 1913, mogen de aandelen, vertegenwoordigende inbrengsten, de titels of winstaandeelen slechts worden verhandeld tien dagen na de bekendmaking der tweede jaarlijksche balans, volgende op hunne totstandkoming, en « tot afloop van dezen

(1) Cfr. SCHUCKS, *Des actions et obligations au point de vue du droit de timbre. Rev. prat. soc. comm.*, 1897, bl. 110. THOMAS et SERVAIS, *Code du timbre*, n^{os} 544 en 555

termijn kan de overdracht daarvan alleen geschieden bij openbare akte of bij onderhandsch geschrift, aan de vennootschap beteekend binnen ééne maand na de overdracht, dit alles op straffe van nietigheid. »

Zal artikel 14 van de zegelwet op deze titels van toepassing zijn? Volgens eene uitlegging, door het Departement van Financiën aan den verslaggever verstrekt, « brengen deze bepalingen geen wijziging in den aard zelf der maatschappelijke rechten waarvan sprake. Zij verschuiven slechts het tijdstip, waarop deze rechten kunnen worden overgemaakt hetzij door eene eenvoudige verklaring van overdracht, in het maatschappelijk register, hetzij door de bloote overhandiging van den titel, volgens deze op naam is of aan toonder. Dit belet echter niet dat de aandelen of andere titels, om tijdelijk door eene betrekkelijke onbeschikbaarheid te zijn getroffen, niettemin van af hunne totstandkoming, in hun oorspronkelijk wezen zelf, « aandelen » zijn « of interestaandelen in de vennootschappen, winstaandelen en oprichtersaandelen welke kunnen worden overgemaakt anderszins dan volgens de vormvereischen van het burgerlijk recht », waarop, zoo zij in België tot stand komen, artikel 14, 1°, der wet van 25 April 1891 het zegelrecht van 1 per duizend toepast. Men is dus dit recht verschuldigd van den aanvang af, en geen ander zal worden opgeëischt den dag waarop de aandelen en titels zullen worden gelost uit den tijdelijken stilstand van hunnen regelmatigen omloop. »

De woorden : « uit den vreemde komende » moeten worden verstaan in den zin van titels van buitenlandsche vennootschappen, of van vreemde zedelijke personen.

De wet van 1873-1915 op de vennootschappen beschouwt als vreemde vennootschappen al de vennootschappen, welke bij hare oprichting de rechtspersoonlijkheid hebben aangevraagd aan eene andere dan aan de Belgische wet.

Zonder te willen beweren dat de Congo-Kolonie kan worden begrepen onder de woorden « vreemd land of Staat », dient te worden opgemerkt dat, thans zooals vroeger, de handelsvennootschappen in de kolonie rechtspersonen zijn, onderscheiden van die der vennoten, mits zij krachtens een decreet, de wettelijke erkenning hebben bekomen. (Decreet van 27 Februari 1887, art. 1 en 6, Koloniale wet, 18 October 1908, art. 7.)

De overneming heeft hoegenaamd geen invloed uitgeoefend op de regeling der vennootschappen welke tot stand kwamen gedurende het voorgaande tijdperk. De wetten, welke België en die welke Congo beheerschen, blijven gescheiden : « Belgisch Congoland bezit eene persoonlijkheid onderscheiden van die van het Moederland. Congo wordt door bijzondere wetten beheerscht » (wet van 1908, art. 1). Uit een antwoord van de Regeering, dd. 10 Januari 1908 (*Stukken Kamer*, 1907-1908, bl. 64) blijkt uitdrukkelijk dat de Congoleesche handelsvennootschappen zouden beheerscht blijven door de Congoleesche en koloniale wetten.

« De handelsvennootschap, opgericht bij toepassing van de Congoleesche decreten, verkeert in België in denzelfden toestand als eene vreemde ven-

nootschap. » (HALEWIJCK. *La Charte coloniale*, bladz. 159. Cf. Hof te Brussel, 24 Juli 1908, *Rev. prat. soc.*, 1908, bladz. 245 en nota; Brussel, 18 April 1912; Charleroi, 21 Juni 1912. *Pas.*, 1912, III, 258 tot 174. Cf. Cassatie, 5 Nov. 1906. Brussel, 24 Juli 1908; *Rev. prat. soc.*, 1907, bladz. 74, en 1908, bladz. 245. Wet van 30 December 1908.)

De Middenafdeeling heeft deze twee vragen gesteld :

« 1^o Beschouwt de Regeering de titels der leeningen van de Kolonie als leeningtitels van vreemde Staten ofwel als Belgische rentetitels ?

» 2^o Is zij van meening dat met de titels der Belgische vennootschappen moeten worden gelijkgesteld de titels der vennootschappen, welke slechts de rechtspersoonlijkheid bezitten krachtens een decreet van den Congostaat, of thans krachtens de wetten eigen aan de Kolonie ? »

Als antwoord heeft zij bekomen :

« 1^o De Regeering beschouwt de leeningtitels van de Colonie niet als leeningtitels van een vreemden Staat.

» De Congoleesche leeningtitels van 1887 werden van het zegel vrijgesteld krachtens eene uitdrukkelijke bepaling (art. 2 der wet van 29 April 1887); de titels der leeningen, daarna door den gewezen Onafhankelijken Staat en onlangs door de Kolonie uitgegeven, hebben feitelijk dezelfde vrijstelling genoten.

» De Regeering is van plan, de vrijstelling als algemeenen regel te huldigen.

» 2^o In navolging van wat bestaat voor het patentrecht en van wat voorgesteld is voor de taxe op de inkomsten of winsten (art. 1, § 1, der wet van 30 December 1908, en art. 1, 1^o van het wetsontwerp van 11 Juni l. l., n^o 291), is de Regeering van oordeel dat, wat betreft het zegelrecht der aandelen, obligatiën, enz., met de Belgische vennootschappen moeten worden gelijkgesteld de vennootschappen opgericht onder het beheer der Congoleesche wetten, welke haren maatschappelijken zetel of haar voornaamste beheer in België hebben.

» Het zou betamen, eene bepaling in dien zin op te nemen in het wetsontwerp n^o 294. »

De voorgestelde tekst heeft ten doel, aan de inzichten van de Regeering te beantwoorden.

Wij hebben gezegd op welke titels de bepalingen der artikelen 35 en volgende van toepassing zijn. Laten wij thans wijzen op de gevallen van toepassing.

De wet heeft ten doel, deze vreemde titels aan het zegelrecht te onderwerpen telkens als zij in België het voorwerp zijn van eene handeling, strekkende om de overdracht daarvan te doen of vast te stellen; zij heeft niet ten doel, het louter feit van het honden te treffen.

Het zegelrecht is verschuldigd, wanneer de titels verhandeld worden. Door verhandeling moet men verstaan, niet de private handelingen, maar wel die welke worden verricht door een tusschenpersoon, bankier, wisselagent, vakman. Is de handeling eene private handeling, dan zou de fiscus haar niet kunnen treffen, vermits zij niet openbaar werd gemaakt. Anders

is het gelegen met de verhandeling en hier bestaat er geen reden opdat de fiscus de oogen zou sluiten. De verhandeling is inderdaad het voornaamste gebruik dat van de titels wordt gemaakt; — wanneer zij te koop worden gesteld, sluit de tekoopstelling weliswaar niet noodzakelijkerwijs in zich de werkelijke vervreemding; doch de bedoeling van vervreemding blijkt daaruit duidelijk genoeg om de betaling van het zegelrecht te eischen; — komen de titels voor in eene akte van leening of van pandgeving: én leening én pandgeving bevatten beiden in beginsel eene vervreemding; wie zijn titel aan iemand leent om er gebruik van te maken, geeft machtiging tot den verkoop; wie zijn titel in pand geeft, onderwerpt hem aan eene mogelijke vervreemding voor het geval dat de gewaarborgde vervreemding niet zou worden uitgevoerd volgens de overeenkomst der partijen (1).

Echter, de bloote vaststelling — voortspruitende, bijvoorbeeld, uit de bekendmaking van de portefeuille eener vennootschap — dat eene vennootschap vreemde titels bezit, zal *a contrario* niet de verplichting meebrengen, deze titels aan de formaliteit van het zegelrecht te onderwerpen. Het is de vaststelling van het behoud. Evenzoo zou het gelegen zijn met een inventaris.

Deze vrijstelling, verleend aan het behoud, verzekert dus aan de vreemde inleggers, die een gedeelte van hun vermogen aan onze banken hebben toevertrouwd, dat zij niet zullen verontrust worden, zoo zij er zich bij bepalen hunne titels in België in bewaring te geven en ze daarna verhandelen in het land van herkomst; zoo zij ze neerleggen als doorvoerhandel, of tijdelijk.

Door zich dienaangaande strenger te toonen dan het Fransch bestuur, zou de Belgische wetgever eene nadeelige politiek hebben gevolgd.

« Zoo de inbewaargeving enkel geschiedt om de waarden in grootere veiligheid te brengen, om ze te onttrekken aan de gevaren van diefstal, van brand of ander verlies (hetgeen gebeurt wanneer men ze bij « La Banque de France » of in de kassen van eene financiële vennootschap in bewaring geeft), dan is het zegelrecht niet invorderbaar; er is geen wettelijk gebruik... Deze titels zijn niet in omloop gebracht. Zij blijven steeds ter volstrekte en uitsluitende beschikking van den inlegger. » (Omzendbrief van het Fransch beheer, 8 September 1882.)

De daad van verhandeling, van beschikking moet zijn begonnen of voltrokken; bijgevolg kan het zegelrecht niet worden ingevorderd uit hoofde van een eenvoudigen inventaris, van eene verdeeling en, minder nog, uit hoofde van de vermelding dier titels in eene akte van terugvordering.

In al die gevallen zal aan den fiscus niet moeten bewezen worden dat er aan de formaliteit van het zegel is voldaan.

ART 36.

Artikel 36 betreft de uitgiften.

Men kon staande houden dat de openbare uitgiften der waarden slechts zijn een eenvoudig aanbod aan het publiek zonder gebruik van de aange-

(1) Cfr. *Rapport sur la loi française du 25 Mai 1872*; DUVERGIER, 1872, bladz. 199.

boden titels. Deze aanbiedingen gaan niettemin gepaard met mededeelingen en met eene zekere bekendmaking. Zijn zij gedeekt — zeer vaak zelfs kondigt men aan dat zij verschillende malen zijn gedeekt —, dan bestaat er van dien stond af bewijs van verkoop; titels moeten worden afgeleverd. Dan bestaat er gebruik van de vreemde titels en men vraagt zich af om welke redenen de fiscus het zegelrecht niet zou toepassen tot beloop van het bedrag van de aangegeven aanbiedingen, in België verwezenlijkt. Deze beschouwingen rechtvaardigen de bepaling van artikel 56, alsmede de verplichting om borg te leveren voor de te vereffenen rechten. Hiertegen zal men inbrengen dat, om aan den fiscus te ontsnappen, men de uitslagen van de uitgiften niet zou kunnen bekendmaken. Maar hierdoor zou men alie gezag van de uitgiften zelf te niet doen, en het is noch te voorzien, noch te vreezen dat zij, die groote zaken op touw zetten, om aan het fiscaal recht te ontsnappen, erzullen van afzien, de uitslagen van hunne uitgiften openbaar bekend te maken.

Deze bepaling gaf aanleiding tot de volgende notas tussehen de Middenafdeeling en de Regeering.

VRAAG.

« Moet de bepaling van artikel 56 worden verstaan in dezen zin, dat de vreemde titels, in uitgifte aangeboden, moeten worden gezegeld alvorens het aanbod plaats vindt, of zal het voldoende zijn ze te zegelen naarmate van de inschrijvingen en van de afgifte in België ? »

ANTWOORD.

« In den geest van artikel 56 van het ontwerp, moet het bedrag van de onmiddellijk te betalen of te waarborgen som worden bepaald op den grondslag eener aangifte van het getal inschrijvingen dat wordt voorzien. Het bedrag van de te betalen rechten zal voorgoed worden geregeld naar den uitslag van de uitgifte; luidens het derde lid van artikel 56, zullen dan de in het land ingeschreven titels met het buitengewoon zegel moeten bekleed worden, alvorens aan de inschrijvers te worden afgeleverd. »

De tekst van artikel 56 sloot het recht uit om een ander borgtocht dan in baar geld te stellen tot zekerheid van het gebeurlijk zegelrecht, zijnde het gevolg eener openbare uitgifte.

Dat ware, ons dunkens, een nuttelooze hinder voor de uitgiften.

Tot het slagen van eene leening kan het onontbeerlijk zijn dat men het gedeelte, voor een bepaald land voorbehouden, niet beperkt. Deze beperking zou zelfs een hinder kunnen zijn voor de bepalingen waarbij aan België sommige voordeelen worden verzekerd, die, als vereischte van de tusschenkomst onzer kapitalen, ten bate van onze nijverheid worden gevorderd.

Men zou geene reden kunnen vinden tot billijking van het feit, dat deze of gene onzer kredietinstellingen zou afgewezen worden als borg van de algeheelheid der verschuldigde rechten. Waarom zouden zij hunne aangiften moeten staven door een borgtocht in geldspeciën ?

De vennootschappen, welke niet vaststaan, zullen den steun dezer solide borgen niet vinden. Het artikel behoudt trouwens aan de Regeering alle macht om aan deze persoonlijke borgstellingen hare volle uitwerking te verzekeren.

De strafbepalingen, waardoor dit artikel was aangevuld, zijn in artikel 43 overgebracht.

ART. 37.

Dit artikel bevatte, in den door de Regeering voorgestelden tekst, de straffen wegens het verhandelen of het te koop stellen van elken vreemden titel niet voorzien van het zegel.

Het artikel hield verbod, in België den geldelijken dienst in te stellen van titels welke niet aan het zegelrecht hadden voldaan.

Deze straffen zijn zeer billijk, doch zij dienen niet alleen de bankiers, wisselagenten of makelaars te treffen. Dezen moeten niet op eene andere wijze worden behandeld dan de eigenaars.

De Middenafdeeling stelt voor, de verschillende overtredingen te regelen in een bijzonderen tekst (43 oud, 41 nieuw).

De Middenafdeeling had er trouwens aan gehouden, dat de beteekenis van artikel 37 betreffende de bankiers, wisselagenten, enz., nader werd bepaald.

Dit artikel gaf dus aanleiding tot deze verklaringen tusschen de Regeering en de Middenafdeeling :

VRAAG.

« Moet het artikel worden verstaan in dezen zin, dat alle wisselagenten of alle bankiers, die het bedrag van een coupon van een vreemden titel, niet van het zegel voorzien, betalen, strafbaar zullen zijn met de boete, bij artikel 56 voorzien ? »

ANTWOORD.

« Artikel 37, tweede lid, verbiedt aan elken persoon, in ons land, de *financieele verrichtingen* voor vreemde titels te doen, zoo deze niet van het voorgeschreven zegel zijn voorzien.

« Door de woorden : « *financieele verrichtingen* » bedoelt het ontwerp den dienst in België verricht door de vertegenwoordigers der vreemde maatschappijen en andere vennootschappen die de titels hebben uitgegeven.

« Aldus wordt buiten deze bepalingen gesloten de eenvoudige aankoop van coupons door een wisselagent, eene bank of eene kredietinstelling, daar deze aangekochte coupons bestemd zijn om in betaling te worden aangeboden aan de winketten der vertegenwoordigers van de vreemde maatschappijen of vennootschappen. »

VRAAG.

« Op welke wijze meent de Regeering te kunnen nagaan of de coupons van vreemde, niet van het zegel voorziene titels werden uitbetaald in strijd met artikel 37 ? »

ANTWOORD.

« Het bestuur heeft geen enkel bijzonder middel van contrôle tot zijne beschikking. Het zal de overtredingen mogen vaststellen door alle gewone rechtsmiddelen, de beslissende eed uitgezonderd (art. 43 van het ontwerp). »

VRAAG.

« Meent de Regeering dat de bankiers en de wisselagenten het zegel op de vreemde titels zouden kunnen vaststellen op een andere wijze dan door het nazien der lijsten bekend te maken door het *Staatsblad*, luidens artikel 189 der wet van 25 Mei 1915 ? »

ANTWOORD.

« Volgens den geest van de wet moet de afdruk van het zegel niet enkel op de titels, maar ook op elke coupon worden gestempeld. Na inzage der coupons kan men zich aldus verzekeren of de titel werd gezegeled. »

VRAAG.

« Wanneer de noteering bij eene officieele beurs wordt aangevraagd voor eene vreemde waarde, zal men dan moeten bewijzen dat de titels van het zegel werden voorzien tot beloop van het getal waarvoor de noteering werd aangevraagd ? »

ANTWOORD.

« De opneming in de officieele noteering bij eene handelsbeurs zal niet afhankelijk zijn van het bewijs dat het zegelrecht werd betaald. »

Gewis kan er een tegenstrijdigheid bestaan in het feit, dat al de banken, met uitzondering van de instelling voor den geldelijken dienst aangeduid, coupons van niet gezegeelde titels zullen mogen aankopen. Zal men dan nog instellingen vinden om deze aanwijziging te behouden? Doch hoe kan het anders? 't Is uit toegevendheid, steunende op het belang dat wij hebben bij het bewaren van de vreemde titels in ons land, dat de houder van niet gezegeelde titels niet mag worden verontrust.

Deze houder bepaalt zich bij het privaat gebruik ervan. Doch hij, die zijne diensten aanbiedt als financieele agent van de maatschappij, mag niet op dezelfde wijze worden beschouwd, evenmin als zijn lastgever die is de financieele instelling.

Hare vestiging in België is enkel gebillijkt door de daarin besloten aangifte van gebruik der titels in België. Zonder gebruik heeft zij geen reden van bestaan. Het is dus wel noodig haar te verplichten, zich aan de gevolgen van het gebruik te onderwerpen.

Het zou tamelijk tegenstrijdig zijn, moest men het zegelrecht eischen en beweren dat er geen verschil bestaat, noch voor den houder noch voor de maatschappij, tusschen hem die het recht heeft betaald en hem die het voorbehoudt.

ART. 39 (38 nieuw).

Artikel 38 bepaalt het bedrag van het zegelrecht op de vreemde titels waarvan in ons land wordt gebruik gemaakt.

De Middenafdeeling is nader getreden — zij neemt ze gedeeltelijk aan — tot de oplossing voorgesteld door de Commissie welke de bankiers en de wisselagenten hadden benoemd tot het uiteenzetten van de wijzigingen te brengen in de wetsontwerpen :

« Dat men door de titels van vreemde vennootschappen $1/2$ t. h., ten hoogste 1 t. h. doe betalen, en door de fondsen van vreemde Staten de helft, dat is $1/4$ t. h., ten hoogste $1/2$ t. h.

» Moeten met de Staatsfondsen worden gelijkgesteld, de titels waarop de volstreckte waarborg van een Staat is vermeld. »

Het vraagstuk van het beleggen der nationale kapitalen in vreemde waarden kan niet in juist bepaalde bewoordingen worden opgelost.

Als antwoord aan hen die zich verontrusten door het denkbeeld dat de verzoeken ten gunste der vreemde Staten wellicht min talrijk zullen zijn, kan men wijzen op de besprekingen van 11 Februari 1911 in den Reichstag. De Staatssecretaris voor Binnenlandsche Zaken rechtvaardigde het beleggen in den vreemde van het overschot der spaarpenningen ten einde een deel van het roerend geldvermogen tot stand te brengen en hulp te verstrekken aan een Staat waarmede men vriendschapsbetrekkingen onderhoudt of waarvan men de gunst wil winnen; niettemin wees hij op het feit, dat de Minister van Handel in Pruisen de banken tot bezadigdheid en voorzichtigheid had aangezet. (*Journ. des Economistes*, 15 April 1911, bladz. 127).

De heer Poincaré, Minister van Financiën, zegde op 6 April 1909 in den Senaat :

« Misschien ware het beter dat een grooter deel van het beschikbare geld bij ons werd gebruikt in nijverheids-, handels- of landbouwondernemingen. »

De heer Caillaux, voorzitter van den raad, kondigde op 7 Januari 1912 in eene politieke redevoering aan, dat « de Regeering zou trachten 's lands beschikbaar geld aan te wenden tot de uitbreiding zijner havens, zijner bevaarbare waterwegen, tot verbetering van zijn spoorwegnet », want, « moet men in menig opzicht zich verheugen over de beleggingen in den vreemde, die van dit land den geldschieter van den vooruitgang in de wereld hebben gemaakt, in zekere mate moet toch worden ingewerkt tegen eene wanverhouding welke men zou kunnen laten tot stand komen tusschen die beleggingen en het gebruik van kapitalen in het binnenland. »

Volstaan deze argumenten om antwoord te geven op al wat werd gezegd over de weldoende rol der beleggingen in vreemde waarden, als vreemde munt, als middel tot regeling van den wissel, als reserves in crisistijd?

De tegenovergestelde stelling werd op overtuigende wijze uiteengezet door Staathuishoudkundigen als Neymark, Leroy-Beaulieu en Raffolovitch.

Het is niet het gepast oogenblik om de besprekingen dienaangaande te hernieuwen, noch om eene houding aan te nemen: het is voldoende de besprekingen tusschen de voorstanders van Staatstusschenkomst en de voorstanders van den vrijhandel vast te stellen, te wijzen op de voorstellen welke in Frankrijk werden voorgebracht tegen het opnemen in de notecring van Staatsleeningen zonder bestellingen of concessiën aan de nijverheid of aan den landbouw, — voorstellen welke aanleiding gaven tot het afwijzen van den *Steeltrust* in 1909 en van de Chiliaansche leening in 1911.

Ook hier moet men de volstrekte oplossingen afwijzen en empirische oplossingen aannemen.

In welke mate kan men de belangen der Schatkist overeenbrengen met die der geldmarkt?

In dit opzicht schijnt de voorgestelde aanslag rekening te houden met de verschillende in aanmerking komende belangen. Er werd geklaagd over het bedrag der taxe, niet zoo zeer om het cijfer zelf, doch om deze beschouwing, dat België's economische toestand en ligging dat land voorbeschikt om een doorvoerland te zijn, « eene vrije haven » voor de vreemde kapitalen. Worden de vreemde waarden aan buitensporige taxes onderhevig gesteld, dan zullen zij onvermijdelijk onze markt verlaten, welke niet eene « noodzakelijke » markt is, zooals zijn de markten van Parijs, Londen of Berlijn. Zóó zou men ons de smartelijkste van de economische wonden toebrengen.

De navolgende cijfers werden aangehaald ten einde na te gaan of het mogelijk is, de voorgestelde taxes toe te passen op onze tot nu toe volkomen vrije markt.

Frankrijk is het land dat, wat betreft de roerende waarden, de zwaarste belasting heeft. De Staatsleeningen betalen er een zegelrecht van 2 t. h. op de nominale waarde, op het oogenblik van de uitgifte. Wat betreft de stadsleeningen, de nijverheidsaandeelen of nijverheidsobligatiën, bedragen het overdrachtsrecht, het zegelrecht en de taxe op het inkomen, te zamen genomen, ongeveer 0.45 t. h. van het in omloop zijnde nominaal bedrag.

In *Engeland* beloopt de taxe 1 t. h. op de titels aan toonder en 1/2 t. h. op de titels op naam.

In *Duitschland* betalen de titels van Staats- en stadsfondsen, alsmede de obligatiën van vreemde spoorwegen 1 t. h.; de nijverheidsobligatiën betalen 2 t. h. en de aandeelen van vennootschappen betalen 3 t. h.

In *Nederland* bestaat een algemeen recht van 0.40 t. h. op al de waarden, terwijl de loten 1 t. h. betalen.

In *Zwitserland* integendeel bestaan geene rechten (1).

De Middenafdeeling heeft met 4 stemmen tegen 3 geoordeeld dat er reden bestond om het bedrag van de heffing te beperken tot 1 t. h. zonder breuk.

*
* * *

Het tweede lid van het nieuw artikel 58 geeft de duidelijke aanwijzing

(1) Zie *Moniteur des intérêts matériels*, 22 Juni 1915.

van de grondslagen der taxatie : Vreemde titels worden met Belgische gelijkgesteld, wat betreft de berekeningen van den grondslag der heffing.

De slotparagraaf van artikel 14 van het Zegelwetboek luidt : « *Voor de obligatiën is het recht verschuldigd op het nominaal kapitaal, en voor de aandeelen of dividendbewijzen, op het nominaal kapitaal of op den prijs van uitgifte, zoo deze hooger is dan het nominaal kapitaal. Bij gemis van een dezer grondslagen, is het recht verschuldigd op de werkelijke waarde van de aandeelen of dividendbewijzen, aan te geven door de vennootschap, onder toezicht van het beheer.* »

Deze tekst is door uitleggers aldus verklaard geworden : « Waar de wet spreekt van « werkelijke waarde », bedoelt zij de waarde der aandeelen volgens de beursnoteering gedurende de week vóór het zegelen. Zijn de aandeelen niet ter Beurs genoteerd, dan geschieden aangifte en toezicht evenals voor erfenisrechten. » (SCHICKS, *Rev. prat. soc.*, 1897, blz. 115. THOMAS ET SERVAIS, *Code du timbre*, blz. 550.)

Dit zijn middelen om de werkelijke waarde te bepalen. Doch nog verder gaande, heeft het bestuur beweerd dat het is deze werkelijke waarde op den dag dat de titel ter zegeling wordt gebracht, die dienen moet tot grondslag van de betaling der belasting. [Bestuursbeslissing van 6 October 1874. ROBYNS, 1874, n° 8227. Deze stelling werd verworpen door de rechtbank te Brussel (4 December 1875. *Belg. jud.*, 1876, blz. 134), en door het Hof te Luik, 28 Maart 1906. *Rev. prat. soc.*, 1906, blz. 224.]

Naar luid van deze rechtspraak, is het de waarde vastgesteld in het geschrift, of beter, de werkelijk ontvangen tegenwaarde of ondersteld ontvangen door de vennootschap in ruiling van den door haar uitgegeven titel, welken zij haren aandeelhouders overhandigt. Men hoeft zich steeds te houden aan de oorspronkelijke waarde, zij moge later hooger of langer staan. Opdat het anders gesteld weze, opdat de taxatie worde toegepast op een anderen grondslag dan de nominale waarde, zou de vennootschap eene hoogere som moeten ontvangen hebben dan in het geschrift is vermeld.

Er zijn niet drie verschillende grondslagen van heffing : 1° de nominale waarde ; 2° de prijs van uitgifte, zoo hij hooger is, en eindelijk 3° de wezenlijke waarde : de derde wijze wordt toegepast bij ontstentenis van de twee eerste, wanneer de nominale waarde of de prijs van uitgifte niet de gegevens voor de taxatie oplevert. De fiscus zou niet mogen beweren dat, de werkelijke waarde hooger zijnde dan de nominale of den prijs van uitgifte, hij steunen mag op de beursnoteering of op de balansen (1).

Het recht wordt afzonderlijk berekend op elken titel. Het moet worden betaald op het nominaal kapitaal van het aandeel en, bij gemis van nominaal kapitaal, op het wezenlijk kapitaal. De geschatte waarde zal worden bepaald door middel van eene aangifte die kan worden nagegaan door alle met de wet vereenbare middelen.

(1) Cfr. MAHIEU. *Etude. Revue pratique sociétés*, 1906, blz. 227. Hof Brussel, 2 November, 1907. *Ibid.*, 1907, blz. 319.

ART. 40 (39 nieuw).

Artikel 4, littera c, van het ontwerp en artikel 51 leggen de Belgische vennootschappen lasten op bij hare verlenging.

Het recht van oprichting moet opnieuw worden betaald.

Bedoeld artikel 39 voorziet dat het zegel op den titel zal gelden voor de coupons, wanneer zij gehecht zijn aan den titel en met dezen een en hetzelfde geheel vormen. De nieuwe titels vrijstellen van alle zegelrecht, ware eene miskennis van het beginsel van het zegel op elk geschrift dat eene verbintenis vaststelt, zoo men die titels in omloop liet brengen — want de couponbladen zijneigenlijk geschriften of titels die rechten vertegenwoordigen. Anderdeels was men van oordeel dat het raadzaam was, de heffing op geregelde tijdstippen te doen, ten einde zekere gelijkheid van lasten ten aanzien van de Belgische titels te handhaven.

Er diende vermeden te worden dat deze bepaling werd ontdoken door het vervaardigen van couponbladen zich kunnende uitstrekken over een onbepaalden tijd ten gevolge van de menigvuldige coupons of van het niet bepalen van het dienstjaar.

Na ten hoogste twintig jaar moet een nieuw recht worden geheven, zoo er in België nog gebruik wordt gemaakt van den titel — hetzij het couponblad min dan twintig coupons heeft bevat — indien, bijvoorbeeld, de interesten om de twee jaren werden betaald — of er veertig of tachtig heeft bevat, de interesten per halfjaar of per kwartaal betaalbaar zijnde.

Voor de vernieuwingen die zullen geschieden nadat de wet in werking is getreden, hoefde de Middenafdeeling evenwel hiermede rekening te houden, dat in sommige landen, bijvoorbeeld in Rusland en Duitschland, de wetten of de gebruiken niet veroorloven, bladen met meer dan tien jaar coupons of de waarde daarvan uit te geven. Billijkerwijs kon men dus geen zegelrecht opleggen aan deze titels, dewijl de uitwerking daarvan half zoo lang zou duren als is voorzien in het vooraf bepaald fiscaal recht.

De Commissie was insgelijks van oordeel, dat, zooals zij het recht van zegel op de hoofdsom tot de helft had verminderd, dit recht in dezelfde mate moest worden verminderd op de bijkomende sommen.

Het recht zal dus 0.50 t. h. van het kapitaal bedragen. Het zal bijgevolg gelijkstaan met de helft van het bedrag van het zegel, op den titel gedrukt, voor een vernieuwd blad, dat gedurende twintig jaar den interest van den titel moet vertegenwoordigen.

De Middenafdeeling stelt voor, het recht te verdeelen per tijdstippen van vijf jaar, wat betreft de vernieuwingsbladen, dus een achtste van het volle recht per vijfjarig tijdvak.

Dit recht schijnt weinig aanzienlijk — 0.023 per jaar op honderd frank. Wordt aan elke coupon eene rentewaarde van 5 t. h. van het kapitaal toegekend, dan bedraagt dit recht een half ten honderd van dit inkomen, terwijl de Belgische vennootschappen jaarlijks eene gemiddelde heffing van vijf ten honderd op hare winsten betalen als patentrecht, en een ander u voorgedragen ontwerp strekt om deze lasten nog te verhoogen.

In Rusland worden de couponbladen afgeleverd door de Staatsdrukkerij en wordt, bij elke vernieuwing, een recht van vijf ten honderd geheven.

De toepassing van deze bepaling eischt dat het bewijs van het zegelen van den titel worde geleverd bij de vernieuwing van het blad. Anders handelen, ware een gemakkelijk middel verstrekken om het recht van een ten honderd op den titel te ontduiken; men zou al de coupons kunnen doen betalen bij den Belgischen vertegenwoordiger, belast met den geldelijken dienst.

De wet van 25 Mei 1913 voorziet het houden eener comptabiliteit van het zegelen der titels, alsmede maandelijksche bekendmakingen in het *Staatsblad*. Moest het bewijs van het zegelen der titels blijken uit deze bekendmakingen, dan zouden de titels niet moeten overgelegd worden. Is dit echter niet het geval of werd de titel zelf vernietigd, dan « zou de houder van het couponblad, die het zegelen daarvan vraagt in de gevallen van gebruik voorzien bij artikel 55, het op den titel geheven recht moeten betalen boven het recht dat is verschuldigd op het blad ».

ART. 42.

Met 5 stemmen tegen 2 onthoudingen besliste de Middenafdeeling, dat er voor de toepassing van het zegelrecht geen onderscheid diende gemaakt te worden tusschen de titels en leeningen, de Schatkistbiljetten, de overige openbare fondsen van vreemde Staten en de titels van maatschappijen van privaat belang, werkzaam in die Staten.

Men kan niet beweren dat het in strijd is met de internationale hoffelijkheid, eene belasting te heffen op titels welke rechtstreeks uitgaan van een persoon, bekleed met 's lands souvereiniteit; deze titels zijn én de gezagsuiting van een oppermachtigen zedelijken persoon, titels van schuldvordering, bewijzen van rijkdom in handen van particuliere personen: de belasting treft niet de schuld, maar wel den titel van schuldvordering.

Wij behoeven te doen uitschijnen dat het voorbeeld van taxatie op de fondsen van vreemde Staten ons is gegeven door naburige landen. De Belgische rente, de Congoloten, de Belgische stads- en provincieleeningen genieten niet het minste voordeel op de Fransche markt.

Bij voorkomend geval zou men de rechtvaardiging van een voorrecht moeten vinden in andere beschouwingen.

« De invoer van vreemde titels verwekt in de toekomst wisselkoers in eene gelijke verhouding tot het bedrag van het jaarlijksch inkomen van deze titels », zegde de heer Léon Say, kort na de betaling van de oorlogsschatting (Verslag van de Begrootingscommissie voor 1875 op de wisselverrichtingen ten gevolge van de Fransch-Duitsche verrekening. De politiek van den heer Thiers, in 1872 uiteengezet, bedoelde aldus te beantwoorden aan de « noodzakelijkheid om op 's lands markt te lokken titels kunnende dienen tot ruilmunt voor het afbetalen van de overgroote lasten welke op het grondgebied drukten ». (Toelichting de wet van 25 Mei 1872. *Journal officiel*, 17 Mei 1872.)

Om deze reden verwierven *al* der vreemde waarden op dat oogenblik in Frankrijk eene uitzonderlijke behandeling. Dit uitzonderlijk stelsel kon zich beroepen op een uitzonderlijken toestand.

Weldra erkende men, dat, zoo het inkomen van vreemde titels eene bron van jaarlijkschen wissel is, het slechts eene teruggaaf bij afkorting is van wat het kapitaal door zijn uitwijken heeft gekost aan den wissel.

Ook bepaalde men zich sedert dien tijd tot deze enkele beschouwing : Kan de bijdrage van Belgisch kapitaal tot de leeningen van andere Staten onze economische belangen dienstig zijn ? Hebben wij, door het recht toe te passen op die leeningen, weerwraak te duchten ?

Wat dit laatste punt aangaat hebben onze renten er voorzeker belang bij, gemakkelijk toegang te erlangen op de vreemde markten : in dit opzicht zouden wij moeten verlangen dat het tot nu toe door ons gevolgde stelsel van vrijen omloop overal worde toegepast.

Doch wij zien dat de door sommigen geduchte « weerwraak » niet meer te vreezen is, vermits zij bestaat en onze renten in vreemde landen reeds zeer zwaar zijn belast.

Dus dient nog enkel nagegaan te worden welken invloed de uitgften van vreemde Staatsfondsen kunnen hebben op onze nijverheid. Ware de uitgifte van deze leeningen ondergeschikt aan de voorwaarde dat de opbrengst daarvan wordt gewijd aan bestellingen in België, dan kunnen dergelijke verrichtingen nooit genoeg bevorderd worden. Doch niet steeds is dit het geval, en meesttijds wordt een beroep gedaan op Belgisch kapitaal om bestellingen aan onze mededingers te bekostigen. Vaak trekken zij, die de uitgifte doen, de premie, hun voorbehouden door de ontheffing van het zegelrecht, en bieden zij de leeningen in België aan tegen denzelfden prijs als daar waar ze belast zijn met zegel- of uitgiftrecht.

Geldbelegging in vreemde fondsen is, overigens, soms eene bron van risico, des te grooter, daar deze uitgften niet onderhevig zijn aan de beschermende maatregelen van bekendmaking, voorzien bij de wet van 25 Mei 1915. Men herinnert zich wat al verlies indertijd werd veroorzaakt door den stortvloed van Argentijnsche waarden.

Onbetwistbaar zetten de vreemde groote leeningen veel levendigheid bij aan onze geldmarkt, doch hoeveel gevaarlijke uitgften zijn er ook niet, omdat zij, die ze doen, onverantwoordelijk zijn ! Is het noodig te herinneren aan de geruchtmakende rechtsgedingen, in 1876 ontstaan naar aanleiding van de Peruaansche leeningen (arrest van het Hof te Parijs, 25 Juni 1877, Cassatie 26 Februari 1880), dit over de leening van Honduras (arrest van het Hof te Parijs, 26 Februari 1880) ? Hoeven wij te wijzen op de herhaalde vragen om uitlegging in het Lagerhuis, in de Fransche Kamer der Afgevaardigden, namelijk die van 28 December 1911 omtrent de leening van Paraguay, welke interpellatie uitliep op een wetsvoorstel om nog slechts uitgften van vreemde Staatsleeningen te veroorloven na een decreet, waarover werd beraadslaagd in den ministerraad ?

En is het, met het oog op het voordeel voor de nijverheid, niet beteekenisvol dat Frankrijk's invoer in Rusland, in 1908, op 760.4 millioen roebels

er 35.7 millioen bedroeg ; in 1909, op 788.4 millioen roebels 49 millioen ; in 1910, op 953 millioen roebels 59 millioen ; dus eene bijna onveranderde verhouding, ofschoon Frankrijk in 1902 aan Rusland zeven milliarden heeft verstrekt, waarvan zes milliarden in Staatsfondsen, en in 1909 van 9 1/2 tot 10 1/2 milliarden, terwijl Duitschland's invoer er van 190.7 millioen roebels in 1897-1898 steeg tot 551.8 in 1908 ?...

't Ware nog al moeilijk, met zekerheid te bevestigen dat, bij gemis van uitdrukkelijke overeenkomsten met de landen die de uitgiften doen, de vreemde leeningen de gunst zouden verdienen welke sommigen er voor vragen ; dat de titels van private ondernemingen niet om dezelfde redenen een bevoorrecht toestand zouden waardig zijn.

De Middenafdeeling heeft het bedrag van het zegelrecht verlaagd tot 1 t. h., wat door het ontwerp der Regeering werd beschouwd als een bedrag dat de titels van de vreemde Staten konden velen. 't Ware een door niets te billijken voorrecht, dit bedrag daarvoor opnieuw te verminderen.

ART. 43 (40 nieuw).

De overtreders van de bepalingen der artikelen 55 en 57 zullen steeds personen zijn, die in het land hunne woonplaats of hun verblijf hebben, en 't zal geen last lijden ze te treffen. Doch men kon zich zonder verhaal bevinden ingeval van uitgifte of inschrijving, zoo men zich enkel tot de verkoopers kon richten.

De wet van 25 Mei 1915 stuitte op dezelfde opsporing van aansprakelijkheid. De bepalingen van artikel 43 gaan uit van de artikelen 56, 57, 58 en 173 dezer wet en strekken ze tevens uit tot alle uitgiften, zelfs waar het openbare Staatsfondsen geldt.

Tot nu toe werden de overtredingen van het zegelrecht vervolgd door bepalingen welke gemis aan doelmatigheid nooit werd bewezen. De nieuwe bepaling strekte, schijnt het, daarenboven, om door een tekst, opgenomen in eene bijzondere wet, de wet van 25 Maart 1891 te herzien.

De Middenafdeeling is van oordeel dat het de algemeene wet is, die bij voortduur moet toegepast worden op de nieuwe voorwerpen, vatbaar om onder haar toepassing te vallen.

Weliswaar werd door de laatste alinea eene nieuwe bepaling ingevoerd, strekkend om de orde der bewijzen te veranderen.

Elk aan zegelrecht onderhevig stuk, dat niet opnieuw werd vertoond, werd ondersteld niet gezegeld te zijn. Welnu, het schijnt dat het den fiscus behoort, de overtredingen te bewijzen, welke hij beweert te hebben ontdekt. De verplichting een stuk opnieuw te vertoonen, kan onrechtstreeks leiden tot opsporing. De fiscus beweert niet zich het recht te doen toekennen, het verdachte stuk op te zoeken ; hij vraagt veel meer : hij mag het zich doen vertoonen.

Zonder te willen nagaan of artikel 45 al dan niet beoogt een vermoeden te verwekken, dat kan vrijdeld worden door het bewijs van het tegendeel, moeten wij hierop wijzen, dat het in menig geval voor den overtreder vol-

strekt onmogelijk kan zijn, den titel te vertoonen. Dit zou zich voordoen, wanneer de fiscus beweerde zich titels te doen vertoonen, welke enkele maanden vroeger het voorwerp van de overtreding uitmaakten, en op zeer wettige wijze aan anderen kunnen afgestaan zijn.

En ware deze bepaling van toepassing op al de stukken, door de algemeene wet beoogd, wat al ongerechtvaardigde toestanden zou dit recht van overlegging niet kunnen verwekken !

De Afdeeling wil dat de fiscus gewapend zij zooals een gewoon eischer : zij bedoelde niet, hem te bekleeden met eene uitzonderlijke macht.

HOOFDSTUK V.

Successierechten.

AFDEELING I.

WIJZIGINGEN IN HET TARIEF. — BELASTBAAR ACTIEF.

ART. 44, 45 en 46 (41, 42 en 43 nieuw).

Het bedrag der successierechten, dat gewijzigd werd in Juli 1879, wordt verhoogd.

Het ware moeilijk, de wettigheid van de belasting op de nalatenschappen te bestrijden. Wanneer zij wordt gelegd op de erfenissen in de zijddinie of op de legaten en geen inbreuk maakt op verworven rechten, dan belemmert zij niet de verhandelingen van welken aard ook. Is het billijk, de rechten in de rechte linie en die ten laste van den overlevenden echtgenoot te beperken tot het minimum om te vermijden dat men van zijn rang vervalt en dat de nijverheid, door eene familie bedreven wordt gestremd, dan kan men zonder bezwaar een aandeel voor den Staat eischen in de nalatenschappen welke het vermogen uitbreiden van verwanten die soms zeer zelden in betrekking kwamen met den overledene.

Het bedrag van de successierechten is in België op verre na niet zoo hoog als in de naburige landen.

Het voorgestelde nieuwe tarief brengt de volgende verhoogingen mee :

Tusschen echtgenooten zonder kinderen, 6 t. h. in stede van 5.50, dus 0.50	
— broeders en zusters. 7.50	— 6.80, — 0.70
— ooms, neven, aangenomen kin-	
deren 9.00	— 8.20, — 0.80
— oudooms, naneven 10.50	— 8.20, — 2.30
Voor allen, boven het wettelijk deel . . 15.00	— 15.80, — 1.20
Voor alle andere personen 15.00	— 15.80, — 1.20

Het recht op het vruchtgebruik, dat $\frac{1}{2}$ bedroeg voor den overlevenden echtgenoot, is verminderd tot $\frac{1}{3}$. Dat is eene loffelijke nieuwigheid; de overlevende echtgenoot moet immers beschermd worden. Ook op het deel in vruchtgebruik, door de wet van 20 November 1896 toegekend aan den

overlevenden echtgenoot, is die vermindering tot $\frac{1}{5}$ van toepassing; de Memorie van Toelichting bepaalt het uitdrukkelijk.

De opmerkingen betreffende het bepalen van de rechten van erfgift zijn hier overgenomen. Dus kunnen wij eenvoudig verwijzen naar bovenstaande uitleggingen betreffende de artikelen 1 en 2 nochtans doen wij uitschijnen dat vele leden de meening uitdrukten, dat men zonder onrechtvaardigheid of bezwaar de devolutie van de erfvolging kan beperken tot een minder verwijderden graad.

De Afdeeling achtte het niet mogelijk, hier bepalingen van dien aard in te lassen. Zij betreffen het burgerlijk recht. Aan de Afdeeling was onderworpen eene wet van uitsluitend fiskalen aard en hare taak was reeds genoeg uitgestrekt op dat zij ze nog verder zou drijven.

Art. 47 oud, 44 nieuw.

De goederen, verworven in naakten eigendom, geven aanleiding tot dezelfde heffing alsof zij in vollen eigendom werden verworven, doch de betaling van deze rechten kan worden geschorst.

De goederen, in vruchtgebruik verworven, betalen de helft van de evenredige rechten : dit recht wordt geheven op de gansche waarde van den vollen eigendom, zoo het geldt een levenslang vruchtgebruik of een vruchtgebruik voor een duur van meer dan tien jaar.

Het recht wordt dus bepaald op anderhalfmaal de waarde van de goederen. De Fransche wet van 25 Februari 1911 wijzigde dit stelsel, dat bij onze naburen bestond; er worden twee gelijke deelen gemaakt: het eene vertegenwoordigt den naakten eigendom, het andere het vruchtgebruik.

Dit stelsel is voorwaar billijker, maar toch nog niet volstrekt rechtvaardig. Hoe ouder de vruchtgebruiker, hoe geringer het aandeel van het vruchtgebruik. En het recht blijft steeds hetzelfde.

Volgens de verworven inlichtingen, heeft de Bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van de zegel- en registratiewetten, zich met dezen toestand ingelaten: zij zou een stelsel in den aard van de Fransche wet hebben aanbevolen: het recht, verschuldigd door den naakten eigenaar, kan niet meer geschorst worden, doch werd verdeeld tusschen den vruchtgebruiker en den naakten eigenaar.

Dit stelsel zou den Staat berooven van gansch de opbrengst van het recht, thans geheven op den vruchtgebruiker, hem in ruiling slechts toestaande de kapitaliseering van de interesten der thans geschorste rechten. Dit verlies zou aanzienlijk wezen, want thans worden de rechten op naakte eigendommen dadelijk betaald voor een groot getal kleine erfenissen, waarvoor de belanghebbenden geen borg kunnen of verlangen te stellen. Deze nieuwigheid zou deel uitmaken van een stelsel, waarbij de schatting wordt ingevoerd op 't oogenblik van het overlijden, afschaffend de reversie, overeenkomsten en andere later voorkomende verwickelingen.

Voorzeker kan men een billikeren grondslag van evenredigheid vinden door de waarde van het vruchtgebruik te bepalen volgens de sterftetabellen,

door de Regeering aangenomen voor de verbintenissen der verzekeringskas, toegevoegd aan de lijfrentekas; men kan ze evenredigen in het bedrag van de heffingen, zoodat de algeheele opbrengst gelijkstaat met de tegenwoordige ontvangst.

Ons betreurd medelid, de heer Denis, erkende het, wanneer hij in de toelichting van zijn voorstel, op 26 Februari 1915, het volgende schreef :

« Geen verschil tusschen den vruchtgebruiker die, volgens de sterfte-
» tabellen, naar alle waarschijnlijkheid nog twintig jaren leven zal, en den
» vruchtgebruiker die nog slechts één jaar leven zal. Deze tegenstrijdigheid
» kan niet gebillijkt worden, terecht werd zij door den heer Vandenbossche
» afgekeurd (1). »

Zijn voorstel onderwierp het vruchtgebruik en de lijfrente aan dezelfde regelen, daar het de grondslagen van deze laatste ook op het eerste toepaste.

En om een eind te maken aan die onrechtvaardigheid, stelde hij den volgende tekst voor :

« Het recht, geheven voor het vruchtgebruik, bedraagt de helft van het
» recht bepaald voor den vollen eigendom, wanneer, volgens de schaal waar-
» van sprake is in artikel 11, littera E, der wet van 27 December 1817, de
» vruchtgebruiker, naar alle waarschijnlijkheid, nog tien jaren zal leven.
» Dit recht wordt met 1/10 verminderd, wanneer de vruchtgebruiker, naar
» alle waarschijnlijkheid, nog negen jaren zal leven, en zoo verder. »

Doch, hier ook moest de Middenafdeeling vaststellen dat die hervorming is van den aard dergene die gezamenlijke maatregelen vergen. Het ware jammer, zoo de voorgestelde wijzigingen tot gevolg mochten hebben, het aangevangen herzieningswerk te verijdelen op 't oogenblik dat het ging verwezenlijkt worden.

Art. 49.

Het ontwerp van de Regeering strekte om verplicht te maken het heffen van het successierecht op de waarden waarvan de aflijvige zich ten kosteloozen titel onttreedt binnen de drie jaren die aan het afsterven voorafgingen, indien de schenking niet bleek uit eene geregistreerde akte.

De fiscus beweert thans het slachtoffer te zijn van bedrog, dat zij onmogelijk zou kunnen treffen, bij gebrek aan bewijzen; aldus ondergaat hij het lot van elken eischer, onderhevig aan den regel die zoo oud is als het recht : *Actori incumbat probatio*.

De fiscus voert aan, dat hij vergeefs bevindt dat de erflater in zijne laatste levensdagen een eigendom heeft verkocht ofwel de uitbetaling van eene hypotheek heeft getrokken of ook een aanzienlijk roerend kapitaal ten deel heeft gekregen.

Vijf of zes maanden na zijn overlijden, wordt de aangifte van nalatenschap ingeleverd, en daarin vindt men niets van den getrokken verkoopprijs,

(1) *L'impôt sur les successions en Angleterre, en France, en Belgique*, door G. Vandenbossche, 1900, bl. 422.

van de ontvangen schuldvordering, van het verkregen kapitaal. Het volstaat dat de erfgenamen onderstellen dat de aflijvige wellicht over deze waarden heeft beschikt door eene gift van hand tot hand.

Tracht het bestuur te vervolgen, het kan, zegt het, niets anders dan vermoedens inroepen, wat steeds een broos bewijsmiddel is; het kan de rechtbanken niet overtuigen.

Volgens de inlichtingen, aan de Middenafdeeling gegeven, zou de bepaling weinig hebben veranderd aan den toestand van den fiscus, want hij loochent dat hij daardoor de orde der bewijzen wilde omkeeren.

Dit blijkt uit onderstaande vraag en antwoord :

VRAAG.

« Moet de bepaling van artikel 49 worden verstaan met deze beteekenis, dat de fiscus zou kunnen beschouwen als zijnde verborgen of in erfgift gegeven de goederen, waarvoor hij kan bewijzen dat de aflijvige ze drie jaar vóór zijn afsterven bezat en welke niet zouden aangegeven zijn ?

» Ondersteld dat de fiscus het bewijs bezit dat de aflijvige een jaar vóór zijn dood eene som van 500,000 frank heeft ontvangen en dat de erfgenamen slechts 50,000 frank aangeven, hoe wordt dan artikel 49 toegepast?

» Moeten de erfgenamen bewijzen welk gebruik de aflijvige heeft gemaakt van die som ?

» Hoe moeten zij dit bewijs leveren, zoo zij bij openbare bekendheid weten dat de aflijvige aanzienlijke sommen bij 't spel of door mislukte speculatiën heeft verloren, zonder daarvan een geschreven spoor te laten ?

« Heeft de bepaling enkel deze beteekenis, dat het successierecht wordt berekend op die waarden wanneer de erfgenamen verklaren dat de aflijvige daarover ten kosteloozen titel heeft beschikt, en dat het anders gesteld zal zijn wanneer zij bevestigen dat hij er, naar hunne meening, over beschikte ten bezwarenden titel? »

ANTWOORD.

« De bepaling van artikel 49 moet worden verstaan in dezen zin, dat, zoo het bewezen is dat de goederen door den aflijvige zijn weggeschonken binnen de drie jaar vóór zijn dood, deze goederen worden beschouwd als behoorend tot de erfenis, zoo zij niet hebben betaald het registratierecht, bepaald voor de schenkingen onder levenden.

» Alleen de omstandigheid dat de aflijvige binnen den bovenvermelden tijd eene zekere som heeft getrokken, zal niet volstaan om de toepassing van artikel 49 te veroorloven.

» Bij voorkomend geval, behoort het bestuur te bewijzen niet alleen dat in het erfgoed van den aflijvige waren begrepen zekere waarden, maar ook dat de verdwijning daarvan, gezien den stand der zaken, slechts kan worden verklaard door het bestaan van giften van hand tot hand. »

» Aldus beperkt, had de bepaling deze beteekenis, dat zij, wanneer de fiscus de feiten van begifting kon bewijzen, op erfgenamen eene schuld zou

doen drukken, waaraan de affijvige zich had onttrokken, zelfs zeer lang vóór zijn overlijden.

Eene erfenis zou zelfs van alle actief kunnen beroofd worden, zoo men de rechten deed betalen op goederen die den erfgenamen ontnomen zijn!

Wat meer zegt, de bepaling zou de bij het burgerlijk recht gehuldigde beginselen kunnen te niet doen.

Artikel 2279 van het Burgerlijk Wetboek huldigt het vermoeden van eigendom door bezit; dit vermoeden werd door het ontwerp zoozeer ontzenuwd, dat het gansch verdween.

Zoo artikel 591 van het Burgerlijk Wetboek voorziet dat « al de akten houdende schenking onder levenden worden verleden ten overstaan van een notaris, in den gewonen vorm der contracten, en dat daarvan eene minute blijft op straf van ongeldigheid », neemt de wet, naast deze authentieke schenkingen, er andere aan, die zonder plechtige vormen geschieden: het afzien van het vruchtgebruik, gedaan bij eenzijdige akte, de bedekte giften (Cass., 30 Juni 1867), enz. De geldigheid van de schenking uiterhand van roerende goederen is niet onderhevig aan eenige andere voorwaarde dan de overhandiging van het geschonken voorwerp door den schenker; aldus werd daarover beslist namelijk door het Hof van Cassatie, bij arrest van 14 Maart 1889.

Het successierecht is gegrond op wat de affijvige nalaat op 't oogenblik van zijn afsterven, doch niet op wat hij drie jaren vroeger geldig heeft afgestaan.

De fiscus vernietigt dit beginsel door te beslissen dat hij als nog in de nalatenschap bestaande beschouwt wat daar geldig is uitgegaan vóór het overlijden.

De Middenafdeeling heeft de bepaling verworpen.

ART. 50 (46 nieuw).

Artikel 50 bedoelt de beschikkingen voor een derde, waarbij hij, ten wiens bate er beschikt is, eene belooning trekt zonder eenig dienstbetoon te hebben geleverd waardoor deze toekenning kan gebillijkt worden, welke belooning ondergeschikt is aan het onzekere beding van overlijden van den beschikkende.

Het bedoelde geval is dit van de levensverzekering aangegaan ten bate van een bepaalden derden persoon.

Om te kunnen toegepast worden, zal artikel 50 dus twee voorwaarden eischen: het afsterven en de kosteloosheid. Nochtans wordt deze laatste vermoed. Doch het artikel zegt het uitdrukkelijk: het bewijs van het tegendeel mag worden geleverd.

Indien dus de verzekering werd aangegaan om den houder van eene schuldvordering te betalen, indien het die houder is die de premiën heeft betaald, kan het artikel 50 niet worden ingeroepen.

Deze aldus luidende bepaling werd aangenomen met 5 stemmen tegen 2.

ART. 51 (47 nieuw).

De Middenafdeeling heeft zich niet verzet tegen het beginsel waarbij het ontwerp van de Regeering artikel 51 staafde.

« Tot het passief worden, in mindering van het belastbaar actief, niet toegelaten de schuldbekentenissen van sommen die eene schenking verbergen onder den schijn van eene overeenkomst ten bezwarenden titel, zoo zij niet aanleiding gaven tot heffing van het registratierecht, bepaald voor de schenkingen. »

Doch zij was van oordeel dat de voorgestelde tekst enkel eene nuttelooze herhaling was van dit beginsel, dat, zoo eene overeenkomst slechts in schijn bestaat, slechts eene verbloeming van de waarheid is, daarmee heegenaamd geen rekening moet worden gehouden. Toch moet het bewijs van die schijnbaarheid worden geleverd.

Om zich goed rekenschap te geven van de strekking der voorgestelde bepaling, had de Middenafdeeling de volgende vraag gesteld :

« Mag thans de fiscus niet bewijzen dat eene overeenkomst, voorgesteld als aangegaan ten bezwarenden titel, geveinsd is en eene schenking verbergt ?

» In hoeverre bevindt hij zich thans in een ondergeschikten toestand in zake van bewijzen ?

» Kan men rechterlijke beslissingen aanhalen ? »

Daarop werd geantwoord :

« Sedert lang heeft de rechtspraak aangenomen dat een persoon zich geldig verplicht wanneer hij erkent eene som « schuldig » te zijn, zonder de oorzaak aan te duiden, zelfs indien het bewezen is dat hij ten doel had, den onderstelden schuldeischer eene schenking te doen.

» Daaruit volgt dat, zoo de erfgenamen van den aflijvige op het passief van zijne erfenis dergelijke schuldbekentenis brengen, het bestuur verplicht is ze aan te nemen bij de berekening van de belasting.

» Dit gaf aanleiding tot artikel 51 van het ontwerp. »

Het schijnt niet dat dit antwoord de bepaling op voldoende wijze wettigt.

Ongetwijfeld eischen de rechtbanken niet tot geldigheid van eene schuldbekentenis of verplichting de opgave van de oorzaak.

Doch het blijkt niet dat, zoo eene bekentenis van dien aard wordt vertoond, de fiscus niet de oorzaak mag opsporen en, zoo hij dit bewijs levert, niet kan weigeren den aard van schuld toe te kennen aan de aldus ontdekte verbintenis.

Onder deze omstandigheden nam de Middenafdeeling de bepaling aan, zooals zij was opgesteld. Daaruit kan niet worden afgeleid dat, wanneer eene verbintenis wordt vertoond zonder aanduiding of vermelding van de oorzaak, men daarin eene verbloemde begiftiging moet zien : evenals voorheen, moet het bestuur ze aannemen. Doch, zoo het kan bewijzen dat er geen andere oorzaak bestaat dan de begiftiging, dan kan het recht van schenking eischen.

AFDEELING II.

AANGIFTE. — TERMIJNEN; VORM; BEVESTIGING. — BETALING DER RECHTEN.

ART. 52 (wordt artikel 48).

De Middenafdeeling keurde de inkorting van de termijnen goed, zooals die door het ontwerp zijn voorgesteld.

Zij was echter van gevoelen dat het zou gevaarlijk zijn, ingewortelde gewoonten te wijzigen, waarvan het tot nu toe niet is gebleken dat zij werden ingegeven door opzettelijke verwaarloozing of door bedrog.

Het huidige stelsel — indiening binnen een termijn van zes maande en tevens een tijdsverloop van zes weken tot wijziging der aangifte — levert eene nuttige waarschuwing op. Wil men het bedrog strenger beteugelen, dan moeten de overtreders zich niet als slachtoffer kunnen doen doorgaan en daartoe stenuen op eene vergetelheid, eene missing. Hij, die geen gebruik maak van eene bijgevoegde tijdsbepaling, is dubbel schuldig.

ART. 53.

Artikel 53 stemde overeen met het stelsel, dat voor de verzekeringsmaatschappijen werd aangeprezen betreffende de contrôle van de polissen.

Dank zij de voorgestelde bepaling, kon het bestuur nagaan of de wet op het zegel werd nageleefd, wat betreft verzekeringspolissen (art. 34 van het ontwerp).

Van die bepaling werd afgezien, daar de verzekeraars het stelsel van het abonnement hadden bekomen om te ontsnappen aan de opsporingsmaatregelen waarmede zij bedreigd waren.

Reeds om deze reden komt het dus onmogelijk voor, op dit punt terug te komen en aan het bestuur het recht te verleen om zich door de verzekeraars de polissen en andere stukken, welke zij in hun bezit hebben, te doen mededeelen, ten einde de schattingen van de verzekerde roerende goederen, voorkomende in de aangiften van nalatenschap, na te gaan, en de op het leven verzekerde kapitalen, welke krachtens artikel 50 van het ontwerp onderhevig zijn aan het successierecht, op te sporen.

Het stoffeërend huisraad is, overigens, een van de bestanddeelen der nalatenschap, welke het minst gemakkelijk aan het toezicht van den fiscus ontsnapt : Hoewel de ambtenaren van de personeele belasting geen gebruik kunnen maken van de verzekeringspolissen, dan toch zijn ze niet ontwapend.

Het overleggen van de verzekeringspolissen zou geen gegevens verschaffen, welke meer zekerheid opleveren. « Wanneer men zijn huisraad verzekert, — doet de Vrije Bond der Notarissen in België terecht opmerken, — dan is men ruim in zijne berekening : omdat het te betalen recht gering is, omdat men, ingeval van ramp, verlangt terug te krijgen, niet de verkoopwaarde van de verbrande meubelen, doch eene som toereikend om het vernielde goed te vervangen, en ook omdat men weet hoe karig elke verzekering-maatschappij te werk gaat bij het vergoeden van een belangrijke brandramp. »

Welke zou, anderzijds, de bekrachtiging van de bepaling zijn — bij gebreke van overlegging der polis door de erfgenamen, wat door het ontwerp van hen niet wordt geëischt — ingeval den afgestorvene in den vreemde eene verzekering aanging?

Men kan de Belgische vertegenwoordigers niet verplichten, het duplicata daarvan te houden.

Hier ook zou de eenige uitslag zijn eene nuttelooze poging, waarvan alleen de vreemde verzekeraars zouden voordeel hebben, tenzij de geest van voorzorg eigenlijk al de gevolgen daarvan draagt door zich aan de verzekering te onttrekken.

De Middenafdeeling verwierp de bepaling met eenparige stemmen.

Deze verwerping heeft voor gevolg, dat artikel 54 van het ontwerp vervalt.

ART. 55.

Dit artikel betreft de plechtige bevestiging, welke «leekeneed» werd gheeten; het werd door de leden der afdeeling eenparig verworpen.

Het kwam onaannemelijk voor, dat men den schuldenaar zou plaatsen tussehen zijne belangen en zijn geweten en dat men aldus de eerlijke lieden in een staat van blijkbare minderheid zou stellen tegenover hen die geen gewetensbezwaren gevoelen.

't Is werkelijk de beslissende eed, welke op fiscaal gebied wordt overgebracht.

In het wetsvoorstel, in 1907 door den heer Ch. Dumont bij de Kamer der Afgevaardigden ingediend, eischte deze de bevestiging enkel voor de gevallen van bedrog of van verdenking, (Cf. *Journ. off.*, 1907, n^o 1288, bl. 40). Het voorstel werd in het Fransche Parlement tweemaal afgewezen.

Uit de proef, welke werd genomen naar aanleiding van de *affidavits*, is gebleken dat de bevestigingen, op de eer gedaan, geen groote gevolgen hadden in de landen die daarvan gebruik maakten om de oprechtheid van de aangiften in zake van belastingen te verzekeren.

De oude rechtsgelcerde Pothier schreef omtrent 1760 : « Sedert meer dan veertig jaar oefen ik mijn beroep uit ; gedurende dien tijd was ik herhaaldelijk getuige van het opdragen van den eed ; niet meer dan tweemaal gebeurde het, dat eene partij door de heiligheid van den eed er toe gebracht werd, niet te volharden in wat zij had staande gehouden ».

Zou het menschdom beter geworden zijn?

Zelfs de tekst van de bevestiging bleek onaannemelijk te zijn : Hoe zou men de juistheid kunnen bevestigen van ramingen, ingegeven door opvattingen welke veranderen volgens de natuurlijke gemoedsstemming en de wetenschap van al degenen die zich daarmee bezighouden?

Hoe zou men van een schuldenaar deze heldendaad kunnen vergen, dat hij eene verzwijging of eene missing erkenne en zich wellicht aan boeten en, in elk geval, aan rechten, onaangenaamheden en geloof blootstelt!

Wat de bevestiging zelf betreft, zij kan tegenover bedriegers slechts gewicht hebben door de vrees voor strafmaatregelen.

Zij veronderstelt dus dat de fiscus bevoegd is tot het doen van opsporingen ; op het niet bestaan dezer bevoegdheid steunt men om dien maatregel te billijken.

Zoo die middelen bestaan, wat kan dan meer krenkend zijn dan de contrôle waartoe hij zal overgaan om zich te overtuigen van de oprechtheid van hen, in wier eerlijkheid hij scheen vertrouwen te stellen?

« De fiskale eed kon slechts — en dat werd door den heer Ch. Dumont begrepen — door vreesaanjaging invloed uitoefenen, mits hij gepaard ging met draconische straffen voor het geval van erkende valsheid; doch alsdan hangt al zijne doelmatigheid af van de vraag, of het bestuur voldoende middelen tot opsporing en contrôle bezit om deze valsheid te bewijzen; daaruit volgt dat de fiskale eed op zichzelf volstrekt tot niets dient: om doeltreffend te zijn, moet men zijne valsheid kunnen bewijzen en, om dit bewijs te leveren, moet men te gelijker tijd kunnen bewijzen het bedrag, waarvan de bewimpeling de eed bezwaart... » (Becqué, *L'internationalisation des capitaux*.)

In de Memorie van Toelichting van het wetsvoorstel tot wijziging der wetten op de nalatenschappen en op de registratie (Kamerstuk, n^o 160, zittingsjaar 1912-1913), ingediend op 26 Februari 1913 door de heeren Denis, Vandervelde en Royer, schreef onze betreurde college, na herhaling van de redenen welke hem in 1900 deden besluiten tot het herinvoeren van den eed, het volgende :

« Al die redenen behouden, mijnsinziens, nog altijd dezelfde kracht, en nochtans wijs ik in dit voorstel niet alleen den eed af, maar elke bijzonder plechtige formule van bevestiging, elke strafbepaling: ik wend uitsluitend de louter uiterlijk vatbare middelen van bewijs en van contrôle aan, en eenieders geweten laat ik zich normaal uiten en zijne innerlijke zuivering bewerken. Ik meen dat de vergelijkende wetgeving ons genoeg doelmatige middelen levert om tot de waarheid te komen, zonder nog meer gewetensbezwaren tusschen belang en plicht uit te lokken: daardoor zelf zal de zedelijke verbetering gemakkelijker worden. » (Bl. 12.)

Dient men, na deze beschouwingen, nog in herinnering te brengen, dat de eed, door de wet van 1817 vereischt, werd afgeschaft bij besluit van het Voorloopig Bewind, d. d. 17 October 1830, wijl hij voor de Belgen een oorzaak was van ongenegenheid voor de Regeering der Nederlanden, en dat, sinds dien, de beambten van den fiscus te vergeefs bij den Minister van Financiën hebben aangedrongen om de herinvoering daarvan voor te stellen?

Het verwerpen van deze bepaling heeft voor gevolg, dat artikel 53 van het ontwerp verval.

Art. 56 (49 nieuw).

De Middenafdeeling keurde het beginsel, dat in artikel 56 is besloten, eenparig goed. Zij hield er aan, het recht te bevestigen, krachtens hetwelk de Koning de termijnen van betaling kan verlengen.

De Koning bepaalt mits welke voorwaarden deze gunst wordt verleend. De tegenwoordige regeling wordt dus behouden.

ART. 57.

De Middenafdeeling is van gevoelen dat de overige bepalingen van het wetsontwerp reeds voor gevolg zullen hebben, den toestand te verergeren van den overlevenden echtgenoot, die door het overlijden van zijn echtgenoot zoo zwaar en zoo rechtstreeks is getroffen als de kinderen. De huwelijksche voorwaarden hebben een stelsel van gemeenschap tot stand gebracht; door de huwelijksbanden kon een vermogen gevormd worden, waarvoor de fiscus een bijzonderen eerbied hebben moet. Ook was de Middenafdeeling het eens om elke nieuwigheid af te wijzen, waardoor de overlevende echtgenoot in een minderen toestand zou kunnen gebracht worden, en om elken nieuwen last te verwerpen, welke hem treffen mocht.

De overlevende echtgenoot werd te lang onrechtvaardig bejegend onder het successiestelsel.

ART. 58 (nieuw).

Door dezen tekst te wijzigen wilde de Middenafdeeling opnieuw dit beginsel bevestigen, dat elke fout moet gestraft worden alleen in den persoon van hem, die zich daaraan schuldig maakt. Indien sommige erfgenamen of begiftigden de hun opgelegde verplichtingen naleefden, indien anderen zich daaraan onttrokken, kan er enkel sprake van zijn, de tweeden te treffen.

AFDEELING III.

MAATREGELEN VAN TOEZICHT; VERPLICHTINGEN VAN DERDEN. — STRAFFEN. — VERJARING. — VERSCHILLENDE BEPALINGEN.

ART. 61 TOT 63.

Tegen de bepalingen betreffende de opsporingsmaatregelen, voorgesteld om de inning van de successierechten op de roerende waarden te verzekeren, bij wijze van navorsching bij hen die ze in bezit hebben, werden de meeste bezwaren aangevoerd. Eenparig werden zij door de Middenafdeeling verworpen, omdat zij een stelsel van plagerijen invoeren, welk de belangen van den fiscus niet dienen kan en de economische belangen van het land aanzienlijk schaden moet.

Het ontwerp schijnt ingegeven te zijn door dat, uitgaande van de « Commissie der fiskale rechtsgeleerden », in 1908 en 1909 door de Fransche Regeering ingesteld om te onderzoeken « door welke maatregelen men de voorschriften van het burgerlijk recht en de voorschriften van het fiscaal recht zou kunnen doen overeenstemmen, ten einde de contrôle van de aangiften van nalatenschap te verzekeren » (12 Maart 1908 en 26 Juni 1909. *Journal officiel*, 5 Juli 1909), — welk ontwerp aanleiding gaf tot verschillende voorstellen die de heer Ch. Dumont tot de zijne maakte (23 October 1910). Tot nu toe werden zij echter door het Fransche Parlement niet aangenomen.

In dit ontwerp zijn opgenomen de bepalingen betreffende de contrôle van

het openen der brandkasten door de medehuurders en mandatarissen, welke bepalingen door onze naburen worden geheeten : poging om de banken te veranderen in «fiskale valstrikken».

De inventaris van de brandkasten in de banken zou alleen dan billijk zijn, wanneer de fiscus zich het recht had voorbehouden, tot den inventaris te doen overgaan in de woning zelf van den afgestorvene. De brandkast in eene kredietinrichting is eene aanhoorigheid van de woning.

Indien het waar is dat de titels aan toonder, welke steeds meer talrijk worden, bijna nooit in de successie worden aangegeven tenzij wanneer het niet anders kan, indien men maatregelen tracht te vinden om dit fiscaal kwaad te verhelpen, hoopt men dan toch te slagen in het bestrijden van die fiskale bedriegerijen door het doorzoeken van de brandkasten der banken, welke daags na de afkondiging der wet zullen lediggemaakt worden?

Wenscht men den weg van het ontwerp op te gaan, dan zou het veel beter zijn, dit te doen door middel van openlijke en algemeene maatregelen : de verzege-ling overal op verzoek van den fiscus, de beperking van de bezitneming ten bate van den fiscus, de beperking van de erfopvolging (Fransch ontwerp van 12 Maart en 18 November 1908).

Deze maatregelen schenen zelfs zoo weinig doeltreffend, dat de heer Ch. Dumont als hulpmiddel aangaf : « het inschrijven op naam van al de titels aan toonder ». (Kamer der Afgevaardigden, 12 Juli 1906.)

Wie zou deze maatregelen durven voorstellen? De voorgestelde bepaling komt bijgevolg voor als eene onnoodige plagerij.

Bij het behandelen van de Fransche wet van 1901, had de heer Berteaux, zich verzettende tegen een amendement van den heer Laurent Bongère, luidende zooals de voorgestelde bepaling, verklaard : dat de huurder van eene brandkast geen bewaargever is, dat hij zich bevindt in denzelfden toestand als de huurder die bij hem een appartement betreft. De heer Caillaux merkte aan : « Mocht de Kamer het amendement van den heer Bongère aannemen, dan zou er geen reden bestaan om morgen niet te vragen dat men, bij het afsterven van iederen persoon, hunne brandkasten zou openen in de tegenwoordigheid van een beamte van het bestuur. »

Het amendement werd niet in overweging genomen. (*J. Off.*, 17 Nov. 1900. *Débats parl.* Kamer der Afgevaardigden, 16 November, bl. 2105.)

Indien de fiscus, bij het overlijden van den bewaargever, gemachtigd was tegenover den bewaarnemer de middelen te gebruiken welke de wet aanprijst, dan zou er slechts één stap meer dienen te worden gedaan — zoo stelde men bij deze behandeling vast — om ze zelfs gedurende het leven van den bewaargever toe te passen.

Drie regelen in eene financiewet zouden volstaan om de registratie of de belasting te machtigen, als bewijs van het bedrog te benuttigen, de inlichtingen welke hare beambten in de groote kredietinrichtingen en in de banken zouden vinden.

De contrôle, uitgeoefend op hen die de brandkasten openen, kan slechts de « onnoodige voorzorgsmaatregel » zijn. Wanneer hij zal ondervraagd worden over wat hij daags vóór het afsterven deed bij de bedoelde brand-

kast, zal de lasthebber niet nalaten te zeggen, dat hij het testament van den afgestorvene in veiligheid bracht, eene briefwisseling of stukken, welke deze wilde vernietigen, weghaalde, eene bewaargeving, welke door een derde werd gedaan en welke de afgestorvene wilde uitnemen of teruggeven, in veiligheid bracht. Bijna altijd zal de lasthebber de aangifte van het overlijden vooruit zijn.

En in hoeveel andere gevallen zou de voorgestelde maatregel, niet enkel onnoodig, doch tevens hatelijk zijn! Heeft men gedacht aan de papieren welke de overledene gedurende zijn leven zorgvuldig verborgen hield, buiten het bereik van elke onbescheidenheid, en waarvan thans een bediende der bank zal kennis nemen?

De Middenafdeeling stelde de volgende vraag :

« Indien, bij het openen van de brandkast, verzegelde omslagen worden gevonden, waarop staat vermeld dat zij door niemand anders mogen geopend worden dan door den daarop aangewezen persoon, ofwel dat zij verzegeld moeten afgegeven worden aan een derden persoon wiens eigendom zij zijn, zullen die omslagen en bewaargevingen dan geopend worden in de tegenwoordigheid van den verhuurder der brandkast ? »

Zij ontving het volgende antwoord :

« De bezwaren, welke zich mochten voordoen in bedoeld geval, zou men kunnen verhelpen door voorschriften zooals die welke zijn voorzien bij de artikelen van het Wetboek van Rechtsvordering betreffende de verzegeling en de boedelbeschrijving (regelen betreffende het openvallen eener nalatenschap, art. 916, 918 enz.) »

Het ontwerp had men dus in dezen zin moeten wijzigen. De Middenafdeeling meende niet die taak op zich te moeten nemen.

Zij achtte het evenmin noodig, te doen opmerken dat het ontwerp geen onderscheid maakt tusschen den erfgenaam in de rechte linie, die zich zou aanbieden voor het openen van de brandkast, en den erfgenaam in de zijlinie : nu, hoe zou men den maatregel billijken tegenover den erfgenaam in de rechte linie, vermits hij geen rechten moet betalen op de waarden die zich in de brandkast kunnen bevinden?

Buiten de bijzondere beschouwingen, welke wij hierboven in 't midden brachten, zijn er nog andere : De voorgestelde maatregelen bleken veel erger te zijn, waar het geldt den invloed dien zij onvermijdelijk moesten uitoefenen op de vreemde kapitalen, welke in onze banken in bewaring genomen zijn en waarvan de wederbeleggingen eene bron van belangrijkere inkomsten voor de Schatkist zijn dan de successierechten die men zou kunnen innen.

De Middenafdeeling stelde de volgende vraag :

« 1° De wet van 27 December 1817 aanziet als « ingezetene van het Rijk », met het oog op de toepassing van hare bepalingen, al wie er zijne woonplaats of den zetel van zijn vermogen heeft gevestigd.

» Wil de Regeering ons zeggen of deze bepaling moet worden toegepast ter verklaring van artikel 62?

» 2° Wordt een vreemdeling, die zijn vermogen in eene brandkast van eene in België gevestigde bank heeft geplaatst of vermoed wordt het aldaar te hebben geplaatst, bedoeld bij artikel 62? »

Zij ontving het volgende antwoord :

« 1^o De uitdrukking : « ingezetene van het Rijk », voorkomende in artikel 62 van het ontwerp, heeft dezelfde beteekenis als in het eerste artikel, tweede lid, der wet van 27 December 1817.

» 2^o De bepaling van artikel 62 zal van toepassing zijn op dien vreemdeling, indien hij kan aangezien worden als ingezetene van het Rijk in den zin van het eerste artikel der wet van 1817.

» In dit opzicht is de nationaliteit van den persoon onverschillig. »

Dit antwoord is voorzeker niet geschikt om de vreemde kapitalen gerust te stellen, « die eigendom welke, zooals Jaurès zegde, de snelheid van beweging, de vrijheid van vleugelslag der groote trekvogels bezit ».

Aangaande een ontwerp, waarin voorkwamen, opsporingsmaatregelen van gelijken aard en dat bij de Fransche Kamer werd ingediend, werd er gevraagd : « Zullen eenige boeten wegens zegel, eenige in de aangifte van nalatenschap ontdekte weglatingen opwegen tegen de verdwijning van de geheimhouding in de private zaken, tegen de noodzakelijkheid voor de particulieren, die hunne handelingen willen verborgen houden, hunne titels in bewaring te geven in vreemde banken, tegen de vermindering van de private banken en de verdwijning van een aantal dezer? » (BECQUÉ, *L'internationalisation des capitaux*.)

Welnu, hier berust het gevaar én voor den fiscus én voor den bloei van onze zaken.

De kapitalen van een land zijn — volgens de uitdrukking van den heer d'Avenel — « werkelijk, en in de volle beteekenis van het woord, een » tweede nationaal leger ».

Al de ons omringende landen zouden eene bewaarplaats verleenen voor de kapitalen welke zich bedreigd achten.

In Nederland is de belasting op het inkomen van toepassing alleen op hen, die binnen het Rijk verblijven ; de successierecht en treffen er niet de vreemdelingen welke er hunne woonplaats niet hebben : de Nederlandsche fiscus heeft er dus geen belang bij, het bedrog op te sporen en de hoofdelijke gemeenschappelijke rekening laat toe, de inbewaargevingen aan alle navorshingen te onttrekken.

In juridisch, evenals in fiscaal opzicht is Duitschland het land waar de gemeenschappelijke rekening (gemeinschaftsdepot) onder de beide vormen — gemeenschappelijke rekening-bewaargeving en gemeenschappelijke rekening-mandaat — het meest veiligheid aanbiedt voor de vreemde kapitalen.

« Het mandaat eindigt noch door het overlijden, noch door de onbekwaamheid van den lastgever. (Art. 672, B. W.) Wanneer het mandaat hoofdelijk werd toevertrouwd, kan de schuldenaar zich kwijten tegenover elk der schuldeischers, zelfs indien een hunner reeds eene rechtsvordering instelde om de prestatie te bekomen. » (428, B. W.).

De Zwitsersche banken kunnen inroepen dat op de waarden en titels, in bewaring gegeven door een in den vreemde wonenden kapitalist, geen enkele belasting — noch ten bate van den Bond, noch ten bate van de gemeenten — is gelegd; dat geen enkel overgangsrecht, geen enkel successierecht verschuldigd

is; dat zij geld in bewaring mogen ontvangen op naam van versehiedene personen die zich als hoofdelijk aansprakelijke schuldeischers opgeven : het overlijden van een hunner brengt niet de minste verandering in de bevoegdheid om de inbewaringgeving te doen werken. En, zoo men beducht mocht zijn voor de gevaren van ontrouw van den medeschuldeischer of voor het mogelijk verzet voorzien bij artikel 150, §§ 2 en 3, van het Bondswetboek, dan zou men den vorm der lastgeving voorstellen; naar luid van artikel 405 van het Bondswetboek, eindigt de lastgeving niet bij het overlijden, zoo het tegenovergestelde werd bedongen of zoo de voortzetting ervan voortspruit uit den aard zelf van de zaak.

Ongetwijfeld is de Zwitsersche fiscus in menig kanton ruim bevoegd tot het doen van opsporingen; het verdrag van 15 Juni 1869 stelt de Franschen er aan bloot, dat zij al de inlichtingen verschaffen welke hij verlangt, en eene verstandhouding tusschen de twee landen kan wellicht worden gevestigd in een min of meer verwijderde toekomst. Doch deze vrees zou niet volstaan om die kapitalen in België te behouden.

De Fransche fiskale maatregelen gaven aanleiding tot het instellen, door de Zwitsersche banken, van diensten van « reizigers » of bedienden, die de inbewaargevers om de drie maanden ten huize gaan vinden en zich met dezer verrichtingen belasten. Pas was het thans behandelde wetsontwerp ingediend, wanneer sommige van die inrichtingen, blijk gevend van al te grooten ijver, hare diensten aan de Belgische renteniers reeds aanboden...

Het is nog al leerrijk vast te stellen dat, juist op het oogenblik dat Frankrijk gelijkaardige ontwerpen voorbereidde, de inbewaargevingen in de Fransche banken afnamem, terwijl zij in groote mate toenamen in den vreemde, zooals blijkt uit deze cijfers van de loopende credietrekeningen en bijzondere inbewaargevingen in de Europeesche banken van uitgifte, in 1911 door den heer Klotz verstrekt :

	In millioenen frank.		
	1880.	1895.	1909.
Frankrijk	422	606	608
Engeland	621	1,215	1,255
Italië	245	524	506
Duitschland . . .	217	549	690
Oostenrijk. . . .	15	54	194
België	45	45	86
Zwitserland . . .	472	749	1,655

Zóó streefden de Zwitsersche banken, in 1909, de Engelsche banken voorbij; zóó verdubbelde de kasvoorraad der Belgische banken, terwijl Engeland, Italië en Frankrijk niet vooruitgingen.

Men mag veronderstellen dat die loopende rekeningen deels in stand gehouden worden door de coupons van de titels, in de banken ter bewaring gegeven, en bijgevolg kan men ervan overtuigd zijn, dat een aanzienlijk getal milliarden in roerende waarden zijn uitgeweken naar die landen waar zij zich in veiligheid achtten.

In Frankrijk werd bevonden dat de strenge maatregelen, genomen ten

einde de heffing van de belastingen op de roerende waarden te verzekeren, voor gevolg hadden eene mindere toeneming van het bedrag der jaarlijks betaalde successierechten en eene vermindering der beleggingen in Fransche waarden.

JAAREN.	Fransche waarden.						Vreemde waarden.					
	Bedrag der annuïteit in millioenen.			Totaal in milliarden op het coëfficiënt.			Bedrag der annuïteit in millioenen.			Totaal in milliarden op het coëfficiënt.		
	Nalaten-schappen.	Schenkingen.	Totaal.	56	32	28	Nalaten-schappen.	Schenkingen.	Totaal.	56	32	28
1898. . . .	1,410	126	1,536	53,5	49	45,1	580	19	599	14,4	12,8	11,2
1899. . . .	1,396	132	1,528	55	48,9	42,8	498	20	518	18,6	16,6	14,5
1902. . . .	1,224	125	1,349	48,5	45	37,8	476	18,6	494,6	17,8	15,8	13,8
1906. . . .	1,320	126	1,446	52	46,5	40,5	443	19	462	16,6	14,8	12,9
1908. . . .	1,273	132	1,407	50,6	45	39,4	534	20	554	20,7	18,4	16,4

Welnu, de verhooging van de jaarlijks betaalde successierechten bedraagt, voor 1898 tot 1908, 175 millioen, vertegenwoordigende :

Coëfficiënt 56.	. . .	6.5	milliarden,
— 32.	. . .	5.6	—
— 28.	. . .	4.9	—

terwijl de cijfers, geleverd door de abonnementstaxe op de inkomsten en de overdracht, alsmede door de aanbieding der openbare leeningen voor het zegel tegen gereede betaling, eene verhooging, in kapitaal, van 15 milliarden 571 millioen aanwijzen.

De Registratie stelde vast, dat de daling zich vooral had doen gevoelen in 1902 en 1906 ten gevolge van de rechten in 1901 en van de maatregelen in 1903. In 1911, ten gevolge van de verhooging van 1910, moest de heer Klotz de vermoedelijke cijfers voor 1912 verminderen met 42,5 millioen in vergelijking met 1911.

Deze beschouwingen verklaren waarom de artikelen 61 tot 63 van het ontwerp werden verworpen.

ART. 64 (54 nieuw).

De voorgestelde tekst gaat uit van de reeds uiteengezette beschouwingen tot verwerping van het invoeren van den eed en toepassing van het beginsel der persoonlijke aansprakelijkheid wegens de misslagen.

ART. 65 (nieuw).

Het ontwerp bepaalde een nieuwen termijn voor de verjaring betreffende de vordering van de successierechten, boeten wegens niet-aangifte, onjuiste, onvolledige aangifte en overtreding van de maatregelen van contrôle door derden.

De verjaring is thans geregeld door artikel 26 der wet van 1817 : zij is vastgesteld op vijf jaar voor de niet-aangifte en op twee jaar voor de boeten.

Het ontwerp bepaalde de verjaringen op twintig jaar.

De openbare rechtsvordering en de burgerrechtelijke rechtsvordering wegens eene misdaad verjaren na tien volle jaren, te rekenen van den dag waarop de misdaad werd gepleegd. Geldt het een wanbedrijf, dan is er verjaring door verloop van drie jaren.

De correctioneele straffen verjaren door verloop van vijf jaren. Alleen dan wanneer de straf drie jaar te boven gaat, is er verjaring door verloop van tien jaren.

In zake van vennootschappen, waar het geldt de aanzienlijkste belangen, verminderde de wetgever al de verjaringen van burgerlijke rechtsvorderingen tot vijf jaar.

De snelheid en de menigvuldigheid der verhandelingen, welke met den dag toenemen, zetten er toe aan, de verjaringstermijnen te verkorten. Men is van gevoelen dat de onzekerheid aangaande de gevolgen van de handelingen niet in het oneindige mag verlengd worden ; dat het noodig is, indien er betwistingen moeten oprijzen, dat zij voorkomen kort genoeg na de feiten die aanleiding daartoe gaven, opdat de omstandigheden, waarin zij voorkwamen, niet uit het geheugen verdwijnen.

Voor al is het noodig, dat de rechtsvorderingen, inzonderheid als zij van persoonlijken aard zijn, niet worden verdaagd tot een tijdstip waarop zij meesttijds erfgenamen zouden treffen, minder in staat om zich te verdedigen dan de pleger van de daden zelf.

Door den termijn van de fiskale rechtsvordering te verlengen tot op twintig jaar, door toe te laten dezelfde in te stellen wanneer de goederen van de nalatenschap kunnen verspreid zijn na menigvuldige overdrachten, wanneer de personen, tegen wie een verhaal kon worden ingesteld, wellicht verdwenen zijn, zou men de uiterste grenzen van wat het belang van den fiscus kon wettigen, overschrijden. Dit voorstel werd verworpen met 4 stemmen tegen 3.

Een overgangsmaatregel, strekkende om de verjaring te brengen tot op tien jaar, werd verworpen met 4 stemmen tegen 3.

HOOFDSTUK VI.

Overgangsbepalingen.

ART. 69.

De vreemde titels zijn thans onderhevig aan hetzelfde evenredig recht van zegel als de Belgische titels, dus één per duizend.

Een uitstel van zes maanden wordt verleend ten einde de ontdoken rechten te betalen. Dit uitstel is onontbeerlijk. Bij gebreke daarvan, wilden de houders gebruik maken van den termijn tusschen de afkondiging en het in werking treden der wet. Daaruit zouden tallooze bezwaren en een aanzienlijk ongemak voor de beursverhandelingen voortgesproten zijn. Het

schijnt zelfs dat er maatregelen zullen moeten genomen worden om het zegelen in onze groote kredietinrichtingen, ter plaatse zelf, te verzekeren.

Dank zij den termijn van zes maanden, zal men het vereischte getal titels om de onderhandelingen te verzekeren, kunnen nationaliseeren. Hij biedt eene zekere premie — in ruiling van eene dadelijke ontvangst — aan de vennootschappen welke het aanbrengen van het zegel tot hiertoe onnoodig achten. De volgens het oude recht gezegelde titels zullen — zonder denzelfden last te hebben betaald — dezelfde waarde hebben als die welke in 't vervolg zullen worden uitgegeven en alsdan reeds met het zegel zijn bekleed.

Het spreekt vanzelf dat deze regelingsgunst zich niet kan uitstrekken tot de titels die na het in werking stellen van de wet zullen tot stand komen. Doch, men zal de personen, die titels aan het zegel zullen onderwerpen binnen de zes maanden, niet kunnen verplichten te bewijzen dat zij daarvan in bezit waren vóór het in werking treden. Dit bewijs zou men onmogelijk kunnen aanvoeren.

De Middenafdeeling heeft het aldus gewijzigd ontwerp in zijn geheel aangenomen met vijf stemmen tegen twee.

De Verslaggever,

WAUWERMANS.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.



**Projet de loi
et
Amendements
présentés par la section centrale.**

**Wetsontwerp
en
Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

Projet de loi.

Wetsontwerp.

CHAPITRE I^{er}.

HOOFDSTUK I.

Droits d'enregistrement.

Registratierechten.

SECTION I.

AFDEELING I.

*Modifications au tarif.
Dispositions diverses.**Wijzigingen in het tarief. — Vers-
chillende bepalingen.*

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Le taux du droit d'enregistrement est fixé, pour les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles, ainsi qu'il suit, savoir :

Voor de schenkingen onder de levenden van roerende of onroerende goederen wordt het bedrag van het registratierecht vastgesteld als volgt, te weten :

A 1.40 p. c., pour les donations en ligne directe, y compris les partages d'ascendants faits par acte entre vifs, et pour les donations entre époux ayant des enfants ou descendants communs ;

Op 1.40 t. h. voor de schenkingen in de rechte lijn, daarin begrepen de verdeelingen van bloedverwanten in de opgaande linie, gedaan bij akte onder de levenden, en voor de schenkingen tusschen echtgenooten hebbende gemeene kinderen of afstammelingen ;

A 6 p. c. pour les donations entre époux sans enfants ni descendants communs ;

Op 6 t. h. voor de schenkingen tusschen echtgenooten zonder gemeene kinderen of afstammelingen ;

A 7.50 p. c., pour les donations entre frères et sœurs ;

Op 7.50 t. h. voor de schenkingen tusschen broeders en zusters ;

A 9 p. c., pour les donations entre oncles ou tantes et neveux ou nièces, et pour celles entre un adoptant et l'adopté ;

Op 9 t. h. voor de schenkingen tusschen ooms of moeien en neven of nichten, en voor die tusschen hem, die een kind aanneemt en het aangenomen kind ;

A 10.50 p. c. pour les donations entre grands-oncles ou grand'tantes et petits-neveux ou petites-nièces,

Op 10.50 t. h. voor de schenkingen tusschen oudooms of oudmoeien en naneven of nanichten, en voor

Amendements présentés par la Section Centrale.

CHAPITRE I^{er}.

Droits d'enregistrement.

(Supprimer la mention de Section I)
et rédiger comme suit l'intitulé :

Modifications au tarif.

Donations. — Ouvertures de crédit.

Actes de société.

ARTICLE PREMIER.

(Comme au projet.)

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

De melding: « Afdeeling I » te doen
wegvallen en den opschrifttitel te
doen luiden als volgt :

*Wijzigingen in het tarief. — Schen-
kingen. — Kredietopeningen. — Ak-
ten van vennootschap.*

EERSTE ARTIKEL.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet de loi.

et pour celles entre un adoptant et les descendants de l'adopté ;

A 15 p. c. pour toutes les autres donations.

Les droits sont réduits de moitié pour les donations faites par contrat de mariage aux futurs.

Sont enregistrables *gratis*, les donations faites à l'État.

ART. 2.

Le droit est fixé à 10 p. c. pour les donations faites aux provinces et aux communes avec affectation expresse à l'enseignement ou à des œuvres d'assistance, et pour les donations faites aux hospices, aux bureaux de bienfaisance, aux monts-de-piété, aux commissions provinciales de bourses d'études, aux universités jouissant de la personification civile, aux séminaires, aux fabriques d'église, aux consistoires et aux synagogues.

ART. 3.

Les ouvertures de crédit sont tarifées au droit établi pour les obligations de sommes dérivant du prêt, et les cessions d'ouverture de crédit au droit établi pour les cessions de créances. Le droit est perçu, au moment de l'enregistrement de l'acte, sur le montant du crédit ouvert, augmenté, le cas échéant, du montant ou de la valeur des prestations stipulées au profit du cédant.

Wetsontwerp.

die onder dengene die een kind aanneemt en de afstammelingen van het aangenomen kind ;

Op 15 t. h. voor al de andere schenkingen.

De rechten worden verminderd tot de helft voor de schenkingen bij huwelijkscontract, aan de aanstaande echtgenooten gedaan.

Worden *kosteloos* geregistreerd, de schenkingen aan den Staat gedaan.

ART. 2.

Het recht wordt gesteld op 10 t. h. voor de schenkingen, aan de provinciën en aan de gemeenten gedaan met uitdrukkelijke bestemming tot het onderwijs of tot werken van onderstand, en voor de schenkingen gedaan aan de godshuizen, aan de weldadigheidsbureelen, aan de berggen van barmhartigheid, aan de provinciale commissiën voor studiebeurzen, aan de hoogeschole die de rechtspersoonlijkheid genieten, aan de seminariën, aan de kerkfabrieken, aan de consistoriën en aan de synagogen.

ART. 3.

De kredietopeningen worden belast met het recht vastgesteld voor de schuldbekentenissen van sommen voortvloeiende uit de leening, en de afstand van kredietopeningen met het recht vastgesteld voor den afstand van schuldvorderingen. Het recht wordt geheven, op 't oogenblik de registratie der akte, op het bedrag van het geopende krediet, bij voorkomend geval vermeerderd met het bedrag of met de waarde der ten voordeele van den overlater bedongen uitkeeringen.

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 2.

(Comme au projet.)

ART. 2.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 5.

(Comme au projet.)

ART. 5.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet de loi.

ART. 4.

Sont assujettis à un droit d'enregistrement de 0.50 p. c., sauf les exemptions existantes en faveur de certaines sociétés, les actes portant :

a) Constitution d'une société civile ou commerciale;

b) Adhésion de nouveaux associés ou modification des statuts d'une société antérieure, avec augmentation du capital social;

c) Prorogation de société.

Le droit est perçu : dans le cas du littéra a, sur le montant total des apports faits en argent ou autrement, sans distraction des charges; dans le cas du littéra b, sur le montant de l'augmentation; dans le cas du littéra c, sur le montant du capital social au jour de la prorogation de la société, augmenté, le cas échéant, des apports nouveaux constatés dans l'acte de prorogation.

Le droit ainsi liquidé exclut la perception de tout autre droit à raison des dispositions concernant soit les engagements contractés par la société envers les associés en retour de leurs apports, soit les conventions entre la société et les gérants, administrateurs ou commissaires, soit le versement prescrit par la loi commerciale pour la constitution de sociétés anonymes.

Le droit est dû sur l'expédition, la copie ou l'extrait des actes passés en pays étranger, lorsque la minute

Wetsontwerp.

ART. 4.

Worden, behoudens de vrijstellingen bestaande ten behoeve van zekere vennootschappen, aan een registratierecht van 0.50 t. h. onderworpen, de akten houdende :

a) Oprichting van eene burgerlijke vennootschap of van eene vennootschap van koophandel;

b) Toetreding van nieuwe vennoten of wijziging van de statuten eener vroegere vennootschap, met verhooging van het maatschappelijk kapitaal;

c) Verlenging van vennootschap.

Het recht wordt geheven : in het geval van littera a, op het geheele bedrag van de inbrengsten in geld of anderszins, zonder aftrek der lasten; in het geval van littera b, op het bedrag der verhooging; in het geval van littera c, op het bedrag van het maatschappelijk kapitaal ten dage van de verlenging der vennootschap, vermeerderd, bij voorkomend geval, met de nieuwe inbrengsten blijkende uit de akte van verlenging.

Het aldus vereffend recht sluit de heffing uit van alle ander recht wegens de bepalingen betreffende hetzij de verbintenissen door de vennootschap aangegaan jegens de vennoten in vergelding van hunne inbrengsten, hetzij de overeenkomsten tusschen de vennootschap en de zaakvoerders, beheerders of commissarissen, hetzij de bij de handelswet voorgeschreven storting tot het oprichten van naamloze vennootschappen.

Het recht is verschuldigd op het afschrift, de kopie of het uittreksel der akten in het buitenland verle-

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 4.

Sans préjudice aux exemptions résultant de lois particulières, seront enregistrés au droit de 0.50 p. c. les actes des sociétés civiles ou commerciales dont le principal établissement est en Belgique et portant

a) Constitution de société;

(La suite de l'article comme ci-contre.)

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 4.

Worden, onverminderd de vrijstellingen voortspruitende uit bijzondere wetten, geregistreerd tegen een recht van 0.50 t. h. de akten der burgerlijke vennootschappen van koophandel, waarvan de hoofdinrichting in België is gelegen, en houdende :

a) Oprichting van vennootschap;

(Het overige van het artikel zooals hiernevens)

Projet de loi.

ou l'original n'a pas été enregistré dans le pays.

Wetsvoorstel.

den, wanneer de minuut of het origineel in het land niet werd geregistreerd.

ART. 5.

La valeur imposable est déterminée, pour la liquidation du droit établi par l'article précédent, par la valeur conventionnelle des biens, telle qu'elle résulte des stipulations de l'acte.

La valeur conventionnelle des apports ayant pour objet des choses autres que du numéraire ou des biens en nature, est déterminée par comparaison avec les apports ayant pour

ART. 5.

De belastbare waarde wordt bepaald, voor de vereffening van het bij het vorig artikel gestelde recht, door de conventioneele waarde der goederen, zooals zij uit de bepalingen der akte blijkt.

De conventioneele waarde der inbrengsten, hebbende andere zaken dan geldspeciën of goederen in natura tot onderwerp, wordt bepaald door vergelijking met de in-

Amendements présentés par la section centrale.

Ajouter l'alinéa suivant et subsidiairement en former un article nouveau.

ART. 4bis.

Les actes et extraits d'actes, ci-dessus relatés seront, aux fins de la publication prescrite par l'article 173 de la loi du 25 mai 1913, enregistrés au droit fixe de 500 francs si la société ne possède en Belgique ni succursale ni siège quelconque d'opération.

Si la société possède ou établit en Belgique une succursale ou un siège quelconque d'opération, un droit complémentaire sera immédiatement exigible. Il sera calculé sur le capital social et fixé comme suit :

Si le capital est inférieur à 5 millions : 1,000 francs ;

Si le capital est de 5 à 10 millions : 2,000 francs ;

Si le capital est de 10 à 20 millions : 4,000 francs ;

Si le capital est de 20 à 50 millions : 10,000 francs ;

Au delà de 50 millions : 20,000 fr.

Toutefois par dérogation à ce qui précède, les actes et extraits d'actes des sociétés constituées, en vertu de décrets de la colonie seront enregistrés au droit fixe de 7 francs.

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

Het volgende lid toe te voegen en, op vervangende wijze, daarvan een nieuw artikel te maken (4^{bis}).

ART. 4^{bis}.

De akten en uittreksels uit akten, hierboven vermeld, worden, voor de bekendmaking voorgeschreven bij artikel 173 der wet van 25 Mei 1913, geregistreerd tegen een vast recht van 500 frank indien de vennootschap noch bijhuis noch eenigen zetel voor hare verrichtingen in België bezit.

Indien de vennootschap een bijhuis of eenigen zetel voor hare verrichtingen in België bezit of vestigt, is een bijkomend recht onmiddellijk invorderbaar. Het wordt berekend naar het maatschappelijk kapitaal en bepaalt als volgt :

Indien het kapitaal minder bedraagt dan 5 millioen : 1,000 frank ;

Indien het kapitaal 5 tot 10 millioen bedraagt : 2,000 frank ;

Indien het kapitaal 10 tot 20 millioen bedraagt : 4,000 frank ;

Indien het kapitaal 20 tot 50 millioen bedraagt : 10,000 frank ;

Boven 50 millioen : 20,000 frank.

Echter in afwijking van het vorenstaande, worden de akten van vennootschap en de uittreksels uit akten van vennootschappen, opgericht uit krachte van decreten der Kolonie, geregistreers tegen het vast recht van 7 frank,

ART. 5.

Zooals hiernevens)

Projet de loi.

objet du numéraire ou des biens en nature, eu égard aux parts respectives des apportants dans les bénéfices.

Si les stipulations de l'acte ne permettent pas de déterminer la valeur conventionnelle des apports, il y est suppléé par une déclaration estimative, conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII.

Sont rendues applicables à la matière, pour la constatation de la valeur des biens immeubles, les dispositions existantes relatives à l'expertise, dans le cas où la base imposable, déterminée comme il est dit ci-dessus, n'atteindrait pas la valeur calculée sur le revenu cadastral au moyen du multiplicateur officiel conformément à l'article 3 de la loi du 17 décembre 1851.

ART. 6.

Sont considérés comme appartenant personnellement et indivisément aux associés, pour la perception des droits d'enregistrement et de transcription, les biens dépendant des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite simple.

L'acquisition, par un ou plusieurs associés, de biens immeubles provenant d'une société par actions, donne ouverture, de quelque manière qu'elle s'opère, au droit établi pour les transmissions immobilières à titre onéreux.

Wetsontwerp.

brengsten welke geldspeciën of goederen in natura tot onderwerp hebben, met inachtneming van de respectieve aandeelen der inbrengers in de winsten.

Indien de bepalingen der akte niet toelaten de conventionele waarde der inbrengsten te bepalen, wordt daarin voorzien door eene begrootende aangifte, overeenkomstig artikel 16 der wet van 22 Frimaire jaar VII.

Worden in deze toepasselijk gemaakt tot het vaststellen van de waarde der onroerende goederen, de bestaande bepalingen betreffende het deskundig onderzoek, ingeval de belastbare grondslag, vastgesteld zooals hierboven vermeld is, niet zou bereiken de waarde, volgens het kadastraal inkomen berekend met behulp van den officieelen vermenigvulder overeenkomstig artikel 3 der wet van 17 December 1851.

ART. 6.

Voor het heffen van de registratie- en overschrijvingsrechten, worden aanzien als persoonlijk en onverdeeld aan de vennoten toebehoorende, de goederen welke van de vennootschappen onder gemeenschappelijke naam en van de vennootschappen bij wijze van enkele geldschieting afhangen.

Het verkrijgen, door een of meer vennoten, van onroerende goederen voortkomende van eene vennootschap op aandeelen, geeft aanleiding, welke ook de wijze zij waarop het geschiedt, tot het recht vastgesteld voor de overdrachten van onroerende goederen ten bezwaren titel.

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 6.

Rédiger comme suit le premier alinéa :

La perception des droits d'enregistrement et de transcription des biens dépendant des sociétés en nom collectif et en commandite simple *sera calculée comme si ces biens appartenaient* personnellement et indivisément aux associés.

(La suite comme ci-contre.)

ART. 6.

Het op te stellen als volgt :

Het heffen der rechten van registratie en overschrijving voor de goederen afhangende van de vennootschappen onder gemeenschap-pelijken naam en van de vennootschappen bij wijze van enkele geldschieting *wordt berekend als behoorden deze goederen* persoonlijk en onverdeeld aan de vennoten.

(Het vervolg zooals hiernevens.)

Projet de loi.

ART. 7.

Les droits proportionnels d'enregistrement établis par les articles 1, 2 et 3 de la loi du 6 août 1887 sur les baux de biens immeubles et sur les cautionnements qui s'y rapportent, sont remplacés par un droit gradué pour les baux constatés par actes sous seing privé ou passés en pays étranger, si ces actes sont enregistrés dans le délai fixé par les lois existantes, sauf exigibilité des droits proportionnels dans le cas où les actes seraient reconnus devant notaire.

ART. 8.

Le taux du droit gradué est fixé ainsi qu'il suit :

A fr. 0.50 si le prix annuel du bail, y compris les charges annuelles imposées au preneur, ne dépasse pas 500 francs ;

A 1 franc, si le prix et les charges dépassent 500 francs sans excéder 2,000 francs ;

A 2 francs, si le prix et les charges dépassent 2,000 francs sans excéder 10,000 francs ;

A 3 francs si le prix et les charges dépassent 10,000 francs.

S'il est stipulé pour une ou plusieurs années un prix différent de celui des autres années, il est formé un total du prix de toutes les années, y compris les charges imposées au preneur ; ce total est divisé par le nombre d'années.

Wetsontwerp.

ART. 7.

De evenredige registratierechten bij de artikelen 1, 2 en 3 der wet van 6 Augustus 1887 gevestigd op de huurcontracten van onroerende goederen en op de daartoe betrekkelijke borgstellingen, worden vervangen door een recht trapsgewijze bepaald voor de huurcontracten welke blijken uit onderhandsche of in den vreemde verleden akten, indien deze akten worden geregistreerd binnen den termijn door de bestaande wetten bepaald, behoudens invorderbaarheid van de evenredige rechten ingeval de akten voor notaris zouden erkend worden.

ART. 8.

Het bedrag van het trapsgewijs bepaalde recht wordt vastgesteld als volgt :

Op fr. 0.50 indien de jaarlijksche prijs van de huur, met inbegrip der jaarlijksche lasten welke den huurder zijn opgelegd, 500 frank niet overtreft ;

Op 1 frank indien de prijs en de lasten 500 frank overtreffen zonder 2,000 frank te boven te gaan ;

Op 2 frank indien de prijs en de lasten 2,000 frank overtreffen zonder 10,000 frank te boven te gaan ;

Op 3 frank indien de prijs en de lasten 10,000 frank te boven gaan.

Indien is bedongen, dat de prijs voor één of verscheidene jaren verschilt van dien der andere jaren, dan wordt een totaal gevormd van den prijs van al de jaren, met inbegrip van de lasten welke den huurder zijn opgelegd ; dit totaal wordt door het getal jaren verdeeld.

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 7.

Supprimer cet article.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 7.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 8.

Supprimer cet article.

ART. 8.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

ART. 9.

Sont réputées faites par écrit, dès leur formation, les conventions consenties pour une année ou plus, portant bail des biens immeubles situés en Belgique.

ART. 10.

L'existence d'une convention rentrant dans les termes de l'article 9 peut être établie, quelle que soit la somme, par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire.

ART. 11.

Les dispositions des quatre articles qui précèdent sont applicables aux actes sous seing privé ou passés en pays étranger portant sous-bail, subrogation, cession et rétrocession de bail de biens immeubles, situés en Belgique.

SECTION II.

Droit d'enregistrement sur les opérations de bourse.

ART. 12.

Il est établi un droit d'enregistrement sur toute opération d'achat ou de vente, au comptant ou à terme, de valeurs de bourse de toute nature, faite en Belgique, pour des tiers ou pour eux-mêmes, par les banquiers, agents de change, courtiers et autres personnes qui font le commerce de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse.

Wetsontwerp.

ART. 9.

Worden beschouwd als schriftelijk gedaan, van hare totstandkoming af, de overeenkomsten voor één jaar of meer aangegaan, houdende huur van in België gelegen onroerende goederen.

ART. 10.

Het bestaan van eene overeenkomst, vallende in de bewoordingen van artikel 9, mag, welke ook de som zij, door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den beslissenden eed, bewezen worden.

ART. 11.

De bepalingen van de vier voorgaande artikelen zijn van toepassing op de onderhandsche of in den vreemde verleden akten houdende onderverhuring, indeplaatsstelling, afstand en wederafstand van huur van in België gelegen onroerende goederen.

AFDEELING II.

Registratierecht op de beursverrichtingen.

ART. 12.

Er wordt een registratierecht gevestigd op alle verrichting van aankoop of van verkoop, kontant of op tijd, van beurswaarden van allen aard, in België gedaan voor rekening van derden of voor eigen rekening door de bankiers, wisselagenten, makelaars en andere personen die den handel drijven van het aanvaarden van de aanbiedingen en van de vragen van beurswaarden.

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 9.

Supprimer cet article.

ART. 10.

Supprimer cet article.

ART. 11.

Supprimer cet article.

CHAPITRE II.

Taxe sur les opérations de Bourse.

ART. 12 (à numéroté 7).

Toute opération d'achat, de vente ou de cession de fonds publics belges ou étrangers, contractée ou exécutée en Belgique, à l'intervention soit de banquiers, agents de change, commissionnaires ou courtiers soit d'autres personnes faisant habituellement office d'intermédiaires aux fins de ces opérations,

Toute délivrance au souscripteur de titres créés par voie d'émission ou de souscription est soumise à un droit de timbre proportionnel.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 9.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 10.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 11.

Dit artikel te doen wegvallen.

AFDEELING II.

Taxe op de beursverrichtingen.

ART. 12 (wordt artikel 7).

Zijn onderworpen aan een evenredig recht van zegel : elke verrichting van aankoop, verkoop of afstand van Belgische of vreemde openbare effecten, in België gedaan of uitgevoerd door tusschenkomst hetzij van bankiers, wisselagenten, commissionnarissen of makelaars, hetzij van andere personen, gewoonlijk als bemiddelaars optredende voor die verrichtingen ;

Elke afgifte aan den inschrijver van titels tot stand gekomen langs den weg van uitgifte of van inschrijving.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 13.

ART. 13.

Le droit est exigible sur les deux éléments de chaque opération, même si le banquier, l'agent de change ou autre professionnel fait pour son propre compte la contrepartie de la vente ou de l'achat.

Het recht kan worden gevorderd op de twee bestanddeelen van elke verrichting, zelfs wanneer de bankier, de wisselagent of andere man van 't vak voor eigen rekening als partij optreedt bij den verkoop of den aankoop.

ART. 14.

ART. 14.

Le droit est fixé à 2 centimes par 100 francs, sans fraction.

Het recht wordt gesteld op 2 centiemen per 100 frank, zonder breuk

Il est réduit de moitié pour les opérations ayant pour objet : les titres de la Dette publique belge et de la Dette publique congolaise, les actions et obligations émises par la Société nationale des chemins de fer vicinaux ; les actions au porteur de la Société anonyme des installations maritimes de Bruges ; les obligations au porteur émises par les provinces et les communes du royaume, par la Société du crédit communal, par la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles et par les associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau.

Het wordt tot de helft verminderd voor de verrichtingen hebbende ten doel : de titels van de Belgische Openbare Schuld en van de Congolesche Openbare Schuld, de actiën en obligatiën uitgegeven door de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen ; de actiën aan toonder van de Naamlooze Vennootschap der Haveninrichtingen van Brugge ; de obligatiën aan toonder uitgegeven door de provinciën en de gemeenten van het Rijk, door de Maatschappij voorgemeentekrediet, door de Naamlooze Vennootschap van de Vaart en Haveninrichtingen van Brussel, en door de vereenigingen van gemeenten en particulieren tot het inrichten van diensten voor waterleidingen.

Sont exemptées du droit les opérations de report.

Van het recht worden vrijgesteld de reportverrichtingen.

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 13 (à numéroter 8).

Remplacer par le texte suivant :

Le droit est dû en cas de vente ou d'achats séparément par le vendeur et par l'acheteur, et en cas de souscription, par le souscripteur.

Il est calculé sur le montant des sommes à acquitter et à recevoir à raison des achats, des ventes et des répartitions opérées en suite des souscriptions.

Il n'est pas dû par la ou les parties patentés comme banquiers, agents de change, commissionnaires ou courtiers en fonds publics,

ART. 14 (à numéroter 9).

Remplacer par le texte ci-dessous :

Le droit est fixé à quinze centimes par mille francs, sans fraction.

Il est réduit à dix centimes par mille francs pour les opérations au comptant ayant pour objet : les titres de la Dette publique belge et de la Dette etc. (le reste comme à l'alinéa 2.)

Supprimer le 3^e alinéa.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 13 (wordt artikel 8).

Te vervangen door den volgende tekst :

Het recht is verschuldigd ingeval van verkoop of van aankoop, afzonderlijk gedaan door den verkooper of door den kooper, en, ingeval van inschrijving, door den inschrijver.

Het wordt berekend naar het bedrag van de te betalen en te ontvangen sommen voor de aankopen, de verkoopen en de verdeelingen, ingevolge de inschrijvingen verricht.

Het is niet verschuldigd door de partij of door de partijen gepatenteerd als bankiers, wisselagenten, commissionnarissen of makelaars in openbare fondsen.

ART. 14 (wordt artikel 9).

Door den volgende tekst te vervangen :

Het recht wordt gesteld of vijftien centiemen per duizend frank, zonder breuk.

Het wordt tot tien centiemen per duizend frank verminderd voor de kontante verrichtingen hebbende ten doel : de titels van de Belgische openbare schuld en van de Congo-leesche openbare schuld, enz. (Het overige zooals in het 2^{de} lid).

Het 3^{de} lid te doen wegvallen.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 15.**ART. 15.**

Le droit est liquidé distinctement sur chaque opération.

Het recht wordt onderscheidenlijk op elke verrichting verreftend.

ART. 16.**ART. 16.**

Le droit est assis sur le montant du prix d'achat ou de vente, sans déduction, ni addition du chef du prorata d'intérêt ou de dividende couru depuis l'échéance du dernier coupon.

Het recht is gevestigd op het bedrag van den prijs van aankoop of van verkoop, zonder aftrek noch bijvoeging wegens den interest of het dividend verschuldigd sedert den vervaldag van de laatste coupon.

ART. 17.**ART. 17.**

Les professionnels d'opérations de bourse désignés à l'article 12 ne peuvent commencer leurs opérations s'ils n'ont, au préalable, déposé une déclaration de profession au bureau de l'enregistrement désigné à cette fin.

Degenen, aangeduid onder artikel 12, die van beursverrichtingen hun beroep maken, mogen hunne verrichtingen niet beginnen indien zij niet vooraf eene beroepsaangifte hebben nedergelegd op het daartoe aangewezen kantoor der registratie.

Ils sont personnellement tenus des droits pour les ventes et les achats faits par leur ministère.

Zij zijn persoonlijk gehouden tot de betaling der rechten wegens de verkoopen en de aankooopen, door hunne bemiddeling gedaan.

ART. 18.**ART. 18.**

Dans les huit jours qui suivent le 1^{er} et le 15 de chaque mois, les professionnels remettent, au bureau de l'enregistrement désigné à cette fin, des extraits, certifiés exacts, du livre dont la tenue est prescrite par

Binnen de acht dagen volgende op den 1^{en} en den 15^{en} van elke maand, worden door hen, die van beursverrichtingen hun beroep maken, afgegeven, op het daartoe aangewezen registratiekantoor, echt verklaarde

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 15 (à numéroter 10).

Le droit est calculé séparément sur le montant des sommes à acquitter et de celles à recevoir, à raison des ventes, des achats ou des répartitions opérées en suite des souscriptions.

Toutefois si un achat et une vente de fonds publics de même espèce sont opérés au cours d'une même séance de bourse, la taxe ne sera établie que sur le solde de ces opérations.

ART. 16.

Supprimer cet article.

ART. 17 (à numéroter 11).

(Comme ci-contre en modifiant le chiffre de renvoi 12 en celui de 7.)

ART. 18 (à numéroter 12).

Rédiger comme suit cet article :

L'intermédiaire est tenu de délivrer à tout donneur d'ordre un bordereau indiquant les noms du bénéficiaire et de l'intermédiaire, la spécification des opérations, le mon-

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 15 (wordt artikel 10).

Het recht wordt afzonderlijk berekend naar het bedrag van de te betalen en van de te ontvangen sommen voor de verkoopen of voor de aankooopen en verdelingen, ingevolge de inschrijvingen verricht.

Geschieden echter een aankoop en een verkoop van openbare fondsen van hetzelfde soort in den loop van eene zelfde beursbijeenkomst, dan wordt de taxe enkel op het saldo van die verrichtingen gevestigd.

ART. 16.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 17 (wordt artikel 11).

(Zooals hiernevens, met verwijzing naar artikel 7 in plaats van 12.)

ART. 18 (wordt artikel 12).

Het te doen luiden als volgt :

De bemiddelaar is gehouden aan elken persoon, die hem eene beursorder geeft, een borderel af te geven, vermeldende de namen van den lastgever en van den bemiddelaar, het

Projet de loi.

l'article 63 du Code de commerce, ou, le cas échéant, du livre journal visé à l'article 16 du même Code.

Ces extraits, dont la forme est réglée par arrêté royal, contiennent, dans tous les cas, le relevé des ventes et des achats opérés pendant la quinzaine écoulée, avec indication, le cas échéant, du nom de l'agent de change ou autre professionnel qui a fait la contre-partie de chaque opération.

S'il n'a pas fait d'opération, l'extrait est remplacé par un certificat négatif.

Lorsque le dernier jour du délai est un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au lendemain.

ART. 19.

En cas de retard dans la remise de l'extrait de quinzaine ou du certificat négatif, le contrevenant encourt une amende de 10 francs par semaine de retard; toute semaine commencée est comptée comme complète.

ART. 20.

Le droit dû est acquitté au moment de la remise de chaque extrait au bureau compétent et, au plus tard, dans le délai fixé à l'article 18.

Si le paiement n'est pas effectué dans ce délai, l'intérêt légal, au taux fixé pour la matière civile, est exigible de plein droit, à compter du

Wetsontwerp.

uittreksels uit het boek waarvan het houden bij artikel 63 van het Wetboek van koophandel is voorgeschreven, of, bij voorkomend geval, uit het dagboek bedoeld onder artikel 16 van hetzelfde Wetboek.

Deze uittreksels, waarvan de vorm bij koninklijk besluit geregeld wordt, behelzen, in elk geval, de lijst der verkoopen en der aankooopen gedaan gedurende de afgelopen veertien dagen, met aawijzing, bij voorkomend geval, van den naam van den wisselagent of een anderen man van 't vak die als partij, is opgetreden bij elke verrichting.

Is er geene verrichting gedaan geworden, dan wordt het uittreksel door een negatief attest vervangen.

Wanneer de laatste dag van den termijn een Zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de termijn tot 's anderendaags verlengd.

ART. 19.

Ingeval van vertraging in het afgeven van het veertiendaagsche uittreksel of van het negatief attest beloopt de overtreder eene boete van 10 frank per week vertraging; elke aangevangen week wordt voor eene geheele gerekend.

ART. 20.

Het verschuldigde recht wordt betaald op het oogenblik van het afgeven van elk uittreksel ten bevoegden kantore en, uiterlijk, binnen den termijn in artikel 18 gesteld.

Indien de betaling niet is gedaan binnen dezen termijn, dan is de wettelijke interest, op den voet bepaald voor burgerlijke zaken, van

Amendements présentés par la section centrale.

tant des achats ou souscriptions et celui des ventes. Avant de faire la remise du bordereau, l'intermédiaire est tenu d'assurer la perception de la taxe par l'apposition et l'annulation des timbres adhésifs à concurrence du montant exigible. Un arrêté royal détermine le mode d'annulation des timbres employés.

ART. 19 (à numéroter 13).

Rédiger comme suit cet article :

Les bordereaux sont extraits d'un livre à souches dont tous les feuillets sont numérotés. Les souches sont paraphées avant l'usage par un membre du tribunal de commerce du ressort. Le paraphe peut être remplacé par un estampille approuvée par ce tribunal.

ART. 20 (à numéroter 14).

Rédiger cet article comme suit :

La souche répète l'indication du nom du donneur d'ordre, la nature des opérations, le montant total des achats et ventes, la date de délivrance et le montant des timbres apposés sur le bordereau.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

soort van verrichting, het bedrag van de aankopen of inschrijvingen en dit van de verkoopen. Alvorens het bordereel af te geven, moet de leenmiddelaar het innen van de taxe verzekeren door het opplakken en het vernietigen van de klerfzegels tot beloop van het invorderbaar bedrag. Een koninklijk besluit bepaalt de wijze waarop de gebruikte zegels worden vernietigd.

ART. 19 (wordt artikel 13).

Dit artikel te doen luiden als volgt:

De borderellen zijn getrokken uit een uitsnijregister, waarvan al de bladen genummerd zijn. De stammen worden, vóór het gebruik, gekortteekend door een lid der rechtbank van koophandel van het gebied. De paraaf mag worden vervangen door een stempel, goedgekeurd door de rechtbank.

ART. 20 (wordt artikel 14).

Dit artikel te doen luiden als volgt:

De stam herhaalt den naam van dengene die de beursorder geeft, den aard der verrichtingen, het geheel bedrag der aankopen en verkoopen, den datum der afgifte en het bedrag van de op het bordereel geplakte zegels.

Projet de loi.

jour où le paiement aurait dû être fait.

ART. 21.

Les professionnels sont tenus de communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'enregistrement, agissant en vertu d'une décision spéciale du Ministre des Finances, le livre et le carnet dont la tenue est prescrite par les articles 65 et 66 du Code de commerce, ainsi que leurs livres de comptabilité.

Peut être exigée dans les mêmes conditions la communication des feuilles de liquidation des opérations à terme.

Tout refus de communication est constaté par procès-verbal et puni d'une amende de 500 à 5,000 francs.

ART. 22.

Toute inexactitude ou omission constatée soit dans le livre ou le carnet dont il est question à l'article précédent, soit dans un extrait de quinzaine, est punie d'une amende égale au vingtième du montant de l'opération omise ou de la somme imposable dissimulée par l'inscription inexacte, sans que l'amende puisse être inférieure à 100 francs.

Wetsontwerp.

rechtswege invorderbaar te rekenen van den dag van rechtswege waarop de betaling moest gedaan worden.

ART. 21.

Aan de ambtenaren van de registratie handelende krachtens eene bijzondere beslissing van den Minister van Financiën, zijn de beroepslieden gehouden, zonder verplaatsing, ter kennisneming mede te deelen het register en het opschrijfboekje waarvan de artikelen 65 en 66 van het Wetboek van Koophandel het houden voorschrijven, alsmede hunne boeken van comptabiliteit.

Kan op dezelfde wijze gevorderd worden, de mededeeling der bladen van vereffening der verrichtingen op tijd.

Alle weigering van mededeeling wordt vastgesteld bij proces-verbaal en gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank.

ART. 22.

Alle onnauwkeurigheid of weglating vastgesteld, hetzij in het register of het opschrijfboekje waarvan sprake is in het voorgaande artikel, hetzij in een veertiendaagsch uittreksel, wordt gestraft met eene boete gelijk aan het twintigste deel van het bedrag der weggelaten verrichting of der belastbare som door onjuiste inschrijving verdoken, zonder dat de boete minder dan 100 frank mag bedragen.

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 21 (à numéroter 15).

Rédiger comme suit cet article :

Les intermédiaires doivent conserver les souches pendant cinq ans au moins.

Ils pourront être tenus de représenter, sans déplacement, aux préposés de l'enregistrement dûment autorisés par le Ministre des Finances, les souches dont l'usage remonte à plus de six mois.

ART. 21 (wordt artikel 15).

De bemiddelaars moeten de stammen bewaren gedurende ten minste vijf jaren.

Zij kunnen worden gehouden, zonder verplaatsing, ter kennisneming te vertoonen aan de gepreposeerden van de registratie, behoorlijk gemachtigd door den Minister van Financiën, de stammen waarvan het gebruik tot meer dan zes maanden opklimt.

ART. 22 (à numéroter 16).

Rédiger comme suit cet article :

Il est encouru une amende égale à cinquante fois le droit fraudé sans pouvoir être inférieure à 500 francs à charge de l'intermédiaire qui aura liquidé une opération soumise à la taxe en l'absence de bordereau, ou sur un bordereau qui ne constaterait pas par l'annulation des timbres le complet acquittement de la taxe.

Seront passibles d'une amende de 500 à 2,000 francs, les personnes tenues à délivrance de bordereaux qui auront contrevenu aux obligations relatives à la tenue du livre des souches.

Tous les contrevenants sont, en

ART. 22 (wordt artikel 16).

Dit artikel te doen luiden als volgt :

Eene boete gelijk aan vijftigmaal het ontdoken recht, zonder dat ze beneden de 500 frank mag blijven, wordt opgelegd aan den bemiddelaar die eene aan de taxe onderworpen verrichting heeft vereffend bij ontstentenis van borderel, of op een borderel dat, door vernietiging van de zegels, de volkomen kwijting der taxe niet zou vaststellen.

Meteene boete van 500 tot 2,000 fr. worden gestraft de personen die, zijnde gehouden tot het afleveren van borderellen, de verplichtingen betreffende het houden van het uitsnijregister niet hebben in acht genomen.

Al de overtreders zijn bovendien

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 23.

Les inexactitudes ou omissions peuvent, quelle que soit la somme, être établies par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire.

ART. 24.

Les commissions des Bourses de commerce sont parvenir au Ministre des Finances, dans la première décade de chacun des mois de janvier, avril, juillet et octobre, la liste certifiée exacte, des professionnels qui ont été admis pendant le trimestre précédent à fréquenter le parquet et les salles de liquidation. À défaut d'admission, cette liste est remplacée par un certificat négatif.

ART. 25.

Les déclarations, extraits et certificats prévus aux articles 17, 18 et 24 sont exempts du timbre et de l'enregistrement.

ART. 26.

L'action du Trésor en paiement du droit établi et des amendes prononcées par les articles 12 à 25 se prescrit 12 à 25 se prescrit par cinq ans à compter du jour où l'action est née.

Toutefois, la demande d'une comme non perçue par suite d'erreur

ART. 23.

De onnauwkeurigheden of weglatingen mogen, welke ook de som zij, worden vastgesteld door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den beslissenden eed.

ART. 24.

De commissiën der Handelsbeurzen zenden aan den Minister van Financiën, in de eerste decade van elke der maanden Januari, April, Juli en October, de echtverklaarde lijst der beroepslieden die, tijdens het voorgaande trimester, werden toegelaten om in het parket en de vereffeningslokalen als makelaars werkzaam te zijn. Bij gebreke van toelating, wordt deze lijst door een negatief attest vervangen.

ART. 25.

De aangiften, uittreksels en bewijzen voorzien bij de artikelen 17, 18 en 24 zijn vrij van zegel en van registratie.

ART. 26.

De rechtsvordering die de Schatkist heeft tot betaling van het recht gesteld en van de boeten uitgesproken bij de artikelen 12 tot 25, verjaart door verloop van vijf jaren te rekenen van den dag waarop de vordering ontstaan is.

Nochtans verjaart door verloop van twee jaren, te rekenen van den

Amendements présentés par la section centrale.

outré, solidairement tenus des droits éludés, sauf leur recours, s'il y a lieu.

ART. 23 (à numéroter 17).

Rédiger cet article comme il suit :

Les inexactitudes ou omissions peuvent, quelle que soit la somme, être établies par tous moyens de droit commun à l'exception *de ceux réglés par la section V, titre III, livre III du Code civil et les articles 119 à 121, et 324 à 336 du Code de procédure civile.*

ART. 24 (à numéroter 18).

(Comme ci-contre.)

ART. 25 (à numéroter 19).

Les déclarations, extraits et certificats prévus aux articles *11 et 18* sont exempts du timbre et de l'enregistrement.

ART. 26 (à numéroter 20).

(Comme ci-contre.)

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ieder hoofdelijk gehouden tot het betalen van de ontdoken rechten, behoudens hooger beroep, zoo daartoe redenen zijn.

ART. 23 (wordt artikel 17).

Dit artikel te doen luiden zooals volgt :

De onnauwkeurigheden of weglatingen mogen, welke ook de som zij, worden vastgesteld door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van die, geregeld bij afdeeling V, titel III, boek III van het Burgerlijk Wetboek en bij de artikelen 119 tot 121, en 324 tot 336 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

ART. 24 (wordt artikel 18).

(Zooals hiernevens.)

ART. 25 (wordt artikel 19).

De aangiften, uittreksels en bewijzen voorzien bij de artikelen *11 en 18* zijn vrij van zegel en van registratie.

ART. 26 (wordt artikel 20).

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

du préposé de l'administration se prescrit par deux ans à compter du jour de la remise des extraits au bureau compétent.

ART. 27.

Toute action en restitution de droits ou amendes se prescrit par deux ans à compter du jour du paiement.

ART. 28.

Sont applicables au droit établi et aux amendes prononcées par les articles 12 à 27 les dispositions relatives aux poursuites et instances en matière d'enregistrement.

CHAPITRE III.

Droits d'hypothèque.

ART. 29.

Le droit d'inscription est dû, pour toute inscription d'hypothèque, sur le montant en principal et accessoires des sommes pour lesquelles l'inscription est requise.

S'il y a lieu à l'inscription d'une même hypothèque dans plusieurs bureaux, le droit est acquitté en totalité dans le premier bureau, et il est procédé conformément à l'article 22 de la loi du 21 ventôse an VII.

ART. 30.

Les actes portant donation entre vifs de biens immeubles sont exempts du droit de transcription.

Wetsontwerp.

dag van afgifte der uittreksels ten bevoegden kantore, de eisch tot vordering eener som, die niet werd geïnd ten gevolge van eene dwaling van den aangestelde van het Bestuur.

ART. 27.

Alle vordering tot teruggave van rechten of boeten verjaart door verloop van twee jaren, te rekenen van den dag der betaling.

ART. 28.

De bepalingen betreffende de vervolgingen en gedingen in zake van registratie zijn van toepassing op het recht gevestigd en op de boeten uitgesproken door de artikelen 12 tot 27.

HOOFDSTUK III.

Hypotheekrechten.

ART. 29.

Het recht van inschrijving is, voor alle hypotheekinschrijving, verschuldigd op het bedrag, in hoofdsom en bijkomend, der sommen waarvoor de inschrijving gevorderd wordt.

Indien aanleiding bestaat tot inschrijving van eene zelfde hypotheek in meerdere kantoren, wordt het volle recht betaald in het eerste kantoor en wordt gehandeld overeenkomstig artikel 22 der wet van 21 Ventôse jaar VII.

ART. 30.

De akten, houdende schenking onder de levenden, van onroerende goederen, zijn vrij van het recht van overschrijving.

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 27 (à numéroter 21).

(Comme ci-contre).

ART. 27 (wordt artikel 21).

(Zooals hiernaevens.)

ART. 28 (à numéroter 22).

Sont applicables à la *taxe* établie et aux amendes comminées par les articles *du présent chapitre*, les dispositions relatives aux poursuites et instances en matière de *droits de timbre*.

ART. 28 (wordt artikel 22).

De bepalingen betreffende de rechtsvervolging en de gedingen in zake van zegelrechten zijn van toepassing op de *taxe* gevestigd en op de boeten uitgesproken door de artikelen van dit hoofdstuk.

CHAPITRE III.

Droits d'hypothèque.

ART. 29 (à numéroter 23).

Le droit d'inscription est dû pour toute inscription d'hypothèque, *autre que les hypothèques légales*, sur le montant en principal et accessoires des sommes pour lesquelles l'inscription est requise.

(La suite comme au projet.)

HOOFDSTUK III.

Hypotheekrechten.

ART. 29 (wordt artikel 23).

Het *hypotheekrecht* is voor elke inschrijving van hypotheek, *andere dan de wettelijke hypotheek*, verschuldigd op het bedrag, in hoofdsom en bijkomend, der sommen waarvoor de inschrijving wordt gevorderd.

(Het overige zooals in het ontwerp.)

ART. 30 (à numéroter 24).

(Comme au projet.)

ART. 30 (wordt artikel 24).

(Zooals in het ontwerp.)

Projet de loi.

ART. 31.

Il est établi un droit de 1.25 p. c. pour la transcription des actes constatant l'apport en société de biens immeubles.

Ce droit est perçu sur la somme qui sert de base à la liquidation du droit d'enregistrement.

Il est réduit de moitié si la société ne constitue pas une individualité juridique distincte de celle des associés.

En cas de prorogation de société, le droit est perçu sur le montant des apports antérieurement effectués.

CHAPITRE IV.

Droits de timbre.

ART. 32.

Le timbre de dimension de 25 centimes établi pour les quittances est remplacé par un timbre fixe de 10 centimes. Ce timbre peut être adhésif.

Il est encouru une amende de 10 francs pour chaque quittance écrite sur papier non timbré.

Le créancier et le débiteur sont solidairement tenus au paiement du droit et de l'amende.

Sont exemptés du droit :

1° Les quittances d'abonnement aux journaux et autres ouvrages périodiques, délivrées par l'administration des postes ;

2° Les récépissés de versement au service de chèques postaux.

ART. 33.

Sont assujettis à un droit de timbre

Wetsontwerp.

ART. 31.

Een recht van 1.25 t. h. wordt gesteld voor de overschrijving der akten waaruit blijkt de inbrengst van onroerende goederen in eene vennootschap.

Dit recht wordt geheven op de som die tot grondslag dient voor de vereffening van het registratierecht.

Het wordt tot de helft verminderd, indien de vennootschap geene rechtspersoonlijkheid uitmaakt, onderscheiden van die der vennoten.

Ingeval van verlenging van vennootschap, wordt het recht geheven op het bedrag van de vroeger gedane inbrengsten.

HOOFDSTUK IV.

Zegelrechten.

ART. 32.

Het formaatzegel van 25 centimen vastgesteld voor de quitantiën wordt vervangen door een vast zegel van 10 centimen. Dit zegel mag een plakzegel zijn.

Eene boete van 10 frank wordt beloopt voor elke quitantie, geschreven op ongezegeld papier.

De schuldeischer en de schuldenaar zijn hoofdelijk gehouden tot betaling van het recht en van de boete.

Worden van het recht vrijgesteld :

1° De kwijtschriften van abonnement op dagbladen en andere tijdschriften, door het postbeheer afgegeven ;

2° De receptissen van storting bij den dienst der postcheks.

ART. 33.

Worden onderworpen aan een

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 31 (à numéroter 25).

Les 3 premiers alinéas comme ci-contre.)

Rédiger comme suit le dernier alinéa :

Tout acte de prorogation doit être transcrit en marge de la transcription première. Il sera perçu de ce chef un droit complémentaire de 1.25 p. c. sur le montant des apports ou achats antérieurement effectués et subsistant dans l'avoir social.

CHAPITRE IV.

Droits de timbre.

ART. 32.

Supprimer cet article.

ART. 33

Supprimer cet article.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 31 (wordt artikel 25).

(De eerste 3 alinea's zooals hienevens.)

Het laatste lid te doen luiden als volgt :

Elke akte van verlenging moet worden overgeschreven op den rand van de eerste overschrijving. Uit dien hoofde wordt een aanvullend recht van 1.25 t. h. geheven op het bedrag van de vroeger gedane inbrengsten of aankopen en bestaande in het maatschappelijk bezit.

HOOFDSTUK IV.

Zegelrechten.

ART. 32.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 33.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

fiye de 10 centimes, les chèques, les bons ou mandats de virement, les accrédi-tifs, les billets de banque à ordre et, généralement, tous titres à un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles. Le timbre peut être adhésif.

Une amende de 10 francs est encourue, individuellement et sans recours, par tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, apposent leur signature sur l'un des titres prévus ci-avant, même venant de l'étranger, avant qu'il ait été soumis au timbre prescrit.

Sont exemptés du droit, les chèques et virements postaux.

ART. 34.

Sont réputés faits par écrit, dès leur formation, les contrats d'assurance et les modifications y apportées, lorsque l'assuré réside en Belgique.

Si l'écrit n'est pas fait sur papier dûment timbré, il est encouru, individuellement et sans recours, savoir :

Une amende de 50 francs par l'assuré ;

Une amende de 1,000 francs par l'assureur belge ou par le représentant en Belgique de l'assureur étranger.

Les dispositions du présent article sont applicables aux contrats de rente viagère passés par les sociétés ou compagnies d'assurance et tous autres assureurs sur la vie, lorsque le crédientier réside en Belgique.

Wetsontwerp.

vast zegelrecht van 10 centiemen : de cheks, de overdrachtbons of -mandaten, de kredietbrieven, de bankbrieven aan order en, in 't algemeen, alle titels op eene kontante betaling en op zicht, op beschikbare gelden. Het zegel mag een plakzegel zijn.

Eene boete van 10 frank wordt belopen, persoonlijk en zonder hooger beroep, door al degenen die, uit eenigerlei hoofde, hunne handteekening plaatsen op een der hiervoren voorziene titels, zelfs van buitenslands komende, voordat hij aan het voorgeschreven zegelonderworpen is geweest.

De postcheks en postoverdrachten worden van het recht vrijgesteld.

ART. 34.

Worden beschouwd als schriftelijk gedaan, van het oogenblik af waarop zij werden getroffen, de verzekeringscontracten en de daaringebrachte wijzigingen, wanneer de verzekerde in België verblijft.

Is het geschrift niet gesteld op behoorlijk gezegeld papier, dan wordt, persoonlijk en zonder beroep, belopen, te weten :

Eene boete van 50 frank door den verzekerde ;

Eene boete van 1,000 frank door den Belgischen verzekeraar of door den vertegenwoordiger in België van den vreemden verzekeraar.

De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op de contracten van lijfrente verleden door de vennootschappen of maatschappijen van verzekering en alle andere verzekeraars op het leven, wanneer de renteverkrijger in België verblijft.

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

Supprimer l'article 34 et insérer
ici les dispositions suivantes :

SECTION I.

ABONNEMENT DES POLICES D'ASSURANCE.

ART. 26 (nouveau).

Le droit de timbre de dimension
établi sur les polices d'assurance par
l'article 9°, 25°, de la loi du 23 mars
1891, est remplacé par une taxe
d'abonnement annuel dont le mon-
tant est fixé ainsi qu'il suit :

A. 5 francs par 1000 francs,
1° pour les assurances sur la vie,
les assurances contre les accidents
corporels et matériels et la respon-
sabilité civile s'y rattachant.

Sont assimilés aux assurances sur
la vie les contrats de rentes viagères
ou temporaires passés avec les com-
pagnies d'assurance et tous autres
professionnels d'assurance sur la
vie ;

Artikel 34 te doen wegvallen en
hier de volgende bepalingen in te
lasschen :

AFDEELING I.

ABONNEMENT VOOR DE VERZEKERINGS-
OVEREENKOMSTEN.

ART. 26 (nieuw).

Het formaatzegelrecht, bij arti-
kel 9°, 25°, der wet van 23 Maart
1891, op de verzekeringsovereen-
komsten gevestigd, wordt vervan-
gen door eene jaarlijksche abonne-
mentstaxe, waarvan het bedrag
wordt vastgesteld als volgt :

A. 5 frank per 1000 frank :

1° Voor de verzekeringen op het
leven, de verzekeringen tegen licha-
melijke en stoffelijke ongevallen,
alsmede tegen de daaruit volgende
burgerlijke aansprakelijkheid.

De overeenkomsten voor lijfren-
ten of tijdelijke renten, aangegaan
met de verzekeringsmaatschappijen
en alle andere beroepsverzekeraars
op het leven, worden gelijkgesteld
met de verzekeringen op het leven ;

Projet de loi.

Wetsontwerp.



Amendements présentés par la section centrale.

2° Pour les assurances maritimes ou fluviales ou les assurances contre les risques des transports terrestres.

B. 2 centimes par 1000 francs pour les assurances contre l'incendie et, généralement, pour toutes les autres assurances non visées sub littera A.

Le droit est liquidé eu égard aux contrats en cours d'exécution pendant l'année à laquelle s'applique la perception, savoir : dans le cas du littera A, sur le montant total des primes, cotisations ou contributions, à verser par l'assuré; dans le cas du littera B, sur le montant des sommes ou capitaux assurés.

ART. 27 (nouveau).

La perception de la taxe établie par l'article précédent exclut l'exigibilité du droit de timbre de dimension : 1° sur les actes passés entre l'assureur et l'assuré et ayant exclusivement pour objet la formation, la modification, la prolongation ou la résiliation amiable du contrat d'assurance; 2° sur les quittances des primes, cotisations, contributions et sinistres frappant les assurances ayant acquitté la taxe prévue à l'article précédent.

ART. 28 (nouveau).

Tous les contrats d'assurance passés en Belgique sont sujets à la taxe d'abonnement.

En sont exceptés :

1° Les assurances contre l'incendie ayant exclusivement pour objet

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

2° Voor de verzekeringen betreffende zee- of binnenvaart of de verzekeringen tegen de risico's van vervoer te land.

B. 2 centiemen per 1000 frank :

Voor de verzekeringen tegen brand, en, voor 't algemeen, voor alle overige verzekeringen, niet bedoeld onder littera A.

Ten aanzien van de overeenkomsten die op weg van vervulling zijn gedurende het jaar waarop de heffing van toepassing is, wordt het recht bepaald, te weten : in het geval voorzien bij littera A, op 't geheel bedrag van de premiën, bijdragen of aandeelen, door den verzekerde te storten; in het geval voorzien bij littera B, op het bedrag van de verzekerde sommen of kapitalen.

ART. 27 (nieuw).

Het heffen van de taxe, bij het vorig artikel gevestigd, sluit de invorderbaarheid van het formaatzegelrecht uit : 1° voor de akten verleden tusschen den verzekeraar en den verzekerde en enkel ten doel hebbende het aangaan, het wijzigen, het verlengen of verbreken, in der minne, van de verzekeringsovereenkomst; 2° voor de kwitantieën van premiën, bijdragen, aandeelen en schade drukkende op de verzekeringen welke de taxe, bij het vorig artikel voorzien, hebben betaald.

ART. 28 (nieuw).

Al de in België verleden verzekeringsovereenkomsten zijn onderworpen aan de abonnementstaxe.

Daarvan worden vrijgesteld :

1° De verzekeringen tegen brand, uitsluitend ten doel hebbende roe-

Projet de loi.

Wetsontwerp.



Amendements présentés par la section centrale.

des biens meubles ou immeubles situés à l'étranger;

2° Les contrats de réassurance, si l'assurance primitive a acquitté la taxe annuelle ou si elle est comprise dans l'une des exceptions désignées ci-avant sous les n^{os} 1 et 2;

3° Les contrats de rentes viagères ou temporaires passés en exécution de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail;

4° Les assurances contractées avec la caisse d'assurance annexée à la caisse de retraite.

ART. 29 (nouveau).

La taxe annuelle d'abonnement est acquittée par les associations, caisses, sociétés ou compagnies d'assurances et tous autres assureurs professionnels ayant en Belgique leur principal établissement, une succursale ou un siège quelconque d'opérations.

ART. 50 (nouveau).

Les associations, sociétés et tous autres assureurs professionnels désignés à l'article précédent ne peuvent commencer leurs opérations s'ils n'ont, au préalable, déposé une déclaration de profession au bureau de l'enregistrement désigné à cette fin.

Toute contravention à cette disposition est punie d'une amende de 500 francs.

ART. 51 (nouveau).

La taxe d'abonnement est payable par moitié et par semestre au bureau compétent.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

rende of onroerende goederen die in den vreemde zijn gelegen;

2° De overeenkomsten voor herverzekering, indien de oorspronkelijke verzekering de jaarlijksche taxe heeft betaald of indien zij is begrepen in eene der uitzonderingen, hierboven vermeld onder n^{rs} 1 en 2;

3° De overeenkomsten voor lijfrenten of tijdelijke renten, verleden ter uitvoering van de wet van 24 December 1903 op de vergoeding van schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen;

4° De verzekeringen aangaande met de verzekeringskas toegevoegd aan de pensioenkas.

ART. 29 (nieuw).

De jaarlijksche abonnementstaxe wordt betaald door de genootschappen, kassen, vereenigingen of maatschappijen voor verzekering alsmede door alle overige beroepsverkeeraars hebbende in België hunne hoofdinrichting, een bijhuis of eenigen zetel voor hunne verrichtingen.

ART. 50 (nieuw).

De genootschappen, vereenigingen en alle overige beroepsverkeeraars, in het vorig artikel vermeld, mogen eerst hunne verrichtingen aanvangen wanneer zij, vooral, eene beroepsaangifte hebben neergelegd op het daartoe aangewezen kantoor van registratie.

Elke overtreding van deze bepaling wordt gestraft met eene boete van 500 frank.

ART. 51 (nieuw).

De abonnementstaxe is betaalbaar bij helft en bij zes maanden, op het bevoegde kantoor.

Projet de loi.

Entsontwerp.

Amendements présentés par la section centrale.

Dans les trois mois qui suivent le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année les assureurs remettent au dit bureau un relevé, certifié exact, indiquant les bases de la perception établies par le dernier alinéa de l'article 1^{er}, du chef des contrats en cours respectivement pendant l'année révolue et pendant la période du 1^{er} janvier au 30 juin de l'année courante.

Si le dernier jour du délai est un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au lendemain.

Le droit dû est acquitté au moment de la remise du relevé.

Si le relevé n'est pas remis dans le délai ci-dessus fixé, il est encouru une amende de 50 francs par semaine de retard; toute semaine commencée est comptée comme complète.

La première remise au bureau compétent du relevé visé ci-avant, aura lieu dans les trois premiers mois de l'année 1914.

Préalablement à cette remise, les assureurs feront parvenir au fonctionnaire compétent la déclaration prescrite de l'article 5°.

ART. 32 (nouveau).

Toute inexactitude ou omission constatée dans le relevé dont il est question à l'article précédent, est punie d'une amende égale à cinq fois le droit élué, sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

Binnen drie maanden volgende op den 1^{sten} Januari en op den 1^{sten} Juli van elk jaar, wordt door de verzekeraars, ten bedoelden kantore afgegeven een echt verklaarden staat aanduidende de grondslagen voor de heffing, bij het laatste lid van artikel 1 vastgesteld, wegens de bestaande overeenkomsten en gedurende het afgelopen jaar en gedurende het tijdvak 1 Januari tot 30 Juni van het loopende jaar.

Is de laatste dag van den termijn een Zondag of een door de wet erkenden feestdag, dan wordt de termijn verlengd tot 's anderendaags.

Het verschuldigd recht wordt betaald bij de afgifte van den staat.

Is de staat niet afgegeven binnen den hierboven bepaalden termijn, dan wordt eene boete van 50 frank opgelegd voor elke week dat men ten achter is; elke begonnen week telt als volledige week.

De eerste afgifte, ten bevoegden kantore, van den hierboven bedoelden staat geschiedt binnen de eerste drie maanden van het jaar 1914.

Voordat zij die afgifte doen, laten de verzekeraars aan den betrokken ambtenaar de aangifte geworden, bij artikel 5° vereischt.

ART. 32 (nieuw).

Elke onnauwkeurigheid of weglating, bevonden in den staat waarvan sprake is in het vorig artikel, wordt gestraft met eene boet gelijk aan vijfmaal het ontdoken recht, zonder dat ze minder dan 100 frank mag bedragen.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 55.

Sont assujettis au timbre les actions et obligations au porteur, les certificats d'actions nominatives et les effets publics, venant de l'étranger, lorsqu'ils sont détenus par une personne résidant en Belgique.

A défaut de soumettre le titre, dans le mois, à la formalité du timbre, le détenteur encourt personnellement une amende égale au dixième de la somme servant de base à la perception du droit, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 francs par titre.

ART. 56.

Aucune émission ou mise en souscription de titres étrangers ne peut être annoncée, publiée ou effectuée

ART. 55.

Worden aan het zegel onderworpen : de actiën en obligatiën aan toonder, de bewijzen van actiën op naam en de openbare effecten, uit den vreemde komende, wanneer die in het bezit van een in België verblijvenden persoon zijn.

Bij gebreke den titel, binnen de maand, aan de formaliteit van het zegel te onderwerpen, vervalt de houder persoonlijk in eene boete gelijk aan een tiende van de som die tot grondslag strekt aan de heffing van het recht, zonder dat deze boete minder dan 50 frank per titel moge bedragen.

ART. 56.

Geene uitgifte of aanbieding ter inschrijving van vreemde titels mag in België worden aangekondigd,

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 33 (nouveau).

Les déclarations et relevés prévus aux articles 5 et 6 sont exempts du timbre et de l'enregistrement.

ART. 34 (nouveau).

Les contraventions aux dispositions des articles 26 à 33 peuvent, quelle que soit la somme, être établies par tous moyens de droit commun, à l'exception de ceux réglés par la section V, titre III, livre III du code civil et par les articles 119 à 121 et 324 à 336 du Code de procédure civile.

SECTION II.

Timbre des titres étrangers.

ART. 35.

Sont assujettis au timbres *toutes actions, parts bénéficiaires et obligations au porteur, tous certificats d'actions, parts bénéficiaires et obligations nominatives tous effets publics, créés en vertu de lois ou décrets étrangers à la Belgique ou à la colonie, s'il en est fait usage en Belgique :*

Soit dans un acte public, soit dans une déclaration quelconque, soit devant une autorité judiciaire ou administrative :

Soit par exposition, offre, vente publique ou négociation à l'intervention d'un intermédiaire.

ART. 36.

Aucune émission ou mise en souscription de titres étrangers ne peut être annoncée, publiée ou effectuée

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 33 (nieuw).

De aangiften en staten, bij de artikelen 5 en 6 voorzien, zijn vrij van zegel en van registratie.

ART. 34 (nieuw).

Overtreding van de bepalingen vervat in de artikelen 26 tot 33, kan, wat ook de som zij, worden vastgesteld door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van die geregeld bij afdeeling V, titel III, boek III van het Burgerlijk Wetboek en bij de artikelen 119 tot 121 en 324 tot 336 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

AFDEELING II.

Zegel op vreemde titels.

ART. 35.

Alle actiën, winstaandeelen en obligatiën aan toonder, alle bewijzen van actiën, winstaandeelen en obligatiën op naam; alle openbare effecten tot stand gekomen uit kracht van wetten of deëreten vreemd aan België of aan kolonie, zijn aan het zegel onderworpen, indien daarvan gebruik wordt gemaakt in België.

Hetzij in eene openbare akte, hetzij in eenige aangifte, hetzij voor eene rechterlijke of eene bestuursoverheid.

Hetzij door het openbaar ten toon leggen, aanbieden, verkoopen of het verhandelen door tusschenkomst van een derde.

ART. 36.

Geene uitgifte of aanbieding ter inschrijving van vreemde titels mag in België worden afgekondigd, be-

Projet de loi.

en Belgique si le droit de timbre n'a pas été acquitté ou s'il n'a pas été fourni un cautionnement en numéraire pour garantir le paiement du droit qui pourrait être dû.

Le Gouvernement arrête les dispositions relatives à la prestation de ce cautionnement.

Les titres émis ou souscrits ne peuvent être délivrés aux intéressés sans avoir été timbrés à l'extraordinaire.

Il est encouru, pour chaque contravention, une amende égale au dixième de la somme servant de base à la perception du droit, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 francs par titre.

La pénalité est encourue individuellement et sans recours pour tous ceux qui ont fait ou annoncé la souscription ou qui ont servi d'intermédiaire pour l'émission.

ART. 37.

Il est fait défense à tous banquiers, agents de change ou courtiers de négocier ou d'exposer en vente, en Belgique, des titres étrangers non revêtus du timbre prescrit, à peine de l'amende édictée par l'article 36

La même amende est applicable à toute personne qui fait le service financier des dits titres, soit en opérant leur remboursement, soit en faisant le paiement des coupons, si les titres ne sont pas revêtus du timbre prescrit.

Wetsontwerp.

bekend gemaakt of gedaan, indien het zegelrecht niet is betaald of indien een borgtocht in geldspeciën niet is gestort tot zekerheid van de betaling van het recht dat zou kunnen verschuldigd zijn.

De Regeering bepaalt de regelen betreffende het stellen van dien borgtocht.

De uitgegeven of ingeschreven titels mogen aan de belanghebbenden niet worden afgegeven indien zij niet zijn voorzien van het buitengewoon zegel.

Voor elke overtreding wordt eene boete beloopen gelijk aan het tiende van de som die tot grondslag strekt aan de heffing van het recht, zonder dat die boete minder dan 50 frank per titel moge bedragen.

De straf wordt persoonlijk en zonder hooger beroep beloopen door al degenen die de inschrijving gedaan of aangekondigd of die tot de uitgifte als tusschenpersoon gediend hebben.

ART. 37.

Aan alle bankiers, wisselagenten makelaars wordt verbod gedaan in België vreemde titels, niet voorzien van het voorgeschreven zegel, te verhandelen of te koop te stellen, op straffe van de bij artikel 36 gestelde boete.

Dezelfde boete is toepasselijk op iederen persoon die den geldelijken dienst van vermelde titels verricht, hetzij door de coupons te betalen, hetzij indien de titels niet van het voorgeschreven zegel zijn voorzien.

Amendements présentés par la section centrale.

en Belgique, si le droit de timbre n'a pas été acquitté ou s'il n'a été fourni une caution, *soit réelle, soit personnelle* pour garantir le paiement du droit *sur les titres émis ou souscrits en Belgique*. Ces titres ne pourront être délivrés aux *souscripteurs* qu'après avoir été timbrés.

Le Gouvernement arrête les dispositions relatives à la prestation du cautionnement.

(Supprimer les deux derniers alinéas.)

ART. 37.

Rédiger l'article comme il suit :

Il est interdit d'assumer le service financier de titres non revêtus du timbre prescrit en opérant, soit leur remboursement, soit le paiement de leurs coupons.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

kend gemaakt of gedaan, indien het zegelrecht niet is betaald of indien geen, *hetzij zakelijken, hetzij personeelen* borgtocht is gesteld tot zekerheid van de betaling van het recht op de *in België uitgegeven of ingeschreven titels*. Deze titels mogen eerst aan de inschrijvers worden afgegeven wanneer daarop het zegel is gedrukt.

De Regeering bepaalt de regelen betreffende het stellen van den borgtocht.

(De laatste twee alinea's te doen wegvallen.)

ART. 37.

Het artikel op te stellen als volgt :

Het is verboden de financiële verrichtingen te doen voor de titels, niet voorzien van het voorgeschreven zegel, *hetzij door die af te lossen, hetzij door de coupons ervan te betalen*.

Projet de loi.

ART. 38.

Dans les cas visés aux cinq articles qui précèdent, les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus du droit éludé, sauf leur recours s'il y a lieu.

ART. 39.

Le droit de timbre dû sur les actions ou obligations au porteur, les certificats d'actions nominatives et les effets publics, venant de l'étranger, est porté à 2 p. c., sans fraction.

Il n'est dû aucun droit particulier sur la feuille de coupons d'intérêts ou de dividendes jointe au titre lors du timbrage de celui-ci, à moins que la feuille ne contienne des coupons pour une période excédant vingt années. Dans ce dernier cas, il est dû un droit de 0.25 p. c., sans fraction, pour chaque période de cinq années au delà de vingt; toute période partielle est comptée pour cinq ans.

ART. 40.

Il est établi un droit de 1 franc par 100 francs, sans fraction, sur chaque feuille de coupons d'intérêts ou de dividendes créée en renouvellement de celle qui était jointe au titre lors du timbrage de celui-ci.

Si la nouvelle feuille contient des coupons pour une période dépassant vingt années, le droit est augmenté de 0.25 p. c., sans fraction, pour chaque période quinquennale supplémentaire, ainsi qu'il est dit à l'article 39.

Wetsontwerp.

ART. 38.

In de gevallen bedoeld bij de vijf voorgaande artikelen, zijn de overtreders bovendien ieder hoofdelijk gehouden tot het betalen van het ontweken recht, behoudens hooger beroep, zoo er grond voor is.

ART. 39.

Het zegelrecht verschuldigd op de actiën of obligatiën aan toonder, de bewijzen van actiën op naam en de openbare effecten, uit den vreemde komende, wordt gebracht op 2 t. h., zonder breuk.

Geen bijzonder recht is verschuldigd op het interest- of dividende couponblad dat bij den titel is gevoegd, wanneer deze gezegeld wordt, tenzij het blad coupons bevat voor een tijdvak dat twintig jaren overtreft. In dit laatste geval, is een recht van 0.25 t. h., zonder breuk, verschuldigd voor elk tijdvak van vijf jaren boven twintig; ieder gedeeltelijk tijdvak wordt voor vijf jaren gerekend.

ART. 40.

Een recht van 1 frank per 100 fr., zonder breuk, wordt gevestigd op ieder interest- of dividende couponblad, gemaakt ter hernieuwing van hetgene dat bij den titel was gevoegd, bij het zegelen van dezen.

Indien het nieuw blad coupons bevat voor een tijdvak dat twintig jaren overtreft, wordt het recht met 0.25 t. h., zonder breuk, vermeerderd voor ieder bijkomend vijfjarig tijdvak, zooals in artikel 39 is gezegd.

Amendements présentés par la Section Centrale.

ART. 58.

(Supprimer cet article.)

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 58.

(Dit artikel te doen wegvallen.)

ART. 39 (à numéroter 38).

Modifier cet article comme il suit :

Le droit de timbre sur les *titres* et effets publics visés à l'article 35 est fixé à un pour cent.

Il est calculé conformément aux bases déterminées par l'article 14 alinéa final de la loi du 25 mars 1891.

ART. 59.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

Het zegelrecht op de *titels* en openbare effecten, in artikel 35 bedoeld, wordt gesteld op 1 t. h.

Het wordt berekend overeenkomstig de grondslagen aangegeven in artikel 14, laatste lid, der wet van 25 Maart 1891.

ART. 40 (à numéroter 39).

Rédiger l'article comme il suit :

Le titre doit être présenté au timbre muni de sa feuille de coupons.

La feuille de coupons jointe au titre est timbrée gratuitement lors du timbrage de celui-ci.

Dans le cas où cette feuille de coupons contiendrait des coupons pour une période excédant vingt années, et dans le cas de renouvellement de cette feuille de coupons, il sera perçu, pour chaque période quinquennale supplémentaire, un

ART. 40.

Het artikel te doen luiden als volgt :

De titel, wanneer hij tot het zegel wordt aangeboden, moet zijn voorzien van het couponblad.

Het couponblad bij den titel gevoegd, wordt kosteloos gezegeld bij het zegelen van dezen.

Voor 't geval dit couponblad coupons mocht bevatten voor een tijdvak dat twintig jaren overtreft, alsmede in het geval van hernieuwing van dit couponblad, wordt, voor elk vijfjarig bijkomend tijdvak, een recht geheven gelijk aan een *achtste*

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 41.

Le droit auquel donne lieu la feuille de coupons est liquidé sur la même base que le droit dû sur le titre.

ART. 42.

Les droits établis par les articles 40 et 41 sont réduits de moitié pour les titres d'emprunts, les bons du Trésor et tous autres effets publics des Etats étrangers.

Ne sont pas considérés comme fonds d'Etat, pour l'application du présent article, les titres émis conjointement par une société et un gouvernement étranger, si la société est directement et personnellement obligée au service des intérêts ou au remboursement des titres.

ART. 43.

Les contraventions à la loi sur le timbre peuvent être établies, quelle que soit la somme, par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire.

ART. 41.

Het recht, waartoe het couponblad aanleiding geeft, wordt vereffend naar denzelfden grondslag als het recht dat op den titel is verschuldigd.

ART. 42.

De rechten, bij de artikelen 40 en 41 gevestigd, worden tot de helft verminderd voor de titels van leeningen, de Schatkistbiljetten en alle andere openbare effecten van de vreemde Staten.

Worden, voor de toepassing van dit artikel, niet aangezien als Staatsfondsen, de titels uitgegeven door eene vreemde vennootschap en eene vreemde Regeering gezamenlijk, wanneer de vennootschap rechtstreeks en persoonlijk is gehouden tot het betalen van de interesten of tot het aflossen van de titels.

ART. 43.

Alle overtredingen van de wet op het zegel, hoeveel ook de som bedrage, mogen worden vastgesteld door alle bewijsmiddelen van gemeen recht, de beslissende eed uitgezonderd.

Amendements présentés par la Section Centrale.

droit égal à un huitième du montant de celui fixé par l'article précédent.

Le droit est arrondi au cinquième décime.

A défaut de justifier, lors du recoupponnement, le timbrage du titre, le droit auquel celui-ci était assujéti sera perçu sur la nouvelle feuille de coupons,

ART. 41.

Supprimer cet article.

ART. 42.

Supprimer cet article.

ART. 43 (à numéroté 40.)

Il est encouru pour toute contravention aux articles 35, 36 et 37 une amende égale au dixième de la somme servant de base à la perception du droit, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 francs par titre.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

van het bedrag vastgesteld door het vorig artikel.

Elk recht wordt gebracht tot op den geheelen vijfden deciem.

Is men, bij de couponsvernieuwing, in gebreke te bewijzen dat de titel werd gestempeld, dan wordt het recht, waaraan de titel onderhevig was, geheven op het nieuw coupon blad.

ART. 41.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 42.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 43.

Op elke overtreding van de artikelen 35, 36 en 37 staat eene boete gelijk aan een tiende van de som welke tot grondslag dient voor de heffing van het recht, zonder dat dit recht minder dan 50 frank per titel mag bedragen.

Projet de loi.

A défaut de représentation de l'écrit sujet au timbre, le droit est réputé ne pas avoir été acquitté.

Wetsontwerp.

Bij gebreke het aan zegel onderworpen schrift te vertoonen, wordt het recht geacht niet voldaan te zijn geweest.

CHAPITRE V.

Droits de succession.

SECTION I.

Modifications au tarif. — Actif imposable.

ART. 44.

Le droit de succession est fixé ainsi qu'il suit :

1° Entre époux : 6 p. c.

Le droit est réduit au tiers pour ce qui est recueilli par l'époux en usufruit ou sous forme de rente viagère, dans la limite de sa part lé-gale ;

2° Entre frères et sœurs : 7.50 p. c. ;

3° Entre oncles ou tantes et ne-

HOOFDSTUK V.

Successierechten.

AFDEELING I.

Wijzigingen in het tarief. — Belastbaar actief.

ART. 44.

Het successierecht wordt bepaald als volgt :

1° Tusschen echtgenooten : 6 t. h.

Het recht wordt tot het derde verminderd voor hetgeen door den echtgenoot in vruchtgebruik of in den vorm van lijfrente wordt verkregen, binnen de grenzen van zijn wettelijk aandeel ;

2° Tusschen broeders en zusters : 7.50 t. h. ;

3° Tusschen ooms of moeien en

Amendements présentés par la Section Centrale.

La pénalité est encourue par tous ceux qui ont négligé de soumettre le titre à la formalité du timbre avant l'usage, et au cas d'émission ou de mise en souscription, individuellement et sans recours, par les vendeurs, signataires ou auteurs des notices, prospectus, circulaires et annonces et intermédiaires, agents ou représentants des émetteurs.

Les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus du droit éludé, sauf leur recours s'il y a lieu.

CHAPITRE V.

Droits de succession.

SECTION I.

Modifications au tarif. — Actif imposable.

ART. 44 (à numéroter 41).

(Comme ci-contre.)

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

Vervallen in de boete al degenen die hebben verzuimd den titel aan de zegelvereischte te onderwerpen voordat daarvan gebruik wordt gemaakt, en, ingeval van uitgifte of van aanbieding tot inschrijving, persoonlijk en zonder hooger beroep, de verkoopers, ondertekenaars of schrijvers van berichten, prospectussen, omzendbrieven en aankondigingen, de bemiddelaars, makelaars of vertegenwoordigers van de titeluitgevers.

De overtreders zijn, daarenboven, hoofdelijk gehouden tot de betaling van het ontdoken recht, behoudens beroep zoo er grond voor is.

HOOFDSTUK V.

Successierechten.

AFDEELING I.

Wijzigingen in het tarief. — Belastbaar actief.

ART. 44 (wordt artikel 41).

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

veux ou nièces, et entre l'adoptant et l'adopté : 9 p. c.

4° Entre grands-oncles ou grand-tantes et petits-neveux ou petites-nièces, et entre l'adoptant et les descendants de l'adopté : 10.50 p. c.;

5° Entre frères et sœurs, oncles ou tantes et neveux ou nièces, grands-oncles ou grand-tantes et petits-neveux ou petites-nièces, pour ce qu'ils recueillent au delà de ce qui leur sera échu *ab intestat* : 15 p. c.;

6° Entre tous autres parents ou personnes non parentes : 15 p. c.

ART. 43.

Le droit de mutation par décès est fixé ainsi qu'il suit :

1° En ligne directe et entre époux ayant des enfants ou descendants communs : 1.40 p. c.;

2° Entre époux sans enfants ni descendants communs : 6 p. c.;

3° Entre frères et sœurs : 7.50 p. c.;

4° Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces, et entre l'adoptant et l'adopté : 9 p. c.;

5° Entre grands-oncles ou grand-tantes et petits-neveux ou petites-nièces, et entre l'adoptant et les descendants de l'adopté : 10.50 p. c.;

6° Entre tous autres parents ou personnes non parentes : 15 p. c.

Wetsontwerp.

neven of nichten, en tusschen hem, die een kind aanneemt, en het aangenomen kind : 9 t. h.;

4° Tusschen oudooms of oudmoeien en naneven of nanichten, en hem, die een kind aanneemt, en de afstammelingen van het aangenomen kind : 10.50 t. h.;

5° Tusschen broeders en zusters, ooms of moeien en neven of nichten, oudooms of oudmoeien en naneven of nanichten, voor hetgeen zij meer verkrijgen dan hetgeen hun *ab intestat* zou ten deel gevallen zijn : 15 t. h.

6° Tusschen alle andere verwanten of niet verwante personen : 15 t. h.

ART. 45.

Het recht van overgang bij overlijden wordt bepaald als volgt :

1° In de rechte linie en tusschen echtgenooten welke gemeene kinderen of afstammelingen hebben : 1.40 t. h.;

2° Tusschen echtgenooten zonder gemeene kinderen of afstammelingen : 6 t. h.;

3° Tusschen broeders en zusters : 7.50 t. h.;

4° Tusschen ooms en moeien en neven of nichten, en tusschen hem, die een kind aanneemt, en het aangenomen kind : 9 t. h.;

5° Tusschen oudooms of oudmoeien en naneven of nanichten en tusschen hem, die een kind aanneemt, en de afstammelingen van het aangenomen kind : 10.50 t. h.;

6° Tusschen alle andere verwanten of niet verwante personen : 15 t. h.

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 45 (à numérotar 42).

(Comme ci-contre.)

ART. 45 (wordt artikel 42).

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

ART. 46.

Le droit de succession et le droit de mutation par décès sont réduits à 10 p. c., pour les legs faits aux provinces et aux communes avec affectation expresse à l'enseignement ou à des œuvres d'assistance, et pour les legs faits aux hospices, aux bureaux de bienfaisance, aux monts-de-piété, aux commissions provinciales de bourses d'étude, aux universités jouissant de la personnification civile, aux séminaires, aux fabriques d'église, aux consistoires et aux synagogues.

ART. 47.

Les droits fixés par les trois articles qui précèdent sont réduits de moitié pour ce qui n'est recueilli ou acquis qu'en usufruit, hors le cas prévu au deuxième alinéa du n^o 1 de l'article 44.

ART. 48.

Sont exempts du droit de succession et du droit de mutation par décès les legs faits à l'Etat.

ART. 49.

Les biens dont le défunt a disposé à titre gratuit dans les trois années précédant le décès sont considérés comme faisant partie de la succession, si la libéralité n'a pas été

Wetsontwerp.

ART. 46.

Het successierecht en het recht van overgang, bij overlijden, worden tot 10 t. h. verminderd voor de aan de provinciën en aan de gemeenten gedane legaten met uitdrukkelijke bestemming tot het onderwijs of tot werken van onderstand, alsmede voor de legaten gedaan aan de godshuizen, aan de weldadigheidsbureelen, aan de bergen van barmhartigheid, aan de provinciale commissiën voor studiebeurzen, aan de hoogeschoolen die de rechtspersoonlijkheid genieten, aan de seminariën, aan de kerkfabrieken, aan de consistoriën en aan de synagogen.

ART. 47.

De rechten, bij de drie voorgaande artikelen bepaald, worden tot de helft verminderd voor hetgeen enkel in vruchtgebruik wordt geërfd of verkregen, buiten het geval voorzien bij het tweede lid van n^o 1 van artikel 44.

ART. 48.

De legaten, aan den Staat gedaan, zijn vrij van het recht van successie en van het recht van overgang bij overlijden.

ART. 49.

De goederen, waarover de afgestorvene ten kosteloozen titel heeft beschikt gedurende de drie jaren vóór het overlijden, worden beschouwd als deel uitmakende

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 46 (à numéroté 45).

(Comme ci-contre.)

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 46 (wordt artikel 45).

(Zooals hiernevens.)

ART. 47 (à numéroté 44).

(Comme ci-contre.)

ART. 47 (wordt artikel 44).

(Zooals hiernevens.)

ART. 48 (à numéroté 45).

(Comme ci-contre.)

ART. 48 (wordt artikel 45).

(Zooals hiernevens.)

ART. 49.

Supprimer cet article.

ART. 49.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations.

ART. 50.

Dans le cas d'un contrat renfermant une stipulation au profit d'un tiers nommément désigné, les sommes ou valeurs que le tiers est appelé à recevoir à titre gratuit au décès du stipulant sont considérées comme recueillies à titre de legs par le bénéficiaire, dans la succession du stipulant, si la stipulation n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations.

Le tiers est présumé recevoir à titre gratuit, sauf preuve contraire.

ART. 51.

Les obligations de sommes déguisant une libéralité sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux ne sont admissibles en déduction de l'actif imposable que si elles ont été assujetties au droit d'enregistrement établi pour les donations.

SECTION II.

Déclaration. — Délais; forme; affirmation. — Paiement des droits.

ART. 52.

La déclaration de succession, de mutation par décès ou de mutation

Wetsontwerp.

van de nalatenschap indien de schenking niet onderworpen is geweest aan het registratierecht, gevestigd voor de schenkingen.

ART. 50.

Ingeval van overeenkomst houdende een beding ten voordeele van een bij den naam aangeduiden derde, worden de sommen of waarden, welke de derde, bij het overlijden van den beschikkende, geroepen is ten kosteloozen titel te ontvangen, beschouwd als door den verkrijger ten titel van legaat geërfd in de nalatenschap van den beschikkende, indien het beding niet onderworpen is geweest aan het registratierecht, gevestigd voor de schenkingen.

De derde wordt verondersteld ten kosteloozen titel te ontvangen, behoudens bewijs van het tegendeel.

ART. 51.

De schuldbekentenissen van sommen welke eene gift verbergen onder het voorkomen van eene overeenkomst ten bezwarenden titel, worden slechts in mindering van het belastbaar actief toegelaten indien zij onderworpen zijn geweest aan het registratierecht, gevestigd voor de schenkingen.

AFDEELING II.

Aangifte. — Termijnen; vorm; bevestiging. — Betaling der rechten.

ART. 52.

De aangifte van nalatenschap, van overgang bij overlijden of van

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 50 (à numéroté 46).

ART. 50 (wordt artikel 46).

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 51 (à numéroté 47).

ART. 51 (wordt artikel 47).

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

SECTION II.

*Déclaration. — Délais; forme. —
Paiement des droits.*

ART. 52 (à numéroté 48).

*Le délai pour la déclaration sera :
si le décès a lieu dans le territoire*

AFDEELING II.

*Aangifte. — Termijnen; vorm. —
Betaling der rechten.*

ART. 52 (wordt artikel 48).

*De aangifte moet geschieden : bin-
nen een termijn van zes maanden,*

Projet de loi.

en ligne directe est déposée dans les sept mois à compter du jour du décès, si celui-ci est survenu dans le royaume.

Le délai est porté à huit mois, si le décès est survenu dans un autre pays d'Europe, et à neuf mois, s'il est survenu hors d'Europe.

Ces délais peuvent être prolongés par le Roi à raison de circonstances exceptionnelles.

La déclaration déposée au cours du délai fixé par la loi ou prolongé par le Roi peut être rectifiée aussi longtemps que ce délai n'est pas expiré.

ART. 53.

Dans toute déclaration de succession comprenant des effets mobiliers, les déclarants sont tenus d'énoncer si ces effets étaient l'objet d'un contrat d'assurance en cours au jour du décès, et, dans l'affirmative, d'indiquer la date du contrat, le nom ou la raison sociale de l'assureur, le domicile de celui-ci ou le siège de la société.

Est réputée non avenue en ce qui concerne les dits effets, la déclaration qui ne contient pas ces mentions.

Toute fausse mention est punie d'une amende de 100 francs, qui est

Wetsontwerp.

overgang in de rechte linie wordt ingediend binnen de zeven maanden te rekenen van den dag van het overlijden indien dit in het rijk voorgekomen is.

De termijn wordt gebracht op acht maanden, wanneer het overlijden in een ander land van Europa is voorgekomen, en op negen maanden, wanneer het buiten Europa is voorgekomen.

Die termijnen mogen door den Koning worden verlengd op grond van buitengewone omstandigheden.

De aangifte, ingediend in den loop van den termijn gesteld door de wet of verlengd door den Koning, kan worden gewijzigd zoolang die termijn niet is verstreken.

ART. 53.

In alle aangifte van nalatenschap, roerende voorwerpen bevattende, zijn de aangevers gehouden te vermelden of die zaken het onderwerp uitmaakten van een verzekeringscontract dat loopend was op den dag van het overlijden, en zoo ja, op te geven den datum van het contract, den naam of de firma van den verzekeraar, de woonplaats van dezen of den zetel van de vennootschap.

Met betrekking tot bedoelde voorwerpen wordt, de aangifte, die deze vermeldingen niet behelst, beschouwd als niet gedaan.

Alle valsche vermelding wordt gestraft met eene boete van 100 frank;

Amendements présentés par la section centrale.

du royaume, de six mois; dans toute autre partie de l'Europe, de huit mois; et de neuf mois s'il est survenu hors d'Europe.

Le délai court à dater du jour du décès.

Les délais de huit et neuf mois sont réduits à six mois, à dater de la prise de possession, si le défunt étant mort à l'étranger, les héritiers, donataires ou légataires ou les tuteurs ou curateurs, se mettent en possession ou dans la gestion de tout ou partie de la succession, avant que le dernier semestre du délai pour la déclaration de la succession ait commencé à courir.

Les délais peuvent être prolongés par le Roi, suivant qu'il sera jugé nécessaire.

ART. 53.

Supprimer cet article.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

indien het overlijden op het grondgebied van het Rijk is voorgekomen; van acht maanden, in elk ander gedeelte van Europa; en van negen maanden, indien het is voorgekomen buiten Europa.

De termijn neemt een aanvang te rekenen van den dag van het overlijden.

De termijnen van acht en negen maanden worden verminderd tot zes maanden, te rekenen van het in bezit nemen, indien de overledene in den vreemde gestorven zijnde, de erfgenamen, de begiftigden of legatarissen of de voogden of curators zich, voordat de laatste zes maanden van den termijn voor de aangifte van de nalatenschap een aanvang namen, in't bezit of in't beheer van de geheele nalatenschap of van een gedeelte daarvan.

De termijnen mogen door den Koning worden verlengd naarmate het noodig wordt bevonden.

ART. 53.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

encourue individuellement et sans recours par chacun des déclarants.

ART. 54.

La sincérité et l'exactitude de la déclaration de succession est affirmée par chacun des déclarants, en personne, dans les termes suivants :

« Sur mon honneur et ma conscience, j'affirme qu'à ma connaissance, tous les biens sujets au droit de succession délaissés ou donnés par N... ont été exactement déclarés, que les évaluations ont été consciencieusement faites, que les dettes déclarées existent réellement à charge de la succession, et que tous les héritiers, légataires et donataires, ainsi que le degré de parenté entre eux et le défunt ont été exactement indiqués. Si je viens à constater que la déclaration déposée est incomplète ou inexacte, je m'engage à la rectifier immédiatement. »

Sont dispensés de cette affirmation, les représentants des administrations et des établissements publics.

ART. 55.

L'affirmation est faite verbalement soit au bureau du droit de succession où la déclaration a été déposée, soit au bureau dans le ressort duquel le déclarant est domicilié.

Le receveur dresse acte de l'affirmation et le fait signer par le déclarant. Si celui-ci ne sait ou ne peut

Wetsontwerp.

elk der aangevers vervalt persoonlijk in zonder hooger beroep in deze boete.

ART. 54.

De oprechtheid en de nauwkeurigheid van de aangifte van nalatenschap wordt bevestigd door ieder der aangevers, in persoon, in de volgende bewoordingen :

« Op mijne eer en mijn geweten bevestig ik dat, voor zoover mij bekend is, al de aan het recht van successie onderhevige goederen, nagelaten of geschonken door N..., nauwkeurig werden aangegeven dat de schattingen gewetensvol werden gedaan, dat de aangegeven schulden werkelijk ten laste van de nalatenschap bestaan en dat al de erfgenamen, legatarissen en begiftigden, alsmede de graad van verwantschap tusschen hen en den overledene, nauwkeurig werden aangeduid. Wordt door mij bevonden, dat de ingediende aangifte onvolledig of onnauwkeurig is, zoo verbind ik mij die onmiddellijk terecht te wijzen. »

De vertegenwoordigers der openbare besturen en inrichtingen worden van deze bevestiging vrijgesteld.

ART. 55.

De bevestiging geschiedt mondeling, hetzij ten kantore van het successierecht, waar de aangifte is ingediend, hetzij ten kantore binnen welks gebied de aangever is gehuisvest.

De ontvanger maakt de akte van bevestiging op en doet die door den aangever onderteekenen. Kan

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 54.

Supprimer cet article.

ART 54.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 55.

Supprimer cet article.

ART. 55.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

signer, il est fait mention, à la fin de l'acte, de ses déclarations à ce sujet.

L'acte est exempt du timbre et de l'enregistrement.

Le Ministre des Finances peut, dans des circonstances exceptionnelles, autoriser le déclarant à faire l'affirmation devant un autre fonctionnaire ou officier public.

ART. 56.

Les droits de succession, de mutation par décès ou de mutation en ligne directe, ainsi que les amendes éventuellement dues, sont payés dans les dix, onze ou douze mois à compter du jour du décès, selon que le décès est survenu dans le Royaume, dans un autre pays d'Europe ou hors d'Europe.

Si le droit n'est pas payé dans ce délai, l'intérêt légal, au taux fixé pour la matière civile, est exigible de plein droit à compter du jour où le paiement aurait dû être effectué.

ART. 57.

L'époux survivant qui retient la totalité de la communauté en vertu d'une convention de mariage, selon les prévisions de l'article 7 de la loi du 17 décembre 1851, est soumis, de ce chef, en ce qui regarde la déclaration, l'affirmation et le paiement des droits, aux mêmes obliga-

Wetsontwerp.

deze niet teekenen of is hij niet, bij machte het te doen, dan wordt, aan het slot der akte, melding gemaakt van zijne verklaringen daaromtrent.

De akte is vrij van zegel en van registratie.

De Minister van Financiën kan, in uitzonderlijke omstandigheden, den aangever toelating verleen en om de bevestiging te doen voor een anderen ambtenaar of openbaren beambte.

ART. 56.

De rechten van successie, van overgang bij overlijden of van overgang in de rechte linie evenals de boeten waarin men mocht zijn vervallen, worden voldaan binnen de tien, elf of twaalf maanden te rekenen van den dag van het overlijden, naar gelang het overlijden is voorgekomen in het Rijk, in een ander land van Europa, of buiten Europa.

Wordt het recht binnen dien termijn niet betaald, dan is de wettige interest, tegen den rentevoet bepaald voor de burgerlijke zaken, van rechtswege verschuldigd te rekenen van den dag waarop de betaling had moeten gedaan worden.

ART. 57.

De overleden echtgenoot die de gemeenschap in haar geheel voor zich houdt krachtens eene huwelijks overeenkomst, zooals is voorzien bij artikel 7 der wet van 17 December 1851, is uit dien hoofde, ten aanzien van de aangifte, de bevestiging en de betaling der rechten, onderworpen

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 56 (à numéroter 49).

Le 1^{er} alinéa comme ci-contre, mais
intercaler un alinéa second.

*Les délais de paiement peuvent
être prolongés par le Roi, suivant
qu'il sera jugé nécessaire.*

Le reste de l'article comme ci-
contre.

ART. 57.

Supprimer cet article.

ART. 56 (wordt artikel 49).

Het 1^{ste} lid zooals hiernevens, met
invoeging van het volgende tweede
lid

*De betaaltermijnen mogen door
den Koning worden verlengd, naar-
mate het noodig wordt bevonden.*

Het overige van het artikel zooals
hiernevens.

ART. 57.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

tions que celles incombant aux héritiers et aux légataires universels.

ART. 58.

A défaut de déclaration dans le délai prescrit, comme aussi à défaut d'affirmation dans ce délai, chacun des contrevenants encourt une amende de 5 francs par semaine de retard; toute semaine commencée est comptée comme complète.

Il est décerné une contrainte en paiement, outre la dite amende, d'une somme attribuée d'office, sauf régularisation ultérieure.

ART. 59.

Les amendes édictées par les lois du 27 décembre 1817 et du 17 décembre 1851 pour le cas où la déclaration déposée est inexacte ou incomplète, sont portées au double si la contravention a été commise de mauvaise foi.

L'administration est autorisée à établir la mauvaise foi par tous moyens de droit commun.

Il ne peut, en ce cas, être fait aucune remise d'amende.

SECTION III.

Mesures de contrôle; obligations des tiers. — Pénalités. — Prescription. — Dispositions diverses.

ART. 60.

L'administration de la Trésorerie et de la Dette publique, les adminis-

Wetsontwerp.

aan dezelfde verplichtingen als die rustende op de erfgenamen en op algemeene legatarissen.

ART. 58.

Bij gebreke van aangifte binnen den bepaalden termijn, alsmede bij gebreke van bevestiging binnen dien termijn, vervalt ieder der overtreders in eene boete van vijf frank voor elke week verwijl; elke begonnen week wordt als volle week gerekend.

Een dwangbevel wordt uitgevaardigd tot betaling, onverminderd gemelde boete, van eene som ambts-halve begroot, behoudens latere regeling.

ART. 59.

De boeten, waarmede de wetten van 27 December 1817 en van 17 December 1851 bedreigen voor het geval dat de ingediende aangifte onjuist of onvolledig is, worden op het dubbel gebracht indien de overtreding te kwader trouw is begaan.

Het bestuur is bevoegd, de kwade trouw door alle middelen van gemeen recht te bewijzen.

In dit geval mag geen kwijtschelding van boete verleend worden.

AFDEELING III.

Maatregelen van toezicht; verplichtingen van derden. — Straffen. — Verjaring. — Verschillende bepalingen.

ART. 60.

Het bestuur der Thesaurie en der Opeubare Schuld, de besturen der

Amendements présentés par la section centrale.

ART. 58 (à numéroter 51).

A défaut de déclaration dans le délai prescrit, *toute personne qui y était personnellement, tenue, en-court individuellement* une amende de 5 francs par semaine de retard; toute semaine commencée est comptée comme complète.

Il est décerné une contrainte *aux fins de paiement par le contrevenant* outre ladite amende, d'une somme arbitrée d'office à raison des droits dont il est tenu, et sauf régularisation ultérieure.

ART. 59 (à numéroter 52).

Intercaler un second alinéa.

Les amendes sont encourues individuellement par chacun des contrevenants dont la mauvaise foi aura été établie.

SECTION III.

Mesures de contrôle; obligations des tiers. — Pénalités. — Prescription. — Dispositions diverses.

ART. 60 (à numéroter 53).

Modifier cet article comme il suit :

Les administrations des provinces, des communes, des établissements

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 58 (wordt artikel 51).

Bij gebreke van aangifte binnen den bepaalden termijn, *vervult ieder persoon, die daartoe persoonlijk gehouden was, voor zich zelf* in eene boete van vijf frank voor elke week verwijl; elke begonnen week wordt als volle week gerekend.

Een dwangbevel wordt uitgevaardigd tot betaling *door den overtreder*, onverminderd gemelde boete, van eene som ambtshalve begroot *wegens de rechten waartoe hij is gehouden* en behoudens latere regeling.

ART. 59 (wordt artikel 52).

Een tweede lid in te voegen, luidende :

Elk der overtreders, wiens kwade trouw is bewezen, vervalt persoonlijk in de boeten.

AFDEELING III.

Maatregelen van toezicht; verplichtingen van derden. — Straffen. — Verjaring. — Verschillende bepalingen.

ART. 60 (wordt artikel 53).

Dit artikel te verwijzen zooals volgt :

Het bestuur der Thesaurie en der Openbare Schuld, de besturen der

Projet de loi.

trations des provinces, des communes, des établissements publics et des sociétés ne peuvent, après le décès d'un habitant du Royaume, titulaire d'une inscription ou d'un titre nominatif, en opérer le transfert, la mutation ou la conversion que sur la présentation d'un certificat de non-opposition délivré, sans frais, par le receveur du droit de succession dans le ressort duquel le défunt a eu son dernier domicile.

ART. 61.

Les administrations et les établissements publics, toutes associations, compagnies ou sociétés ayant en Belgique leur principal établissement, une succursale ou un siège quelconque d'opérations, les banquiers, les agents de change et les officiers publics ou ministériels qui sont détenteurs ou débiteurs de quelque chef que ce soit, de titres, sommes ou valeurs revenant à un héritier, légataire ou autre ayant droit par suite du décès d'un habitant du royaume, ne peuvent en opérer la restitution, le paiement ou le transfert qu'après avoir remis au fonctionnaire de l'administration de l'enregistrement désigné à cette fin, la liste certifiée sincère et véritable des dits titres, sommes ou valeurs.

S'il s'agit de choses confiées au détenteur dans un coffre fermé ou sous un pli cacheté, le coffre ou le pli ne peuvent être restitués aux ayants droit, après le décès du dépo-

Wetsontwerp.

der provinciën, gemeenten, openbare instellingen en vennootschappen mogen, na het overlijden van een inwoner van het Rijk, titularis van eene inschrijving of van een titel op naam, de overdracht, den overgang of de omzetting daarvan slechts bewerkstellingen op vertoon van een bewijs van niet-verzet, kosteloos verstrekt door den ontvanger van het successierecht binnen wiens gebied de overledene zijne laatste woonplaats heeft gehad.

ART. 61.

De openbare besturen en instellingen, alle vereenigingen, maatschappijen of vennootschappen welke in België hunne hoofdinstelling, een hulphuis of eenigenzetel voor hunne verrichtingen hebben, de bankiers, de wisselagenten en de openbare of ministerieele beambten die houders of schuldenaars zijn, uit welken hoofde ook, van titels, sommen of waarden toekomende aan een erfgenaam, legataris of anderen rechthebbende ten gevolge van het overlijden van eenen inwoner van het Rijk, mogen daarvan de terug-gave, de betaling of de overdracht niet doen dan na aan den daartoe aangewezen ambtenaar van het bestuur der registratie de echt en waar verklaarde lijst van de gemelde titels, sommen of waarden te hebben overhandigd.

Betreft het voorwerpen, aan den houder toevertrouwd in een gesloten koffer of onder verzegelden omslag, dan mogen, na het overlijden van den nederlegger, den koffer of de

Amendements présentés par la section centrale.

publics et des sociétés ne peuvent, après le décès d'un habitant du Royaume, titulaire d'une inscription ou d'un titre nominatif, en opérer le transfert, la mutation ou la conversion que sur la présentation d'un certificat *visé*, sans frais, *dans les vingt quatre heures du dépôt* par le receveur du droit de succession dans le ressort duquel le défunt a eu son dernier domicile.

Le certificat est exempt du timbre et de l'enregistrement.

ART. 61.

Supprimer cet article.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

provinciën, gemeenten, openbare instellingen en vennootschappen mogen, na het overlijden van een inwoner van het Rijk, titularis van eene inschrijving of van een titel op naam, de overdracht, den overgang of de omzetting daarvan slechts bewerkstelligen op vertoon van een bewijs van niet-verzet, kosteloos verstrekt door den ontvanger van het successierecht binnen wiens gebied de overledene zijne laatste woonplaats heeft gehad.

Het bewijsschrift is vrij van zegel en van registratie.

ART. 61.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

sant, qu'après avoir été ouverts en présence du détenteur, afin de permettre à celui-ci de dresser la liste prescrite.

Si les choses détenues ou les sommes dues peuvent, d'après la convention, être restituées ou payées à un coïntéressé ou à un mandataire, le détenteur ou le débiteur sont tenus :

1° Dès la formation de cette convention d'en donner connaissance aux fonctionnaires compétents ;

2° De retenir une preuve écrite des restitutions ou paiements opérés en mains du coïntéressé ou du mandataire, et, le cas échéant, de la date de chaque restitution ou paiement ;

3° De se refuser, dès qu'ils ont connaissance du décès, au paiement des sommes dues ou à la restitution des choses détenues, avant d'avoir remis au fonctionnaire compétent la liste des sommes, titres ou valeurs qui figuraient au compte du défunt au jour de son décès, et, le cas échéant, la liste des choses contenues dans le coffre ou sous le pli détenus.

Si le coïntéressé ou le mandataire ont opéré un retrait ou reçu un paiement postérieurement au décès, ils sont tenus, dès qu'ils ont connaissance de ce décès, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au premier alinéa du présent article, des

Wetsontwerp.

omslag aan de rechthebbenden eerst worden wedergegeven nadat de opening heeft plaats gehad in tegenwoordigheid van den houder, ten einde hem toe te laten de voorgescreven lijst op te maken.

Mogen de bewaarde voorwerpen of de verschuldigde sommen, volgens de overeenkomst, worden teruggegeven of betaald aan een medebelanghebbende of aan een lasthebber, dan zijn de houder of de schuldenaar verplicht :

1° Van het oogenblik af waarop die overeenkomst wordt getroffen, den bevoegden ambtenaar daarvan kennis te geven ;

2° Te bewaren een schriftelijk bewijs van de teruggaven of betalingen, gedaan in handen van den medebelanghebbende of van den lasthebber en, bij voorkomend geval, van den datum waarop elke teruggave of betaling geschiedde ;

3° Van het oogenblik af waarop het overlijden hun bekend is, de betaling der verschuldigde sommen of de teruggave der bewaarde voorwerpen te weigeren, zoolang zij aan den betrokken ambtenaar niet hebben afgegeven de lijst der sommen, titels of waarden die voorkwamen op de rekening van den overledene, op den dag van zijn overlijden, en, bij voorkomend geval, de lijst der voorwerpen vervat in de bewaarde kist of onder den bewaarden omslag.

Indien de medebelanghebbende of de lasthebber, na het overlijden, eene terugneming gedaan of eene betaling ontvangen hebben, zijn zij verplicht, zoodra zij kennis hebben van dit overlijden, aan den betrokken ambtenaar te overhandigen eene volgens het eerste lid van dit artikel op-

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen door de Middenafdeeling voorgesteld.

Projet de loi.

sommes, titres ou valeurs qui figureraient au compte du défunt au jour de son décès, et, le cas échéant, des choses contenues dans le coffre ou sous le pli détenus.

ART. 62.

Si un coffre-fort était tenu en location par un habitant du Royaume chez une personne ou dans une société se livrant habituellement à la location des coffres-forts, le coffre ne peut être ouvert, après le décès du locataire, qu'en présence du loueur; celui-ci est tenu de remettre au fonctionnaire de l'administration de l'enregistrement désigné à cette fin, avant la prise de possession par les ayants-droit, la liste certifiée sincère et véritable des objets, sommes, titres ou valeurs renfermés dans le coffre.

Si, d'après la convention, le coffre-fort peut être ouvert par un coïntéressé, par un mandataire et, plus généralement, par toute personne autre que le défunt, le loueur est tenu :

1° Dès la formation de cette convention, d'en donner connaissance au fonctionnaire compétent;

2° De retenir une preuve écrite du fait et de la date de l'ouverture du coffre par toute personne autre que le défunt ;

3° De se refuser, dès qu'il a connaissance du décès, à l'enlèvement

Wetsontwerp.

gemaakte lijst der sommen, titels of waarden die voorkwamen op de rekening van den overledene, op den dag van zijn overlijden, en, bij voorkomend geval, der voorwerpen vervat in de bewaarde kist of onder den bewaarden omslag.

ART. 62.

Indien eene brandkast in huur werd gehouden door een inwoner van het Rijk bij een persoon of in eene vennootschap die gewoonlijk brandkasten verhuren, mag, na het overlijden van den huurder, de brandkast slechts worden geopend in tegenwoordigheid van den verhuurder; deze is gehouden aan den daartoe aangewezen ambtenaar van het bestuur der registratie, vóór de inbezitneming door de rechthebbenden, eene voor echt en waar verklaarde lijst der in de brandkast geborgen voorwerpen, titels of waarden, ter hand te stellen.

Indien, volgens de overeenkomst, de brandkast door eenen medebelanghebbende, een lasthebber en, in 't algemeen, door eenig anderen persoon dan den overledene mag geopend worden, is de verhuurder verplicht :

1° Van het oogenblik af waarop die overeenkomst getroffen wordt, den bevoegden ambtenaar daarvan kennis te geven ;

2° Te bewaren een schriftelijk bewijs van het feit en van den datum der opening van de brandkast door eenig anderen persoon dan den overledene ;

3° Zoodra hij kennis heeft van het overlijden, het wegnemen

Amendements présentés par la Section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 62.

Supprimer cet article.

ART. 62.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

des choses contenues dans le coffre avant d'en avoir remis la liste au fonctionnaire compétent.

Si le coïntéressé ou le mandataire ont retiré, postérieurement au décès, des choses contenues dans le coffre, ils sont tenus, dès qu'ils ont connaissance du décès, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au premier alinéa du présent article, des choses contenues dans le coffre au jour du décès.

ART. 63.

Les certificats et listes visés aux trois articles qui précèdent sont exempts du timbre et de l'enregistrement.

ART. 64.

Toute contravention aux dispositions des articles 60, 61 et 62 est punie d'une amende de 500 à 5,000 fr. L'administration est autorisée à établir la contravention par tous les moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire.

Les contrevenants sont solidairement tenus, le cas échéant, avec les héritiers ou légataires, au paiement des droits, intérêts et amendes.

ART. 65.

La demande de droit de succession, en principal et intérêts, ainsi

Wetsontwerp.

van de in de brandkast geborgen voorwerpen te weigeren zoolang hij den betrokken ambtenaar de lijst daarvan niet ter hand heeft gesteld.

Indien de medebelanghebbende of de lasthebber, na het overlijden, voorwerpen uit de brandkast hebben weggenomen, zijn zij verplicht, van het oogenblik af waarop het overlijden hun bekend is, den betrokken ambtenaar eene overeenkomstig het eerste lid van dit artikel opgestelde lijst van de op den dag van het overlijden in de brandkast geborgen voorwerpen ter hand te stellen.

ART. 63.

De bewijzen en lijsten, bedoeld in de drie voorgaande artikelen, zijn vrij van zegel en van registratie.

ART. 64.

Elke overtreding van de bepalingen der artikelen 60, 61 en 62 wordt gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank. Het bestuur is gemachtigd de overtreding vast te stellen door alle middelen van gemeen recht, de beslissende eed uitgezonderd.

De overtreders zijn, bij voorkomend geval, hoofdelijk gehouden, met de erfgenamen of legatarissen, tot het betalen van de rechten, interesten en boeten.

ART. 65.

De vordering van het recht van successie, in hoofdsom en interesten,

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 63.

Supprimer cet article.

ART. 64 (à numéroter 54).

Toute contravention à la disposition de l'article 60 est punie d'une amende de 500 à 5.000 francs.

L'administration est autorisée à établir la contravention par tous moyens de droit commun, à l'exception de ceux régis par la section V, titre III, livre III du Code civil et par les articles 119 à 121 et 324 à 336 du Code de procédure civile.

Les contrevenants sont solidairement tenus, le cas échéant, avec les héritiers ou légataires, au paiement des droits qui auraient été éludés par le fait de cette contravention, des intérêts et des amendes.

ART. 65 (à numéroter 55).

Les dispositions des articles 25 et 26 de la loi du 27 décembre 1817

ART. 63.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 64 (wordt artikel 54).

Elke overtreding van de bepaling van artikel 60 wordt gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank.

Het bestuur is gemachtigd de overtreding vast te stellen door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van die geregeld bij afdeling V, titel III, boek III van het Burgerlijk Wetboek en bij de artikelen 119 tot 121 en 324 tot 336 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

De overtreders zijn, bij voorkomend geval, hoofdelijk gehouden, met de erfgenamen en legatarissen, tot het betalen van de rechten welke men, wegens die overtreding, zou hebben ontdoken, alsmede van de interesten en boeten.

ART. 65 (wordt artikel 55).

De bepalingen van de artikelen 25 en 26 der wet van 27 December 1817

Projet de loi.

que des amendes pour défaut de déclaration, pour déclaration inexacte ou incomplète et pour contravention aux articles 60, 61 et 62, se prescrit par vingt ans.

Restent toutefois soumises à la prescription actuelle, la demande pour défaut de déclaration de biens immeubles et de rentes ou créances inscrites dans les registres ou comptes désignés à l'article 18 de la loi du 17 décembre 1851, et la demande pour insuffisance d'évaluation susceptible d'être établie par expertise.

ART. 66.

Les assureurs belges et les représentants en Belgique des assureurs étrangers sont tenus de communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'enregistrement agissant en vertu d'une autorisation spéciale du Ministre des Finances, leurs répertoires, registres, livres, polices, contrats et tous autres documents.

Tout refus de communication est constaté par procès-verbal et puni d'une amende de 500 à 5,000 francs.

CHAPITRE VI.

Dispositions transitoires.

ART. 67.

Dans les six mois à compter du jour où la présente loi sera obligatoire, seront admis à l'enregistre-

Wetsvoorstel.

alsmede van de boeten wegens gemis van aangifte, wegens onnauwkeurige of onvolledige aangifte en wegens overtreding van de artikelen 60, 61 en 62, verjaart door verloop van twintig jaren.

De vordering wegens gemis van aangifte van onroerende goederen en van renten of schuldvorderingen ingeschreven in de registers of rekeningen aangeduid in artikel 18 der wet van 17 December 1851, en de vordering wegens ontoereikendheid van waardebepaling kunnende, door schatting vastgesteld worden, blijven nochtans aan de thans bestaande verjaring onderworpen.

ART. 66.

De Belgische verzekeraars en de vertegenwoordigers, in België, van vreemde verzekeraars zijn gehouden aan de ambtenaren der registratie, handelende ter uitvoering van eene bijzondere machtiging van den Minister van Financiën, mede te deelen, zonder verplaatsing, hunne repertoria, registers, boeken, polissen, contracten en alle andere bescheiden.

Alle weigering van mededeeling wordt bij proces-verbaal vastgesteld en gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank.

HOOFDSTUK VI.

Overgangsbepalingen.

ART. 67.

Binnen zes maanden, te rekenen van den dag waarop deze wet verplichtend is, worden, tegen

Amendements présentés par la section centrale.

sont applicables aux poursuites et à la prescription de la contravention prévue et réprimée par les articles 53.

ART. 66.

Supprimer cet article.

CHAPITRE VI.

Dispositions transitoires.

ART. 67.

Supprimer cet article.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

zijn van toepassing op de rechtsvervolging en op de vergaring van de overtreding voorzien en betengeld bij de artikelen 60 en 64.

ART. 66.

Dit artikel te doen wegvallen.

HOOFDSTUK IV.

Overgangsbepalingen.

ART. 67.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

ment au droit gradué établi par les articles 7 et 8, les actes sous seing privé ou passés en pays étranger d'une date antérieure, portant bail, sous-bail, subrogation, cession et rétrocession de bail de biens immeubles situés en Belgique.

Pendant le même délai, ceux de ces actes qui auraient été faits en contravention à la loi sur le timbre, seront admis au timbrage à l'extraordinaire ou au visa pour timbre sans amende.

ART. 68.

Dans les six mois à compter du jour où la présente loi sera obligatoire, tous les écrits visés aux articles 32 et 34, qui auraient été faits à une date antérieure en contravention à la loi sur le timbre, seront admis au timbrage à l'extraordinaire ou au visa pour timbre, sans amende, au taux fixé par la présente loi, s'il est inférieur au taux de la loi ancienne.

A l'expiration de ce délai, les écrits faits en contravention à la loi seront soumis à toutes les dispositions en vigueur.

ART. 69.

Les personnes visées à l'article 35, qui, à l'époque de la mise en vigueur de la présente loi, détiennent des

Wetsontwerp.

het trapsgewijze bepaald recht, gevestigd bij de artikelen 7 en 8, tot de registratie toegelaten de onderhandsche of in den vreemde verleenden akten van vroegere dagteekening, houdende verhuuring, onderverhuuring, indeplaatsstelling afstand en wederafstand van huur van in België gelegen onroerende goederen.

Gedurende denzelfden termijn, worden die akten welke in overtreding van de wet op het zegel zouden opgemaakt zijn, zonder boete toegelaten tot de buitengewone tsempeling of tot het visa voor zegel.

ART. 68.

Binnen zes maanden, te rekenen van den dag waarop deze wet uitvoerbaar zal zijn, worden al de geschriften bedoeld in de artikelen 32 en 34 en op een vroegeren datum opgemaakt met overtreding van de wet op het zegelrecht, zonder boete toegelaten tot het buitengewoon stempelen of tot het visa voor zegel, tegen het bedrag bepaald bij deze wet, indien dit minder is dan het bedrag der vroegere wet.

Na het verstrijken van dien termijn, zullen de geschriften, opgemaakt met overtreding van de wet, aan al de van kracht zijnde bepalingen onderworpen zijn.

ART. 69.

De personen bedoeld in artikel 35 en die, bij het in werking treden van deze wet, vreemde

Amendements présentés par la section centrale.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 68.

Supprimer cet article.

ART. 68.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 69 (à numérotar 56).

Pendant la période de six mois qui suivra la présente loi, les titres assujettis au timbre par application

ART. 69 (wordt artikel 56).

Gedurende den termijn van zes maanden volgende op deze wet, worden de titels, die, met toepas-

Projet de loi.

titres étrangers non timbrés, sont admises, pendant le délai fixé à l'article précédent, à les faire timbrer, sans amende, au taux de la loi ancienne.

ART. 70.

Il est accordé aux débiteurs, détenteurs et loueurs de coffres-forts, désignés aux articles 61 et 62, un délai de trois mois à partir du jour où la présente loi sera obligatoire, pour donner connaissance au fonctionnaire compétent de l'administration de l'enregistrement des conventions antérieurement faites rentrant dans les prévisions du troisième alinéa, 1°, de l'article 61 et du deuxième alinéa, 1°, de l'article 62.

ART. 71.

La première remise au bureau compétent des extraits visés à l'article 18 ci-avant aura lieu dans les dix premiers jours du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi sera obligatoire.

Préalablement à cette remise, les professionnels feront parvenir au fonctionnaire compétent la déclaration prévue à l'article 17.

Wetsvoorstel.

niet gezegelde titels bezitten, worden, gedurende den termijn in het vorig artikel gesteld, toegelaten om ze, zonder boete, te laten zegelen tegen het bedrag der vroegere wet.

ART. 70.

Aan de verkoopers, bezitters en verhuurders van brandkasten, aangewezen onder de artikelen 61 en 62, wordt, te rekenen van den dag waarop deze wet verplichtend is, een termijn van drie maanden verleend om aan den betrokken ambtenaar van het bestuur der registratie kennis te geven van de vroeger gesloten overeenkomsten vallende onder hetgeen is voorzien bij het derde lid, 1°, van artikel 61 en van het tweede lid, 1°, van artikel 62.

ART. 71.

De eerste afgifte ten bevoegde kantore van de uittreksels bedoeld in artikel 18 hiervoren, zal geschieden binnen de tien eerste dagen van de maand volgende op die binnen welke deze wet verplichtend wordt.

Alvorens deze afgifte te doen, moeten de beroepslieden aan den betrokken ambtenaar de aangifte, voorzien bij artikel 17, doen geworden.

Amendements présentés par la section centrale.

de l'article 55 *seront admis au timbrage* au taux de la loi ancienne.

ART. 70.

Supprimer cet article.

ART. 71.

Supprimer cet article.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

sing van artikel 55, aan het zegel *onderhevig zijn, tot de zegeling toegelaten* tegen het bedrag der vroegere wet.

ART. 70.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 71.

Dit artikel te doen wegvallen.